

novembre 1992

187

LA WALLONIE

&

SES INTELLECTUELS

CM

CAHIERS
MARXISTES



FIÈVRE (1972)

YVON VANDYCKE

tome 7

TOUDI

Les Cahiers Marxistes

Référant aux courants marxistes, la revue rend à considérer la société comme totalité; à privilégier donc une approche multidisciplinaire critique et l'articulation entre théories et pratiques sociales. Les engagements y seront assumés comme clé de scientificité ou comme valeur philosophique et morale. La revue se conçoit comme lien entre chercheurs, citoyens actifs et responsables d'organisations sociales et politiques. Elle procède actuellement plutôt par thème.

abonnement (6 numéros par an)
pour la Belgique 900 F
pour l'étranger 1 000 F
au compte 001-1047600-76
des CM - 20, avenue de Stalingrad,
1000 Bruxelles

Tél : 02/514.53.52
FAX : 02/512.23.84

comité de rédaction :

Mateo Alaluf, Jacques Aron, Albert Carton, Ouardia Derriche, Pascal Delwit, Jean-Michel De Waele, Pierre Gillis, Michel Godard, Serge Govaert, Jean-Jacques Heirwegh, Claude Herne, Rosine Lewin, Bérangère Marquès-Pereira, Jacques Moins, Jacques Nagels, Nadine Plateau, Marc Rayet, Claude Renard, Jean-Maurice Rosier, Christian Vandermotten, Benoît Verhaegen.

secrétariat de rédaction :

Hélène De Noose

rédacteurs en chef :

Pierre Gillis, Michel Godard

TOUDI

TOUDI passe sans cesse de l'«ici» à l'«ailleurs» pour déprovincialiser la Wallonie dans la perspective du renardisme.

Publiée sans subsides (ni pouvoirs publics, ni firmes privées), pour échapper à la colonisation de la société civile par le système, la revue se réclame du «Manifeste pour la culture wallonne» et du socialisme.

Revue de laïques et de croyants, elle désire mener un vaste travail réflexif et met en cause la monarchie de même que la Communauté française de Belgique.

abonnement / administration

Av. Fabiola 37
B-7850 Enghien
Tél : 02/395.33.70
FAX : 02/395.31.39

comité de rédaction :

Paul Delforge, José Fontaine, Hubert Galle, Chantal Hartman, Thierry Haumont, Patrick Leboutte, Luc Maréchal, Jean-Claude Piccin, Isabelle Servais, Claude Vaessen, Denise Van Dam, Pascal Zambra

rédacteur en chef :

José Fontaine

la wallonie et ses intellectuels

co-édition : cahiers marxistes (n°187) et TOUDI (tome 7)

- wallonie : quelle nation ? - p. gillis 5

1^{ère} partie : colloque

- des intellectuels en wallonie - j. dubois 11
- le devoir d'impertinence - encrages 17
- la volaille est troublée (...) - joe la valise 25
- église : les enjeux du dialogue - md. zachary 27
- être cinéaste en wallonie - table ronde 33
- l'identité wallonne : - jm. klinkenberg 37
 hypothèques et faux papiers
- que les intellectuels wallons (...) - l. radar 53
- l'europe, la culture et les artistes - j. ralite 59
- de la transition du socialisme décrété - m. von wroblewsky 73
 au capitalisme réel

2^{ème} partie : histoire du manifeste

- la nation comme contradiction : - p. zambra 81
 clef pour un débat
- la manifeste et les autres théories (...) - j. fontaine 89

préludes

- équivoque *l'ergot*, déc. 37, w. bal 107
- communauté française de belgique ou wallonie ? 109
 le monde, oct. 79 josé fontaine
- se taire, se terrer *le carré*, déc. 81, j. dubois, j. pirotte 113

parallèles

- manifeste pour une conscience wallonne 119
 culture et révolution, août 82 a. maljour
- manifeste pour la culture wallonne (1^{ère} version) inédit 125
- manifeste pour la culture wallonne 129
 sept. 83, m. abitbol et alii

polémiques

- beaucarne, quévité et d'autres dans un manifeste radical 135
 de standaard, sept.83, guido fonteyn
- combien de cultures en belgique ? 139
 la libre belgique, oct. 83, j. hislaire
- combien de cultures en belgique ? suite 143
 la libre belgique, oct. 83, jj. andrien, j. hislaire
- défendre la culture de notre communauté 147
 le soir, oct. 83, jp. baras

- un manifeste peut en cacher un autre	151
<i>le soir</i> , déc 83, l. et jp. dardenne	
- une démarche vivifiante	155
<i>le dr</i> , nov. 83 jm. simon, a. beauvois	
- le totalitarisme même	159
<i>pourquoi pas?</i> , déc. 83, p. vandromme	
- wallonie ! wallons-nous ?	163
<i>la revue nouvelle</i> , jan. 84, f. moutard	
- propos de bruxellois	167
<i>la revue nouvelle</i> , jan. 84, h. cnudde	
- wat is dat, la culture wallonne ?	171
<i>la flaque</i> , fév. 84, t. lazarre	
approfondissements	
- les émois de la marâtre (...)	179
<i>far</i> , nov. 83, vildebruce l.	
- quelle(s) culture(s) pour la wallonie ?	187
<i>far</i> , mars 84, jm. klinckenberg	
- comment faire un manifeste	197
<i>far</i> , mars 84, j. beaucarne	
- en guise de conclusion provisoire	205
<i>actualité du manifeste</i> , fév. 85	
- après le déclin	209
<i>pandora</i> , juil. 85, interview de m. quévit	
- spécificité wallonne ou wallonie région française	215
<i>la wallonie au futur</i> , oct.87, f. perin	
- communauté française et wallonie	221
colloque, mai 88, j. louvet	
- sur la culture wallonne	229
<i>cm</i> , mars 88, jm. rosier	
- notes sur le «matérialisme» du manifeste (...)	233
<i>toudi</i> , 89, l. baugnet	
- civilisation mondiale et cultures particulières	239
<i>euro-poésie</i> , oct. 1989, j. fontaine	
- pour un statut de la culture wallonne	245
<i>wallonie dialectale</i> , fév. 90, w. bal	
rebondissements	
- nous, de wallonie	251
circulaire, déc. 85, p. adant et alii	
- manifeste pour le retour à la france	253
86	
- manifeste(...)pour le fédéralisme intégral	257
nov. 87, jp. baras et alii	
- la langue est le ciment (...)	259
<i>la libre belge</i> , sept. 89, j. aubenas et alii	
- pour la solidarité wallonie/bruxelles	263
<i>le soir</i> , oct. 89, r. swennen	
- l'aveu d'impuissance de la communauté	265
<i>le soir</i> , oct 89, th. haumont	

Il n'est pas indispensable qu'un article soit long pour provoquer des remous. «L'engagement intellectuel en Wallonie» (Jean-Maurice Rosier, *CM* 182, 67-71, décembre 1991) a eu cette vertu. Nos amis du club Achille Chavée, de La Louvière, et de l'association Peuple et Culture Wallonie se sont joints aux rédactions des revues *TouDi* et *Les Cahiers Marxistes* pour approfondir la question, en mettant sur pied un colloque «Intellectuels en Wallonie, intellectuels en Europe» qui se tiendra à La Louvière le 14 novembre prochain, et les deux revues ont voulu marquer le coup en éditant à cette occasion un numéro commun. Curieux rendez-vous, diront les grincheux, que celui qui réunit des nostalgiques d'un internationalisme désuet, si pas malfaisant, aux tenants du radicalisme wallon le plus pointu, soupçonnés de repli localiste et archaïque... A moins que l'on ne découvre que le sens-même de la construction projetée par les seconds ne rencontre le souci de production consciente de leur avenir qui a toujours titillé les premiers, ou que l'on admette que les seconds se reconnaissent dans les valeurs de solidarité dont se réclament les premiers ?

La première partie de ce numéro rassemble des textes d'introduction au colloque que nos invités ont eu l'amabilité de nous communiquer. La journée s'organisera autour de quatre carrefours (intellectuels, politique et institutions en Wallonie, avec les textes de Jacques Dubois, du groupe Encrages, de Jean-Marie Klinkenberg et de Joe-la-valise; les intellectuels face aux exclusions et à la montée des intégrismes, avec Marie-Denise Zachary; la création artistique, avec Jack Ralite, Lucien Radar et une table-ronde entre cinéastes wallons; la dimension européenne du combat des intellectuels, avec Vincent von Wroblewsky, philosophe originaire de l'ex-RDA).

Mais on ne peut oublier que la problématique intellectuels et Wallonie a une histoire, dont la publication du *Manifeste pour la Culture wallonne* il y a près de dix ans a marqué un temps fort. D'où le

projet dont le volume que vous lisez constitue l'aboutissement : une réédition, une anthologie dirons-nous immodestement, des principales prises de position qui ont précédé, accompagné ou suivi le *Manifeste*. Cinq chapitres dans cette anthologie : préludes, parallèles, polémiques, approfondissements, nouveaux manifestes et rebondissements, scandant dix ans d'histoire de la Wallonie en train de se faire, et de la Belgique en train de se remodeler complètement. Vous ne trouverez pas ici tous les textes que le *Manifeste* a suscités, mais nous croyons avoir sélectionné parmi ceux-ci un éventail représentatif de toutes les orientations politiques qui se sont exprimées. L'ensemble représente un document que nous pensons essentiel, et la diversité des réactions, leur vigueur et la passion dont elles sont porteuses témoignent à suffisance que c'est de la vie-même dont nous parlons. Alors, bonne lecture !

Toudi

Les Cahiers Marxistes

On peut vivre wallon et ne pas mourir idiot. Ou encore, on peut revendiquer ses racines sans oublier qu'on appartient aussi (d'abord ?) à l'humanité toute entière. L'Atelier V, bien connu des Montois, qui a réalisé les vingt-trois pages hors articles qui rythment ce volume, en fait la preuve éclatante. Le cadeau était inattendu, il n'en est que plus beau : c'est, au sens fort, une oeuvre originale qui nous a été offerte, et qui est, paraît-il, un hors d'oeuvre pour un album à venir. Qu'on se le dise...

En attendant, nos remerciements les plus chaleureux à l'Atelier V !

wallonie : quelle nation ?

pierre gillis

Evitons, pour commencer, un malentendu qui pourrait dévoyer le débat que nous entendons mener : lorsqu'il y a près d'un an, Jean-Maurice Rosier s'inquiétait dans les colonnes des *Cahiers Marxistes* de l'absence d'intellectuels wallons, ce n'est pas la qualité de la vie culturelle, ou le statut des professions intellectuelles, ou encore l'état du réseau d'enseignement qui constituait le point ultime de sa préoccupation. Il s'agissait de la question de la nation, dont on peut penser qu'elle englobe les précédentes, nous y reviendrons. C'est évidemment aussi cette question nationale qu'on pouvait voir en filigrane derrière le *Manifeste pour la Culture wallonne* dont nous célébrons le dixième anniversaire, prétexte à la publication commune à *Toudi* et aux *Cahiers Marxistes* que vous lisez. Pour *Toudi*, la référence à ce manifeste est fondatrice, et nul ne s'étonnera donc de sa participation à l'exercice de bilan/relance que nous entreprenons. La chose est sans doute moins évidente pour les *Cahiers Marxistes*, et nous souhaiterions nous en expliquer brièvement.

On accuse souvent - et parfois à raison - les marxistes d'être aveugles à la réalité nationale, parfois à cause d'une propension, à laquelle il faut reconnaître quelques lettres de noblesse, à privilégier une vision planétaire de la politique, et plus sûrement parce qu'en appeler à la nation, c'est bien souvent une façon commode d'escamoter les contradictions de classe. Mais l'étymologie de l'internationalisme, dont nous nous revendiquons, est éclairante : l'internationalisme, dont l'épanouisse-

ment n'est pas conditionné par la négation des nations, prend en compte leur existence en grand nombre pour projeter un règlement harmonieux de leurs rapports, contrairement au nationalisme, qui, quoi qu'il s'en défende à l'occasion, montre une irrésistible inclination à se satisfaire du mot d'ordre « tous égaux, et surtout nous ». Nous sommes d'autant plus désireux de démentir cette réputation d'aveuglement que c'est chez nous que ça se passe, et que le mouvement wallon se repère sur des balises qui seraient qualifiées de progressistes sous n'importe quels cieux (lien avec le mouvement ouvrier, solidarité, droits des gens contre le droit du sol).

Pas question dès lors de minimiser l'importance de la question nationale - les récents événements d'Europe centrale, *soft*, comme en Tchécoslovaquie, ou *hard*, comme dans l'ex-Yougoslavie, nous l'interdisent formellement. On peut poser un premier constat, qui entérine l'extraordinaire subjectivité qui agglomère la nation. Pourquoi les transferts sociaux du Nord vers le Sud de la Belgique sont-ils intolérables aux yeux de la majorité des Flamands, alors que les transferts de la Province d'Anvers vers celle du Limbourg ne déclenchent aucun tumulte ? Parce que nous payons pour les autres, dit-on, et que les Limbourgeois sont dans ce nous alors que les Wallons n'en sont pas. Dire nous, c'est désigner ceux avec qui l'on souhaite partager la responsabilité de choix communs.

Aucun système classificatoire, aucun critère objectif ne permet de définir une nation. La langue, une histoire commune, une oppression partagée ou une domination exercée de concert peuvent déboucher sur l'émergence d'un sentiment national, mais sans qu'aucune règle ne fixe à l'avance la stoechiométrie de la réaction qui est susceptible de produire l'effet attendu. Pascal Zambra traduit cette absence par l'idée que la nation est d'abord une contradiction, entre la généalogie qui la fonde « naturellement » et la volonté d'autonomie, datée, circonscrite, attribuable à une communauté politique qui se définit comme telle. La thèse mérite d'être creusée, mais nous ne nous y attèlerons pas dans les lignes qui suivent, notre souci étant ailleurs. Le défaut de critère classificatoire ne plonge pas pour autant - heureusement - le processus d'émergence et de constitution d'une nation dans le brouillard d'une foncière irrationalité. Il répond, l'histoire moderne nous le montre, à une stratégie de conquête d'hégémonie de la part d'une classe sociale qui en appelle à l'intérêt général pour mieux réaliser ses objectifs et asseoir sa domination. Au-delà des apparences, ce n'est pas une instrumentalisation de la nation que cette proposition met en scène : l'hégémonie sociale n'est pas de l'ordre du complot, et ses protagonistes ne sont pas des petits soldats aux ordres d'un poste de commandement. Mais

il ne suffit pas toujours d'invoquer l'intérêt général pour que ça marche, et la théorisation de la nature contradictoire de la nation, réclamée par Pascal Zambra, permettrait sans doute d'y voir plus clair, et de préciser les conditions qui favoriseraient la réussite de l'entreprise. En tout cas, il faut acter le succès de l'opération conduite avec une admirable maîtrise par la classe montante du 19^e siècle, la bourgeoisie, dans la plupart des pays européens : en France, en Allemagne, en Italie, la bourgeoisie a littéralement inventé la nation, même si les tentatives d'antidater l'acte de naissance furent nombreuses et prestigieuses - comme celle de Pirenne pour la Belgique. En Chine et au Vietnam, les révolutions furent à la fois socialistes et nationalistes, au sens où c'est un bloc ouvrier-paysan qui a assumé la direction de la lutte d'émancipation nationale, lui imprimant du même coup un contenu social très différent des constructions européennes du 19^e. On se retrouve par contre bien plus près de celles-ci avec les actuelles résurgences nationales d'Europe orientale qui répondent finalement, vous excuserez un certain schématisme, à la tentative des élites issues des *nomenklaturas* de se convertir en néo-bourgeoisies compradore en jouant à fond du ressort national.

En Wallonie, les deux dernières années ont connu une spectaculaire accélération du processus, largement annexé par le groupe dirigeant du premier parti wallon, le PS. Le schéma dessiné par cette nouvelle donne est connu depuis belle lurette, c'est celui qui inscrit la formation d'une nation dans le cadre de la construction d'un Etat. Et les mécanismes en ont été analysés, par Henri Lefebvre pour la France, ou par Gramsci pour le *Risorgimento* italien : ils jouent de ce que Gramsci a appelé un appareil d'hégémonie, et Althusser des appareils idéologiques d'Etat - école, médias, religions, notions qui recourent peu ou prou les «piliers» de la sociologie politique belge. Il nous semble aussi permis de rassembler ces notions derrière un écriteau portant la mention «culture», au prix d'une acception large de cette dernière, ce qui justifie le caractère englobant de la question nationale auquel nous faisons allusion plus haut. Nous sommes donc en parfait accord avec Jacques Dubois (voir son article «Des intellectuels en Wallonie») lorsqu'il affirme «*qu'est venu le temps des intellectuels organiques*», eux qui se définissent par le rôle qu'ils jouent dans les appareils idéologiques.

Nous voici donc au pied du mur, maintenant que les généralités ont été mises en place : les intellectuels organiques mixent le mortier de la nation, qui, en l'occurrence, est encore à faire, ce qui déplace le balancier de la contradiction chère à Zambra vers le pôle de la construction volontaire d'un avenir politique commun, par opposition à la

perception essentialiste, naturelle ou éternelle d'une entité que personne ne songerait à questionner. C'est un premier point qui a toute son importance, dans la mesure où il autorise un projet radicalement étranger aux combats douteux qui prennent racine dans les identités ambiguës d'ethnie, de langue ou de religion. Mais peut-on se satisfaire d'un prescrit négatif comme celui-là, à l'heure où l'on parle de l'avenir ?

Nous ne le pensons pas. Il faut donc répondre à la question : pour qui roulent les intellectuels wallons, et qui pose sa candidature à l'hégémonie ? A l'évidence, Spitaels et ses amis, dans une perspective dont deux éléments, par ailleurs corrélés, éveillent l'inquiétude, quand bien même il faut reconnaître d'autres vertus à la domination de Presque-Dieu. La première de ces inquiétudes a trait au clientélisme invétéré de l'Etat-PS dans lequel nous vivons. Les pratiques bureaucratiques du PS crèvent les yeux en matière de gestion administrative comme dans le logement social, dans l'enseignement comme ... dans la culture. Parlant de l'unification italienne, Gramsci a inventé le concept paradoxal de «révolution passive», révolution d'en haut : drôle de révolution que celle dont le cours ne permet à aucun moment le déploiement de l'initiative populaire, de sorte qu'en fin de compte, si la bourgeoisie italienne est arrivée à ses fins et à dominer la société, elle n'est pas parvenue à lui imposer sa direction ni à inaugurer une nouvelle ère éthico-politique. C'est ce qu'en d'autres lieux et d'autres temps on a appelé le changement dans la continuité. Sans participation populaire active et sans appropriation de la politique par la majorité du peuple, il n'y a aucune raison qu'émerge une conscience nationale critique et différente des nationalismes frileux, voire xénophobes, qui nous répugnent, et donc pas de transformation profonde à espérer. Et ajoutons que c'est dans les pratiques d'aujourd'hui que se prennent les habitudes de demain.

Notre seconde inquiétude tient dans une idée reçue, exprimée par François Perin lors du débat de «l'Ecran témoin» sur l'identité wallonne, et entérinée par Guy Spitaels : il n'y aurait de conscience nationale que consensuelle. On peut alors se demander comment un événement aussi peu consensuel que la Révolution de 1789-93 a pu fonder la nation française, sauf à en faire une lecture totalement émasculée, à l'instar de certains des commentateurs officiels du bicentenaire. On pourrait donc craindre une opération du même style - ne pas renoncer aux combats fondateurs, mais au prix de leur glissement dans l'insignifiance - à propos de la Question Royale et de la grève de 60. Une telle opération ne se limite d'ailleurs pas au symbolique : «Il faut en finir avec la lutte des classes», a déclaré dans le même débat celui qui n'était pas encore le premier ministre de Wallonie. Corrélation avec la première

de nos inquiétudes : en finir avec la lutte des classes, qui, rappelons-le, n'a jamais été l'expression d'une conjuration, cela implique de bâillonner les dominés. Très peu pour nous ! Ringards, nous pensons encore et toujours que seule la prise en compte des intérêts des dominés est susceptible de définir à long terme l'intérêt général dont il est tellement question. La vieille dialectique du maître et de l'esclave se rappelle ici à notre bon souvenir : la fin de l'esclavage n'est pas seulement la condition de la liberté de l'esclave, c'est aussi celle de la liberté du maître.

Il est donc permis, pour ne pas dire recommandé, de se poser des questions quant à la classe ou l'alliance de classes autour de laquelle le PS entend articuler son projet wallon. Le recentrage du PS, notamment perceptible dans la marginalisation de la FGTB et du front commun syndical, met en lumière des intentions qui, malgré les évidentes différences de contexte, ne sont peut-être pas aussi éloignées qu'il y paraît de la politique suivie par les dirigeants russes, polonais, slovaques, hongrois, ... Ne s'agit-il pas, au-delà des incantations à l'esprit d'entreprise, de s'appuyer sur une petite bourgeoisie solidement implantée dans l'appareil d'Etat pour revendiquer en son nom la gestion locale d'un capitalisme transnational dont on espère les faveurs ?

On le voit, il serait irresponsable pour les intellectuels organiques de confiner la dimension critique de leur travail à la sphère privée, en évitant publiquement les retombées dérangeantes de ce qui ne serait alors que des états d'âme. Nous souhaiterions suggérer deux pistes de réflexion à ceux qu'un investissement critique motive.

La première, nous l'emprunterons à Pierre Ansay, auteur d'une passionnante intervention intitulée « Démocratie et citoyenneté » (*Cahiers Marxistes* 185, 59-78). « *La Nation, nous dit Pierre Ansay, doit être purgée par une cure de sécularisation et de désacralisation (il est illégal de réclamer d'un homme d'une Nation qu'il meure pour le drapeau)* ». On débouche ainsi sur l'idée que l'appartenance à une nation est une affaire privée, qu'on peut éventuellement appartenir à plusieurs nations « *de la même manière qu'on peut soutenir l'effort d'une ou plusieurs asbl en étant membre cotisant de l'assemblée générale* ». Les nations s'auto-instituent, et Ansay propose le concept de nationisme pour désigner cette nouvelle manière de s'associer en nation, fondée sur « *l'appartenance fiscalement impliquée et choisie, toujours réversible, d'un individu à une collectivité culturelle, plastique, extensible ou réten-sible* ». Foin des identités prétendument millénaires, la généalogie est pulvérisée dans un tel projet ! C'est dans la réalité bruxelloise que le projet d'Ansay s'enracine - le pluriculturalisme y joue un rôle central,

mais cette utopie, qui renoue avec les pratiques de la Révolution française (au moins pour la facilité d'accès à la nation), ne trace-t-elle pas des perspectives dont l'intérêt excède largement les frontières de la région bruxelloise ?

La deuxième, cohérente avec la première (c'est toujours préférable), nous renvoie à la dimension internationale de notre projet politique. «Un peu d'internationalisme éloigne de la patrie, beaucoup y ramène» : l'aphorisme de Jaurès, qui a déjà beaucoup servi, gagnerait à être rafraîchi par une pratique originale. Injecter une dose d'internationalisme dans le projet wallon, c'est certainement le moyen le plus sûr de se mettre à l'abri des égarements xénophobes qui sont le label de (mauvaise) qualité de bien des nationalismes. Rares (!) sont les identités nationales capables de faire une place à la volonté d'instaurer des rapports entre nations qui ambitionnent d'éliminer l'inégalité des échanges, de tenir les nations du Tiers-Monde pour des partenaires dignes de respect, de planifier un développement respectueux de l'environnement, de sorte que le refus d'être la poubelle de l'Europe ne débouche pas sur le rejet de nos détritiques vers d'encore plus mal lotis, ou encore de garantir des droits réels aux minorités culturelles - même si elles sont flamandes... Est-ce trop demander au projet wallon d'innover radicalement à ce propos ?

des intellectuels en wallonie

jacques dubois

une conscience sporadique

Conscience et identité wallonnes existent, mais se taisent. En veilleuse, elles ne sont que rarement mobilisatrices. Aussi doit-on ne pas nier que le mouvement wallon correspond, grosso modo, aux crises qui ont secoué la Belgique unitaire. C'est dans les moments de conflictualité politique ou de récession économique - pendant la crise des armes en septembre 1991, par exemple, ou, aujourd'hui, à l'occasion des remises en cause, dans certains milieux flamands, du système de la sécurité sociale - que se réveille le sentiment d'appartenance régionale. Il en est de même en Flandre d'ailleurs, mais avec un cimentage plus fort entre les crises.

Il semble donc difficile de concevoir l'affirmation de la conscience régionale en dehors des conditions économiques dans lesquelles elle s'exprime et des forces politiques dont elle constitue l'enjeu. On doit bien constater que le mouvement wallon ne s'aigüise et ne se coagule qu'à l'intérieur du rapport de forces entre régions et communautés en Belgique. L'illusion serait de concevoir cette conscience comme une essence, et l'erreur, de faire droit au vieux ronron lyrique sur «l'âme wallonne».

Reconnaître ce fait - à démontrer historiquement - ce n'est en rien affaiblir ou sous-estimer la notion d'identité wallonne : au contraire, de

crise en crise - et il n'en a pas manqué - il est fort probable que le sentiment d'appartenance s'est inscrit dans les faits et les mentalités pour forger une véritable *personnalité* wallonne (comme on parle de personnalité juridique). Dans cette logique, la structure artificielle de l'état unitaire belge aurait généré ce qui, tôt ou tard, constituera sa négation ou son éclatement. Comme s'il avait fallu cent soixante ans d'aliénation, de domination et de luttes pour révéler et affirmer une identité. L'hypothèse (provocatrice) serait que le sentiment wallon, la conscience et l'identité wallonnes, n'existent pas en dehors d'une structure étatique qui les aurait non pas refoulés (cela reviendrait à reconnaître qu'ils lui préexisteraient), mais créés - conjoncturellement plus que structurellement. Ce qui donne vigueur aujourd'hui à l'idée de «région wallonne» comme projet.

Ceci dit, une conscience identitaire repose sur une spécificité culturelle et des institutions qui la supportent. Le débat communauté française/région wallonne, qui a repris vigueur ces derniers temps en faveur d'un progressif «tout à la région», dit à suffisance que l'identité et la conscience wallonnes sont devenues des leviers idéologique et politique porteurs et mobilisateurs. Mais ces leviers sont-ils suffisamment puissants pour soulever un véritable sentiment wallon qui, de Charleroi à Liège et de Namur à Arlon, se vit de manière sporadique ? Sporadique en ce sens que cette conscience est moins le fait du commun des mortels que des discours politiques : il serait intéressant d'étudier la représentation de la Wallonie (de la conscience wallonne) dans le discours du PS, du PSC et du PRL, et des autres formations politiques ; il n'est pas sûr que l'on parle, de la gauche à la droite, de la même chose... Sporadique en cet autre sens que ce qui semble vécu plus fondamentalement par les gens, ce n'est pas une conscience transversale et unanime qui rallierait les Montois, les Liégeois et les Arlonnais, mais un sentiment plus affectif et plus localisé, tel qu'on peut le trouver exprimé dans la littérature régionale. N'est-on pas, avant d'être wallon, condruzien, gaumais, hesbignon, mosan ? L'identité wallonne serait non plus une sorte d'abstraction - un peu comme l'est la francophonie - mais une collection de sensibilités et de consciences qui s'excluent et se rassemblent à la fois au sein d'une aire géographique et linguistique floue (qui déborde les limites territoriales nationales).

Autrement dit, n'y a-t-il pas dans le discours wallon un soubassement ou un réflexe nationaliste dont l'effet idéologique et politique serait de transformer une variété de traits culturels, qui ont certes leur fonds commun, en un tout fabriqué, ou à tout le moins une entité dans laquelle les différences seraient, au lieu d'être reconnues, nivelées et aplanies ? Ne reproduit-on pas en Wallonie le mécanisme de consti-

tution de la Belgique ? C'est très clair en Flandre, mais là, le critère linguistique domine et génère une conscience unanime (la tendance y est d'ailleurs au séparatisme plutôt qu'à l'autonomie). Faute d'une institution linguistique qui serait son support et sa référence, le Wallon est condamné à vivre les métissages culturels et sociaux qui font le propre de sa personnalité. Être wallon, c'est se reconnaître liégeois + francophone + mosan + anti-bruxellois + différent du carolo, etc. Sans compter que se déclarer wallon, c'est poser un acte politiquement chargé. La conscience wallonne est donc constitutivement cumulative de toutes les sensibilités et de toutes les luttes qui la façonnent et la dynamisent. Si ce n'est une conscience malheureuse, c'est du moins une conscience hybride où se mêlent des sentiments d'appartenance locale et des positions de classe. C'est une conscience en mouvement (dans le temps, dans l'espace) : être wallon au temps d'André Renard, est-ce la même chose qu'être wallon au temps de José Happart ? Mais, au bout du compte, ne faut-il pas en finir avec cette question masochiste de l'identité (en avoir ou pas) ? Et bien plutôt aller de l'avant.

du non-lieu institutionnel à l'aphasie

Depuis les années 70, au gré du long processus institutionnel qui transforme la Belgique en un Etat fédéral, la Wallonie s'est dotée d'institutions et de compétences qui manifestent une volonté de s'organiser et de s'affirmer en tant que région. 1991 et 1992 marqueront certainement un tournant dans la voie de l'autonomie, et l'effet Spitaels n'est sans doute pas étranger à cette évolution (le terme Exécutif vient de faire place à celui de Gouvernement wallon). Si la Wallonie dispose désormais de son destin économique, un secteur lui échappe toujours, celui de la culture, le seul à pouvoir stimuler la conscience identitaire des gens.

Forte de ses institutions politiques et de ses compétences économiques et sociales, la Wallonie délègue à la Communauté française la gestion de son patrimoine culturel et artistique. Pour des raisons qui sont certes politiques - le problème des francophones de Bruxelles, entre autres - mais qui témoignent également d'un déficit culturel marqué, les Wallons semblent trouver dans cet état de choses de quoi perpétuer une situation ancienne selon laquelle ils acceptent de ne pas avoir la maîtrise des leviers de leur propre culture.

S'il existe depuis toujours, en Wallonie, des intellectuels et des artistes, ceux-ci n'ont jamais pu trouver les lieux et les supports d'expression

dont ils avaient réellement besoin. Pas de champ littéraire, pas d'espace intellectuel propres. Les créateurs se sont donc exilés normalement, à Bruxelles ou en France, avec, pour certains, le succès que l'on sait mais dont les retombées n'ont certainement pas servi la cause wallonne (si ce n'est à titre «pittoresque»). Ceci rappelle qu'il n'a guère existé en Wallonie de classe dirigeante et d'élite qui soient à même de soutenir et de promouvoir une culture autonome au sein d'institutions appropriées.

Si ont émergé des groupes d'intellectuels à quelques moments, leur obédience à l'idéologie la plus réactionnaire (Soreil, De Corte, Curvers, Vandromme) explique, en partie, leur faible retentissement auprès d'un peuple dont l'affirmation a été le fait des grandes luttes sociales.

Quant aux écrivains qui ont ébauché un parcours à même leur lieu d'origine, leur expérience n'a pas trouvé la reconnaissance et la consécration auxquelles leurs oeuvres prétendaient, sauf à ne considérer le succès de certains d'entre eux qu'au strict plan local ou régional (comme le montre, par exemple, la carrière d'un Jean Tousseul, parti d'Andenne pour y revenir mourir après moultes incursions dans toute la Wallonie et à Bruxelles).

Ce non-lieu institutionnel wallon n'est pas sans rapport avec l'esthétique des créations. Par avance, la littérature de Wallonie a toujours été déniée dans son droit d'exister, disqualifiée par une culture française (et/ou bruxelloise) dominante. Les écrivains se sont résignés à prendre le parti de cette auto-disqualification, qui est, somme toute, constitutive de leur spécificité d'écriture. Ce qui témoigne, en creux, de la part de nos auteurs, d'une formidable résistance et d'une capacité créatrice à convertir une infériorité de fait en un potentiel imaginaire. A défaut de (pouvoir) produire une grande littérature, ne font-ils pas de «l'irrégularité» la bannière de leur pratique et de leur esthétique si singulières ? La dynamique culturelle wallonne n'est-elle pas redevable du non-lieu institutionnel dans lequel et contre lequel elle est constamment en lutte ?

Qui parle, en Wallonie ? J'ai signalé, plus haut, que le discours est avant tout tenu par les politiques, sans qu'il y ait unanimité sur ce que représente le fait wallon et, surtout, sans qu'il y ait un écho auprès de la collectivité qui semble hésitante à se définir comme telle. Le débat sur la Wallonie a toujours quelque chose de forcé, et un manifeste, même s'il fait du bruit, ne semble pas mobiliser les consciences en dehors de cercles restreints.

Sur ces silences et ces tendances, il y aurait à s'interroger. Ancienne, ancrée, une sorte d'aphasie collective est à l'oeuvre. Elle va de la difficulté à parler les langues étrangères à des malaises ou des timidités de la diction en passant par l'absence de porte-parole. On théorise peu en Wallonie. Mais on ne laisse pas non plus aller son imaginaire. Qui ne souffre de constriction verbale (sauf Simenon - ou même Simenon), de lenteur mentale ?

Ce non-dire n'est autre que l'effet d'absence d'espace public. Comme si l'institutionnel (manquant) se rabattait à même le discours ou la langue. Nous avons grande peine à nous dire, donc à nous concevoir.

Mais se taire, ce n'est pas nécessairement ne pas penser ni agir. On peut penser aussi qu'il y a chez le Wallon non pas, comme on l'accrédite parfois, une résignation fataliste, mais une *économie de la parole* laquelle, en veilleuse, se réveille au moment où elle doit s'exprimer, dans l'urgence, toujours sur les limites, sur le fil. Les grandes luttes de l'histoire sont là pour nous rappeler que le peuple wallon a toujours eu le verbe adéquat aux moments où il a senti une menace peser sur son existence. Il y a dans ces prises de parole-là, de la pertinence et du pragmatisme.

pour une mobilité intellectuelle

Pour la Wallonie, de nouveaux espaces sont en voie de se définir. Celui de l'autonomie sans doute; celui de la mitoyenneté avec des voisins multiples; celui de l'Europe dans laquelle il faut se situer sans retard. La collectivité wallonne doit vivre ces espaces au gré de la définition particulière qui est la sienne et que l'on vient de rappeler : (1°) cette définition a un soubassement plus populaire qu'intellectuel; (2°) elle porte avec elle une forte part d'incertitude; (3°) elle est encore en projet ou en projection.

Avant tout, il convient de s'accommoder de la labilité de ces espaces et d'en jouer ou d'en tirer parti. Les intellectuels en particulier ont à se mobiliser au sens premier du terme. J'ai plus d'une fois défendu l'idée d'un régionalisme «de mouvement» qui, tout à la fois, évite l'écueil du nationalisme chauvin et permet à la collectivité restreinte que nous sommes de se déployer sur plusieurs registres (politiques, sociaux, culturels) de façon souple et prégnante. De même que dans la production économique, nous ne pouvons plus monter de projets de culture qu'en misant sur les collaborations et sur plusieurs dimensions de l'espace.

Cela ne signifie en rien que l'espace wallon doive devenir une sorte de ventre mou, qui ne trouve à se fixer en aucun terrain précis. Je crois, au contraire, qu'est venu le temps des mises en place institutionnelles. On l'a dit plus d'une fois, la Wallonie n'a pas la maîtrise de son enseignement, n'a pas de presse ou de radio-télévision «transversales», manque d'un certain nombre d'instances pour gérer sa culture (musée, théâtre...). Elle est encore plus ou moins sans histoire et sans mémoire; elle cultive peu son affectivité et son imaginaire.

C'est dire qu'est venu le temps des intellectuels organiques. Nous avons vu qu'ils avaient fait défaut par l'effet d'une histoire manquée, d'une histoire qui n'a pas eu lieu. Il faut espérer qu'ils se dégagent à présent et prennent leurs responsabilités, construisent et élaborent. De quelle classe seront-ils les vecteurs ? On a parlé ces derniers temps du caractère consensuel de la société wallonne. En l'absence d'une classe dirigeante, d'une bourgeoisie clairement dominante, les choses se passent comme si le *leadership social* et politique était exercé par différents mouvements et organismes (dont les syndicats par exemple). Il y a un socialisme à la wallonne qui reste à décrire. Est-ce de ses rangs que sortiront les producteurs et créateurs intellectuels espérés et tout un travail de mise en place ? Des tentatives vont en ce sens. Elles sont souvent empruntées. Ou manquent d'invention, de ce tempo moderne qui, tout factice qu'il puisse devenir, est une condition des avancées utiles.

Est-ce de ces mêmes rangs que sortiront les intellectuels critiques ? Le socialisme dont nous parlons a produit ses perversions et ses dérives. Lui reconnaître un rôle fondateur ne saurait se confondre avec l'idée de lui faire tout crédit et d'admettre en bloc son emprise. Une autre mobilisation s'avère donc extrêmement nécessaire et qui questionnera, à peine les structures mises en place et à même ces structures, le champ politique sur ses actes et ses démarches. Mais, on y revient, même si le temps de Sartre n'est plus le nôtre, on ne peut procéder au questionnement normal des groupes dirigeants que depuis des positions d'autonomie intellectuelle dont nous n'avons aujourd'hui que tout juste l'esquisse.

le devoir d'impertinence

encrages

La question des intellectuels et de leur relation à l'espace où ils vivent (géographique, culturel, politique) constitua la trame, même inconsciente, de l'existence de notre groupe dès sa création. Du simple sursaut de citoyen à la conscience de rencontrer la complexité du monde, nous devions chercher les voies d'un engagement qui, comme nous l'écrivions dans notre charte, repose sur une morale de l'indépendance et de l'intégrité. Grands mots, grands principes. Traduits en articles : le premier, alors même que le groupe n'existait pas encore en tant que tel, s'intitulait «Le devoir de parole». Et le dernier paru : «Au boulot les intellectuels !». C'est dire si la question nous préoccupe.

Mais plutôt que d'embarrasser le lecteur avec des références théoriques qu'il maîtrise sans nul doute et dont il peut mieux prendre connaissance par ailleurs, nous voudrions ici déposer notre témoignage. Et, à travers lui, poser à nouveau quelques grandes questions, certes presque dix ans après le *Manifeste* wallon, mais aussi trois ans après l'écroulement réel et symbolique du Mur de Berlin, et l'expérience vécue d'un monde en mutation.

nous, écrivant...

Lorsque nous nous sommes constitués, en 1986, c'est sans conscience claire de la question et du rapport à ce que José Fontaine appelle

l'«ici» que nous avons commencé à travailler. Jeunes universitaires, romanistes pour la plupart, de gauche, avec une urgence devant la page blanche : celle de l'écrivain. Avant même celle de l'intellectuel. Nous voulions, et nous voulons encore et toujours, écrire. Ecrire des livres. Exister à travers les livres, à travers l'écriture, en ces temps si marqués par l'audiovisuel et le paradoxe entre la force magnifique et la fugacité tragique des images. «Ringards» ? Nous assumons. C'est notre foi : parier sur la durée. Tant pis pour nous, ou pour l'époque. On ne se refait pas.

Ecrire, donc. Littérature : un recueil de nouvelles. Thème commun : le déchirement, le malaise à vivre notre réalité d'alors, avec la crise (économique, des valeurs, des mots même), la difficulté à se définir. Des nouvelles, littéraires, mais déjà fondées sur une interrogation d'intellectuels. Avec des préoccupations et des préceptes précis : pas d'ethnographie ni de folklore, tenter le pari de la clarté d'expression quand tant succombent au snobisme de la parole pour initiés, user d'humour et d'impertinence, juste avant de se prendre trop au sérieux.

Et puis, le monde, reçu comme une gifle : Val-Duchesse pour les enseignants, le plein essor, y compris idéologique, du néolibéralisme si loin de nos valeurs et de notre engagement, l'invasion de l'argent dans toutes les sphères d'activités humaines, etc.

Alors, deuxième texte : un recueil de lettres ouvertes. Notre mot à dire. Et la première confrontation à la grande question : le politique.

Impossible de rester impassible. Plume, indignation, rigueur, recueil optimal d'informations et de repères de pensée : voilà sans doute, en première approximation, quelle fut pour nous la définition pratique de l'intellectuel.

eux et nous : rapports avec le politique

Eternelle question de l'engagement, mais qui se pose avec une acuité particulière en nos temps incertains.

La volonté de peser un tant soit peu sur le monde, sans doute propre à tout groupe humain, fit naître des débats aigus. Certes, nous avons récusé dès le départ la facilité de la tour d'ivoire et de l'écrivain impavide qui, dans sa solitude, cherche sa voie littéraire. Non pas qu'il faille rejeter ce mode d'être : l'ermite ou l'ascète peut sans doute changer autant le monde que la troupe syndicale.

Mais en groupe, il nous fallait, de plus en plus, trouver une issue, une

diffusion possible.

La convention-forum du principal parti de gauche wallon nous apparut comme une opportunité. Nous rédigeâmes un projet alternatif, intitulé «Notre projet socialiste», qui, au-delà de la critique, se voulait positif, propositionnel.

N'y revenons pas longuement dans cet article : la déception fut grande, d'abord du report de la convention, ensuite de son sabotage à travers le fonctionnement sépulcral des appareils.

Ce n'était pas encore là que nous aurions la parole.

Nous apprîmes à formuler le piège : pour être écouté dans une structure, il est nécessaire d'en faire partie et le temps qu'il faut pour cela, dans 90% des cas, vous ôte l'énergie, l'enthousiasme et la volonté de changement qui vous animaient au départ. Constat classique et banal, nous direz-vous. Il fallait ne pas avoir lu Max Weber et sa lumineuse distinction entre le fonctionnement du savant et celui du politique, il fallait avoir oublié Machiavel, et s'être nourri d'illusions sartriennes. Mais c'est le jeu : à chacun de refaire pour soi le chemin qui rend les démonstrations lumineuses.

Notre constat d'aujourd'hui rejoint nos principes de départ : cloisonnement entre les mondes intellectuel et politique. Ce qui n'exclut pas les passerelles ponctuelles (rencontres, forums de réflexions, etc. : ce colloque pourrait en tracer quelques pistes).

Pour reprendre la métaphore de Platon à propos de Socrate, le philosophe (l'intellectuel) doit demeurer le taon qui vole autour du cheval, libre de changer de victime à sa guise, et dont le rôle consiste à empêcher l'animal de s'assoupir. Encore faut-il que l'animal y soit sensible...

Et c'est alors qu'a surgi pour nous toute la question de l'«ici». Comment faire naître ce qui n'est pas - ou qui n'apparaît pas : un champ intellectuel valide ?

nous, de là ou d'ici ?

Question, et c'est symptomatique de l'absence d'une histoire, que nous ne nous posions même pas en 86. Puisque, naïvement, nous voulions simplement écrire. Facile dans un premier temps d'éluder une question de contexte.

La Belgique, nous mesurions bien son absurdité. La belgitude, identité en creux, cela ne nous satisfaisait pas. Nous étions donc hors histoire, dans une nébuleuse francophone et parfois francophile parce que tout

simplement, là-bas, être intellectuel, cela voulait dire quelque chose, une tradition, une histoire, un rôle, et le goût du débat (de Zola à Sartre, et plus proche, les belles années de la télévision publique française à la Polac).

Puis les rencontres, les lectures, la connaissance plus grande des réseaux existant et travaillant ici, la mesure du foisonnement des idées dans des cercles souvent hélas trop restreints et puis surtout le dévoilement de pans entiers d'histoire absents de nos (?) manuels, scandaleusement absents, tout cela nous fit prendre conscience de l'identité wallonne en construction. Et du pari qui la soutient : construire un espace à taille humaine, entre le village et l'Europe, fondé sur la convivialité et l'ouverture. Deux grands moments. Le Manifeste, bien sûr et son fondement : «est Wallon qui vit en Wallonie». Aussi, le frisson qui naît du spectacle des luttes insurrectionnelles (50, 60), si près de réussir...

Ainsi, en 60, à Liège, pour protester contre le mariage du roi, ce n'est pas la prétendue bannière wallonne du repli, ni encore moins l'étendard français du rattachement, mais le drapeau républicain espagnol qu'on déploie et hisse Place Saint-Lambert ! Tout un symbole...

constats

1. La fréquentation de divers milieux intellectuels et politiques permet de mesurer un véritable foisonnement associatif. Un des plus forts d'Europe, semble-t-il. Richesse mais dispersion peut-être fatale. Qui sait ? La crainte de voir se diluer le dynamisme dans une structure (de Kafka à l'URSS, le 20^e siècle consacre la sclérose des grandes organisations) nous condamne à l'équilibre sur un fil. De même, des mouvements solidaristes ou démocrates tentent de ressourcer les cercles politiques : entre le groupe de pression et le mouvement puis le parti, la crainte de voir se restreindre la liberté de parole et la marge de manoeuvre guide aujourd'hui la plupart des citoyens vers des cercles restreints et autonomes.

André Gorz pense que la gauche, et singulièrement l'intellectuel qui veut encore penser à gauche, doit contribuer à la création d'espaces croissants où les gens se sentent chez eux, entre eux, artisans de leurs relations et maîtres de leurs actes. C'est l'aspiration à reconquérir de tels espaces qui est au fondement du mouvement écologiste. Tant qu'elle restera productiviste et étatiste, la gauche déclinera» (*Le Monde*, 14 avril 1992).

Mais comment articuler ceci et ce qui nous mobilise : la révolution nécessaire (politique, sociale, sémantique), à laquelle nous convie

Claude Julien dans *Le Monde diplomatique...* en prônant l'union des citoyens pour une démocratie renouvelée.

Révolution politique : un nouveau mode d'intervention est donc à inventer. Ce colloque vient à son heure pour y réfléchir. En tentant d'éviter les deux impasses : d'une part l'enlisement dans la structure et l'orthodoxie que secrète inéluctablement toute institution, et d'autre part le confinement des réflexions parfois parallèles dans de petits cercles qui ne pèsent guère sur la vie sociale et politique.

2. Révolution sémantique. Autre défi majeur auquel vont sans doute devoir s'atteler les intellectuels : renouveler des concepts, redonner du sens à des vocables aujourd'hui bien usés. Que veut dire le mot «socialisme» ? Combien de «socialistes» le sont-ils vraiment ? Quelle «république» voulons-nous ? L'avenir est-il réellement aux «écologistes» ? Quelle «écologie» ? Quelle «démocratie» ? Ne faudrait-il pas en redéfinir les conditions minimales ?

Nous savons tous à quel point un nouveau langage devrait accompagner les nouveaux modes d'intervention. Nous savons tous combien «l'action dépend en grande partie des mots avec lesquels on la parle» (Bourdieu).

3. Révolution sociale et troisième grande question : comment conférer à l'intellectuel un statut digne de sa fonction ? Comment garantir qu'il la remplisse de façon satisfaisante ? Ce que la Belgique (ni le Bruxelles mondain qui oscille à la française entre la componction et l'anathème) n'a pu réussir, comment la Wallonie va-t-elle le mettre en œuvre ? Nous nous interrogeons notamment sur la présence ou non d'une presse de gauche qui couvre enfin toute la Wallonie et qui ne nous distribue pas en provinces, sur la réalisation des manuels scolaires qui ouvriraient et prolongeraient la réflexion dans les écoles, sur une régionalisation accrue de la RTBF - et des débats où l'animateur marquerait enfin envers le culturel autant de respect qu'envers le politique !

Question donc que nous écrivons en majuscule : COMMENT LA WALLONIE VA-T-ELLE CONSACRER LE DEVOIR D'IMPERTINENCE ?

combats

Après avoir identifié ces trois constats, nous voudrions dégager quelques combats qui nous apparaissent dans toute leur urgence.

1. Wallonie/Europe : quelle sera notre place dans cette Europe où, comme l'écrit Régis Debray (*Contretemps, Eloge des idéaux perdus*,

Paris, Gallimard, Folio actuel, 1992), «tout bouge et rien ne change» ? Plus que jamais, la dimension internationale (quand osera-t-on redire «internationaliste» ?) s'impose et pourquoi ne pas concevoir le projet de réunir, dans différentes capitales, des intellectuels européens qui puissent aller au-delà du soutien trop facilement résigné à Maastricht ? Et surtout d'élaborer un texte, un projet qui cesse de se fonder sur la peur (de l'autre, du vide, du pire). On dirait qu'aujourd'hui l'Occident s'est tissé une toile de frayeurs qui, certes, l'empêche de s'effondrer tout de suite, mais surtout le rend totalement incapable de concevoir positivement, tourné vers le futur, un projet de société.

2. Ceci va de pair : bousculer le fatalisme des penseurs fatigués. Certes, bien des idoles se sont écroulées, bien des systèmes, ce qui nous prémunit d'avance contre un prophétisme totalitaire. Est-ce raison pour se contenter alors de brûler le passé en consommant au présent ?

Nos sociétés souffrent d'un manque de «lien» (André Comte-Sponville). Quelque chose de religieux, comme une foi en un futur, et la démocratie ne peut remplir ce rôle si elle se limite à la gestion de ce qui est. Imagination, invention : l'utopie, comme l'horizon qu'on sait ne pas atteindre, mais qui nous indique au moins la voie à suivre, une direction. Quelque chose comme une spiritualité athée, qui réunisse dans le désintéressement tous ceux qui veulent encore croire en la dignité possible de l'homme.

Et cette révolution philosophique, qui d'autre que les intellectuels pour la prendre en charge ?

Avec toute la lucidité dont nous sommes aujourd'hui capables et les avertissements à prendre en compte. Il y a des rappels utiles :

«Il y a quelque chose de pathétique dans la docilité avec laquelle les «intellectuels libres» s'empressent de remettre leurs dissertations sur les sujets imposés du moment (...). Et rien n'est plus funèbre que la lecture, vingt ans après, de ces exercices imposés de concours que réunissent, avec une ensemble parfait, les numéros spéciaux des grandes revues intellectuelles.

(...) Le propre de l'intellectuel est d'essayer de découvrir tout ce que l'histoire et la logique du champ intellectuel lui imposent de penser, à un certain moment, avec l'illusion de la liberté. (...) Son ambition est de dégager du présent les lois qui permettent de le dominer.» (Bourdieu, *Questions de sociologie*, Paris, Editions de Minuit, 1984, p.70-71).

Avertissement sans frais, et valable pour tous : travaillons sur la durée,

en profondeur, et non sur la surface médiatique où se dit aujourd'hui, pour reprendre la formule de Gide à propos du journalisme, tout ce qui sera moins intéressant demain...

Même s'il faut pour cela, et parce qu'on n'a pas vraiment le temps d'y réfléchir, renoncer à un article sur Eurodisneyland dans l'*Événement du jeudi* ou à une prestation télévisée au JT dernière pour administrer au citoyen encore éveillé ses petites leçons brillantes de géopolitique.

Modestes dans la manière, ambitieux sur l'objectif : se dégager du présent pour retrouver le sens du futur. Recréer les conditions du lien. Impertinence du ton, pertinence du fond : ce couple symétrique demeure notre absolu d'intellectuels...



La médaille de Waterloo. 1858.

Félicien Rops

Je fais mes plans avec les rêves de mes soldats endormis.
Napoléon Bonaparte

Napoléon Ier était un calicot.
Louis Scutenaire

Mes Inscriptions 1943 - 1944

Horum omnium vlamicissimi sunt Vallonae ... propterea quod a cultu longissime absunt...
Jules C.

la volaille est troublée quand passent les oiseaux de contrebande

joe la valise

*Oh ! vie heureuse des bourgeois ! Ce pigeon est aimé
trois jours par sa pigeonne, ça lui suffit, il sait que l'amour
n'a qu'un temps ! (...)*

*... Les bourgeois sont troublés de voir passer les gueux !
Regardez-les passer, eux, ce sont les sauvages, ils vont
où leur désir le veut. Ils auraient pu devenir volaille
comme vous, mais ils sont, avant tout, des fils de la
chimère, des assoiffés d'azur, des poètes, des fous. Et le
peu qui viendra d'eux à vous, c'est leur fiente !*

Jean Richepin

La Wallonie, qu'est-ce qu'on ne l'a déjà pas savonnée, purgée, pigeon-
née, assainie ! Arasée de ses terrils ! Cimentée de ses puits de fosse,
de sa mémoire ouvrière ! Evacuée de ses réalismes comme de ses
réalités ! Commémorée de ses Destrée, Piérard, Malva ! Décontami-
née de ses belgicisms ! Tornade blanche sur les pays noirs ! Disney-
land sur les sites charbonniers ! Vous voyez ça d'ici : la Wallonie et ses
petits mickeys ! Un rêve pour critiques d'art, historiens ou politiciens du
«clean» !

La Wallonie, heureusement qu'elle n'existe pas ! Déjà que la Belgique

n'existe pas non plus, ça nous fait deux négations pour une excellente situation de fils de la chimère ! Chanceuse Wallonie ! Entre nous et la métaphysique, pas d'opaque sentiment national (ô France !), pas de murailles toujours debout où appuyer des certitudes à l'abri desquelles la langue rassurée devient véloce ! Entre nous et la seule question qui est celle des peintres, des sculpteurs, des poètes, des fous, la question de la non-existence de la vie, entre nous, étrangers à nous-mêmes, la langue pesante, le corps incertain dans des lieux indéfinis, entre nous et le qui ? quoi ? qu'est-ce ? où ? pourquoi ? comment ? du corps, rien qui s'interpose à nos rages ! Chanceuse Belgique, chanceuse Wallonie qui êtes nulle part ! Nulle part, exactement là où transparait, et transpire de l'exercice des passions, la question du corps éternel habitant périphérique des régions perpétuellement avoisinantes, corps satellisé, corps martien, indien ou canaque - ou belge ou wallon - corps en partance, en congé sans solde, corps pornographique, corps fragmenté dans la totalité du corps, lieu et signe de la mutilation et de la résistance, du décervelage et du sabbat, acteur de la réappropriation d'une mémoire singulière !

église : les enjeux du dialogue *

marie-denise zachary

Depuis le début des années 80, l'Eglise est en prise à une réorientation idéologique directement impulsée par le Saint-Siège. Cette reprise en main vise en ordre principal les questions sensibles où, dans la foulée du Concile Vatican II, la doctrine catholique a su revêtir de nouveaux accents au contact des réalités autres. Ainsi l'option préférentielle pour les pauvres, les marginaux, les opprimés. Ceux qui en sont les médiateurs les plus actifs se sont fréquemment trouvés en butte à des freins parfois brutaux. C'est le cas notamment des défenseurs de la théologie de la libération, mais aussi des prêtres-ouvriers et de bien d'autres initiatives de solidarité (tel que, chez nous, le Séminaire Cardijn), suspectés d'être trop mêlés au réel, de ne pas procéder d'un mysticisme intégral. Egalement en point de mire : le champ de la morale familiale et sexuelle, victime d'une poussée de rigorisme que l'on peut qualifier d'aveugle tant il est en rupture avec l'évolution et le questionnement que connaît la société en la matière. Une approche radicale qui elle aussi génère de nouveaux processus d'exclusion. Autre lieu conflictuel, le fonctionnement de l'Eglise. On observe une recléricalisation inquiétante dans la mesure où elle a pour effet de reléguer les laïcs - pourtant ferment de l'Eglise moderne, selon Cardijn - à l'arrière-plan.

* Ce texte est issu de la synthèse de deux articles parus dans la revue *Subjectif* n° 5, avril 1991. «Une Eglise debout», par Henri Monceau et «La volonté et le dialogue» par Marie-Denise Zachary. *Subjectif* est la lettre bimestrielle d'analyse et d'information de la JEC SUP (Jeunesse Etudiante Chrétienne dans l'Enseignement Supérieur).

Tout ceci ne se résume pas à une bataille d'idées. Sur le terrain, on assiste véritablement à une manière de « coup d'Etat ». Rome impose partout où cela s'avère possible ceux qui partagent ses vues. Et ceci, le plus souvent au mépris de l'avis des Eglises locales. N'est-ce pas là un courant réactionnaire pour balayer les acquis de l'Eglise sociale et les choix convenus au moment de Vatican II ? A la faveur de cette tendance champignonnent d'ailleurs plus d'un groupe de *reconquista* spirituelle que l'absence de clarté dans leurs intentions et leurs actions rend suspects.

Le relatif succès de ces groupes tient sans doute à ce qu'ils proposent un cadre de références strict, cohérent, sécurisant pour des gens en mal de certitudes, spirituelles ou autres. Le doute est gommé, l'accent mis sur la hiérarchie et l'obéissance, « *une obéissance religieuse de la volonté et de l'intelligence* » dit Monseigneur Lustiger, où l'esprit critique, « *grande entrave pour l'entreprise surnaturelle* », est banni.

Ces mouvements mettent l'accent sur une charité bien ordonnée faite d'actions individuelles et non de réflexion sur les enjeux et les problèmes collectifs. Plutôt que d'éduquer les consciences, ils ont pour résultat d'infantiliser les gens et pour but d'en faire des fidèles, qui ne posent pas de questions, de restaurer une Eglise hiérarchique et cléricale qu'ils repeuplent de prêtres obéissants, fonctionnaires du culte, gendarmes auxiliaires des consciences; ils laissent au Pape et à ses éminences le rôle d'apôtres infailliblement inspirés sous le couvert d'une foi chrétienne présentée comme unique et absolue vérité et d'une loi naturelle de l'Eglise qui s'impose à tous, catholiques comme non catholiques.

Or l'exemple du Christ ne nous invite-t-il pas à la remise en question plutôt qu'à la certitude ?

Pourtant dans *Les instructions sur la vocation ecclésiale du théologien* datant de juin 1990 et signées par le cardinal Ratzinger, on peut lire à l'article premier : « *Le magistère ecclésiastique jouit de l'infaillibilité en matière de foi et de mœurs grâce à l'assistance divine. Le théologien se doit de retenir les vérités établies d'une façon définitive. Il ne présentera pas ses opinions ou ses hypothèses comme des conclusions définitives. Il renoncera à les exprimer publiquement d'une façon intempestive* ».

De même, « *le Pape se réserve certaines questions : à diverses reprises, des débats importants dans le domaine de l'ordre moral, et surtout, de la sexualité, ont été soustraits à la compétence du concile ou du*

synode» dénonçait Ignace Berten. Ainsi, dans cette Eglise-là, point de démocratie, coupable «*d'une terrible tendance à la liberté*» selon l'archevêque de Salzbourg. Ainsi se marquent dans ces courants traditionalistes l'intransigeance et l'intolérance, le refus du dialogue et du débat.

Ce refus du dialogue ne se cantonne pas uniquement à l'Eglise et son organisation interne; il s'insinue bien entendu là où elle intervient, c'est-à-dire dans les grands débats qui ébranlent notre temps, au cours desquels les intègres serviteurs de Dieu prennent publiquement position. On découvre alors pleinement le lien encore vivace de l'Eglise avec l'Etat, le poids de celle-ci sur nos fragiles démocraties et donc sur chacun d'entre nous. Cela se manifeste de façon anodine lors de l'inauguration de bâtiments officiels en présence d'évêques ou de cardinaux, mais aussi, de manière plus autoritaire et intransigeante lorsqu'il s'agit de questions morales.

Il suffit d'avoir connaissance des innombrables pressions que subissent les décideurs politiques - principalement en période électorale - au moment des débats concernant l'avortement (la loi, la remise en question, le remboursement), la contraception, le SIDA.

Refus du dialogue à nouveau quand un artiste s'essaie à une interprétation, jugée diabolique, du passage du Christ sur Terre. C'est alors que se déclenche un vent de violence, violence des mots, violence des actes, insultes et censure, incendie et mort pour le film de Scorsese *La dernière tentation du Christ*. Bien sûr, les responsables ont été condamnés mais un ecclésiastique n'a-t-il pas déclaré «*avoir compris leurs nobles motivations, Scorsese n'étant qu'un personnage qui sape les valeurs sur lesquelles repose notre civilisation*».

Aussi le ton est donné. Pratiques d'un autre âge, mépris de tendances qui ne seraient pas conformes aux dogmes établis (par qui ? Dieu ou les hommes ?), volonté d'écraser toute prise de position personnelle sous l'autoritarisme. Ces quelques exemples suffisent à mettre en lumière les options que l'Eglise cherche actuellement à imposer à nos sociétés. Options au-delà de tout débat et au-dessus de toute critique puisque reçues de Dieu et immuables.

Cette Eglise est une Eglise de repli. Une Eglise qui abrite derrière son autoritarisme et ses certitudes un immense malaise à entreprendre d'égal à égal un réel dialogue avec la société. Une Eglise qui, en refusant la démocratie pour elle-même, se prive de la vouloir pour les autres. Une Eglise qui, parce qu'elle se préoccupe d'abord de son

salut, ne donne pas la première place aux plus faibles. Une Eglise qui, sollicitée par les questions de son temps, décline l'argumentation pour se réfugier dans l'interprétation souvent partielle et partielle de sa tradition ou pire pour recourir à des jugements catégoriques déguisés en vérités révélées. Une Eglise qui, à force de vouloir sécuriser, tantôt par l'exaltation et le piétisme, tantôt par la sentence comminatoire, finit par dispenser de toute remise en question et, par là, déresponsabilise et déshumanise. C'est l'Eglise bourgeoise au sens où la dénonçait Emmanuel Mounier. Elle est trop recroquevillée pour tenir debout. Elle s'enfoncé dans l'obsolescence à coup d'occasions manquées.

Et si le débat s'installait. Si l'Eglise, même si elle n'est pas une institution démocratique, se mettait à respecter des pratiques démocratiques à la fois dans son fonctionnement et dans ses interventions publiques. N'est-ce pas tout écart à cela qui mérite d'être dénoncé ?

Et si s'élevait encore aujourd'hui une voix pour reprendre les paroles de Jacques Leclercq (*Eloge de la paresse suivi de quelques autres*, Ed. Casterman, 1963, pp. 85-87), proclamées pour la première fois en 1936 mais d'une criante actualité dans certaines de leurs résonances :

«Le Christ résume toute sa doctrine dans l'amour. L'amour, vous savez bien ce que c'est que d'aimer vraiment. Si nous aimons vraiment, peut-être accepterons-nous facilement le malheur qui nous frappe ou l'injustice qui nous atteint ? - celui qui aime s'oublie - mais nous nous révolterons contre toute injustice, toute souffrance qui atteint nos frères dans leur chair vive. Il y a dans le christianisme un ferment de révolte perpétuelle contre les injustices; oui, dans ce sens, nous sommes, nous aussi, pour la révolution permanente; le chrétien satisfait de lui-même et d'un ordre social où d'autres sont malheureux est aussi un monstre, un monstre que, selon le mot énergique de l'Apocalypse, Dieu - notre Dieu, Dieu tel que nous le concevons et que nous voulons le servir - vomit de sa bouche.

Mais peut-être un certain nombre d'entre vous ont-ils l'impression que ces catholiques-là tiennent tout de même une bien grande place dans l'Eglise, que si les Papes écrivent de belles encycliques, les effets pratiques ne s'en font pas suffisamment sentir, et qu'on laisse si bien faire ces catholiques qui déshonorent l'Eglise, qu'elle en est bel et bien déshonorée...

Vous comprendrez que je ne discute pas ici le plus ou moins d'influence de ces gens parmi nous, mais je vous dirai simplement ceci : dans la mesure où, en effet, ces catholiques sont influents, nous avons besoin

qu'hors de l'Eglise, un peu d'anticléréalisme réagisse. On dit que l'anticléréalisme tend à disparaître. Je crois que nous avons besoin qu'il en subsiste un peu. Un peu, pas trop - il ne faut pas tous nous massacrer - équilibre, mais un certain anticléréalisme, qui s'indigne de tout ce qui, dans l'Eglise, n'est pas absolument pur, de tout ce qui, en somme, n'est pas ce qu'elle prétend être et ce qu'elle doit être, qui dénonce dans l'Eglise les concessions à la faiblesse, qui l'accule à n'être que ce que le Christ a voulu. Cet anticléréalisme-là n'est pas pour nous, en réalité, un ennemi, c'est un auxiliaire du dehors - oh ! pas toujours agréable assurément - indispensable cependant, parce qu'il stimule la tension intérieure par laquelle l'Eglise doit éliminer sans cesse les germes de corruption».

Il me semble que l'échec du combat socialiste est d'avoir posé le problème de la libération de l'homme sur le plan économique sans rien faire sur le plan culturel.

André

Cools

La fraternité à l'ombre des terrils

Le Soir vendredi 10-4-91



Estampille Human Touch. A touch of fever
Michel Jamsin 1986

LES PENSEES INTERDITES

- A droite, les pensées permises, à gauche les interdites - mais, j'ai deux yeux, grand-mère ! - Eh bien, crève-toi l'oeil gauche, mon enfant. - Et si l'oeil droit regarde à gauche ? - Crève-toi l'oeil droit, mon enfant. - Alors, plus de pensées du tout, grand-mère ? - C'est le mieux, mon enfant, c'est le mieux.

Norge
Les oignons

... Il apparaît à travers cette heure et demie de discussion en atelier que le Parti Socialiste n'a probablement pas toujours joué le rôle qui aurait dû être le sien vis-à-vis du monde agricole; que souvent il y a eu méfiance - pour ne pas dire agressivité - entre le monde rural, le monde agricole et le Parti Socialiste, qu'il y a eu, probablement pour des raisons sociales et culturelles, des animosités...

José Happart

L'Europe des Solidarités

Université de Mons-Hainaut 7-9-91

... Cette façon de considérer l'économie et la culture comme inséparables offre pour la politique culturelle un avantage et un inconvénient majeurs.

L'avantage, c'est bien sûr que plus personne ne peut désormais ignorer la nécessité de penser et d'appliquer une politique culturelle. Dorénavant, la culture est assise au gouvernement au même titre que l'éducation, la santé, les affaires sociales. C'est une composante élémentaire d'une société moderne. Elle ne peut donc plus être méprisée, marginalisée par ceux qui, hautains, la classaient dans le couloir des joujoux mondains ou superflus, pour enfants de bonne famille n'ayant pas encore compris les enjeux réels ou pour idéalistes toujours prêts à dépaver les boulevards ou à confectionner un cocktail molotov pour contester l'ordre établi...

Jean-Pol Baras

Gagner l'Europe culturelle 1989

... Pour moi, messieurs des parlements nationaux et régionaux, j'aurais mauvaise grâce à ne pas vous tirer tout à la fois mon bonnet de moujik, ma casquette de prolétaire et mon képi de maréchal. Car dans le même temps et dans le même esprit, Léningrad a été rebaptisée Saint-Pétersbourg. L'inventeur du goulag cède la place au saint responsable de l'Inquisition et au despote Pierre, le coupeur de têtes.

"Admire le progrès, mon enfant", disait ma grand-mère en donnant, avant de le saigner, l'absolution à son cochon. Et moi, déjà tout pétillant d'intelligence, je marmonnais : "Bien travaillé, vieille taupe !" ...

Raoul Vaneigen

Lettre de Staline à ses enfants, enfin réconciliés, de l'Est et de l'Ouest Ed. Many 1992

et l'identité dans tout ça ?

table ronde : jean-jacques andrien, manu bonmariage,
jean-pierre dardenne, thierry michel
propos recueillis par patrick leboutte*

Intimisme, culture ouvrière, décors industriels, importance du paysage et imprégnation du réel : y-a-t-il une approche cinématographique de Wallonie ?
Les cinéastes répondent

Patrick Leboutte - Tous les quatre, vous êtes originaires de Wallonie. Au-delà de vos singularités, êtes-vous réunis par une approche commune qui serait, peut-être, spécifique à cette région ?

Jean-Jacques Andrien - La question de l'identité représente une des problématiques les plus complexes qui soient. Bien sûr, par mon imaginaire et mes racines, je me sens d'ici. Mais je me sens également très proche de mon épicière, rue de la Victoire. Et pour les questions de production d'un film, je raisonne évidemment en termes européens, parce que telle est la nouvelle donne. Enfin, d'un point de vue cinématographique, je me sens proche de Manu, Thierry ou Jean-Pierre, mais également d'Ozu ou de Cassavetes. Tu vois, rien n'est simple.

Manu Bonmariage - Moi, déjà, je suis un wallon un peu spécial, puisque je proviens des Ardennes. Quand j'étais gamin, débarquer à

* Le compte rendu de cette table ronde a été publié une première fois dans *La Wallonie*, dans la rubrique « Arrêt sur Image ».

Liège ou Charleroi, c'était déjà toute une histoire. Chez nous, la question de l'identité individuelle est toujours mise en relation avec le problème d'une culture wallonne particulièrement difficile à définir ou à trouver. En Wallonie, l'intérêt de notre situation, c'est d'être toujours en marge ou en décalage culturellement. De ce fait, nous ne pouvons bien travailler que de manière un peu iconoclaste, dans une forme d'insoumission. C'est un trait positif de notre identité.

un effet d'école ?

JJA. - Je vois tout de même un commun dénominateur entre nous : nous pratiquons tous, plus ou moins, le même type de démarche, à savoir partir d'une expérience du réel ou du vécu pour élaborer par la suite une fiction. Cela nous rapproche et fait notre force : cela donne un cinéma singulier et pas standardisé. Ceci dit, nous ne sommes pas les seuls dans ce cas.

Thierry Michel - Je crois qu'il y a bien d'autres choses. Dans l'histoire, il y a souvent des moments de polarisation, dus à la conjonction d'éléments historiques, sociaux, humains et esthétiques, qui suscitent tout à coup l'irruption d'un cinéma se définissant par des critères communs. Ce fut le cas de la nouvelle vague, du néo-réalisme, du cinéma *novo* brésilien, du cinéma direct québécois ou du réalisme poétique français des années 30. Et je pense qu'ici, en ce moment, nous assistons à un phénomène de ce type. A bien y regarder, on pourrait discerner, je crois, un tissage de liens complémentaires, qui entraîne une sorte d'effet d'école. Cela peut partiellement s'expliquer par l'existence d'écoles belges de cinéma, mais il existe d'autres facteurs.

l'histoire ouvrière comme saga

Il y a par exemple cet enracinement dans le réel, dont parlait Jean-Jacques, et qui donne une justesse de ton par rapport à la vérité des choses. Il y a encore la traduction de ce phénomène dans une démarche toujours intimiste et qui consiste à entrer dans la vie des gens. Il y a surtout la grande place conférée au paysage qui fait presque office de personnage et de révélateur des sentiments. Il y a enfin un intérêt sous-jacent pour le social : l'imprégnation d'un univers industriel et d'une culture ouvrière suivie d'une retranscription dans les paysages que tout cela sécrète. Manu mis à part, élevé dans les Ardennes, tous ici nous avons grandi dans des banlieues ouvrières où la couleur des

maisons, le noir des briques, l'air poussiéreux et le soleil voilé nous ont façonnés humainement et esthétiquement. Avec pour effet, une forme d'humanité, de tendresse, de chaleur et d'affectivité, très présente dans nos films. A mon sens, cette spécificité, c'est le fonds wallon.

Jean-Pierre Dardenne : Oui, mais cela est une résultante. C'est là, point. On ne va pas commencer à brandir des étendards ; le cinéaste n'a pas à devenir un porte-drapeaux. Laissons celà à quelques idéologues en mal de causes et qui n'auraient plus grand-chose d'autre à se mettre sous la dent.

TM. - Mais je ne peux pas nier que les grèves de 60 ont marqué une page de mon enfance. C'est la raison pour laquelle j'ai réalisé un film sur ce sujet. C'est notre histoire et c'est elle qui nourrit notre imaginaire. Le cinéma ne naît pas de nulle part.

JPD. - Oui, sur ce point, tu as raison. Comme il est vrai que notre histoire est pour une grande part celle du mouvement ouvrier.

le juste regard

PL. - Je suis tout de même frappé de constater combien tous vos films sont travaillés par cette question de l'identité individuelle et comment celle-ci se redouble par une crise de l'identité collective : des Fourons du «Grand paysage» ou de «Mémoires» au Verviers des années 50, pris en période de basculement et de fin d'un monde (dans «Australia»), en passant par le Seraing du prochain film des Dardenne ou la crise de la culture ouvrière dans «Chronique des saisons d'acier».

JJA. - Oui, mais encore une fois, nous n'avons pas le monopole de ces questions. La problématique du «comment vivre» hante également tout le cinéma de Wenders ou de Bertolucci.

Quant à «Australia», il s'agit aussi d'un film sur le thème de l'exil et d'une oscillation entre la vastitude et l'enclos, besoin de partir vers l'ailleurs puis de revenir, pour mieux repartir.

JPD. - La chose importante, c'est la question du regard. On a toujours un regard de quelque part, qui confère au film sa force, sa singularité et son enracinement. C'est vrai du cinéma européen, ce l'est tout autant d'un certain cinéma américain : le western, par exemple, représente un genre totalement ancré dans la réalité américaine.

Ce qui a séduit le producteur français de notre prochain film, c'est précisément la spécificité du lieu. Cette histoire d'une solidarité entre une femme et son mari, dans le contexte d'une région, la nôtre, en pleine mutation industrielle, l'a séduit parce qu'il n'en trouve pas d'équivalente à Paris. Il s'est déclaré intéressé par des gestes, des attitudes, des paroles, des réalités et des paysages d'ici.

Sur ce point, Thierry avait raison : le cinéma ne peut naître de nulle part.

Qui est qui ?

Jean-Jacques Andrien : Un des rares réalisateurs belges à réussir l'impossible pari : concilier succès public et estime critique.

Principaux films : «Le fils d'Amr est mort» (1976), «Le grand paysage d'Alexis Droeven» (1981), «Mémoires» (1984), «Australia» (1989). Deux projets de films en cours de réalisation. Est également producteur.

Manu Bonmariage : Réalisateur à la RTBF depuis 1980, caméraman-reporter à «Faits divers», il est un de nos documentaristes les plus réputés. Principaux films : «Du beurre dans les tartines» (1980), «J'ose» (1983), «Malaises» (1984), et «Allo police» (1987). Dernier film : «Babylone» (1989) qui signe son passage à la fiction. En projet : une comédie grinçante inspirée de la récente prise d'otage de Tilff.

Jean-Pierre Dardenne : Avec son frère Luc Dardenne, ce vidéaste réalise plusieurs documentaires-fictions, arpentant l'imaginaire de la Wallonie avant de se lancer dans le long métrage de fiction avec «Falsch» (1986), adapté de la pièce de René Kaliski. Un projet de film en phase de production.

Thierry Michel : Cinéaste du social et de la quête identitaire, il s'est spécialisé dans la mise en fiction du réel («Chronique des saisons d'acier», «Hôtel particulier», «Issue de secours»). A réalisé «Hiver 60», à ce jour son seul film de fiction. Derniers films, tout chauds : «Gosses de Rio» et «A fleur de terre».

l'identité wallonne : hypothèques et faux papiers *

jean-marie klinkenberg

introduction

Parler de la Wallonie, c'est bien souvent se mettre en quête d'une définition.

Selon les cas, en effet, ce qui est désigné par ce nom récemment apparu dans l'histoire peut être un ensemble linguistique, une région économique, un proto-Etat, ou un pur concept géographique. Contrairement à ce que l'on observe dans le cas d'autres noms de collectivités, Wallonie ne déclenche pas chez celui qui l'entend l'évocation d'une imagerie homogène, ne provoque pas la référence à une évidence massive, indiscutée.

Ce qui est en cause ici est donc l'identité wallonne.

Après avoir discuté du concept d'identité collective, nous passerons en revue quelques uns des modèles identitaires jusqu'ici proposés pour la Wallonie. Notre analyse montrera qu'aucun de ces modèles n'est apte à rendre compte de la situation présente de la Wallonie (d'où notre titre).

* Ce texte a été édité précédemment dans *La Wallonie au futur - Vers un nouveau paradigme*. Actes du Congrès de Charleroi (17-18/10/83) de l'Institut Jules Destrée, Mont-sur-Marchienne, 1989.

La réflexion sur l'imaginaire wallon est donc aussi urgente que la critique économique ou institutionnelle.

Ainsi que nous le montrerons plus loin, toute identité se manifeste dans un discours. Discours étant pris au sens large : est un discours un texte littéraire, un éditorial, un traité d'histoire, mais aussi un emblème, un monument, un film. Nous avons choisi de privilégier ici l'expérience verbale, d'abord pour des raisons accidentelles (c'est ce terrain que nous explorons depuis de nombreuses années), mais aussi pour des raisons objectives : il est de fait que, depuis le 19^{ème} siècle et singulièrement depuis le protestantisme, c'est aux écrivains (écrivains au sens strict, mais aussi critiques, mémoralistes, intellectuels) qu'a incombé la plus grosse part du travail de définition des identités en Europe. Notre examen sera nécessairement cursif : on manque encore non seulement d'une bonne analyse, mais même d'un recensement fouillé des textes marquants dans les débuts sur l'identité wallonne, de *L'Originalité wallonne* de Jules Sotiau au *Manifeste pour la culture wallonne*.

l'identité collective

dangers

Identité. Terme dangereux s'il en est. Même si le concept a fait l'objet de définitions rigoureuses dans les sciences sociales et en anthropologie, on doit reconnaître qu'il n'est pas à l'abri de tout soupçon. Alors que «identité» désigne en principe un processus banal de l'activité cognitive (on ne peut connaître un objet qu'en le différenciant de son contexte et en lui attribuant, par contraste, des propriétés absentes de ce contexte), certains discours ont tôt fait d'occulter la démarche de différenciation et d'appréhender les qualités de l'objet non comme un fait existentiel, mais bien comme une essence. Essence par définition immuable, mise à l'abri qu'elle est des contingences. Essence par définition inanalysable, et ne pouvant par conséquent déterminer que des appartenances et des non-appartenances totales. Le renouveau même du concept dans les sciences humaines, où il accompagne le retour d'un sujet triomphant (*cf* Oriol ou Igonet, 1984), a de quoi inquiéter. Car on peut attribuer cette thématique à une nouvelle culture qui s'élabore sous nos yeux. Culture narcissique -pour reprendre l'expression de Chr. Lasch- liée aux nouvelles conditions économiques. Après la parenthèse des *golden sixties* (qui, déjà, ne furent guère d'or pour la Wallonie), la scène que constituent les pays développés a en effet bien changé : l'emprise des individus sur leur existence y faiblit

(ou tout au moins l'idée que cette emprise est possible est mise en doute). Les disciplines qui faisaient profession d'expliquer certains phénomènes apparaissent aujourd'hui comme impuissantes à rendre compte des formes nouvelles qu'ils prennent. Le statut de la rationalité dans les sciences sociales est dès lors mis en cause, comme aussi la dimension collective et historique des phénomènes qu'elles étudient. D'où le retour du sujet -sujet appréhendé en dehors des idéologies qui, prétendûment, le réduiraient- et la remise à l'honneur du temps personnel, débranché de toute historicité.

Dans cette culture, l'insignifiance de l'existence et l'anxiété qui en découle est compensée par une attention exclusive au moi. Cette idéologie narcissique correspond assez bien à l'implantation de la doctrine néo-libérale ou -pour utiliser un terme prêtant moins à confusion- libertariste : au constructivisme, le libertarisme oppose une conception de l'homme comme totalement investi du droit de disposer de lui-même.

précautions

Qui voudrait parler de l'identité wallonne devrait se garder des dangers dont on vient de parler. Et pour cela, deux précautions doivent être prises.

La première : assumer explicitement la dimension pragmatique de l'identité. L'homme, en effet, ne vit pas que d'analyses. Il doit aussi agir, et des discours aussi mystifiants aux yeux d'un rationaliste que la poésie ou le slogan lui sont un puissant moyen d'action. Ces discours peuvent en effet non seulement créer de nouvelles dispositions psychologiques, mais aussi engendrer des concepts nouveaux, et donc jouer un rôle herméneutique. Le discours de l'identité peut ainsi servir le décryptage de la réalité, en fonction de certains objectifs.

La deuxième précaution est du même ordre que la première. Afin de ne pas hypostasier les propriétés de l'objet identifié, tout discours sur l'identité se doit de prendre en considération non seulement les traits qui constituent cette identité, mais encore le processus d'identification : celui qui sélectionne les traits définitoires et leur donne un sens. Autrement dit, il faut se poser la question : qui parle ? et d'où parle-t-on ? Seule la prise en considération de ce processus permet de voir que l'identité est une pratique sociale : le contenu d'une identité peut varier en fonction des intérêts d'un groupe, elle peut être instable, en ce qu'elle reflète les tensions entre les différentes fractions du groupe, elle peut être plurielle si plusieurs fractions élaborent leur vision du groupe (ce que nous verrons d'ailleurs bien dans le cas de l'identité wallonne).

Pour Kirsch (1987, p.31), «*l'identité collective doit être resituée dans le processus de vie sociale. Cela signifie que l'on ne peut postuler que toute identité de groupe doit prendre la forme de l'identité nationale au sens contemporain. Cela signifie aussi la reconnaissance du caractère historique des identités, c'est-à-dire de leur caractère transitoire, elles ont eu un début et on peut penser qu'elles auront une fin. Cela signifie en outre la possibilité d'exister de plusieurs identités superposées, concurrentes ou non, à certains endroits et à certains moments. Cela signifie enfin la possibilité de l'intensité variable de l'identité collective dans le temps. L'identité collective peut faire l'objet d'élaborations nouvelles et peut s'inscrire dans des projets de groupes, de classes ou de fractions : en ce sens, l'identité peut faire l'objet de luttes de classements entre groupes et à l'intérieur de groupes.*

naissances de l'identité

Ces précautions prises, nous pouvons préciser qu'une identité collective est l'aboutissement d'un processus symbolique complexe, que nous pouvons schématiser en trois phases.

Il faut tout d'abord un substrat objectif, condition nécessaire, mais non suffisante : ce peut être un cadre de vie commun, certains comportements (allant du culinaire et du vestimentaire au religieux ou au politique), certaines situations sociales, etc.

Il faut ensuite une sélection de certains de ces traits, dès lors assumés comme autant de signes de démarcation. Ce que Bernier, parlant du nationalisme, nomme la «*mobilisation de la trame de la vie quotidienne*» (1983, p.120). Ce processus de mobilisation relativise le substrat objectif, lequel peut être flou et largement diversifié (sans cependant pouvoir être inexistant).

Mais cette définition -qui fait monter à la conscience les traits du substrat qui pouvaient jusque là rester inconscients- ne suffit pas encore. Pour que l'identité puisse orienter collectivement l'action, elle doit se manifester largement aux yeux de cette collectivité; autrement dit, elle doit être communicable, ce qui suppose une certaine forme d'institutionnalisation. Bourdieu (1980, p.65) note ainsi que, dans la pratique, les traits objectifs de l'*habitus* «*sont l'objet de représentations mentales, c'est-à-dire d'actes de perception et d'appréciation, de connaissance et de reconnaissance, où les agents investissent leurs intérêts et leurs présupposés, et de représentations objectales, dans des choses (emblèmes, drapeaux, insignes, etc.) ou des actes, stratégies intéressées de manipulation symbolique qui visent à déterminer*

la représentation (mentale) que les autres peuvent se faire de ces propriétés et de leurs porteurs. Autrement dit, les traits que recensent les ethnologues ou les sociologues objectivistes dès qu'ils sont perçus et appréciés comme ils le sont dans la pratique, fonctionnent comme des signes, des emblèmes et des stigmates».

les identités wallonnes

une formalisation faible

Nous pouvons maintenant aborder le problème de l'identité wallonne.

La première constatation qu'on peut faire est que les débats autour de cette identité ont le plus souvent eu lieu autour du substrat objectif et non du processus de formalisation. Or, ce substrat est, comme on vient de le voir, non pertinent en soi. Un Maurice Piron a pu tenir la gageure de peindre «Les Wallons» dans la *Revue de psychologie des peuples* (reproduit in Piron, 1978, pp.151-156) sans tomber dans la caricature qu'implique trop souvent ce type d'exercice. Et sans doute est-ce là une des meilleures et des plus compendieuses approches du substrat objectif d'une identité wallonne. Mais force lui était de déclarer aléatoire toute tentative de définition d'une originalité wallonne. Difficulté portée au compte d'un «individualisme foncier», qui devient ainsi un élément de la formalisation...

Le fait que les débats portent sur le substrat n'est qu'un effet de la faiblesse de la représentation.

M. Otten (1981, p.11) fait pertinemment observer que si la littérature d'aujourd'hui manifeste la nécessité de dire la région, comme source de rêve ou objet de désir, «*ce travail de l'imaginaire n'a de sens que s'il s'appuie sur les virtualités d'un substrat mythique, légendaire, artistique, où la communauté puise l'intuition de son identité*» mais que, sur ce plan «*la Wallonie ne peut faire fond sur aucune tradition*». C'est qu'une identité, pour jouer son rôle moteur, doit manifester une grande consistance. Le modèle mobilisateur qu'elle offre doit être à même de surdéterminer tous les discours variés qui s'y inscriront (les critiques de la littérature québécoise l'ont bien senti, qui ont mis en avant la notion de texte national). La puissance du modèle va nécessairement de pair avec sa souplesse : il doit en effet pouvoir absorber les modifications apportées par l'histoire, ne pas voler en éclat au moindre changement de la structure sociale. Il lui faut donc comporter les mécanismes de son propre aménagement.

Au vrai, il est peut-être optimiste de parler de représentation faible. Un pessimiste aurait sans doute affirmé l'occultation totale de l'identité. Occultation par le silence d'abord. Analysant cette variation sur le thème de l'identité que fut, en 1980, la grande somme intitulée *La Belgique malgré tout*, R. Andrienne note pertinemment que «*la Wallonie, même pour ceux qui y sont nés (la majeure partie du corpus), ne semble pas hanter l'imaginaire des écrivains. Ceux qui en parlent (3 sur 69) en donnent une image passéiste*» (1983, p.139).

Occultation, aussi, par la dénégation, quand on attire l'attention sur le côté nivelant, ou mythique, de l'identité: «*A l'officielle qui nous découvre d'immémoriales racines belges (...) tend ainsi à se substituer une autre mythologie historique qui entend nous trouver de tout aussi immémoriales racines wallonnes*» (Quaghebeur, 1980, p.510). Propos qui ne manque pas de pertinence lorsqu'on considère ce que nous nommerons plus loin le modèle populiste, mais qui aboutirait sans doute à jeter le bébé avec l'eau du bain s'il proposait aux intellectuels l'idéal d'une identité coupée de l'histoire, exclusivement liée qu'elle serait au travail de l'écriture. Or, c'est bien à ce processus qu'on assiste actuellement, si du moins on considère ce que l'on peut approximativement désigner comme la «grande littérature»: après une cinquantaine d'années où prévalut le modèle franco-centrique, on a pu assister, dans les années 70, à ce qui paraissait bien être une réflexion sur l'identité du francophone belge. Les discours élaborés alors l'ont été autour de la notion de belgitude: la Belgique comme creux, comme négativité ou questionnement. Mais loin d'amener l'intellectuel à s'interroger sur son insertion, ce débat -d'ailleurs aujourd'hui dépassé- semble l'avoir confirmé dans sa solitude: l'exil est bon, car le créateur est nécessairement un exilé de l'intérieur. Il n'avait donc pas exactement la portée que, dans notre optimisme, nous lui avons donnée d'abord (Klinkenberg, 1981).

populisme

La première identité attribuée à la Wallonie peut être qualifiée de nationale et de populiste. C'est sur elle que nous nous attardons le plus, car c'est ici que le discours mobilisateur s'est fait le plus élaboré.

Pour comprendre sa constitution, il faut remonter aux débuts de l'ère industrielle, qui a vu se créer les Etats-nations et le concept de nationalisme tel qu'il s'est incarné jusqu'à la seconde moitié du 20ème siècle. Le capitalisme moderne amène au pouvoir une bourgeoisie commerçante qui, gênée par les frontières féodales, créera les grands ensembles que seront les Etats modernes. Ces entités territoriales

doivent bien entendu être légitimées. Elles le seront par une idéologie de l'unité qui sera le nationalisme. Dans la cas wallon, cette idéologie fut belge. Elle ne pouvait pas ne pas l'être : la bourgeoisie au profit de laquelle s'élaborait le nouvel Etat était transculturelle. Et c'est en l'espace de neuf ans à peine (de 1830 à 1839) que s'élabore l'idéologie du nationalisme qui aboutira à la célèbre définition de l'âme belge (cfr Klinkenberg, 1980). On sait ce qu'il est en général advenu des cultures régionales au cours de l'élaboration des nationalismes : elles ont fait l'objet d'un travail «d'infériorisation». Travail qui n'est pas encore bien connu aujourd'hui car ce n'est pas d'une disqualification pure et simple des cultures régionales qu'il faut parler, mais bien plutôt d'une nouvelle distribution des rôles entre nation et région. Cette dernière (qui n'a statut de région que par contraste avec le nouveau statut de la nation) pouvait d'autant moins être niée en Belgique que la répartition quantitative des groupes linguistiques ne permettait pas au discours de l'unité de se déployer comme en France, par exemple. Il fallait donc trouver un statut à la région, ou plus exactement un sous-statut. Elle deviendra alors le réservoir de ces caractéristiques qui ont permis l'élaboration de la Nation, mais prises à l'état pur, antérieurement à leur réalisation dans l'Etat et à leur expression dans l'ère industrielle. Pour prendre un exemple précis, on pourra dire que le «bon sens» -attribué à la nationalité belge et qui explique ses bonnes performances économiques- tire sa source de vertus populaires, vécues avant toute industrialisation, et destinées à survivre dans un fonds où, sans cesse, l'évolué pourra aller se ressourcer.

Telle sera la Wallonie qui se modèle au 19^e siècle : terre d'âge d'or, précisément peuplée de ceux que l'évolution économique est en train de rejeter hors du champ de l'histoire, artisans, boutiquiers; en elle s'incarnent toutes les nostalgies. La naissance de cette idéologie épouse donc étroitement les modifications de la stratification sociale, ainsi que le note M. Quévit : *«L'avènement de cette bourgeoisie s'est fait aux dépens des élites locales qui, soit ont emboîté le pas et suivi le mouvement unitaire et national, soit se sont cloisonnées dans un provincialisme étroit. Dès lors d'une manière paradoxale, tandis que se développait la valeur d'unité nationale, l'attachement aux autonomies provinciales et le sentiment d'appartenances sous-régionales qui y correspond, demeureront très puissants en Wallonie»*. Mais on l'a vu, le paradoxe n'est qu'apparent : c'est dans le terreau de l'ère industrielle qu'est née l'émotivité préromantique qui a permis d'exprimer ces sentiments.

Rien n'illustre mieux l'évolution et les fonctions du populisme wallon que le «principautarisme» liégeois, érigé par nombre de ceux qui le

professent en modèle possible pour la culture wallonne. Mais nous aurions pu prendre nos exemples ailleurs. Ainsi dans les oeuvres de Louis Delattre (qui brodent autour de la vision amusée des petites choses, que l'on attribue volontiers au tempérament wallon) ou dans les trignollades confectionnées à jet continu depuis 1938 par un Arthur Masson, pétantes de bonne santé morale.

Cette idéologie principautaire, en voie de constitution depuis l'extrême fin du 19^e, a récemment connu une de ses plus notables expressions : « *de pain du Millénaire en bières Notger ou Tchanchès, commémorations et jubilés vivifient périodiquement l'image du Liégeois éternel, gai, frondeur et vif au travail, ami de la France et détenteur du meilleur de l'esprit wallon* » (Leboutte, 1983). Discours habité de petitesse gentille et de grandeur passée, peuplé d'impertinences au grand coeur, d'artisans modestes mais fiers de leurs traditions ; ardeur et douceur : Cité Ardente et Petite France de Meuse.

Constitution d'une idéologie, disons-nous. En fait, c'est plutôt de reconstitution qu'il faut parler. Car la source de cette imagerie est à rechercher plus haut. On la doit essentiellement aux romantiques français - Dumas, Hugo, Michelet, Gautier, Sainte-Beuve. Ceux-ci, outre qu'ils trouvaient en terre liégeoise les contrastes propres à leur plaisir - nature accidentée, ruelles ombreuses et tortueuses, scènes industrielles titaniques, présence vivante de l'Histoire - se plaisent à relayer la francophilie qu'ils rencontraient chez leurs interlocuteurs de la bourgeoisie avancée. On sait que la francophilie de cette classe a profondément marqué les premières années de l'Etat belge. Mais une fois déçus les espoirs de rattachement à la France, il restait à cette frange de l'opinion à élaborer une idéologie compensatoire. Et de français, le patriotisme liégeois se fit belge. N'étaient-ce pas les Liégeois qui avaient tenu le jeune royaume sur les fonds baptismaux ? Et la Constitution élaborée n'était-elle pas l'héritière du libéralisme principautaire ? Syncrétisme parfaitement résumé dans l'exclamation de M. Polain : « Soyons Belges, c'est encore être Liégeois ! » L'idéologie principautaire est dès lors mise sur la touche. Mais au tournant du siècle, les conditions matérielles du discours culturel se modifient progressivement.

Sur le plan politique et économique, le personnel liégeois est évincé au profit de la classe dominante bruxelloise qu'il a contribué à former : d'où un repli liégeois, sensible en littérature dès le début du siècle. Il s'exprime surtout chez Glesener qui publie en 1890 et en 1905 *Aristide Truffaut* et *Le coeur de François Remy*, mais qui donnera encore, après les nouvelles paysannes de *L'Ombre des sapins* (1934), celles de *Entre les coteaux bleus* (1937), où il fait vivre une fois de plus les boutiquiers, les artisans et les filles de Liège. Le repli va s'accroître

avec la fin de la grande période classique des lettres belges. Alors que, jusqu'en 1920, la part y est faite belle à une rhétorique et à une mythologie nordique (créatrices de la seule image acceptable de la Belgique littéraire sur le marché des biens culturels), les bouleversements sociaux obligent l'intellectuel francophone à structurer son système de valeurs.

Deux solutions sont dès lors théoriquement possibles pour le francophone belge. Soit le départ (d'où la fuite d'un Michaux). Soit, pour ceux qui restent, l'obligatoire schizophrénie : wallons de corps et, pour certains, d'engagement, les voilà français de plume (inconfort bien exprimé par les contorsions d'un Charles Plisnier).

Pour les Liégeois, il en est une troisième. Ou plutôt -et la nuance est importante- une manière de vivre la seconde de manière moins déchirante : l'idéologie principautaire lui offre le luxe de vivre son tropisme vers Paris sans le condamner à l'exil intérieur et la sécurité d'une «position préparée à l'avance».

Cette idéologie se construit patiemment dans l'œuvre poétique et romanesque de nombre d'auteurs dont tous ne sont pas liégeois (par exemple Maurice Des Ombiaux, qui donne en 1932 *Liège qui bout* et *Liège à la France* en 1934). C'est qu'elle s'offre en effet comme un modèle à toute la Wallonie, à laquelle elle entend donner une âme et une capitale spirituelle. Oeuvre de notables, elle veut présenter, toutes contradictions gommées, une image positive du «bon peuple liégeois», réputé ardent, mais assoiffé d'ordre. Celui d'Outre-Meuse en est, évidemment, le modèle achevé. Nous retrouvons une fois de plus ici le mythe inventé pour les besoins de la bourgeoisie romantique, assoiffée d'arcadiennes bergeries et qui nommait Peuple dans le livre ce qu'elle appelait populace dans la rue. Ce peuple anachronique, ce «*bon géant, naïf et infailible, ignorant tout mais plus savant et vertueux que les savants, ogre gentil, débonnaire et vertueux*» (C. Roy), on le trouve dans *Le Volontaire liégeois*, de D. Horrent (1930), il s'anime dans *Autour du perron* et *Petite France de Meuse* de Ch. Delchevalerie (1932 et 33). L'inflation d'œuvres «liégeoises», de H. Colleye (*Liège est fine et belle*, 1933) à Jules Bosmant et à Olympe Gilbert est, dans les années 30, étonnante. Le regain universel des nationalismes y est pour quelque chose. Beaucoup de revues sont en tout cas vouées à l'auto-célébration, comme l'éclectique *Wallonie en fleur* de C. Fabry (1923-1928).

Cet assez long détour dans l'histoire des sensibilités est riche d'enseignements. Il montre en effet les dangers qu'il y a d'ériger le populisme décrit en identité wallonne, dangers presque inévitables : au fur et à

mesure que progresse lentement le nationalisme belge, c'est cette identité qui tend à s'y substituer, parce qu'elle est déjà constituée, parce qu'elle s'exprime par de nombreuses voix et sur des modèles multiples. Même si le courant qui la fonde n'a pas donné de grand mythe fondateur, elle a la consistance de ce qui existe déjà.

Or il est trop évident que ce discours populiste n'est porteur d'aucun avenir. Il ne nous donne pas de clés pour comprendre notre présent, sur lequel il ne nous permet donc pas d'agir. L'analyse de la naissance et de son développement dit assez qu'il n'a pu jusqu'ici jouer qu'un rôle compensatoire.

folklorisme

Parce qu'elle est à peu près la seule à énoncer une identité, la littérature moyenne, dont relèvent tous les témoins que nous avons cités, ne pouvait pas ne pas rencontrer le folklore. Et c'est ici le lieu de dénoncer une nouvelle ambiguïté des identités wallonnes.

Autrefois diffusé par des voies principalement orales et constituant, avec l'enseignement religieux, le seul horizon idéologique de larges couches de la population, le folklore a connu chez nous une mutation capitale. Loin d'être encore le médium obligatoire par lequel passent les grandes représentations, il est devenu un objet parmi tous ceux que manipulent les mass media ; il est devenu, entre autres choses, élément de pittoresque parmi ceux qu'offre la vitrine aux loisirs. Très souvent, la pratique folklorique a donc cessé d'être un moyen de participation à l'être d'un groupe pour devenir un spectacle à consommer, au même titre que le match de football ou l'émission télévisée ; c'est le cas, par exemple, de la plupart des carnivals. En retour, la socialisation planétaire pousse certains à retourner au folklore local, dans lequel ils pensent trouver un remède à l'uniformisation. De là le regain d'intérêt, s'essouffant un peu ces dernières années, pour les anciens métiers (tisserand, montreur de marionnettes), pour les collectivités à taille humaine (des artistes et intellectuels colonisant telle impasse populaire, tel village), pour les manifestations de groupe où les différences s'abolissent, pour des arts d'exécution simple et ayant le goût du vieux temps (groupes instrumentaux pratiquant la vielle ou l'épinette, danses folkloriques). Regain d'intérêt d'autant plus pertinent que la Wallonie a la chance de disposer d'un patrimoine sinon original (l'originalité, en matière de folklore, étant à ranger au rayon des illusions), du moins porteur d'une certaine marque d'unicité, que lui donnent des usages locaux encore vivaces, des traditions plus assoupies que mortes, et, surtout, un dialecte à l'individualité linguistiquement

bien marquée, ainsi que des variétés linguistiques françaises perçues comme originales par les locuteurs (cfr Lafontaine, 1987).

Sans nier la qualité de ce mouvement de «néoarchaïsme» (selon le terme d'Edgar Morin), on doit au moins noter deux de ses ambiguïtés : d'une part, quoique fondé sur des «valeurs populaires», il reste le plus souvent le fait des couches intellectuelles ou moyennes de la population; d'autre part, il représente plus une fuite qu'une solution réelle aux problèmes qui sont à l'origine de ce désir de remonter aux sources. D'où, sans doute, l'échec de nombreuses tentatives «d'animation», qui sont parfois comparables aux décourageantes expéditions des missionnaires d'autrefois. Mais de là, aussi, leur réussite lorsque la pratique du cramignon, l'apparition de ménétriers ou la mise sur pied de spectacles d'amateurs ne sont que des composantes d'actions plus vastes mobilisant les collectivités: dans plusieurs villes de Wallonie, on se souviendra sans doute de l'animation qui régna dans certains quartiers populaires lorsque se précisèrent (puis se réalisèrent) certaines menaces de massacres urbanistiques.

On le voit donc, si le retour au folklore peut constituer un élément important de la vie culturelle wallonne d'aujourd'hui, il ne saurait prétendre à être la panacée. Il ne faut en tout cas pas -c'est un risque que perçoivent certains jeunes animateurs- qu'une certaine commercialisation du folklore aide la Wallonie à accepter son statut de «réserve» : réserve de main-d'oeuvre, réserve de vieux consommateurs, réserve touristique où il ne restera plus aux autochtones vêtus de sarrau qu'à scander *Marèye clap'sabot* pour l'esbaudissement de bénéluxiens plus dynamiques et d'Européens à devises fortes.

socialisme

Une dernière identité wallonne est directement liée à l'industrialisation (directement : l'identité populiste l'était, a-t-on dit, indirectement). Ce sont surtout des observateurs contemporains qui ont insisté sur ce point, de M. Quévît à J. Fontaine. Citons T. Michel, le jeune cinéaste de Hiver 60 : «*Nous avons été marqué par 150 ans d'aventures industrielles. Il y a trois siècles, nous n'existions pratiquement pas. Notre bagage émotionnel commence avec cet héritage, les mines, les verreries, etc. Les terrils étaient ma plaine de jeux, la lumière était cachée par les fumées noires et la pluie aussi était crasseuse, le visage des gens marqués par le travail (...). Notre génération est celle qui a les moyens de dire et de montrer cela, au moment où cela nous échappe... Ce monde se termine. Notre identité se situe là, dans ce questionnement par rapport à cette conscience paradoxale* (in AA.VV., 1985 p.22).

Nous aurons à revenir sur ce paradoxe. Mais notons dès à présent que la liaison entre une personnalité wallonne et les bouleversements culturels provoqués par l'industrialisation n'est pas neuve. Un récent colloque d'historiens consacré aux grandes grèves de 1886 n'avait-il pas pris pour titre *La Wallonie née de la grève ?*

Par ailleurs, nombre d'événements historiques dont l'interprétation semble aujourd'hui aller de soi peuvent également être lus grâce à cette clé. Ainsi, la crainte des francophones devant la montée de la revendication flamande n'a pas seulement été le fait de fonctionnaires désireux de conserver leurs places en Flandre. Il a pu y avoir la conscience d'une disparité dans les sensibilités politiques et culturelles. Un Jules Destrée, par exemple, a pu être déçu de voir que, malgré une majorité laïque obtenue en Wallonie grâce à une alliance entre l'aile radicale du libéralisme et le mouvement ouvrier socialiste, la majorité catholique continuait à s'imposer au pays, à la faveur du poids relatif de la Flandre. C'est pour la même raison qu'après les élections de juin 1911 -lesquelles débouchèrent sur un gouvernement catholique homogène- une grève éclata dans le Borinage. L'histoire doit ainsi faire la part d'un important courant de sensibilité, disons fédéraliste et démocratique, qui ne date pas d'hier, puisqu'on alla jusqu'à manifester cette sensibilité le 7 septembre 1913 au Conseil provincial de Mons, devant Albert 1^{er}.

Cette sensibilité put se traduire en divers langages : sur le mode personnaliste avec Elie Baussart, autant que sur le mode laïciste, avec certains libéraux. Mais il est à noter que cette nouvelle identité fondée sur le lien entre industrialisation et culture n'a pas donné lieu à des discours marquants, rapidement repris et diffusés par la collectivité.

Ceux dont les intérêts ne seraient pas servis par cette identité socio-économique verront une explication simple à cette discrétion. Ils affirmeront que le discours «ouvriériste» mutile la réalité de la Wallonie, en la ramenant au seul cadre urbain qui s'est créé dans le sillon Sambre-Meuse, alors qu'il existe une autre Wallonie, celle de l'axe Bruxelles-Arlon, et qui ne serait, elle, que bourgades résidentielles, villes de service, campagne... Explication illusoire, évidemment, puisqu'elle explique par le substrat une absence qui est d'un autre ordre.

C'est en effet sur le plan de la formalisation qu'il faut envisager la faiblesse de ce nouveau discours. Et c'est, sans doute une fois encore, un ensemble de facteurs socio-historiques qui l'explique. La conscience populiste étudiée a en effet été l'apanage d'une intelligentsia dont les premières attitudes ont été défensives : même s'il faut apporter les

nuances sur lesquelles nous avons d'abord attiré l'attention, il s'agissait d'abord d'oeuvrer pour cette langue française dont la suprématie était menacée par les revendications flamandes. Grosso modo, c'est ainsi dans une classe sociologiquement identique à celle qui fut le siège de l'idéologie unitariste belge que s'est développé le premier discours anti-unitariste francophone. Un ensemble important d'arguments furent d'ailleurs transférés tels quels d'un discours dans l'autre. Ce discours, plus formalisé, étant énoncé dans des milieux plus aptes à en assurer la diffusion, on conçoit que le discours économique et social ait eu des difficultés à se développer au point d'investir l'imaginaire des créateurs. Non seulement ce deuxième discours servait des intérêts différents du premier, mais encore devait non pas naître mais se développer plus tardivement, et dans des milieux syndicaux progressistes d'abord, dans les milieux intellectuels ensuite. Or les conditions objectives principales de ce discours (non point nécessairement la crise, mais déjà la seule perte du monopole industriel) sont apparues à une époque où le lien s'était distendu entre la diffusion culturelle et les milieux syndicaux. On sait que la guerre 40-45 a tourné une page de l'histoire du mouvement ouvrier : les cercles d'éducation populaire, le théâtre des maisons du peuple, voire le théâtre d'agitation (théâtre étudié par Perin, 1979) ont été balayés, et bien peu remplacés par un théâtre-action, dont le faible rayonnement est d'ailleurs orchestré.

On le voit, l'hypothèque qui pèse sur l'avènement d'un discours de l'imaginaire industriel n'est pas à proprement parler le paradoxe noté par T. Michel : rien n'interdit à une identité de s'enraciner dans un substrat en pleine mutation ; rien n'interdit à un propos porteur d'avenir de s'articuler à un univers qui va disparaître. Le problème est plutôt du côté de la rareté de voix susceptibles de le formuler.

conclusion

Il nous faut sans doute ici nuancer les termes polémiques de notre titre : en matière d'identités, et puisque celles-ci profitent toujours à quelqu'un, il n'y a pas de faux. Mais au moins peut-on choisir son point de vue. Et, au nôtre, les identités jusqu'à présent données à la Wallonie sont des hypothèques. Soit qu'elles fassent fond sur un substrat dont les liens avec les problèmes actuels de la Wallonie sont inexistantes, soit que les moyens que leur formalisation s'est donnée restent inadéquats. Si la culture est un ensemble de représentations qui doit permettre de se situer dans notre monde et d'y agir collectivement, alors on voit mal en quoi ces identités seraient porteuses d'une culture nouvelle. Hypothèse plus lourde que celle du silence, celle qui invoque la Haute

Responsabilité du clerc et son Rôle Critique pour le dispenser de prendre ses responsabilités ici et maintenant, et de l'empêcher de jouer un rôle critique ici et maintenant, celle qui parle de la subversion par l'écriture pour mieux consolider le pouvoir symbolique.

Mais des pistes sont ouvertes depuis plusieurs années déjà. Il n'est pas du pouvoir d'une assemblée, aussi libre fût-elle, de créer le texte fondateur, celui qui subsume les différentes facettes d'une identité, et donne le branle à un grand discours collectif, qu'il féconde et finalise. Mais il est de notre responsabilité de réfléchir aux fonctions et au fonctionnement des identités wallonnes. C'est un signe d'importance qu'une anthropologue étudiant l'identité collective en Belgique francophone et au Québec souligne le fait que le *Manifeste pour la culture wallonne* évite la définition essentialiste de la culture et de l'appartenance. C'est un signe que le mot même d'identité, avec ce qu'il suppose de statique, ait été contesté au profit de celui d'identification, destiné à faire apparaître au grand jour le rôle pragmatique des appartenances (J.Dubois, in AA.VV., 1985, pp.21-22), c'est un signe que l'appartenance soit désormais traitée en termes de responsabilité.

Références

- AA.VV., 1981, *Littérature en Wallonie*, Louvain-la-Neuve, Publications de l'Institut de Littérature, 6.
- AA.VV., 1983, *Manifeste pour la culture wallonne*, s.l.
- AA.VV., 1985, *Pour une culture de Wallonie. Actualité du Manifeste*, s.l.
- AFFERGAN Francis, *Exotisme et altérité. Essai sur les fondements d'une critique de l'anthropologie*, Paris, PUF, 1987.

- BAWIN B., PICHAULT F., VOISIN M., (éds), *La crise dans tous ses états*, Louvain-la-Neuve, CIACO, 1985.
- BERNIER B., «L'apparition du nationalisme en Occident : les contextes historiques» *Anthropologie et sociétés* VII, 2, pp.111-129, 1983
- BOURDIEU Pierre : «L'identité et la représentation», *Actes de la recherche en sciences sociales*, 30 pp.3-6, 1980.
- DEVEREUX Georges, *Ethnic Identity : Its Logical Foundation and its Dysfunctions*, dans Van de Vos et Romanucci pp.42-70, 1975.
- HELIN Etienne, «L'opinion d'autrui, un miroir déformant ?» dans *La Wallonie, le pays et les hommes*, t. 1, 1974.
- KIRCH Chantal, *Langue française, identité collective et pouvoir symbolique. Etude comparative du Québec et de la Belgique*, Université de Montréal, Thèse (inédite) de doctorat en anthropologie, 1987.
- KLINKENBERG Jean-Marie, «L'idéologie de la "Littérature nationale"» (1830-1839) *Studia Belgica*, Universität Marburg, pp.135-153, 1980.
- «La Production littéraire en Belgique francophone : esquisse d'une sociologie historique» *Littérature*, 44 : 33-50, 1981.
- «Le discours identitaire. Une réponse narcissique à la crise», dans Bawin et al., pp.185-194, 1985.
- LAFONTAINE Dominique, *Les mots et les Belges*, recherche inédite menée par le laboratoire de pédagogie expérimentale de l'Université de Liège et commanditée par le Service de langue française de la Communauté française de Belgique, 1987.
- LASCH Christopher, *Le complexe de Narcisse*, Paris, Lafont (orig. amér. :1979), 1981.
- LEBOUTTE Patrick, *Genèse et fonctionnement d'un discours nationaliste. Essai sur l'idéologie principautaire*, Liège, Mémoire de licence en philologie romane (inédit), 1983.
- ORIOU, M. et IGONET-FASTINGER P., «Recherche sur les identités : le retour paradoxal du sujet dans les sciences sociales», *Recherches sociologiques*, XV, 2-3 pp.155 - 164, 1984.
- OTTEN M. «La Wallonie dans les Lettres françaises de Belgique», dans AA.VV., 1981 pp.7-22.
- PERIN Anne-Françoise, *Théâtre ouvrier en Wallonie (1900-1940)*, Bruxelles, Cahiers JEB 5, 1979.
- PIRON Maurice, *Aspects et profil de la culture romane en Belgique*, Liège, Sciences et Lettres, 1978.
- QUAGHEBEUR M., «Littérature et fonctionnement idéologique en Belgique francophone» dans J. SOJCHER (éd.) pp.501-525, 1980.
- QUEVIT Michel, *La Wallonie: l'indispensable autonomie*, Paris, Entente, 1982.
- SOJCHER J., (éd.) *La Belgique malgré tout*, n° spécial de la *Revue de l'Université de Bruxelles*, 1980, pp.1-4.
- VAN DE VOS G., ROMANUCCI-ROOS, (éds) *Ethnic identity*, Palo Alto, Manfield, 1975.



Derniers honneurs (étude) Louis Gallait



La mémoire René Magritte

DOCUMENTS : MUSEE DES BEAUX-ARTS DE TOURNAI, ACL ET GESTION DES OEUVRES D'ART B. 1080

... Je suis un amant fanatique de la liberté... l'unique milieu au sein duquel puisse se développer et grandir l'intelligence, la dignité et le bonheur des hommes; non de cette liberté toute formelle, octroyée, mesurée et réglementée par l'Etat Non, j'entends la seule liberté qui soit vraiment digne de ce nom, la liberté qui consiste dans le plein développement de toutes les puissances matérielles, intellectuelles et morales qui se trouvent à l'état de facultés latentes en chacun; la liberté qui ne reconnaît d'autres restrictions que celles qui nous sont tracées par les lois de notre propre nature...

La Commune de Paris et la notion de l'Etat 1870

Michel Bakounine



1970

Charles Szymkowitz

... Ecrasé sous la botte des soudards de Leys, maculé sous le sabot des vaches de Verwee, l'art flamand s'étiole et meurt... Ne remuons plus ce grand cadavre flamand. Aujourd'hui mannequin creux, décoloré, animé par quelques criquets agressifs. Flandrophyliseurs intempestifs, désorienteurs déclassés délirants, vos excitations intéressées de siffleurs délaqués restent sans écho... L'art moderne n'a plus de frontières... A bas les rembrunis acariâtres. Fromagers égoïstes et sirupeux. Alarmistes frontiérés, Charcutiers de Jérusalem. Moutons de Panurge. Architectes frigides et mélassiers, etc... Vive l'Art libre, libre, libre !..

Une réaction artistique au pays de narquoisie 1900

James Ensor

**que les intellectuels wallons
génicotent encore longtemps,
ils mangeront leur espérance par la racine !**

lucien radar
le livre d'heures du vengeur mesquin

Tévé zig-zag : Une brave tête de pépère dans le rôle du télézigue-des-répons. Icelui cause un peu mol. L'autre, le télézigue-de-la-cuiller-à-panade... c'est carrément cacamou. (Si ! Si ! c'est tout-à-farce possible de caler de l'amorphe dans du rectangulaire: vous portez la bouillie au carré de l'appareil digestif, et voilà !) Télé-toc-chauve qui dort dîne à l'ordinaire - adonque me dis-je - parlerie, parlerie... Finalement je comprends - comprends-je lentement ! - que dans la chose il y a quelque-chose ce pourquoi laquelle, la Rétébé lui fait pub... Pépé, qui s'appelle Léopold Génicot de son vrai, eh bien ! il a exproduit un ouvrage qui s'attitule :

RACINES D'ESPERANCE, vingt siècles en Wallonie.

Bin contin - suis-je ordonque - d'aspiroir dat twee duizenden durant, Dupont, l'intellectuel paysan dans la terre chérite, agricole de la lautentique, la lautentique ! la gratinée qui croît dans les livres, la racine d'espérance !

Ce bon père - pensé-je m'intervouvoyant à mon tour dans ma toximanie taxinomique - ce bon père, est-il de laquelle espèce : 1. ancien Belge de la nostalgie du passé, type Van Den Bouygenants ? Ou 2. ancien Belge de la nostalgie du futur, du genre Jules D., Hapart brothers, Dehousse, Bakounine (Neem me niet kwalijk, je sais, celui-ci n'est pas

wallon-wallon, mais c'est pour dire), Lucien Radar (excusez du peu !), Franco Begozzi, etc...

Pour juger, faut pouvoir ! Pour pouvoir, faut savoir ! Pour savoir, faut voir ! Aussi, honnête intellectuellement wallon que suis-je, dare-dare je cours, je cours juqu'à et y compris mon binamé libraire couche-tard léve-tôt sept mille rue d'Havré. Le boek, il l'a ! Alleluia ! Letho gloria mundi ! (Tous les livres, André il les a, et veillu qu'il me file des ristournes... comme une simple rétébé, je l'ici publibrosse).

Illico je plante ma carotte géologique, drossi drolà, dans le substrat génicot. Achtung ! Minen ! Voici qui est délicat. Page 86 : ... *Un trait commun marque leurs productions... Il s'agit du souci de mesure, de la volonté d'équilibre, du refus de la surcharge et de l'aventure dans la pensée...* Page 243, 244, 245 : ... *comme eux aussi, ils refusent l'excès, la démesure, l'outrance, l'à-peu-près. Ils veulent la clarté, l'équilibre, l'harmonie, le dessin net, les arêtes vives, le métier accompli. Et ils ne s'arrêtent pas à la matière, lourde, épaisse, grasse. Ils s'attachent à l'homme et à ses profondeurs, qu'ils atteignent par un regard lucide, qui dissèque, sonde, dénude, saisit et rend. Ils «vêtent l'idée d'une forme sensible»... éviter les déballages et les débordements... joindre la cérébralité à la sensibilité...*

Evidemment, les illustrations sont élégiaques à l'appui-tête de la thèse du texte. Non ! ce n'est pas de la manipulation génétique. Enfin !.. pas génétique en tout cas ! Mais c'est un vieux truc sophiste : 1. un bon Aryen (ou un artiste wallon) a le nez (ou l'art) comme indiqué; 2. ô toi que voilà, tu n'as pas le nez (ou l'art) comme indiqué; 3. donc, toi que ne voilà pas, tu n'es pas un bon Aryen (ou un artiste wallon ou alors tout juste le plus flamand des artistes wallons)...

Le ver de la suspicion étant pénétré dans la racine, je remarque en passant page 238, que la repro d'une peinture claire de Camus *Paysage à Châtelet* a été saucée pour faire comme si... comme ça encore mieux merdeux Pays Noir...

Vu ! - me dis-je encore en mon for - le génie cote à côté de la plaque. Ce myopien génicotéur n'aura jamais observé un seul artiste wallon de près dans la nature sauvage, et seulement des spécimens taxidermisés, à travers les barreaux de sa bibliothèque. Et encore ! avec, dans l'oeil, de la crotte...

Stop ! je zappe, je recale, je close le requiem d'espérance !.. Maria Dei ! C'est pas fini ! La quatrième de couverture me berdèle que *le*

Maître enseigna quarante ans à l'Université catholique de Louvain, de 1944 à 1984... Allah, Yahvé, Petit Jésus, GADLU, Karl Marx, Sakya-muni (que Vos Saints Noms soient Pain Perdu) au secours ! Et Toi aussi, Deus Incognito, aiuto ! help ! socorro !.. L'honoraire mononke a donque plantouillé ses radicelles dans des charretées de terreau d'historiens, qui à leur tour auront radinicoté d'autres, qui à leur heure... (Remarquez, Flipke-Robert le jaune Professeur Pec-Citron de la rue du même nom, pendant trente quarante ans à l'ULB, c'est du pareil aux mains !)...

Scolastique ! criaille dans mon tympan, François le ménate rablé, perché sur mon trapèze supérieur gauche. Scolastique ! Scolastique ! Aïe ! ça fait sur mon tambour : cacaboum boum ! cacaboum boum !...

Utinam flûte ! Plaise au ciel et à Sainte Malice Allacoque, que quelque cancre dans le tas, quelque crack sournois, génicoti génicotota, se soit quand même dévoyé du magistral sillon rédempteur réducteur !

De retour à la case départ, je casse mon poste (juste le pousoir rétébant, il faut être cohérent) et je farfouille dans mes ramas.

Le Phare Dimanche, 8/11/59, Stéphane Rey :... C'est en général le drame de l'Ecole wallonne de peinture. Les Flamands n'ont pas - à de rares exceptions près - cherché à reproduire la manière des maîtres anciens. Ils ont inventé un métier rude, sensuel, lourdaud même parfois. Mais ils l'ont animé par un lyrisme, un élan, une vigueur humaine qu'on ne rencontre pas chez les Wallons, soigneux, appliqués et souvent un peu secs. C'est en quelque sorte la querelle des instituteurs et des paysans. Les instituteurs connaissent le métier et les règles, mais les autres sont des hommes pleins de vie, en contact avec la terre... En 1946, Léon Koenig, dans Les Cahiers du Nord, invitait les artistes wallons à obéir à leur véritable nature, à aller à un art abstrait, à un art pensé, pour que s'impose leur qualité, pour que dans une Belgique où règne le groupe puissant et talentueux des peintres flamands leur soit enfin donné cette manière «d'approbatur»... La Métropole, 15/11/ 59 :... Peintre ou dessinateur ? Artiste de chevalet ou décorateur ? C'est la grosse querelle entre ce qu'on appelle art flamand et art wallon. Le premier fait sienne la définition du tableau de Maurice Denis. On la connaît : elle apporte de l'eau au moulin des non-figuratifs. Le peintre pur serait celui qui «pense» en couleur et qui ne dessine qu'au pinceau. Lui seul pourrait se réclamer du titre de peintre. Et l'on entend, devant un Anto Carte, pousser cette exclamation : Ce n'est pas un peintre !..

Il y en a comme ça des chapelets de papins. Comment en est-on venu ainsi et pendant longtemps à accepter le truisme devenu pléonasme que l'effusion picturale en Belgique serait flamande ou ne serait pas, que *la vraie peinture* serait par nécessité *instinctive* et que, de quelque manière, en quelque endroit, et par force s'il le fallait, la *peinture instinctive* serait avant tout *flamande* ? Pourquoi Léon Devos sera le plus *flamand des peintres wallons* ou encore... *fortement wallon et flamand, dessin et couleur, conscience et sensualité* (Roger Bodart, *Monographie de l'Art belge*, 1952) ?

Comment naissent et se développent les idées fixes ? C'est dans la fumée des idées déjà cuites, que sacrifient, dans l'enclos de leur bureau, les historiens académiques, et c'est en y revenant déprimantiquement que s'installent les génicoteries ectoplasmiques. Plus on s'en sert et moins elles s'usent. André Marc, *La Lanterne*, 1959 :... *La peinture d'Anto Carte apparaît comme le fruit d'une sensibilité wallonne qui se serait efforcée d'accomplir une oeuvre flamande...* Edouard Libotte, 20/11/59 :... *On a dit de l'art wallon qu'il existait parce qu'il était le contraire de l'art flamand...* En somme, les paysans, les lyriques, les chaleureux, les sensuels, les vigoureux, les instinctifs, les peintres,... au Nord. Les instituteurs, les analytiques, les décorateurs cérébraux, les penseurs secs aux arêtes vives, les bons artisans conscients et organisés, les dessinateurs,... au Sud. Comme c'est commode, chers placards ! On pourrait, par petits tas mortifères, remonter l'ornière à reculons jusque Pirenne... Scolastique ! Elastique !..

Ce qui donne par conséquent, page 164 du catalogue *Les Réalismes 1919-1939. Entre Révolution et Réaction*, José Vovelle :... *Par comparaison, la Belgique voisine ne connaîtra dans la veine réaliste, à côté des grands du surréalisme Magritte et Delvaux, que l'exemple isolé de Jos Albert...*

Encore merci, et dans le cul, les intellectuels wallons !

Ce qui est le plus cul-par-terre-se-tapant de l'Histoire avec une grande hache, c'est que la cécité intellectuelle de notre wallonisant hucéhélitiste, ballottant de la queue, génicotant des dents, danse en duo la mort du cygne, sur la même langue stronde, avec la mauvaise foi du plus flamingant des criticards :... *La Wallonie, cette moitié du pays aux collines bleuâtres sur un ciel de verre, donne peu de peinture, et la seule qu'elle produise est linéaire, sèche, plus cérébrale qu'instinctive...* Hier, il y eut Rops, l'ami de Baudelaire, dessinateur et graveur incisif. Aujourd'hui la patrie d'Henri Michaux a surtout donné au surréalisme deux peintres qui, dans les cercles fermés, ont conquis une

réputation internationale : René Magritte et Paul Delvaux...

(Paul Haesaerts, 1946, «L'apport belge à la peinture contemporaine»,
Arts de France n° 5)

Scolastique ! Scolastique ! O.K. Francesco, clôture ton bec, tu nous
les, tu nous les encrasses !

7. Het Lied der Vlamingen

(LE CHANT DES FLAMANDES)

Texte de
F. BIEL.

PATRIE BENOIT,
(1834-1901.)

Allegretto e non furza.

1 Waar Maan en behek de vloed en de Noord-zou
2 Waar wij - gon sijt voor - le - den de: treu nu
3 O No - der land, u vrij - heid Gij a dert

1 heil-icht en struut. Waar vred e en kin steu bloet
2 hieu - waart op. Zij heb ben steu ge - stre
3 onr ge - voel. Wij rwe ren ank eul blij -

1 en, de vrij heid man - nen vrent, Waar vel dru.
2 des, vre plus der vrens, den kop, hun goed, hun
3 heid, uw toe - keunt is ons deel, Wij zul - len

Où coulent la Meuse et l'Escaut - Et mugit la mer du Nord, - Où fleurissent l'art et la paix. - Où la liberté forme les hommes, - Où les forêts, les prairies s'étendent, - Tels des jardins opulents, - Où règnent le luxe et la joie, - Là, là est notre patrie !

l'europe, la culture et les artistes

jack ralite

Je souhaite débiter mon propos par plusieurs phrases du patron de la mémoire du Festival d'Avignon, Jean Vilar. «Le chemin du milieu est celui qui ne mène pas au festival d'Avignon» (1966). - «A la vérité je pense qu'on ne loupe rien quand on a le populaire dans la peau» (1957). - «Dès qu'un art se fige, il meurt» (1952). - «Je n'ai jamais souhaité diriger un théâtre national qui donne des jeux au peuple afin d'éviter d'avoir à lui donner trop de pain». (1963) - «Une culture c'est un choix. Mallarmé impose 'Un coup de dés' à son éditeur et Michel-Ange son 'Jugement Dernier' à l'irascible Jules II» (1970). - «Il faudra bien parler un jour de l'invasion des festivals actuels, nouveau domaine de l'exploitation et de nombreuses ambitions, carrefour du profit guetté par des impressarii en mal de lieux scéniques l'été» (1962).

Ces phrases constituent une sorte de préface de cœur et d'esprit à notre rencontre.

culture, affairisme et responsabilité publique

Je souhaite aussi évoquer la «**Déclaration des droits de la culture**» que les Etats Généraux de la Culture ont mis à jour et qu'ils s'efforcent à mettre en oeuvre. Elaborée en 1987 au Théâtre de Paris, puis présentée devant 6 000 personnes au Zénith à l'Automne 1987, je la résume par deux idées forces et six démarches-processus.

(1) «Un peuple qui abandonne son imaginaire à l'affairisme se condamne à des libertés précaires».

(2) Il est temps de mettre à jour une Responsabilité publique, sociale et nationale en matière de culture valable pour le secteur public comme pour le secteur privé. On devrait aujourd'hui, y penser aussi au plan local, européen et international.

Six démarches-processus nourrissent cette Responsabilité : l'audace de la création, l'élan du pluralisme, l'obligation de production, la maîtrise de la distribution, l'atout d'un large public et la nécessité de la coopération internationale.

Nous sommes très attachés à ces idées parce que depuis 1987, nous sommes allés à Santiago, à Bogota, à Prague, à Berlin, à Brazzaville, à Cotonou, à l'Assemblée européenne de Strasbourg. Et dans chaque endroit, cette déclaration traduite dans la langue du lieu, a toujours réuni autour d'elle la majorité des artistes qui en prenaient connaissance. Ils y trouvaient une illustration de leur désarroi, en même temps que des raisons d'espérer à condition de prendre leurs affaires en main.

la culture dans les textes européens

Avec cette petite musette à idées, abordons maintenant notre thème : «L'Europe, la culture et les artistes».

Le Traité de Rome de 1957 instituant la Communauté Economique Européenne ignorait le domaine de la culture.

Il faudra attendre un arrêt de la Cour de Justice des Communautés Européennes (l'arrêt «Sacchi») du 30 avril 1974 concernant la publicité et l'audiovisuel, pour qu'au niveau européen, la culture soit prise en compte, mais seulement à travers le message audiovisuel considéré comme un «service», ce qui dans les douze pays de la Communauté est soumis à la loi de la libre circulation.

Cet arrêt de 1974 a été confirmé et approfondi par deux autres arrêts (les arrêts Coditel) de 1980 et de 1982, qui concernent aussi la publicité à la télévision. N'est-il pas significatif que l'introduction de la culture dans le domaine communautaire soit passée par l'audiovisuel si marqué par la dérégulation, mieux par la possibilité pour un pays de faire des coupures publicitaires ?

L'Acte unique de 1985-86 ne comportait pas non plus un seul mot sur

la culture. Quant au dernier document, le Traité de Maastricht, dans son titre 9, article 128, il traite de la culture. Et sa rédaction est sympathique. La difficulté c'est qu'il n'est pas trop éloigné d'un autre article, l'article 104 C, qui traite des déficits publics des collectivités territoriales, de l'Etat et des grands organismes sociaux comme la Sécurité Sociale. Cet article énonce certains critères devant être respectés par les nations composant la Communauté, sinon celle-ci y mettra bon ordre... sans que la nation concernée, bien que présente aux délibérations, puisse prendre part au vote. Dans beaucoup de pays, en tout cas dans le nôtre, la culture est très concernée par les budgets publics, donc par leur éventuel déficit.

Ainsi est entrée et traitée la culture dans les textes «européens».

Je souhaite insister sur une idée très chère aux Etats Généraux. Il y a longtemps, notamment en Europe, que les artistes se rencontrent. Hölderlin disait qu'entre poètes c'est comme entre oiseaux sauvages. Par delà l'épaisseur des forêts, il suffit d'un cri bref, l'autre l'entend, le reconnaît et finalement le rejoint. Mais si cette rencontre entre poètes demeure et doit demeurer et s'approfondir, aujourd'hui la rencontre à considérer la dépasse. Il s'agit de la rencontre des cultures qui concerne certes les artistes, mais aussi des masses de femmes et d'hommes. C'est un problème sociétal. Et cette rencontre se produit à une période de mutations très profondes concernant l'humanité toute entière, si différente de l'époque du Traité de Rome. Cette humanité demande en Europe comme partout ailleurs une démarche de coopérations, de constructions nouvelles continentales et universelles, une démarche de civilisation que le Traité de Maastricht malheureusement ne prend pas en compte.

une période de mutations profondes

J'aime beaucoup les écrivains et souvent chez eux je trouve une élucidation aux questions que je me pose. A propos des mutations, dans un roman de Klaus Mann *Le Tournant*, il est dit que nous vivons actuellement un peu comme au moment de la transition du Moyen Age à la Renaissance, quand les hommes vivaient dans deux univers, d'une part sur ce disque immobile surmonté par la voûte céleste qu'était l'ancienne représentation du monde, et d'autre part dans le cosmos de Copernic, la nouvelle représentation. Il ajoutait que beaucoup de gens restaient attachés à l'autorité de la tradition, alors que d'autres avaient le désir d'audacieuses aventures. Je crois que le monde actuel connaît des mutations de cette ampleur. Il y a des ébranlements en profondeur,

des fissures, des fractures, l'éclatement des contrats sociaux en usage. La grande question du mode de cohésion des sociétés est à l'ordre du jour et bien entendu la culture est beaucoup concernée.

Evoquons quelques mutations.

Celle des sciences. Pensons à un savant comme Prigogine disant qu'elles ne reflètent pas l'identité statique d'une raison à laquelle il faudrait se soumettre, résister, mais participent à la création du sens, au même titre que l'ensemble des pratiques humaines. C'est un tournant intellectuel, un saut de pensée.

Celle qui concerne les techniques de l'information et de la communication notamment dans la production, avec l'apparition de l'intelligence artificielle.

Celle de la politique, que l'on soit d'un bord ou de l'autre, comme on dit. L'écroulement des pays de l'Est a concerné la terre et le monde binaire apparemment simple et référencé d'hier n'existe plus. Nous marchons comme avec une canne blanche en ce moment, dans un monde plus complexe, multipolaire.

Une mutation encore, celle de l'émergence sociale du «Je», de l'individualité - à ne pas confondre avec l'individualisme. C'est une avancée humaine potentiellement considérable.

Pour les arts, il y a aussi des mutations que deux hommes ont fortement pensées dès le début du siècle, Walter Benjamin en Allemagne, et Paul Valéry en France. Ce dernier écrivait: *«Nos beaux-arts ont été institués et leurs types comme leurs usages fixés, dans un temps bien distinct du nôtre, par des hommes, dont le pouvoir d'action sur les choses était insignifiant auprès de celui que nous possédons. Mais l'étonnant accroissement de nos moyens, la souplesse et la précision qu'ils atteignent, les idées et les habitudes qu'ils introduisent, nous assurent de changements prochains et très profonds dans l'antique industrie du beau... Il faut s'attendre que de si grandes nouveautés transforment toute la technique des arts, agissent par là, sur l'invention elle-même, aillent peut-être jusqu'à modifier merveilleusement la notion même de l'art»*. Les rencontres des technologies nouvelles avec la création artistique, la musique, l'image où le spectacle vivant montrent bien qu'il s'agit d'un vrai problème, comme le soulignent le philosophe Paul Virilio ou des artistes tels que Pierre Boulez ou Piotr Kowalski.

Toutes ces mutations marquent le monde entier. Avant, souvent le

monde se faisait à partir d'un lieu, d'un centre qui résorbait les multiples, la France en 1789, l'Union Soviétique en 1917. Aujourd'hui nous assistons au contraire à une intercommunication des multiples. C'est comme dans les ballets de Merce Cunningham. Ce danseur-chorégraphe a dansé - pensé le monde en train de se faire dans son Art. Il a supprimé le danseur étoile, les autres danseurs le servant, pour un ballet dont chaque danseur est un centre.

Ces faits sont utiles à connaître quand on aborde le problème de la culture et de l'Europe que je traite maintenant à travers deux questions, une relative aux images, aux industries de programmes, l'autre intéressant les droits d'auteur et bien évidemment ceux des artistes interprètes. Nous serons ainsi conduits à évoquer le problème des intermittents que beaucoup d'entre vous vivez actuellement et que les Etats Généraux de la Culture suivent avec une solidarité active qui essaie d'être inventive.

pour une industrie de programmes européenne construite sur des coopérations

Les industries de programmes produisent actuellement dans les douze pays membres de la CEE 25.000 heures d'images, alors qu'il y a un besoin d'au moins 200.000 heures. Il y a donc un déficit annuel de 175.000 heures.

Comment régler cette question ?

Certains disent : achetons aux Américains qui ont -effectivement- beaucoup à vendre. Déjà 80 % des images vues en Europe sont des images américaines, ceci étant dit sans anti-américanisme.

La culture américaine et les artistes américains sont aussi importants, grands et utiles que les artistes des autres pays.

D'autres disent : multiplions les échanges entre les pays d'Europe. Ce n'est pas une petite question ! La France, sur le plan du cinéma, a longtemps été un peu comme un fleuriste. On pouvait y voir beaucoup de fleurs des cinémas européens et du monde. Aujourd'hui, il y a un réel recul, certains cinémas ayant disparu ou presque. Je pense au cinéma allemand.

Nous sommes loin de la période des Fassbinder, Schlöndorff, Margarete von Trotta. D'autres cinémas se sont affaiblis. Le cinéma italien par exemple. Les cinémas des pays du Sud sont fort peu accueillis.

D'autres enfin proposent de développer en Europe une industrie de programmes et d'organiser pour cela des coopérations.

J'ai l'impression que si on menait les trois démarches croisées, ce serait intelligent à condition que la création d'une industrie de programmes des « images » en Europe soit considérée comme l'exigence cardinale.

quand la distribution domine

Or aujourd'hui cette industrie est malade. Même si la France a une situation particulière due à son histoire et à sa législation (dont le Commissaire Européen aux affaires Culturelles, M. Dondelinger déclarait à Rennes, il y a un an qu'elle était « extravagante »), son industrie de programmes est vulnérable. En effet quand, devant les géants américains et japonais, il a été question de créer en France une parade prétendant leur faire pièce, tout ou presque s'est passé au niveau de la distribution. Ainsi, au plan international, les Etats-Unis ont les industries de programmes, le Japon a les industries de matériel, et l'Europe notamment la France a les industries de distribution et de publicité, et celles-ci s'activent essentiellement à disputer des parts de marchés de distribution à l'industrie de programmes américaine. La question de la coopération pour asseoir, créer, développer une industrie de programmes en Europe, que les pays utiliseraient pour exprimer la richesse de leurs créations, est un impératif. J'ajoute que quand je dis l'Europe je la considère dans sa totalité, les pays de l'Est compris.

Dans cette période de mutations et de fissures, il vaut mieux être tous. Abandonner tout un pan de l'histoire de l'Europe est éthiquement inacceptable. Je veux illustrer cela à travers le sort d'un écrivain allemand de Berlin (ex-Berlin-Est) Stephan Heym. Cet homme quitta l'Allemagne sous le nazisme, se réfugia aux Etats-Unis, s'engagea dans l'armée américaine et au moment de la création de la RDA, consécutive à la création de la RFA, choisit d'habiter en RDA. Très rapidement, dès les années 53, il devint un critique du régime. Aujourd'hui il vient avec d'autres de former un comité pour le droit en Allemagne. Venant la semaine passée en Bretagne et passant par Cologne, il y déjeunait dans un restaurant où il a été agressé, battu au point d'être hospitalisé. Je rapporte ce fait parce qu'il est grave et que, quand on aime un continent on l'aime dans sa continuité.

Il nous faut toutes les fleurs du bouquet européen. Imaginez un fleuriste qui n'aurait qu'une fleur à vendre ! Même si c'est celle que vous

préférez au bout, d'un temps votre plaisir serait émoussé. Chacune, chacun, a besoin de toutes les fleurs et l'Europe, c'est cette diversité qu'il faut garder. Au cinéma, à la télévision, cette diversité passe, je le répète, par une industrie de programmes forte et pluraliste.

un accord dangereux : gaumont-pathé

Or en France des faits récents nous préoccupent de ce point de vue. Par exemple, Gaumont et Pathé viennent de procéder à un échange d'actifs parfaitement contradictoire avec la loi Lang de 1982, votée à cette date précisément pour casser le groupement d'intérêts d'entreprises Gaumont-Pathé. Aujourd'hui la législation d'affaires, inattaquable du point de vue des affaires, remet en cause la législation culturelle et sociale de 1982. Nous pensons, aux Etats Généraux de la Culture, qu'il est grand dommage et grave que les auteurs de la législation de 1982 ne réagissent pas à la législation d'affaires. C'est céder devant le pouvoir de l'argent.

On sait que la programmation cinéma d'une ville comme Paris oriente la programmation du cinéma national, malgré l'immense travail de salles comme Utopia en Avignon ou comme les salles publiques en Seine-Saint-Denis et ailleurs. Il n'est pas admissible que l'entente Pathé-Gaumont et UGC à Paris contrôle directement 90 % des salles d'exclusivité et 70 % de l'ensemble des salles.

C'est une grande question, et c'est pourquoi, dans la Déclaration des Droits de la Culture, nous avons inscrit parmi les démarches-procésus : l'obligation de production et la maîtrise de la distribution, qu'il s'agisse d'un organisme public comme Antenne 2 ou d'un organisme privé, comme TF1. Certes, il y a des efforts de faits et les taire ne serait pas honnête. Canal Plus par exemple, produit ou coproduit des films. Mais il n'y a pas de quoi pavoiser. Pour les films de première diffusion à la télévision, Canal Plus en produit 5.4 %, pour le cinéma 9 %. Cela compte, mais ne fait pas le compte. Il y a vraiment nécessité aux plans national et européen de se battre pour avoir une industrie de programmes qui échange et coopère en se libérant du seul pouvoir de l'argent, qui aujourd'hui décide de tout ou de rien «sans conscience ni miséricorde» dirait Octavio Paz.

des droits de civilisation

Voyons maintenant les questions des droits d'auteurs et des droits des

artistes interprètes. D'abord un point d'histoire. Il existe deux conceptions au monde du droit d'auteur. L'une, disons méditerranéenne, mise à jour par Beaumarchais en 1791, c'est le droit d'auteur avec un droit moral, c'est-à-dire que l'auteur est propriétaire et décisionnel pour l'utilisation de son œuvre. Une autre, l'anglo-saxonne, le *copyright*, qui dessaisit l'artiste de son droit moral au bénéfice du producteur.

Les débats au sein de la Communauté Economique Européenne, plus particulièrement de la Commission de Bruxelles, portent sur qui l'emportera. La démarche française ou la démarche anglo-saxonne ? Il fut même un temps où fut avancée l'idée d'inventer une troisième démarche donnant au distributeur la gestion du droit d'auteur. Les artistes, dans leur diversité d'origine, de sensibilité, d'esthétique, de discipline se sont battus et cette dérive de soumission absolue au marché a été pour le moment mise sur le côté.

La bataille reste donc entre les deux autres conceptions et ce n'est pas sans conséquence pour les artistes interprètes. Je rappelle la phrase de M. Dondelinger, «la législation française est extravagante», autrement dit le droit moral, qui est un droit de civilisation, est extravagant. Les Etats Généraux de la Culture ont choisi dès le début le droit de civilisation, contre le droit je ne dirai pas marchand mais financiarisé. Pour le moment il y a quelques progrès, certains disent quelque prudence circonstancielle, mais la question n'est toujours pas vraiment tranchée dans le sens voulu par les auteurs et artistes de tous les pays, c'est-à-dire «à la Beaumarchais», même si les technologies nouvelles peuvent conduire à des adaptations.

les annexes 8 et 10 et la spécificité des métiers artistiques

Les artistes interprètes sont directement concernés à travers les droits voisins qui, comme le droit d'auteur, sont des droits spécifiques, ce qui conduit au problème des intermittents du spectacle, artistes et techniciens. Vous avez tous sans aucun doute participé, directement ou indirectement, au mouvement qui dure depuis un certain temps contre la remise en cause, voulue par le patronat, de la spécificité du travail artistique avec ses conséquences sur la couverture sociale.

Seuls dans la CEE la France, l'Espagne et les Pays-Bas reconnaissent aux artistes interprètes le statut de salariés.

Mais en France, au delà du statut de salarié, la spécificité du travail artistique est considérée. Entre deux chorégraphies, deux concerts, deux mises en scène de théâtre ou deux réalisations de films, les

artistes ont des périodes sans salaire mais avec une indemnité compensatoire qui leur permet de vivre et qui est codifiée par les annexes 8 et 10 des ASSEDIC. C'est une nécessité qui dépasse la couverture du loyer et de la nourriture. Songez aux danseurs. Il faut qu'ils dansent chaque jour, autrement ils cessent d'être danseurs. Il leur faut donc avoir une salle et payer des heures de danse, bref continuer leur métier qui nous fait si souvent grand plaisir et comme le dit Claudel «fend le cœur humain».

Ajoutons que se prépare, à Bruxelles, une directive sur le travail atypique dont le patronat rêve d'appliquer l'esprit aux artistes qui, devenant atypiques, perdraient leurs relais indemnitaires entre deux tournages par exemple. La législation sociale concernant les artistes s'est construite dans la mouvance du droit d'auteur. Récemment même, grâce à la loi de 1985 sur la copie privée et sur les droits voisins, les artistes interprètes ont obtenu des droits quand l'oeuvre à laquelle ils ont participé est rediffusée et ont la possibilité d'avoir une part, par l'intermédiaire d'organismes, de la taxe sur la copie privée. Ces innovations existent essentiellement en France, ce qui donne à notre pays une grande responsabilité, notamment au sein de la Communauté. Cette responsabilité c'est notamment de tenir bon dans l'affrontement entre artistes dans leur diversité et industries culturelles.

Malraux a bien fait de dire un jour «Le cinéma est aussi une industrie», mais aujourd'hui, il faut dire «Le cinéma est d'abord un art» parce que l'industrie domine. C'est devenu si fort que même la loi de 1985 reconnaît des droits voisins certes aux artistes mais aussi aux producteurs.

Ainsi a été inventé ce qu'on pourrait appeler un «copyright à la Française». Dans *Le Monde diplomatique*, un professeur de droit a fait à ce propos un article indiquant qu'était née avec la loi de 1985 la notion «d'entreprise auteur». Ainsi même en France il y a des fêlures dans la pointe vive et forte du droit d'auteur «beaumarchaisien». Il faut le savoir et le dire pour éviter toute désillusion car cette dérive française permet des offensives mercantiles européennes. L'exemple d'un texte européen sur les droits voisins le montre:

«La continuité du travail créateur et artistique des auteurs, artistes-interprètes ou exécutants exige que ceux-ci perçoivent un revenu approprié et que les investissements, en particulier ceux que réclame la production de phonogrammes et de films, et qui sont extrêmement élevés et aléatoires soient assurés : seule une protection juridique appropriée permet de garantir efficacement la possibilité de percevoir ce revenu, et d'amortir ces investissements». On voit bien qu'il y a là une contradiction dont l'un des deux termes, les forces d'argent, l'emporte.

Comme pour comprendre beaucoup de questions aujourd'hui, il faut prendre en compte la financiarisation de la vie, de l'esprit comme du vivant, et même si tout ne se réduit pas à cela, beaucoup en résulte.

Ainsi, au niveau européen, une directive relative à la délocalisation se prépare, entièrement inspirée par la financiarisation. En France nous avons encore de bons droits qui s'appliquent à l'audiovisuel. Avec la directive «délocalisation», si une télévision veut faire telle ou telle chose contradictoire avec ce droit elle peut s'installer à l'étranger où ne joue pas ce droit et émettre en direction de la France sans respecter ce droit. Ce n'est pas le lieu où elle fait des recettes qui fait référence mais le lieu de son siège social.

C'est le phénomène de financiarisation à l'état pur. Il faut nous y arrêter un moment car il y en a assez de cette marée d'argent, assez de cette éternelle plainte du portefeuille. Je ne parle pas du vôtre. Assez de voir des intérêts qui, dès qu'on les effleure, se mettent à hurler comme si on les égorgeait et qui ont, par les moyens dont ils disposent, la quasi faculté de nationaliser ou d'européaniser leur effroi.

Cette année, Alain Crombecque a invité le Nobel Octavio Paz. C'est une très belle idée. Ce poète est immense. Le citoyen aussi, qui traite de la financiarisation précisément dans le discours de réception de son prix Nobel: «*le marché est efficace soit, il a gagné par forfait, mais il n'a ni conscience, ni miséricorde*». On pourrait souhaiter qu'il ait miséricorde, mais surtout qu'il ait conscience.

Partout où le marché sauvage est roi, il abîme. Par exemple en Tchécoslovaquie, le Premier ministre, Monsieur Klaus, a été pris d'un amour pour le marché. Discutant avec son collègue Monsieur Snopko, ministre slovaque de la Culture, il lui dit - je cite de mémoire : «*un livre c'est comme une paire de lunettes, une marchandise*». L'autre de répondre : «*Non il y a des années-lumière entre les deux objets. La paire de lunettes est produite pour lire les livres*».

Autre exemple : dans une interview au *Monde* du 23 juillet, le cinéaste russe Mikhaïlkov rapporte qu'étant donné les difficultés dans l'ex-URSS, on dit aux artistes qu'il faut d'abord manger et qu'après on s'occupera de culture. Mikhaïlkov commente : «*mais la culture n'est pas une activité digestive*».

En vérité c'est la financiarisation du marché qui veut qu'elle soit digestive. Le cinéaste allemand Wim Wenders, dans un article retentissant, il y cinq ans, écrivait : «*les Américains, sont moins ouverts sur le monde*

que bien des nations sous développées. De ce fait ils sont étonnamment peu curieux du monde. Pour cette raison entertainment -c'est un équivalent de «divertissement»- signifie aussi ersatz d'informations, 'détournement' même, à ceci près que ceux qui sont détournés n'ont plus aucune idée de ce dont ils sont détournés et dans quel but: l'absence de politique, comme le politique même. LE CAPITALISME DE LA DERNIERE HEURE ne peut s'affirmer qu'en mentant tant et plus. Il le fait seulement de manière beaucoup plus agréable et divertissante que LE SOCIALISME DE LA DERNIERE HEURE, c'est-à-dire avec de grandioses formes vives, au lieu de grandioses contenus vides. Tous deux sont avant tout d'accord sur ce qu'ils veulent taire : que leurs rêves respectifs sont au bout du rouleau. Quoiqu'ait pu être autrefois le «rêve américain», plus personne ne le rêve. Il n'est plus rêvé que «par procuration», par l'industrie publicitaire. A travers tout le continent s'étend un immense panneau d'affichage qui proclame la liberté et le bien-être à cris d'autant plus stridents que sont plus nombreux les pauvres et les prisonniers dans son ombre».

Où c'est cette question de la financiarisation qu'il faudra bien réussir à régler d'autant qu'il y a de l'argent.

Il y a de l'argent

Quand il s'est agi de construire Disneyland, c'est moins Mickey que Picsou qui a régné. La Caisse des Dépôts et Consignations, inspirée fermement par le gouvernement, a prêté 4.8 milliards de FF à 7.85 % sur 20 ans avec 2.5 % de bonification d'intérêts et 5 ans de différé d'amortissements.

Un professeur de droit a calculé que tous les avantages accordés officiellement à ce parc, qui semble-t-il cherche actuellement des «clients», a atteint 20 milliards de FF Le RER a été construit rapidement, alors qu'avoir une prolongation d'une ligne de métro en banlieue est un monde !

Canal Plus, l'année dernière, a fait 7 milliards de chiffre d'affaires et 1.1 milliard de bénéfices. Il y a donc bien de l'argent, mais cet argent ne doit pas être roi. Qu'on m'entende bien. Aux États Généraux, nous ne disons pas qu'il ne faut pas d'argent. Nous comprenons bien que quelqu'un qui investit (je connais de grands industriels qui ont contribué à faire de grandes oeuvres), a besoin d'un retour. Mais aujourd'hui c'est le retour tout de suite et le plus haut possible, ce qui fait que l'oeuvre n'est pas servie mais utilisée, et souvent abîmée.

Oh ! je sais, ces hommes de la finance absolue font de la morale en ce moment. Ils se penchent sur les pauvres mais en considérant la pauvreté dans l'homme, tandis que nous aux Etats Généraux, nous considérons l'homme dans la pauvreté. Il faut que soit maîtrisé, régulé ce problème de la finance. On ne peut pas continuer à la laisser diriger le monde. Octavio Paz dit encore : *«Au delà du sort que l'avenir réserve à l'homme, un point me paraît évident : l'institution du marché, aujourd'hui à son zénith, est condamnée à changer. Elle n'est pas éternelle. Aucune création humaine ne l'est. J'ignore si elle sera modifiée par la sagesse des hommes, remplacée par une autre plus adéquate ou si elle sera détruite par ses excès et ses contradictions. Dans ce dernier cas elle pourrait entraîner les institutions démocratiques dans sa chute. Je tremble à cette idée, car nous entrerions dans un âge obscur comme l'histoire en a connu plus d'une fois. Dois-je rappeler la fin du monde gréco-romain, le déclin des civilisations de l'Inde et la Chine ou la léthargie séculaire dans laquelle est tombé l'Islam... La cause de cette gigantesque dissipation de richesses est «le processus circulaire du marché».*

Ce texte est un cri d'alerte. Quand on voit «Terra Incognita» de Lavau-dant et Duroure en Avignon, on touche vraiment au coeur de la presque disparition d'une civilisation. Une civilisation cela se défend, s'enrichit, se réinvente en pensant à neuf. Mais pour tenir et continuer de construire, il faut soustraire des pans entiers de la vie des humains et de la nature à l'emprise du profit, de l'Argent-roi, cette nouvelle vertu publique qui fait que quand on en n'en a pas, on est «hors circuit», et que quand on en a un peu en travaillant, on perd sa vie en la gagnant !

des actions qui ont construit

C'est une immense question posée à l'Humanité toute entière, et singulièrement à nous ici et en Europe, où l'on peut gagner si on se bat. Aragon disait à Antoine Vitez *«pas de petite digue qui ne mérite qu'on la garde. Ne pas dormir. Agir, travailler, répondre».*

Rappelez-vous «Le train nommé culture» en 1989, quand cinq cents artistes l'ont pris, en payant d'ailleurs, pour aller de Paris à Strasbourg, en réclamant des quotas majoritaires pour les oeuvres des différents pays européens sur les petits écrans de ces pays. C'est la seule directive européenne qui ait été annulée de toute l'histoire de la CEE. Certes, elle a été reprise ensuite, au nom de «mieux vaut un mauvais texte que pas de texte du tout», mais elle est ainsi rentrée par la fenêtre, ce qui n'est pas la même chose que par la porte.

Son efficacité négative a été émoussée.

A ce train, s'étaient d'ailleurs jointes d'autres forces que les Etats Généraux qui, s'ils sont fiers de leurs initiatives, le sont encore plus d'assembler et d'être passerelle de la diversité.

Plus récemment, les réalisateurs de télévision et de cinéma viennent de gagner leur reconnaissance comme auteurs au niveau européen.

Tout prouve qu'il faut définir des objectifs en Europe, avec l'idée que cette Europe ne peut pas être si elle n'est pas riche de la diversité de ses créations culturelles en amitié avec toutes les cultures du monde, notamment celles du Sud, dont on ne s'occupera jamais assez, et celles de l'Est, dont on doit aussi s'occuper, pas comme colonisées, mais comme partenaires à part égale. Sud, Est et nous, même combat, même espérance et même construction à partir de cultures différentes et d'une approche civilisatrice où l'homme et la femme sont au centre de tout et pas l'argent.

L'Europe doit agir pour multiplier les coopérations pour les productions en allant au delà des coproductions traditionnelles. Pourquoi, quand est faite une coproduction, ceux qui mettent l'argent décident-ils qui sera acteur ou actrice ? Je suis italien, je mets de l'argent, je veux Marcello Mastroianni. Je suis français, je mets de l'argent, je veux Jeanne Moreau. Je suis espagnol, je mets de l'argent, je veux untel. C'est ainsi que se fabriquent, malgré d'immenses talents, des films patchwork. Pourquoi ne pas prévoir des collections d'oeuvres avec une réciprocité contrôlée, où le financement serait réuni en amont ? Ensuite c'est l'artiste avec son producteur -c'est un couple indispensable quand il n'est pas dominé par l'argent- qui choisiraient peut-être aussi Mastroianni, mais sans que les financiers le leur imposent. C'est tout autre chose et dans un des derniers numéros des *Cahiers du Cinéma* sur l'Europe, tous les cinéastes disent vouloir rester eux-mêmes, rejetant l'idée d'une oeuvre de nulle part et promouvant des oeuvres singulières, marquées par leur terre et leur personnalité. Certes il y a des influences, des croisements, des métissages, mais ils ne se décrètent pas, ils deviennent; et je trouve très beau ce qu'à fait Isabelle Charrier en invitant au festival d'Avignon Cuba et le Mexique et d'autres arts populaires venus des pays du Sud ou de l'Amérique latine.

pour la clause de la législation culturelle la plus favorisée

Il faudrait aussi obtenir la clause de la législation culturelle (avec sa dimension sociale) la plus favorisée. Est-ce que tout le monde pourra

y accéder tout de suite ? Non sans doute, mais ce sera comme les enfants quand ils jouent à la marelle, il vont vers le ciel à cloche-pieds. En attendant ceux qui, par leur histoire et par leur action, ont atteint tel ou tel développement, ne perdront rien, même si sont nécessaires des adaptations-modifications. J'aime les poètes parce qu'il n'y a qu'eux qui disent fort, très fort, ce qui ne va pas, ce qu'il faut faire. Ils conclueront donc notre rendez-vous.

D'abord Bernard Noël : *« Si cela continue nous ne sommes plus au monde. C'est la blessure capitale et la grande tâche est de rétablir, par un mouvement de conscience, une relation rompue »*. C'est notre travail en tous cas, c'est ce que nous tentons de faire aux Etats Généraux.

Ensuite et encore il y a Octavio Paz disant que *« l'oeuvre du poète est une fontaine et que la fontaine chante pour nous »*.

ceux qui veulent disparaître peuvent baisser le ton, pas nous

Je pense qu'il faut dire et redire cela pour nous prémunir du populisme, de la flatterie qui considèrent toujours les artistes comme bouc-émissaires.

Il y a encore Kateb Yacine, qui créa sa dernière pièce en Avignon, pour l'anniversaire de 1789 : *« Il faut crier et hurler plus fort que les loups, ceux qui veulent disparaître peuvent baisser le ton »*. Nous ne baissons pas le ton, et puisque c'est l'année anniversaire de 1492, qui n'est pas seulement la découverte de l'Amérique, mais la chute de ce lieu magique qu'était la rencontre de musulmans, juifs et espagnols à Grenade, et qu'Aragon immortalisa dans *Les yeux d'Elsa*, il me plaît que ce soit un poète espagnol, Juan Ramon Jimenez, qui ait dédié un livre à une dame trouvant ce livre difficile, avec ces trois mots : *« A l'immense minorité »*. Nous sommes, vous êtes, les artistes et tous ceux qui se battent en ce moment, *« l'immense minorité »*. L'expression est merveilleuse, parce que la minorité étant immense n'est plus minorité, mais comme elle est minorité elle n'est pas encore polluée par le pouvoir qui lui échappe.

de la transition du socialisme décrété au capitalisme réel, ou l'expérience des intellectuels est- allemands

vincent von wroblewsky

Je rencontre parfois par hasard d'anciens collègues de ce qui fut, jusqu'à la fin de l'année 1991, l'Institut de Philosophie de l'Académie des Sciences de la République Démocratique Allemande. Et il arrive que nous parvenions même à parler d'autre chose que de l'éternelle question du chômage, aujourd'hui obsédante dans l'ex-RDA... L'autre jour, un bref échange sur le passé s'engagea avec un de ces collègues, non seulement spécialiste de questions philosophiques sur la physique moderne, mais aussi auteur de quelques petits romans avec lesquels il perpétuait à sa façon la tradition familiale : son père et sa mère faisaient partie de la vieille garde littéraire, prolétaire et antifasciste, très à l'honneur en RDA. Ainsi mon collègue avait - ou a encore - le privilège d'habiter une villa dans une petite rue calme du quartier berlinois où vécurent pendant longtemps les dignitaires de la RDA, ce quartier de Pankow que le chancelier Konrad Adenauer désignait avec un profond mépris en parlant du «gouvernement de Pankoff», accentuant bien ces «ff» alors que le nom se prononce normalement «panko». En réalité, le Bureau politique, qui avait eu pendant des années son quartier bien protégé dans cette partie du nord de Berlin-Est, s'était retiré longtemps avant la chute du mur à Wandlitz, en dehors de Berlin, dans une forteresse de luxe qui n'était accessible que par une autoroute réservée à ses tout puissants habitants, non loin d'un aéroport

militaire soviétique. En cas de besoin, mieux vaut prévoir pour pourvoir...

Ma mère, qui avait adhéré au PC allemand en 1931, avait accompagné, en tant qu'interprète, l'épouse du nouvel ambassadeur vietnamien dans les visites protocolaires qu'elle devait faire auprès des épouses des dignitaires du pays. Pour résumer ses impressions, elle me dit alors : « Il n'est pas facile d'être le bien-aimé du peuple ». Mais ces souvenirs m'éloignent de mon collègue : qu'il habite une villa dans une rue calme de Pankow ne mériterait pas le moindre commentaire. Sans parler du fait que cette rue porte - ou portait ? - le nom de son père. Tout ceci pour dire que ce collègue était l'héritier, comme moi d'ailleurs, mais d'une façon beaucoup plus voyante, avec pignon sur rue, de l'antifascisme. Ce dernier avait d'abord été le mythe fondateur, puis l'idéologie légitimant le « premier Etat des ouvriers et paysans sur le sol allemand ». Nous qui faisons partie de la deuxième génération de cette infime minorité d'Allemands qui s'étaient opposés au nazisme, nous pouvions nous exprimer plus librement sur les abus et les déformations du socialisme à la prussienne. Nous partagions aussi un refus absolu de compromission avec tout ce qui tentait d'innocenter le passé nazi.

Au moins jusqu'à un passé récent. Car à ma grande stupéfaction, mon collègue me tint à peu près ce langage : ces derniers temps, j'ai changé d'idées. Je pense maintenant que les Allemands de l'Ouest ont eu raison de mettre très vite un terme à la *Vergangenheitsbewältigung* après 1945. Ils ont eu raison, justifiait mon collègue, de ne plus s'intéresser au passé nazi des « élites » et de se lancer à corps perdu dans la reconstruction du pays. C'est cet exemple que nous devons suivre. Nous devons sauvegarder les élites de l'ancienne RDA et, au lieu de nous pencher sur le passé, nous lancer vers l'avenir. C'est la seule voie pour maintenir une stabilité sociale et pour éviter ainsi des troubles qui risquent d'avoir de graves conséquences.

Voilà un beau discours *pro domo*. En prétendant, très altruiste, s'inquiéter de l'évolution de la société, mon collègue se mentait à lui même de façon éclatante.

Qu'en est-il réellement des intellectuels de ce que fut la RDA ? Furent-ils vraiment les « élites », et dans quel sens ? Quelle était leur fonction, quel est leur sort dans la transition actuelle, quel est leur avenir ? Pour étudier ces questions, l'espace est-allemand a des avantages particuliers, il se présente comme une sorte de laboratoire social où des processus qui ont lieu également dans d'autres régions du globe se déroulent en accéléré, connaissent une précipitation extraordinaire. Ceci est dû au fait que cette transition inédite du socialisme au capitalisme se fait dans un pays qui, justement, se partagea pendant qua,,

rante ans ces deux régimes sociaux. La partie perdante demanda majoritairement à être avalée par le vainqueur. Même si la vie conjugale quotidienne suivant la nuit de noces est maintenant souvent vécue plutôt comme un viol, loin des échanges de tendresses espérées, il faut bien reconnaître que la fiancée RDA était consentante, peut-être aussi par manque d'expériences. Bien que parfois réticente, elle ne saurait penser au divorce... Notre métaphore pour l'unification allemande s'arrête là, et il faudra bien que le couple apprenne à vivre ensemble, ne serait-ce que dans l'intérêt des enfants - et naturellement aussi des voisins.

Et les intellectuels là-dedans ? Le cœur peut bien avoir ses raisons que la raison ignore, mais comment abandonner la raison quand les passions dévient, entraînent vers des tourbillons dangereux ? Ceci ne concerne plus seulement le couple. La paix et les rapports de bon voisinage dans la maison commune sont menacés.

Il n'est pas exagéré de parler d'une situation de crise - pour ne pas employer le terme de révolution qui demanderait des précisions. Nous sommes confrontés en Europe de l'Est, en Allemagne de l'Est, à un énorme bouleversement social. Les anciennes structures, normes, valeurs, habitudes sont balayées, des régions entières désindustrialisées, les connaissances, le savoir-faire de millions de personnes sont dévalués. Ce ne sont pas les seuls moyens de production qui sont devenus inutiles, nombreux sont les producteurs qui font l'expérience d'être «de trop». Ceci vaut aussi et surtout pour les intellectuels.

En ex-RDA, ils formaient une couche particulière. Elle était désignée par le terme d'«intelligentsia», parmi laquelle on distinguait «l'intelligentsia technique». Cette dernière avait droit à son symbole dans l'écusson qui faisait la différence entre le drapeau de la RDA et celui de la RFA : les ouvriers étaient représentés par un marteau, les paysans par un épi de blé - certainement pour ne pas trop copier l'URSS en reprenant la faucille - et la *technische Intelligenz* par un compas. La modernité de ces instruments ou produits de travail correspondait au pouvoir réel de ces trois classes non-antagonistes, pour reprendre les termes officiels. N'étaient pas représentés ceux qui justement se disaient les représentants de la classe ouvrière : les «cadres», la «*nomenklatura*», tous ceux qui occupaient les postes de décisions politiques, économiques, culturels, militaires..., c'est-à-dire ceux qui se trouvaient dans l'appareil du Parti, du Bureau Politique jusqu'à la base, dans les appareils d'Etat contrôlés et dirigés par ce premier et dans les appareils idéologiques d'Etat. Plus on s'éloignait des centres de décision, plus les marges de liberté relative, de critique étaient grandes. Et ce sont

justement ces «élites»-là qui pourraient et qui devraient aujourd'hui se pencher d'une façon critique sur leur propre passé avant de réclamer leur place parmi les nouvelles élites.

Les écrivains, les artistes, les chercheurs, les professeurs et enseignants, les journalistes, tous ont contribué à la reproduction du système. A la différence des ingénieurs, techniciens, médecins..., il leur était plus difficile de croire à la neutralité de leurs activités. Leur opportunisme, leur capacité d'adaptation trop développés, leur esprit critique et leur courage civique pas assez développés ont été une condition nécessaire pour que l'appareil du parti puisse exercer sa dictature sur la population au nom du prolétariat. Tous ceux qui n'ont pas pris le risque de devenir martyrs ont été complices. De ce point de vue-là, il n'y a pas de différence entre le IIIe Reich en Allemagne, la collaboration en Europe et le stalinisme et le post-stalinisme. L'écrasante majorité des intellectuels a sa part de responsabilité aussi bien dans l'échec du socialisme - qui fut également un espoir et une promesse de justice sociale - que dans l'abandon total de la souveraineté de la RDA moribonde. Souveraineté qui aurait été nécessaire pour peser sur les conditions de l'unification.

Malheureusement, en Allemagne de l'Est, la renaissance de la société civile qui avait été étouffée par l'Etat, Est imposée par l'Ouest. Ainsi, les Allemands de l'Est ne sont-ils toujours pas les sujets de leur propre histoire. L'unification précipitée a eu comme résultat la prise en charge de l'Est par l'Ouest - prise en charge dans tous les sens du terme. Résultats : à la place de l'eupéanisation espérée, on assiste à une (ouest)germanisation de l'Allemagne de l'Est. Ceci est par exemple très visible dans les universités et les centres de recherche de l'ex-RDA, où l'évaluation des compétences des intellectuels de l'Est s'est faite exclusivement par des intellectuels ouest-allemands et non pas par des intellectuels de divers pays. Il n'est pas difficile de deviner qui occupe maintenant les postes-clés et qui sort vainqueur de l'inévitable concurrence.

J'ai dit que l'autocritique des intellectuels de l'Est devrait précéder leur revendication à maintenir leur statut, à exercer leur fonction. Mais est-il juste de ne considérer que l'Est ? La crise que nous vivons actuellement, est-elle géographiquement circonscrite, politiquement localisable ? N'est-elle pas plutôt liée à la fin de la guerre froide ? L'équilibre de la terreur basé sur la course aux armements ne risque-t-il pas de faire place à un déséquilibre qui ne débouche pas seulement sur la guerre civile dans l'ex-Yougoslavie, mais également sur la désintégration de l'Europe occidentale ? Ceci non seulement en raison des mouvements de migrations massives que déclenche l'effondrement des

anciennes structures économiques et sociales à l'Est, mais aussi parce que de nouvelles contradictions sont apparues en Europe occidentale. Certes, la prise de conscience du caractère universel des problèmes du monde actuel est de plus en plus forte, qu'il s'agisse des rapports entre l'homme et la nature ou des rapports entre les hommes à l'échelle mondiale. Penser la dialectique entre le particulier et l'universel, c'est plus que jamais une des tâches majeures des intellectuels. Et l'Europe, selon les problèmes considérés, est aussi bien particulière qu'universelle.

Une des grandes leçons du vingtième siècle, c'est sans doute le caractère indispensable de la démocratie et du pluralisme. Le mépris de l'individu et de sa singularité, l'absence de tolérance et de méfiance envers les discours totalisants qui prétendent monopoliser la vérité ont été payés très cher, beaucoup trop cher. Un des péchés majeurs de nombreux intellectuels en Europe de l'Est a été de sous-estimer les vertus de la démocratie, de ne voir que ses vices - c'est vrai, elle n'est pas pure, mais le besoin de pureté ne participe-t-il pas à l'intolérance meurtrière dont il est question ici ? L'idéologie dominante en RDA s'est caractérisée par une présentation schématisée, simplifiée et à la limite faussée du nazisme, par un mépris hautain vis-à-vis de la démocratie parlementaire, par une arrogance sans borne, une tentative permanente de supériorité par autosuggestion masquant un complexe d'infériorité face au capitalisme réel. Ces différents aspects se tiennent, se complètent, se légitiment mutuellement. Il n'est pas étonnant que les représentants des sciences humaines et sociales, les historiens, les philosophes, les économistes, les théoriciens de la littérature et de l'art soient particulièrement tombés en discrédit. Il n'est pas étonnant non plus que le marxisme duquel ils se réclamaient, le plus souvent à tort, soit tombé, lui aussi, en discrédit. Et ceci pas seulement à l'Est, ce qui, chez ses ennemis, encourage des simplifications à peine plus satisfaisantes qui légitiment à leur tour et paradoxalement la mise en question de la démocratie. Je pense que l'identification pure et simple du marché et de la démocratie est une telle simplification. Sa légitimation des égoïsmes et du droit du plus fort ne concerne pas que le niveau individuel, elle s'étend aux relations entre groupes, peuples, nations.

Les débats autour de l'immigration, du droit à l'asile en Allemagne, la banalisation de l'emploi de la violence, la croissance de l'extrême-droite ne sont pas en premier lieu un héritage du socialisme autoritaire qui s'est effondré, comme voudrait le faire croire justement les adeptes d'un libéralisme naïf et simpliste. Certes, les angoisses face à l'avenir, l'autoritarisme intériorisé et le passé refoulé créent un sol fécond et contribuent à la haine et la violence envers l'autre, envers tout autre

qui par sa différence est perçu comme menace. Surtout quand l'image de l'autre incarne la pauvreté, la misère et renvoie ainsi à un possible, plus imaginaire que réel pour le privilégié d'Europe occidentale, mais néanmoins vécu comme réel. Si cette situation était surtout le résultat du socialisme, on ne saurait expliquer qu'en Allemagne, tous les sondages concordent pour donner un pourcentage plus élevé de xénophobie, d'antisémitisme, de sympathie ou même d'engagement à l'extrême droite à l'Ouest du pays. Mais il y a un phénomène particulièrement inquiétant : à l'Est, c'est la tranche d'âge des plus jeunes où l'extrémisme de droite est le plus fort, et ce sont les jeunes de l'Est qui ont la plus forte tendance à rattraper en cela les jeunes de l'Ouest.

Pour les intellectuels, il découle de cette situation un nombre d'engagements liés à leur fonction, à leur compétence particulière. Il leur revient en particulier d'être la mémoire collective qui maintient présent le passé dans sa complexité. Leur esprit critique doit s'opposer aux simplifications, aux images d'Epinal qui sont tout sauf innocentes. Le révisionnisme historique qui présente le nazisme comme une réaction provoquée par le stalinisme connaît des prolongements récents. Je ne citerai comme exemple que le fait que dans des camps de concentration comme Buchenwald, Sachsenhausen et Ravensbrück, il y a eu des détenus aussi après 1945 : criminels de guerre nazis, oppositionnels et dissidents socialistes ou communistes ou tout simplement des citoyens saisis au hasard de dénonciations fausses, tous mélangés. Rien ou presque rien n'excuse le sort qu'ils ont subi. Mais aujourd'hui, le risque est grand de voir effacée la distinction entre les victimes d'avant 1945 et celles d'après 1945, et si cette première falsification n'est pas empêchée, le jour n'est pas loin où les camps cités seront des lieux de commémoration des crimes communistes.

Mais les intellectuels n'ont pas qu'à être gardiens de la mémoire de leur collectivité particulière. Qu'ils soient créateurs d'oeuvres culturelles, producteurs de savoir scientifique, diffuseurs des deux ou qu'ils appliquent des connaissances universelles dans des domaines particuliers, ils ont l'expérience pratique d'appartenir à une communauté qui ignore les frontières nationales. Ils savent, parce qu'ils le vivent, que la rencontre, les échanges avec l'autre ne sont pas une menace mais un enrichissement, je dirais même une condition indispensable pour pouvoir être ce qu'ils sont. Ils se doivent de diffuser aussi cette expérience, de la mettre en jeu de façon consciente. Ceci implique aussi une conscience des conditions qui favorisent ou qui freinent les possibilités de communication au-dessus des frontières de toute sorte.

Pour les intellectuels, pour les populations de l'Est, les expériences qui ont été faites dans les pays où cohabitent plusieurs cultures, langues, mentalités, religions, mémoires, goûts, traditions... sont particulièrement précieuses. Comment vit-on concrètement dans des sociétés plurielles, multiculturelles ? Comment résout-on les conflits inévitables sans avoir recours à la force, à la violence ? Des pays aussi différents que la Suisse, l'Espagne et, *last but not least*, la Belgique peuvent certainement transmettre de riches enseignements à ce sujet. J'espère que l'Europe à laquelle nous aspirons sera le cadre ouvert, non fermé sur soi, d'innombrables échanges des citoyens dans un climat de paix, de respect, de tolérance, d'amitié, loin des nationalismes qui dévastent aujourd'hui une partie de l'Europe. Dans une telle Europe, il n'y a pas de «grands» et de «petits», et l'Allemagne, à l'Est comme à l'Ouest, gagnera à s'intéresser à l'exemple belge.



Au café 1973

Roger Somville
Dour - Moscou - Tervueren



Octaaf Landuyt
Gent - Taiwan - Bergen

... In de *Rotonde* praatten de heren over Graaf d'Aspremont Lynden, hij zou weer Landbouw krijgen, zoals onder Paul-Henri Spaak, en wat kende die Franskiljonse nobiljon nu van landbouw ? Hij heeft alleen maar tomaten gezien in een hors-d'oeuvre!

Het verdriet van België

Hugo Claus



Leonardo Cremonini
... Firenze - Paris - Mons - Bruxelles ...

.....
Et puis oui c'est moi
ce méchant caillou jeté
sur votre table
où vous mangez ressemblant
à des porcs

Ce méchant caillou jeté
dans votre plat
c'est moi
et cassez vous les dents
sur mon mépris
.....

15 mars 1960 3 heures.
Achille Chavé

... A la *Rotonde*, les messieurs parlèrent du comte d'Aspremont-Lynden, il aurait de nouveau l'Agriculture, comme dans le gouvernement Spaak, et qu'est-cé que ce nobliau fransquillon connaissait à l'agriculture ? Les seules tomates qu'il eût jamais vues étaient dans les hors-d'oeuvre...

Le chagrin des Belges Hugo Claus

Presses Pocket
Traduction Alain Van Crugten

... Vous blasphémez, dit Vidal. La guerre n'est pas naturelle. Qui est-ce qui choisit les victimes ? - Pardonnez-moi, Vidal ! Il y a des abîmes et des sommets spirituels qui donnent le vertige ... Nous parlerons d'art désormais...

La mélancolique aventure

PAC et Cerisier

Jean Tousseul Avril 1919

la nation comme contradiction : clef pour un débat

pascal zambra

Dix ans se sont écoulés depuis la publication du *Manifeste pour la Culture wallonne*. Une décennie, durant laquelle des âmes généreuses et altruistes se sont proposé de guérir quelques égarés en quête d'une identité illusoire en leur dévoilant simplement la vérité : la Wallonie se résume à un grand vide ! Pour ce faire, les recensions certifiées conformes par les milieux autorisés n'ont pas manqué. Qui ne se souvient de ces lumineuses découvertes d'une Wallonie sans bourgeoisie, de l'absence de capital financier autochtone, de pouvoir de décision, d'institutions culturelles, d'intellectuels, etc. Si d'aventure, la Wallonie fut un projet social, la disparition de ceux qui le supportaient y mettait un terme. Rationalité économique oblige...

Dans ces conditions, parler de culture est superfétatoire. N'affirment-on pas que la Wallonie a son passé devant elle ? Toute volonté de modernisation, de recomposition ne serait que velléité. Il existe une identité plus noble et plus ancienne qui peut s'y substituer : la langue française. Élargir les frontières de la francophonie au Payottenland en serait le grand dessein. Pour les plus frileux, il restera toujours le retour de la fille frondeuse à la mère France.

Dix ans de débats, disions-nous, où la définition d'une identité est restée problématique. Certes, en dix ans, cette Wallonie a changé. Les enjeux du débat se sont modifiés, le rapport de force entre ses acteurs aussi. Là, où la raison se devait d'apporter la quiétude, les flux et reflux

de l'illusion agitent toujours. Force est de constater, qu'à peine sorti de la préhistoire, la rationalité ne tient pas toujours ses promesses.

une wallonie problématique

L'évolution du cadre institutionnel n'aura pas été étrangère à la reconnaissance d'une Wallonie, une et indivisible. Tout comme la Région wallonne fut le produit d'une identité, également une et indivisible. Affirmer l'antériorité de la «Wallonie» sur l'institution régionale ou de l'institution régionale sur la «Wallonie» aura été l'objet d'une décennie de débat : accepter ou refuser à un ensemble de personnes la capacité de se choisir un destin commun. Tantôt, en réfutant cette qualité d'ensemble wallon, tantôt en interdisant aux membres de cet ensemble d'en déduire un projet commun

De cette identité problématique, les historiens furent, peut-être, les premières victimes. En effet, comme l'écrit Philippe Destatte : «... *les historiens wallons ont entamé la réécriture du passé au rythme de la prise de conscience de la nouvelle identité qui se forge et de l'évolution du cadre institutionnel. La démarche est instable parce qu'elle s'appuie sur le mouvement entamé par la collectivité pour conquérir une identité qu'elle ne sait pas encore définir, tant elle est, comme une nation en train de se faire, "multiple de réalités, d'êtres vivants que saisit mal le fil de l'histoire chronologique à la petite journée, à la petite semaine, à la petite année (...)"* ». Autrement dit, la collectivité étant posée... reste à définir la collectivité !

Se découvrir parfaitement semblables, tout en restant distincts les uns des autres. La quête d'une référence massive, indiscutée, voilà qui pose toujours problème.

Aujourd'hui encore, cette référence est recherchée au travers d'une chronologie d'événements, dont les étapes et les rencontres auraient, par sédimentation, engendré la nation conçue comme une communauté humaine stable. Mieux qu'aucune autre, la définition donnée à la nation par Staline illustrera notre propos : «*La nation est une communauté humaine stable, historiquement constituée, née sur la base d'une communauté de langue, de territoire, de vie économique et de*

1. Destatte Philippe, «Questionnement de l'histoire et imaginaire politique : l'indispensable prospection», dans *Cahiers Marxistes*, n° 157-158, p. 51.
2. Staline Joseph, «Le marxisme et la question nationale», dans Haupt G., Lowy G., Weill C., *Les marxistes et la question nationale*, Paris, Maspero, 1974, p.313.

formation psychique qui se traduit par une communauté de culture.»² Mais l'on voit mal un élément d'analogie poindre entre ces divers critères qui puisse s'apparenter à une identité. Sinon, que la nation ne pourrait se définir que par rapport à un extérieur qui, lui, serait parfaitement définissable.

De plus, une telle démarche tend à escamoter le caractère éminemment politique du concept de nation en le naturalisant. Sans pour autant se confondre avec l'Etat, la nation serait le fruit d'une longue généalogie qui en ferait un organisme de fait. Un individu collectif immortel parce qu'engendré par l'acceptation continue d'un certain état de choses.

C'est, dans cette perspective, qu'une autre définition de la nation a pu être donnée. Directement inspirée par Ernest Renan, on peut la synthétiser comme suit : «...c'est la volonté présente de former une communauté politique autonome»³. L'homme, dans sa définition humaniste, est exempt de tout lien à une contingence géographique, de race, de langue, de religion. «Elle suppose un passé; elle se résume pourtant dans le présent par un fait tangible : le consentement, le désir clairement exprimé de continuer la vie commune. L'existence d'une nation est un plébiscite de tous les jours, comme l'existence de l'individu est une affirmation perpétuelle de vie.»⁴ Ici, le passé est une simple répétition de cette volonté commune. Toute généalogie est discréditée par l'absence de contingences qui la constitueraient et qui formeraient une «ethnie». Seul le principe compte et fait de la nation une âme.

Ces deux définitions, si elles ont le mérite de rendre compte du caractère immuable de la nation, ne nous permettent pas plus l'une que l'autre de déterminer le travail d'analogie fondateur d'une identité nationale. Celle de Staline, fondée sur l'histoire, hypostasie l'identité nationale sans en divulguer la nature. Celle de Renan, fondée sur l'oubli, se doit d'occulter toute histoire pour créer le consensus présent de son existence.

la nation comme activité classificatoire

Appréhender l'identité nationale peut apparaître comme «*découpage du réel, sélection de caractères, marquage de régularités, indexation*

-
3. Carpinelli Giovanni, «L'Etat et les classes dans la structure actuelle du fait national belge», dans *Contradictions*, n° 23-24, Bruxelles, 1980, p.248.
 4. Renan Ernest, «Qu'est-ce qu'une nation ?», réédité dans *Communications*, n° 45, Seuil, 1987, p. 148.

de groupes homogènes, discrimination de 'familles' d'objets-grille»⁵. Cette activité classificatoire, les schèmes fondamentaux en ont été thématés par Kant : «La division scolastique se fait par classes, elle répartit les animaux selon des ressemblances; celle de la nature se fait par souches; elle les répartit selon les liens de parentés, du point de vue de la génération. La première fournit une systématisation scolastique à l'usage de la mémoire; la seconde une systématisation naturelle à l'usage de l'entendement; la première n'a d'autre dessein que de ranger les créatures sous des rubriques, la seconde vise à les ranger sous des lois.»⁶

Or, les deux définitions possibles de la nation - celle de Staline, celle de Renan - reposent chacune, principalement, sur l'un des deux schèmes de l'activité classificatoire. L'une agrège les individus selon la ressemblance : c'est une communauté de volonté qui fonde la nation; il importe peu de savoir d'où procède cette volonté, la communion d'intention se suffisant à elle-même. L'autre, fait de l'agrégation des individus le produit d'un procès de sédimentation de différents facteurs; l'histoire commune de ces facteurs, leur rencontre, se traduit en une culture.

Mais, la prédominance de l'un des schèmes de la classification, communauté par ressemblance (Renan) ou agrégation d'individus par l'histoire (Staline), n'exclut pas la présence de l'autre. Car, c'est bien de prédominance qu'il s'agit : ce qu'il y a de commun dans le plébiscite de tous les jours, qu'énonce Ernest Renan, «suppose un passé» qui n'a pas valeur explicative. Pour Staline, la communauté n'a de sens qu'au regard de son histoire.

l'identité nationale est une aporie

La saisie de la nation, en la diversité de ses individus, rend vaine toute tentative de la fonder sur base d'une identité. Classer ces derniers selon la ressemblance par le projet commun, comme chez Renan, ou les classer selon la souche ou la parenté, comme chez Staline, sont deux opérations qui s'imbriquent et cela nous conduit à désigner l'identité nationale comme une aporie (une contradiction mais une contradiction qui vit et qui «tient»). Pour nous en expliquer, nous nous permettons ici de citer longuement Louis Dumont :

5. Tort Patrick, *La raison classificatoire*, Aubier, 1989, p. 17.

6. Kant, *De la diversité des races humaines*, Aubier, Paris, 1947.

«Il n'est pas de meilleur exemple que la création d'Eve à partir d'une côte d'Adam, au premier livre de la Genèse. Dieu crée d'abord Adam, soit l'homme indifférencié, prototype de l'espèce humaine. Puis, dans un deuxième temps, il extrait en quelque sorte de cet être indifférencié un être de sexe différent. Voici face à face Adam et Eve, cette fois en tant que mâle et femelle de l'espèce humaine. Dans cette curieuse opération, Adam a en somme changé d'identité tandis qu'apparaissait un être qui est à la fois membre de l'espèce humaine et différent du représentant majeur de cette espèce. Adam, ou dans notre langue l'homme, est deux choses à la fois : le représentant de l'espèce humaine et le prototype mâle de cette espèce. A un premier niveau homme et femme sont identiques, à un second niveau la femme est l'opposée ou le contraire de l'homme.»⁷

Ce que nous pourrions traduire autrement : ce qui est procréé est une partie de l'organisme engendreur et, par là même, est simultanément porteur de la ressemblance qui lui est transmise lors de cette cession. Affirmer l'antériorité de la «généalogie» sur la «ressemblance», ou l'inverse, est sans issue puisqu'elles sont indissolublement liées comme la définition de la nation par Staline («généalogie») et la définition de la nation par Renan («ressemblance»). La Genèse procède du mystère comme de la gravitation universelle ! N'est-ce pas le propre de toutes les grandes thèses fondatrices ? Pourquoi en irait-il autrement s'agissant de l'identité wallonne ?

C'est cette vieille contradiction entre holisme et individualisme que nous rencontrons ici : la difficulté provient du fait que la nation se définit à la fois comme collection d'individus et comme individu collectif. La définition de Renan demeure pauvre et pure de toute compromission avec le réel, tandis que celle de Staline amalgame davantage d'éléments et court le risque d'un grave dévoiement si cet amalgame est pris pour une véritable synthèse. Face à une conception élective, où la nation repose sur le plébiscite de tous les jours, il nous semble inutile de préciser les «effets de droit» qu'entraîne une représentation «ethnique» de la nation. Un Fouronnais «authentique» ne peut se vouloir que flamand, sans plébiscite, sous peine de trahir sa communauté.

l'enjeu d'un débat

L'identité nationale est *«l'aboutissement d'un processus symbolique*

7. Dumont Louis, *Essais sur l'individualisme*, Paris, Seuil, 1983, p. 120-121.

complexe»⁸. Elle ne se confond que très partiellement, en tant que représentation, avec le substrat (un ensemble de relations complexes et contradictoires) dont elle est fille. En tant que métaphore, elle représente le substrat totalement. Partielle par rapport au substrat (cet ensemble de relations complexes et contradictoires) qui l'engendre, elle est de l'ordre de la synecdoque (association) : désignation du tout par la partie comme «Paris» désigne la France. «*Telle est sa double nature, originairement fusionnelle, de l'imitation, de l'art, de l'écriture, du langage, de l'onomatopée.*»⁹

C'est ce caractère très partiel de l'identité au regard du substrat qui en fait paradoxalement une évidence massive et indiscutée. C'est, là, sa force et non sa faiblesse. Métaphore, elle donne une pertinence de sens à un collectif d'individus par le moyen d'une attribution impertinente. Il ne s'agit pas d'une simple illusion sans effets historiques, mais au contraire, «*d'une persona ficta de la tradition juridique, d'une "fabrication"*»¹⁰ qui se doit de transcender les différents clivages existant entre individus (Etat/Eglise; Ville/Campagne; Possédants/Travailleurs; dualité des cultures). De caractère scolastique et donc à l'usage de la mémoire, il est peu de domaines qui n'aient leurs déclinaisons nationales. Et ce ne fut pas un hasard si les problèmes communautaires de ce pays furent toujours initialement une question culturelle. La nation étant une représentation, ici, «*l'esthétique précède l'éthique*»¹¹. Inutile, donc de trouver un fondement du substrat dans la métaphore qu'est la nation.

en guise de conclusion

Il faudra un jour théoriser cette double nature contradictoire de la nation. Montrer comment la distinction, entre métonymie et métaphore, opère, quand, dans quel sens et pourquoi. Que la prédominance de l'un de ces termes n'est pas étrangère aux enjeux historiques et théoriques d'une époque.

8. Klinkenberg Jean-Marie, «L'identité wallonne : hypothèques et faux papier», dans *Toudi*, n°2, Quenast, 1988, p. 127.

9. Tort Patrick, *La raison classificatoire*, Aubier, 1989, p. 30.

10. Balibar Etienne & Wallerstein Immanuel, *Race, nation classe (les identités ambiguës)*, La Découverte, Paris, 1988, p.130.

11. Delannoï Gil, «La nation entre la société et le rêve», dans *Communications*, n° 45, Seuil, 1987, p.13.

Pour ne s'en tenir qu'aux deux définitions retenues ici, l'unité fondée sous la bannière d'un plébiscite quotidien n'est pas étrangère, à l'époque de Renan, à la situation de l'Alsace et de la Lorraine. Pas plus que cette communauté de culture (Staline), stable de surcroît, n'est étrangère à la situation de forteresse assiégée qu'était l'URSS d'après 1918 et à la question nationale qui y travaillait sourdement.

Certes, il ne s'agit pas uniquement de représentations géopolitiques. L'enjeu est également théorique. Il y a l'idée que, sous la scolastique, la généalogie est latente et donc la possibilité d'une intrigue dévoilant des buts, des causes, des pratiques. Il a fait qu'en ce domaine, il est paradoxal de constater que les discours fondant Maastricht, dans le prolongement de la modernité, soient tous empreints de scolastique s'agissant de l'unité de cette Communauté.

L'identité n'est pas le fruit d'un hasard, c'est avant tout une représentation. Ceux qui la produisent sont identifiables, au même titre que la situation dans laquelle ils la produisent. L'histoire de ce pays a montré qu'arguer d'«une Wallonie en projet» contre «une Wallonie de souche linguistique» ne relève pas de l'innocence. Les effets institutionnels qui en découlèrent ne furent pas des moindres.



La cité du fer

Jean Donnay



Constantin Meunier

L'pu bia mollet d'Charlerwet

1^{er} COUPLET

L'aut' djou du fond d' Darnet,
Djet rafainnais Zaudrine,
L' vint print dius s' erinolne,
Nos volons dius l' fossel !
Avant di l'elever
Dji li rahache es' cotto,
Li d'sant n' bré né doue sotto,
Personne en' saura ré
Dj'ai fort bé vu s' mollet,
C'est l' pus lûa d' Charlerwet. (bis)

Jacques Bertrand

A Couillet-Marcinelle
l'ange Butagaz
en robe bleue
danse
au-dessus des poutrelles.
Minuit moins
le quart dans ce
reclus carchin
je tourdebabelle
l'échelle-cul
de ton blase
et tu chanterelles
que ça gaze.

Franco Begozzi

... Au début, nous ne nous appelions que par notre prénom et même sur un ton de déférence. Mais nous sommes devenus plus que familiers l'un et l'autre, au point d'échanger les plus grossières épithètes. Et nous ne pouvons plus nous en empêcher. Ou c'est "groin de cheval" ou c'est "groin de baudet"...

Mon homme de coupe

Constant Malva

... Il ne faut pas oublier non plus que Mons est une petite ville, très belge et minuscule. En arrêt dans l'imaginaire de ses remparts, la ville entretient avec les artistes du cru une liaison ambivalente, qui culmine périodiquement dans des accès d'excommunication réciproque...

Une pointe d'art cru 1986

Pauline Andrea

le manifeste et les autres théories de la culture en Belgique

josé fontaine

Je n'arrive pas à me passionner pour (...) ce débat (...)

Revenons à l'essentiel (...)

Jean-Pol Baras in *Le Soir*, 10/83.

Il ne s'agit pas d'un événement important...

Luc et Jean-Pierre Dardenne, *ibidem*.

Le débat sur le *Manifeste pour la culture wallonne* ne prend tout son sens que dans le contexte historique des différentes définitions données à la culture en Belgique d'un point de vue national. Mais qui dit culture dit... multiples définitions. Philippe Beneton propose à toute personne qui doit discourir de la culture de proposer une définition de ce terme, cette définition étant posée, non pas d'abord pour imposer une vision des choses mais pour permettre que la discussion soit plus claire. C'est ce que je me permets de faire en empruntant à Hegel cité dans le numéro d'*Esprit* de juillet-août 1988 par Jean-Marc Ferry. La culture, pour Hegel, est aux sociétés ce que la mémoire, la parole, l'imagination, la raison sont aux individus. Cette définition a le mérite d'être très englobante et très souple, de permettre une grande variété d'argumentations.

quatre théories de la culture en Belgique

la culture belgo-flamande francophone

En Belgique, il n'y a pas eu une définition quelque peu élaborée de la culture nationale avant le manifeste du Groupe du Lundi en mars 1937¹. Cependant, dès 1830, il y eut de la part de peintres et de sculpteurs, la volonté de se démarquer des tendances néoclassiques alors en vigueur et de contribuer à un art national, responsable notamment de mettre en évidence les événements de 1830. Cette première tentative ne mène cependant pas à une notion identifiable d'une culture belge.

Dans le domaine littéraire, la littérature nationale commence tout simplement par ne point exister. Son précurseur fut De Coster dans les années 1860 avec *La légende de Thyl Ulenspiegel...*² Le premier héros de l'imaginaire belge est un Flamand, dont les aventures sont cependant racontées en français. C'est une façon - involontaire bien sûr de la part de De Coster, homme de gauche qui sympathisait avec le mouvement flamand - d'esquisser la manière dont la Belgique se définira culturellement de manière diffuse : **un pays flamand de langue française**. L'élément «langue française» nie les aspirations linguistiques flamandes, l'élément «flamand» passe sous silence l'existence de la Wallonie.

Nous le retrouvons chez Pirenne. Pirenne part d'un postulat qui fut celui de ses prédécesseurs qui ont expliqué que trois grandes principautés forment l'assise de la formation nationale belge : le comté de Flandre, le duché de Brabant, la principauté de Liège³. Le comté de Flandre, tel qu'il se projette sur la Belgique actuelle, est la Flandre actuelle sans le Brabant flamand ni le Limbourg ni Anvers. Le Brabant est, grosso modo, l'actuelle province plus celle d'Anvers (le Brabant ancien était uni au tout petit duché de Limbourg, petite principauté à l'Est de Liège). La principauté de Liège, toujours projetée sur la Belgique actuelle (elle n'a jamais vraiment compté, contrairement à la Flandre et au Brabant, beaucoup de territoires extérieurs à l'actuelle Belgique), s'étendait sur la majeure partie de la province de Liège,

1. Marc Quaghebeur, «Balises pour une histoire de nos lettres» in *Alphabet des lettres belges de langue française*, Bruxelles, palais des Académies, 1982. La présente note doit évidemment beaucoup à ce livre devenu classique.

2. Collection Espace-Nord, Bruxelles, 1983. L'analyse de l'oeuvre est faite par J-M Klinkenberg.

3. Atlas historique.

l'arrondissement de Dinant-Philippeville, une partie du Hainaut autour de Charleroi et une enclave, au moins jusqu'au 17^e siècle, dans le Luxembourg actuel : le duché de Bouillon dont la superficie atteignait 600 km². Le Hainaut et le Luxembourg recouvrent à peu près les actuelles provinces. Avec ces correctifs, pour le Hainaut, que la moitié de celui-ci est aujourd'hui en France, que le Tournaisis formait avec Tournai une entité autonome (d'ailleurs reliée parfois à la couronne de France). Le Luxembourg est l'actuelle province moins son quartier allemand, formant le Grand-Duché. Le Limbourg (la province belge actuelle), a été rattaché à la principauté de Liège au 14^e siècle et les 1 000 km² de la principauté de Stavelot-Malmédy ont formé un territoire quasiment indépendant, de la même façon que la principauté de Liège. C'est justement ce dernier point qui amène Pirenne à traiter la principauté de Liège à part dans son *Histoire de Belgique*.

Ces théories historiques ont contribué à nier la Wallonie : jusqu'en 1982, les pages les plus spectaculaires du dictionnaire Larousse consacrées à la Belgique portaient comme intitulé un titre énorme : *ART FLAMAND*, intitulé sous lequel on reprenait la collégiale de Nivelles, la cathédrale de Tournai, l'église Saint-Jacques de Liège, les fonts baptismaux de Saint-Barthélémy... La Belgique est largement identifiée à la Flandre, par exemple dans l'imaginaire de nos voisins français. Le symbolisme, école littéraire née en France, n'y a pas trouvé ceux qui pouvaient le mieux l'illustrer et le mettre en oeuvre⁴. Les grands noms du symbolisme sont flamands : Verhaeren, Maeterlinck. Cette irruption de grands Flamands sur la scène littéraire française et même mondiale - Maeterlinck fut Prix Nobel avant la Grande Guerre - a influencé considérablement la manière dont la Belgique s'est perçue à l'extérieur comme à l'intérieur : comme un pays flamand⁵. Jusqu'à tout récemment, un grand journal comme *La Libre Belgique* considérait *Le Plat Pays* de Jacques Brel (qui est un pastiche involontaire de Verhaeren) comme la «Brabançonne sentimentale».

Si l'on ajoute à cela le rayonnement de la peinture flamande, puis la montée du nationalisme flamand et les gages qu'en conséquence l'Etat belge crut utile de donner à tout ce qui illustrerait la Flandre pour se préserver lui-même en faisant droit à cette aspiration, on mesure mieux à quel point la première définition de la culture belge est flamande et francophone. L'idée a longtemps prévalu que, sans la Flandre, la

4. Maurice Piron, *Aspects et profils de la culture romane en Belgique*, Sciences et Lettres, Liège 1978

5. Victor Hugo, *Choses vues*.

Belgique ne serait qu'une «province de la France» et perdrait toute originalité. Tout ceci reste actuel : dans les cours d'histoire, c'est le patrimoine flamand qui est mis à l'honneur et ce sont les écrivains flamands qui semblent s'imposer majoritairement. La Communauté française de Belgique, qui subsiste toujours au moment où ces lignes sont écrites, l'a entériné.

la Belgique française ou le lundisme

La deuxième théorie de la culture en Belgique s'esquisse à partir de 1920, sous la pression majoritaire d'écrivains flamands de langue française paradoxalement. Elle se formalise explicitement en mars 1937 dans un texte intitulé «Manifeste du groupe du Lundi», qui revendique la substitution des termes «Littérature française de Belgique» aux termes «Littérature belge de langue française». **Le lundisme est à l'origine directe de l'expression «Communauté française de Belgique»** sur le même modèle de définition. La «Littérature belge de langue française» - et par-delà, la culture - avait pu se matérialiser dans la définition d'une Belgique flamande et, parce que flamande, ayant une personnalité propre, surtout par rapport et par comparaison avec la France. La Wallonie, implicitement sans doute, était considérée comme moins apte à «faire la différence». La Wallonie existait surtout comme régionalisme et folklore. La Flandre était utilisée pour asseoir culturellement une Nation. Mais la Wallonie est plus sérieusement traitée sur le plan politique. Les congrès wallons d'avant la première guerre réunissent la majorité des parlementaires wallons. Les mentions «Wallonie» et «Flandre» sont expressément inscrites dans des lois en 1932. A la fin des années 30, communistes et socialistes tiennent des congrès wallons séparés.

Si nous retournons à notre définition de la culture comme mémoire-parole-imagination, nous voyons que la Belgique (francophone évidemment) définissait sa culture comme étant «française», devenant une sorte de corps politique sans tête, ayant la culture - c'est-à-dire la mémoire-parole-imagination - d'une autre société, la France. Il s'agit d'une Belgique sans intelligence d'elle-même. On ne parvient pas à se défendre de l'idée que cette définition lundiste (et française) de la culture d'«ici» est profondément négatrice de cet «ici». Par volonté de s'ancrer dans l'Universel, elle se coupe de son ancrage de départ, quel que soit le nom qu'on puisse lui donner : Flandre, Belgique, Wallonie...

la «belgitude»

C'est à l'idéalisme des lundistes que s'opposèrent à partir de 1975 les tenants de la «belgitude». Pour ces écrivains, il y a une double volonté,

celle d'assumer une littérature qui ne se coupe pas du social et en même temps la volonté de ne pas se couper d'un social bien précis, si l'on peut oser cette expression : la Belgique. Peut-être parce qu'ils avaient perçu - non sans raison d'ailleurs - l'autonomie culturelle accordée en 1970 aux deux Communautés du pays comme teintée de la trop grande francolâtrie de certains héritiers des lundistes, les partisans de la «belgitude» opposèrent à nouveau (à ce qui finalement peut être considéré derechef comme une conquête flamande: l'autonomie culturelle) non pas la Wallonie ni la France mais la Belgique. Dans la «belgitude», on sent encore le besoin de se différencier de la France, de la France, au moins, pure et sacrée des lundistes, cette France dont la culture semble un objet tombé du ciel des Idées. Il faudra donc, chez les tenants de la «belgitude», insister sur ce qui, par rapport à la France réelle ou mythique, fait notre relative misère, la modestie du pays, son caractère hybride, son manque d'identité. Ce que le lundisme avait détruit - l'identité belge francophone, belge tout court jusqu'à un certain point - la belgitude le reconstruisait sur le modèle cependant d'une quasi-ruine. Une des grandes idées de la belgitude, sur le modèle de Pirenne, en employant les mêmes mots avec une intention différente - «synchrétisme», «carrefour» - c'était d'affirmer une identité en creux, faible, quasi inexistante, l'identité d'une non-identité que les «blagues belges» traduisent. La belgitude tient encore du lundisme par cette référence implicite à la France et tient encore à la Belgique par cette référence à un imaginaire belge à la Pirenne ⁶.

La «belgitude» c'est en effet l'idée du métissage qui s'oppose, bien à propos, aux identités à la Le Pen, identités violentes, exclusives, mais qui le fait sans ancrage vrai. La Belgique, pays d'entre-deux, au carrefour des pays de civilisation latine et des pays de civilisation germanique, apparaissait comme l'emblème d'un certain cosmopolitisme, de l'anti-racisme, comme le rejet même du nationalisme (voir même de l'idée de nation). Or la belgitude n'évoquait qu'un seul métissage possible, au moins sur le plan culturel : le métissage flamand/français des écrivains flamands de langue française. D'un point de vue wallon, on pourrait reprocher à une telle conception qu'elle n'est métisse que dans le sens Flandre/France mais pas dans le sens Wallonie/Flandre. De plus, le métissage Wallonie/Allemagne est ignoré de la belgitude : proximité de l'Art Mosan par rapport à l'Allemagne, participation des Wallons à la construction moderne allemande sur le plan industriel ⁷

6. Voir La Belgique malgré tout ! n° spécial de la revue de l'ULB.

7. Hans Seeling, *Les Wallons pionniers de l'industrie allemande*, Wahle, Liège, 1984.

par exemple. Si tous les Européens sont des métis, les Wallons ne le sont pas comme les Flamands. Il n'y a que Bruxelles à bien répondre à la définition de la culture d'ici de la «belgitude» qui «niait» autant la Wallonie que les théories précédentes.

la culture wallonne

A peu près au même moment où s'échafaudait la théorie de la «belgitude», on assistait du côté wallon à une réelle effervescence culturelle allant justement, et précisément, dans le sens de cette intelligence d'une société par elle-même dont nous parlions avec Hegel. De 1978 à 1982, on assistait à toute une série de naissances d'une culture wallonne : l'encyclopédie *La Wallonie, le pays et les hommes* de 1976 à 1984, *Les causes du déclin wallon* de Michel Quévit (1978)... En 1978, l'écrivain wallon Conrad Detrez recevait le prix Renaudot, comme son compatriote Plisnier le Goncourt, en 1937. Detrez, dans *L'herbe à brûler* faisant suite à *Les plumes du coq*, fait de questions comme celle de Louvain ou celle dite «royale» (en 1950), la trame de ses ouvrages. Et cette façon d'affirmer la Wallonie dans des fictions trouvait son écho dans le théâtre avec Louvet, dans le cinéma avec Andrien et Michel, dans la littérature encore avec Thierry Haumont, André-Joseph Dubois, dans la BD avec Comès, Bucquoy, Jean-Claude Servais, dans la poésie ou les textes avec Verheggen et Cliff, à nouveau dans le cinéma avec Manu Bonmariage, les frères Dardenne, dans la chanson avec Julos Beaucarne, Philippe Anciaux, Jean-Claude Watrin, Jacky Goethals, etc. Parce qu'en même temps la Wallonie était travaillée par un mouvement politique autonomiste très vivant depuis la grande grève de *l'Hiver '60* (titre d'ailleurs du film de Thierry Michel), et depuis la question royale en 1950 (sujet de la pièce de Louvet, d'un livre de Detrez), il apparut qu'il y avait une culture «wallonne».

Quatre-vingts intellectuels le firent savoir en septembre 1983 dans un texte intitulé tout simplement «Manifeste pour la culture wallonne», titre qui, avec une certaine naïveté, avec une certaine audace, accordait l'identité nationale et internationale à la Wallonie. Ils s'opposent plus fondamentalement à la théorie lundiste qu'à la belgitude (dont ils dépendent d'ailleurs en ce sens qu'ils valorisent, eux aussi, l'«ici»). Ils s'en prennent à la Communauté française de Belgique. Il y a une ferme volonté de maintenir le lien avec l'universel ou, plus exactement, de l'établir. Il faut au moins un pays pour se relier à l'humanité tout entière. Il s'agit là sans doute d'une dimension minimale mais d'une dimension suffisante. S'il y a bien une dimension fondamentale de l'histoire universelle au 20^e siècle, ce sont les tentatives du mouvement ouvrier, marxiste ou non marxiste, de transformer les sociétés humaines. La

Wallonie possède des gens comme Chavée (trotskiste devenu stalinien), ou Plisnier (stalinien devenu trotskiste puis social-démocrate)⁸, dont les oeuvres permettent une approche pertinente d'un des grands débats du siècle. Plisnier écrit la première fiction où fut dénoncé le stalinisme (*Faux-Passeports*) : sa vocation s'enracine dans le Mons et le Borinage de son enfance, même s'il le cache parfois (comme dans *Mariages* où Mons est transformée artificiellement en ville française). Plisnier est devenu chrétien sans cesser d'être marxiste et cette circulation du christianisme au marxisme est caractéristique d'une bonne part des débats du 20^e siècle en Wallonie (que l'on songe seulement aux lectures des encycliques par André Renard ou à la lecture du marxisme par quelqu'un comme Robert Royer, le président du mouvement chrétien Rénovation wallonne). Baussart fut sans doute l'un des premiers chrétiens à assumer le marxisme dans tous ses aspects d'émancipation humaine (voir son *Essai d'initiation à la révolution anticapitaliste*, Charleroi, 1938 où l'anticapitalisme certes porté un peu par tout le monde à l'époque, y compris les fascismes, est ici le moins équivoque que l'on puisse imaginer), et Renard le seul grand leader syndical d'Europe occidentale à proposer les voies d'une souveraineté ouvrière. Renard a parsemé ses écrits de références aux encycliques, d'une volonté du dialogue avec les chrétiens, qui a des motivations très pragmatiques - l'unité syndicale des travailleurs «socialistes» et «chrétiens» - mais qui n'en est pas moins un fait remarquable.

Il ne serait pas difficile de trouver l'écho (même modeste) de tous les débats du 20^e siècle dans la «culture wallonne» : en sociologie, en philosophie, dans les sciences. Le surréalisme hennuyer s'appuie sur l'expérience très particulière de l'exploitation capitaliste. L'abbé Vallery a pensé jusqu'au bout l'idéal moderne du pluralisme, pour les chrétiens mais aussi pour les hommes de toute opinion. L'importance de Pirenne, Michaux, Simenon, Magritte et Delvaux n'est pas à démontrer. L'idée de culture wallonne a été assimilée par ses adversaires, de bonne ou de mauvaise foi, à une volonté de repli sur des valeurs archaïques (dialectes, folklore local...)⁹. Tout ce qui vient d'être dit dément absolument cette interprétation.

On peut regretter que les hommes politiques d'aujourd'hui et les observateurs aient tendance à oublier que la revendication en faveur des

8. Charles Plisnier entre l'Évangile et la Révolution, Archives du Futur, Labor, Bruxelles 1987.

9. François Perin a longtemps présenté les choses de cette façon (voir sa «carte blanche» dans *Le Soir* du 5 mai 1990)

Régions au détriment des Communautés plonge ses racines dans la société civile et le «*Manifeste pour la culture wallonne*».

L'important est de noter que ces quatre définitions de la culture en Belgique ont toujours aujourd'hui leurs partisans, ce que l'on verra s'affirmer dans les débats sur le *Manifeste pour la culture wallonne*. Mais ce n'est que partiellement étonnant dans la mesure où elles sont dialectiquement liées les unes aux autres, ce qui ne signifie pas que leur valeur et leur pertinence s'équivaldraient. Avoir ces quatre théories en tête est une façon de comprendre les débats que nous allons bientôt reproduire ou dont nous allons rendre compte.

les préfigurations du concept de «culture wallonne»

Si le concept de culture wallonne n'acquiert quelque épaisseur qu'à partir du début des années 80 et ne commence à se consolider qu'avec la parution du *Manifeste pour la culture wallonne* publié le 15 septembre 1983, ce qu'il subsume existe depuis bien plus longtemps. Et il ne s'agit pas seulement de réalités folkloriques ou dialectales. L'une des plus anciennes traces d'une idée fort semblable à celle de «culture wallonne», nous la trouvons dans l'*Histoire de France*¹⁰ de Jules Michelet ainsi que dans son *Journal*¹¹. On y voit Michelet, dès 1840, grouper une série de musiciens, peintres, historiens, écrivains, dinandiers... sous l'étiquette «wallons». Il voit dans ces créateurs l'expression globale de la société wallonne et non pas seulement des hommes - à tort ou à raison, c'est un autre débat - qui, par hasard, seraient nés dans ce que nous nommons actuellement «Wallonie». C'est bien là une définition possible de la «culture wallonne», si l'on prend bien soin de noter que «global» n'exclut pas mais au contraire implique diversité.

A vrai dire, si le terme de «culture wallonne» ne se retrouve pas sous la plume de Michelet, c'est tellement de cela qu'il s'agit qu'on est invinciblement amené à s'interroger sur les retentissements éventuels que ses écrits auraient eu chez nous. Dans l'état actuel de nos recherches, nous pensons pouvoir dire qu'ils n'eurent aucun retentissement. On trouve bien chez Pirenne un réfutation de la sorte d'«identité» wallonne que construit Michelet dans les pages célèbres de l'histoire de France. J'ai essayé d'en montrer la portée dans «Espace et culture de Wallonie chez Michelet», (*Toudi*, n° 6, 1992). Ce n'est finalement

10. Michelet, *Histoire de France*, Flammarion, Paris, 1893-1898, tome VI

11. J. Michelet *Journal*, Paris Gallimard, 1959-1978, tome I en particulier.

que depuis peu et, notamment, lors du deuxième Congrès de l'Institut Jules Destrée, que l'on examine ces pages lumineuses.

On ne retrouve rien non plus des réflexions de Michelet dans le texte plus connu *Les arts anciens du Hainaut* de Jules Destrée paru lors de la célèbre exposition de Charleroi¹². Jules Destrée a accompli, lors de cette exposition, un effort considérable en vue de démontrer que les Wallons étaient aussi capables de créer. Pourquoi cet effort ? Pour réfuter une théorie qui avait cours à l'époque selon laquelle tout ce qui avait valeur artistique en Belgique était flamand, théorie dont se fait encore l'écho Octave Mauss, en 1912, qui s'en prend à l'opinion «*que les Flamands seuls, à l'exclusion des Wallons, possèdent le sens de la couleur et de la forme, que seuls ils sont aptes à extérioriser leurs sensations esthétiques*»¹³. Sur la réalité d'une vie artistique en Wallonie, Jules Destrée n'hésite guère. Mais il ne peut - ni ne veut probablement - créer la théorie d'un art wallon. Écoutons-le : «*S'il est avéré que les artistes et les artisans d'origine wallonne sont nombreux et doués, cela suffit-il pour constituer un art wallon, une école wallonne... ?*»¹⁴ (Destrée remarque simplement qu'il n'est pas impossible de trouver, au moins chez les plus éminents de nos artistes, des traits de famille révélant une émotivité de même nature...) ¹⁵. Mais il ajoute aussitôt que cela est «controversable» et surtout, ce qui est une manière de penser commune à de nombreux Wallons depuis longtemps (observation que l'on peut étendre d'ailleurs à toute la Belgique) : «*Si l'on quitte le terrain solide et sûr des origines, pour s'attacher non plus au lieu de naissance des artistes, mais aux caractères de leurs œuvres, qui ne voit aussitôt le tumulte des opinions contraires ?*» ¹⁶. Le scepticisme de Jules Destrée serait à saluer sans réserves, s'il n'était profondément nourri de ce positivisme belge qui a depuis très longtemps considérablement gêné toute réflexion sur l'idée de nation et, par conséquent, d'art ou d'identité nationale. Le positivisme de Destrée se trahit par cette expression «le terrain solide». On peut trouver normal de s'appuyer sur un «terrain solide», mais on peut regretter aussi que cette visée impliquerait de bâtir l'identité nationale sur des données aussi objectives qu'une appartenance de type biologique. C'est bien dans ce cadre que la réflexion de Destrée a tendance à s'enfermer.

12. G. Drèze, *Le livre d'or de l'exposition de Charleroi en 1911*, Charleroi 1911, pages 341 - 404.

13. C. Sarlet, *Les écrivains d'art en Belgique, 1860-1914*, Labor, Bruxelles, 1992

14. Jules Destrée in G. Drèze op. cit. p. 404

15. *Ibidem*.

16. *Ibidem*

Ce n'est pas le cas des réflexions du Père Charles dans *La Terre Wallonne*¹⁷. Ce Jésuite parlant six langues, ayant enseigné sur les cinq continents, fut le fondateur de la missiologie (au sens de conception théologique de la mission) moderne et l'inspirateur du Père Lebbe dans son travail missionnaire en Chine. Il serait insensé, sous prétexte d'esprit «laïque», de ne pas voir là une donnée importante. Ce que le Père Charles met en évidence c'est que le christianisme, ancré dans la culture occidentale, n'y est cependant pas lié par essence. Le Père Charles se sert d'une image ironique en soulignant qu'un Japonais, pour devenir chrétien, doit se convertir deux fois : au Christ et à la culture occidentale. Or, partant de cet exemple, le Père Charles parle de civilisation wallonne, et du christianisme qui doit s'y incarner. Il y a là une notion très poussée de l'idée de culture wallonne, bien plus poussée que chez Destrée. Il est piquant de constater que le mouvement wallon, qui a toujours été très majoritairement l'affaire de militants laïques, a vu sa dimension culturelle le plus profondément pensée par des catholiques, il est vrai, éclairés et progressistes. Ce fut le cas également du directeur de la revue *La Terre Wallonne*, Elie Baussart. Pourtant intimement convaincu - notamment sous l'influence de Destrée - de la dimension culturelle de l'action wallonne, Baussart se refusait cependant à parler de «culture wallonne» et lui préférait l'idée d'originalité wallonne au sein de la grande famille française de l'esprit. Mais quelle différence y a-t-il entre «culture», «identité», «originalité» ou même civilisation, terme employé tant par Braudel¹⁸ que par Toynbee ? C'est ce que notre définition tirée de Hegel pourrait commencer à aider à trancher.

Notons que cette réserve vis-à-vis de l'idée d'une «culture wallonne» - mais est-ce étonnant dans l'atmosphère du lundisme ? - continue à susciter les réserves de Maurice Piron¹⁹, de J. P. Schyns²⁰, de Jean-Marie Klinkenberg («La culture wallonne n'existe pas»)²¹, qui cependant y viendra plus tard quand le concept sera débarrassé de ses connotations passéistes et régressives.

17. Pierre Charles, Notre tâche religieuse, in *La Terre Wallonne*, tome V, n° du 15/10/1921, pages 8-27

18. F. Braudel, *Ecrits sur l'histoire*, Flammarion, Paris, 1969, pages 255 -314.

19. M. Piron, *Aspects et profils de la culture romane en Belgique*, Sciences et lettres, Liège, 1978.

20. *Kultuurleven*, septembre 1979

21. *L'Actuel* volume I, n° 3, 1976, p. 21.

Nous avons surtout parlé jusqu'ici des théoriciens. Il faudrait parler des artistes qui suggèrent plus qu'ils ne théorisent avec, parfois, quelque chose de plus substantiel que la théorie. Jean-Marie Klinkenberg fait plus loin dans ces pages la théorie des auteurs régionalistes qui s'affirment à partir de la fin du 19^e siècle. Peut-être faut-il être aussi sévère que le professeur liégeois pour considérer que le matériau local exalté par les régionalistes - surtout les écrivains mais pas seulement eux - a développé une notion si étroite de Wallonie qu'elle en empêchait l'éclosion. On peut remarquer d'ailleurs que, face à cette exaltation de la «petite patrie» des régionalistes, les grands formats se rebiffèrent et, au lieu d'exalter le matériau local, l'effacèrent. Geste étrange que celui de Plisnier dans *Mariages* (1937), que de faire de la ville de Mons une ville française en évitant systématiquement de la nommer alors que tout la désigne comme étant Mons et wallonne. C'est à mettre en parallèle avec l'attitude de Marcel Thiry, militant wallon passionné comme le fut Plisnier (et les deux sont à situer à gauche, notons-le), qui ne mentionne jamais la Wallonie dans son oeuvre poétique ²², alors que le polémiste n'a qu'elle à la bouche. C'est le moment de noter que la Wallonie ne fut jamais aussi expressément niée que durant cette période du lundisme, avec pourtant l'immense exception du surréalisme.

On a l'impression que l'expression wallonne est comme étouffée par le lundisme qui a peut-être plus nié la culture wallonne que les autres théories de la culture en Belgique. C'est un paradoxe à souligner (au-delà des cas personnels de Plisnier et de Thiry), puisque le lundisme est en rapport étroit avec ce que l'on appelle le rattachisme. Il en est la dimension culturelle. Or le mouvement wallon, au moins avant son ancrage populaire renardiste, est souvent francophile, francolâtre, rattachiste, tout en exaltant la Wallonie. Mais le paradoxe ne tient pas qu'à cela : il est vrai aussi de dire que le lundisme a été la théorie de **toutes** les élites francophones belges, dont le moins qu'on puisse dire est qu'elles n'étaient pas toutes wallonnes et encore moins autonomistes ou rattachistes.

Marcel Thiry est revenu non sur son attachement à la France mais sur son dédain des «régionalistes». Paul Delbouille, à qui nous empruntons l'idée de mettre régionaliste entre guillemets, cite à cet égard le grand poète liégeois se souvenant du Manifeste du Lundi : «*Certes, nous n'avions pas tort quand nous disions qu'il ne fallait pas hausser (le régionalisme) au rang d'idéal esthétique, quand nous voulions rectifier la trop grande indulgence de certains faux jugements de va-*

22. C'est à Patrick Leboutte que nous devons cette information.

*leur, enfin de mettre en garde contre l'exploitation d'un genre un instant favorisé par le succès local. Notre chance en littérature n'est pas de chanter que Charleroi est le plus beau coin de terre, nul n'en disconvient. Mais, cette réaction une fois manifestée, et le recul étant venu, il reste qu'il y avait dans cette littérature provinciale, soudainement surgie, des accents justes, un sentiment vrai du paysage, une tendresse nouvelle. Et on ne peut méconnaître ce signe historique : après cinquante ans de vains efforts et d'exhortations officielles pour créer une littérature nationale belge, est apparue spontanément dans nos lettres une floraison de contes et de romans sur la Wallonie qui, dans l'ensemble, a sa durable valeur littéraire.»*²³

Le surréalisme est à mettre en rapport avec le régionalisme via Vandromme. Dans *Le pays de la terre noire*, Pol Vandromme s'interroge justement sur la fameuse chanson «Pays de Charleroi» et découvre derrière son extraordinaire candeur une sorte de grandeur. Il voit sortir cette chanson d'un pays d'exploitations et de souffrances où les pauvres «ne possèdent que ce qui borne le paysage et qui crotte leurs galoches»²⁴. Et les mots de cette chanson «stupide», écrit encore Vandromme, «nous devons les prendre comme ils sont - bêtes de somme en proie à la plus forcenée des tendresses. Nous ne leur cherchons pas d'excuses. Nous essayons de les comprendre, en traqueur de leurs bizarreries stéréotypées, mots gauches qui courtisent les illusions dialectales en amant transi et paralysé. Leur impuissance devant la littérature les accule à l'amateurisme. A la limite, cela plaide pour eux...»²⁵. C'est aller très loin jusqu'à découvrir dans le régionalisme le plus fade une vraie passion liée à de grandes souffrances. On sait d'ailleurs, depuis la profonde réflexion des *Peanuts*, qu'une vraie passion est toujours un peu bête et gagne même à s'avouer comme telle. Cela reste surtout vrai du pays de Charleroi, tout d'un coup dénié à partir de son côté justement le plus naïvement exprimé : parce que ce pays est celui de l'absolutisme industriel avec ses «étranges noces de la violence et de l'amertume».

Nous parlions du surréalisme. La question du régionalisme se résoudrait-elle finalement par le surréalisme ? Cela pourra paraître scandaleux, mais il est stimulant de rapprocher cette étude de «Pays de Charleroi» par Vandromme de celle de Quaghebeur à propos du surréalisme, cette aventure intellectuelle survenue notamment aussi en

23. Paul Delbouille, Lecture in *Les conteurs de Wallonie*, Labor, Bruxelles, 1987, P. 183

24. Pol Vandromme, *Le pays de la terre noire*, Labor, Bruxelles, 1982, p. 19

25. *Ibidem*.

Hainaut : «*Les régions industrielles présentaient à l'état brut le visage de la lèpre sociale (...) cette vacance absolue et injustifiée du monde accentuait la solitude - donc la capacité de rigueur, de révolte et de fantastique - des intellectuels qui s'y trouvaient malgré eux (...) pas de lieux communs du genre «Cité ardente, dernier bastion de la latinité» ni de réseaux qui amènent les plumes bourgeoises à s'enorgueillir stupidement des gloires locales, et les talents d'origine ouvrière ou petite-bourgeoise à être happés par les innombrables cercles de littérature patoisante...*»²⁶. Un peu plus tard - mais nous voici déjà dans les années 60 et 70 et proches du surgissement d'une culture wallonne, qui va échapper à ces ambiguïtés, avec des gens comme Detrez, Haumont, Louvet, A. J. Dubois, Verheggen, Cliff - nous tombons sur ce texte de Marcel Moreau dans son *Egobiographie tordue* : «*Le Borinage m'attirait par ses entrailles. Je rôdais près des carreaux de mines, je donnais des rendez-vous d'algarades et de flirt au haut des crassiers. Je contemplais la grande roue tournante du chevalement, mât unique d'une galère pétrifiée, invisible, et où je savais que d'après races faites nègres par la force des choses ramaient contre roc. J'entendais des mots comme grisou, silicose, berline, toute une terminologie évoquant un monde inconciliable avec la réalité du jour. En fait, je regardais les mineurs comme des êtres à part, inclassables ! figures d'asthme et de démolition, carbonivores fondant des macro-taupinières. Ils voyaient, savaient des choses que nous ne pouvions ni voir ni savoir. A mon sens, le vrai peuple, le détenteur des dures vérités, c'était eux. J'étais convaincu qu'ils ne pouvaient penser comme ceux de la surface. De plus, ils avaient le masque diabolique, des rires difficiles trémotés d'yeux blancs. Leur attitude politique portée aux extrêmes contrastait avec la tonalité porcine de l'ordre établi. Sans le savoir, ils agissaient sur la subconscience des diurnes, qui recevaient d'eux cette part de trouble, de malaise, de peur même, immémorialement liée aux ténèbres. Ils appartenaient à la mythologie du mal. S'ils descendaient aussi bas, c'est qu'ils ne pouvaient être propres.»²⁷ «*Je suis né à Boussu, toute boue sue*» écrit encore Moreau, s'étendant sur chaque détail de la vie boraine, du patro au sobriquet obscène, de la lenteur mise à parler le français à la facilité de la tirade patoisante... Comment ne pas se souvenir ici de Constant Malva, cet autre écrivain du Borinage, l'un de ceux qui illustrent avec le plus de force le projet de cette littérature prolétarienne dont rêvent les écrivains et toute la*

26. M. Quaghebeur in *Surréalisme en Hainaut*, catalogue de l'exposition, La Louvière, Bruxelles, Paris 1979-1980, pages 60-61.

27. Marcel Moreau, «Egobiographie tordue» in *Incandescences*, Labor, Bruxelles, 1984, p. 16.

gauche dans les années 30 ? Cet homme-là ne pouvait sortir que de Wallonie. L'oeuvre de Malva et même sa *Correspondance*, publiée en 1983²⁸, est écrite dans une langue drue mais correcte, pure ou à peu près de toute trace dialectale. Mais ce français universel est en même temps un travail sur la langue qui ne se produira jamais qu'à Mons, Frameries ou Quaregnon... Malva, écrivain universel de la condition ouvrière dans son acception la plus douloureuse et la plus tragique - la condition de mineur, d'où ce titre dont on n'a pas fini de méditer le pathétique «Ma nuit au jour le jour»²⁹ - a seulement voulu truffer son seul véritable roman *Le Jambot*³⁰ de nombreux mots dialectaux, à l'exemple du procédé régionaliste. Pourtant, ce livre a été écrit, comme Malva lui-même l'a expliqué, en réaction contre un mauvais roman régionaliste et pour être surtout un «roman de ma région». Malva n'a rien d'un Arthur Masson ouvrier : la littérature régionaliste chante souvent les (faux) paysans d'une (fausse) campagne idéalisée, le tout sur fond de conformisme moral et social. Or *Le Jambot* se déroule en plein cœur de cette région ouvrière par excellence qu'est le Borinage et raconte l'histoire d'un amour immoral ou, en tout cas, non-conforme, entre une ouvrière et un ouvrier des mines. Malva n'est pas plus régionaliste que populiste ou ouvriériste. La littérature ouvriériste l'écoeure parce que, lui-même ouvrier, il y sent la trahison de sa propre classe. L'ouvriérisme affadit la classe ouvrière comme le régionalisme littéraire affadit et finalement nie la «région».

Il est bon de savoir comment Malva, mineur borain, a réussi à franchir les obstacles culturels pour parvenir à écrire en français et à devenir le meilleur représentant de la littérature prolétarienne. Il a d'abord étudié une vieille grammaire trouvée chez lui où, dans la préface, il est question de la langue d'oïl. On sait que le wallon est un dialecte de la langue d'oïl. Dans la dernière lettre que Malva écrivit, quelques heures avant de mourir, il revient sur toute sa vie et raconte cette découverte de la langue d'oïl. Sa mémoire lui fait défaut et il orthographe «oïl» «oil», sans les trémas, ce qui l'amène à imaginer à partir de ce «oil» prononcé «wal», l'origine de «wallon», «notre» wallon comme il le précise. L'éthymologie est fautive mais l'intuition est juste car Malva ne peut voir le français comme une langue absolument étrangère à ce qu'il appelle son «peuple» : la Wallonie. Ce n'est pas un détail - il a d'ailleurs été écrit dans un moment où subliminalement peut-être, l'homme sent qu'il va mourir. Malva, par son expérience de la condition ouvrière, dont

28. Labor, Bruxelles, 1983

29. Publié par Maspéro à Paris en 1978.

30. Chez Jacques Antoine, Bruxelles,

l'oeuvre est un témoignage étonnant, par cette intuition sur son appartenance culturelle, nous signifie l'aventure essentielle du peuple wallon au cours des deux derniers siècles, la brutale plongée dans la révolution du machinisme et son inhumanité et il nous dit en même temps ce qui identifie linguistiquement la Wallonie à la marge du domaine français. Ainsi s'inscrivent naturellement dans l'oeuvre d'un ouvrier deux des dimensions essentielles de l'identité wallonne. On aura compris aussi que chez Malva l'usage du wallon ou son évocation ne sont pas là pour «faire wallon» à tout prix. Chez Beaucarne, Denis, Verheggen, Dubois ou Malva, le rapport avec le dialecte est toujours bien vivant, mais il a changé de signification et s'inscrit dans une perspective plus large que nous retrouverons soulignée avec éclat dans la pièce de Théâtre de Jean Louvet *L'homme qui avait le soleil dans sa poche* et, quoique en partie occultée, dans le film d'Andrien *Mémoires* ou encore, mais cette fois nous sommes à une autre époque, dans les oeuvres qui, comme l'extraordinaire roman d'A. J. Dubois *L'oeil de la mouche*³¹, nous conduisent au seuil du *Manifeste pour la culture wallonne*.

Il aurait fallu parler de tant de monde encore et, surtout, hors du domaine littéraire. Si nous avons voulu privilégier celui-ci, c'est en songeant à ce que dit Habermas du rôle de plaque tournante de la culture que constitue toujours la littérature³² et ce à propos d'un Derrida qu'il ne traite pas aussi injustement qu'on ne l'a dit. Parlons donc des chanteurs comme Beaucarne, Anciaux, Watrin, des dessinateurs de BD comme Comès, Servais, des cinéastes comme Thierry Michel, Jean-Jacques Andrien, les frères Dardenne, revenons à ce Michelet par lequel nous commençons et dont Marc Richir a montré, dans *Du Sublime en politique*³³, qu'il avait bien senti que, *epoché* sociologique ou politique, la Révolution française avait révélé aux «pauvres gens» un pays, des pays qu'ils «n'avaient vus jamais». Quelle fut donc l'*epoché* wallonne? Sans aucun doute les événements de 1960-1961. Thierry Haumont dit qu'enfant il l'a aussi «découvert» au sens phénoménologique, après que toutes les grilles et tous les codes aient été en un sens «détruits» comme dans la mise entre parenthèses husserlienne : «*J'habitais Auvélais, mes parents m'avaient mis au collège de Namur. L'année où j'y suis entré, la grève de '60 a éclaté. Les trains ne circulaient plus. On a proposé aux externes, dont j'étais, de venir loger*

31. Balland, Paris, 1981.

32. *Le discours philosophique de la modernité*, Gallimard, Paris, 1987, notamment p. 245.

33. Marc Richir, *Du Sublime en politique*, Payot, Paris, 1991. le livre s'ouvre sur la phrase de Michelet où Richir voit la description de la Révolution française comme *epoché*.

à l'internat pour pouvoir suivre les cours ! Ça jamais ! Alors, je faisais de l'auto-stop avec un aîné. Il y avait peu de voitures sur les routes : des médecins par exemple; puis des délégués syndicaux allant d'usine en usine, pour soutenir les grévistes. On avançait de quelques kilomètres à la fois; mais quelles rencontres ! Ces deux élèves d'un collège catholique, les délégués syndicaux les prenaient avec une générosité amusée. Et nous fraternisions. Il s'est révélé alors à moi ceci : ces hommes-là, eux, appartenaient à un vrai peuple. Au contraire de mes professeurs qui n'étaient de nulle part, ce qui ne veut pas dire qu'ils étaient de partout. J'ai su que mon pays existait... »³⁴

34. Thierry Haumont, «Ecrire, nécessairement, la vie même», interview in *La Revue Nouvelle*, mars 1986, pages 263-273, pages 271 et suivantes.

préludes

Ce n'est pas d'hier que les Wallons contestent la Communauté française. Dans un contexte institutionnellement et historiquement très différent - la Belgique unitaire de 1937 - Willy Bal, dans une Université de Louvain alors peu préoccupée de problèmes communautaires, songea déjà à définir la Wallonie de manière plus ou moins opposée à cette expression «Belges de langue française» dont il est vrai de dire qu'elle convient à la Communauté française de Belgique (qui devient souvent à l'étranger : «French speaking Belgium»). Il est à noter que *L'Ergot*, certes simple journal étudiantin, fit l'éloge du député socialiste Jules Destrée l'année de sa mort en 1936. A l'époque et dans une Université catholique, la chose n'est pas dépourvue de signification. La même publication manifesta également sa sympathie pour la Catalogne autonomiste et antifranquiste...

L'article «Communauté française de Belgique ou Wallonie» datant, lui, de 1979, et paru dans *Le Monde*, est en fait l'écho indirect des discussions à l'intérieur du FDF-RW sur l'opportunité de présenter des listes des deux partis séparées ou non, suite au succès des élections européennes de 1979 où Antoinette Spaak recueillit le plus grand nombre de voix de préférence dans la Communauté française et où son parti, le FDF-RW, devint le deuxième parti de cette entité politique. En Wallonie, le FDF-RW avançait nettement par rapport aux élections de décembre 1978 mais, à Bruxelles, le FDF reculait très nettement, préfiguration de son déclin (perte de 5 sièges de députés sur 11 en

1981). Il convient de dire «écho indirect» car l'auteur se fait le témoin aussi de discussions impliquant surtout des intellectuels (et non pas seulement des politiques). Le texte très court et très ancien de Willy Bal sur la distinction entre «Wallons» et «Belges de langue française» prend acte d'une différence de position des Wallons et des Bruxellois face à la question nationale belge, dont on voit aujourd'hui qu'il n'est pas exact de le présenter comme un simple conflit capitale/ province.

Nous trouvons aussi dans les pages qui suivent un texte de Jacques Dubois et Jacques Pirotte partant de l'étonnement qu'il n'y eût jamais de «levée en masse» des intellectuels wallons. Une bonne année avant la signature du *Manifeste pour la culture wallonne* (dont il serait cependant immodeste de dire qu'il s'agit d'une «levée en masse»), cette préoccupation de l'Ici est opposée plus à un certain intellectua-lisme parisien qu'à Bruxelles. Le premier numéro de la revue *Le Carré* coïncide presque avec la première parution de la revue *W'Allons-Nous ?*, avec la première de la pièce de Jean Louvet *L'homme qui avait le soleil dans sa poche*, avec la sortie du livre de Quévit *La Wallonie, l'indispensable autonomie* (Entente, Paris, 1982) et, enfin, avec la rupture intervenue à l'automne 1981 entre la fraction du RW se réclamant de l'alliance avec Bruxelles (tendance Henri Mordant) et celle se réclamant de l'indépendance de la Wallonie (tendance Gendebien). C'est de cette année que date aussi le tournant «nationaliste» du PS. Le slogan principal du PS aux élections de 1981 est «La Wallonie dominée, c'est fini». André Cools a démissionné de la présidence du PS en janvier 1980, et Guy Spitaels lui a succédé. Ce tournant «nationaliste» du PS s'est opéré à la suite des difficultés opposant ministres wallons et flamands sur la question du financement de la sidérurgie. Enfin, c'est en septembre 1982 que sort le film de Thierry Michel *Hiver 60* qui évoque à travers une fiction - première oeuvre de ce genre - la grande grève de 1960-1961.

Il est à noter qu'en mars 1983 l'Institut Destrée organisait à Liège un colloque sur le thème de l'identité wallonne et que le RPW (scission du RW), organisait un congrès sur la culture wallonne, notion dont on usait depuis ses premiers usages par la revue *W'Allons-Nous ?* dans le sens à la fois d'une «haute culture» (au sens de Gellner) et d'une culture politique.

équivoque

willy bal *

L'Ergot, 4 décembre 1935

Dussions-nous peiner des amis très chers, nous ne pouvons nous résigner au silence, il importe de dissiper une équivoque grave et accablante. Nous voudrions, pour ce faire, beaucoup de nuance, de tact et de charité.

C'est trop souvent que se produit la confusion entre «Belge d'expression française» et «Wallon». Nous n'avons jamais dit : «La langue est tout le peuple».

Bruxellois et Flamands gallicants participent à la même culture que nous, c'est entendu ; ils se servent de mots tout pareils aux nôtres ; mais il ne peut y avoir correspondance entière. Nos modes de sentir sont dissemblables. Nous n'avons pas avec eux ces affinités profondes, ces rencontres, ces coïncidences psychologiques qui nous lient aux gens de notre Wallonie : l'unité d'âme, base d'un groupement régional.

D'aucuns qui se prétendent réalistes, nient cette communauté intérieure. A sonder les mobiles secrets, on découvre qu'ils sont des déracinés ou qu'ils s'intéressent au seul problème du pain. Mais pour nous «étant

* Rédacteur en chef de *L'Ergot*, organe officiel de la Fédération wallonne des étudiants de Louvain. Au Café Rubens, avenue des Alliés.

à quelques uns qui se tiennent ensemble grâce à une façon pareille d'aimer, a dit Ramuz, la parenté spirituelle du terroir est "une parenté de sang" sur laquelle se fonde une construction et une hiérarchie de choses qui s'est faite ici en nous et préalablement aux constructions visibles».

Les rapports entre Wallons et Flamands ont souffert de cette équivoque entretenue à dessein par la capitale qui a toujours manifesté une monstrueuse incompréhension à l'égard des besoins et des désirs profonds des deux régions qu'enserme la frontière politique.

Wallons, nous nous sommes laissé englober dans la masse sans cohésion, sans âme, des «Belges d'expression française». Nos héros officiels nous sont presque toujours étrangers. A preuve, les gazettes bruxelloises.

«De telle sorte, écrit un quotidien du Nord, que Flamands et Wallons sont devenus l'un pour l'autre une image dérisoire, une caricature informe de ce qu'ils sont en réalité.»

Une collaboration loyale est possible avec des gens qui poursuivent un idéal régionaliste parallèle, mais non avec des «dénationalisés», qui ne peuvent même pas nous comprendre.

communauté française de belgique ou wallonie?

josé fontaine

Le Monde, 18 octobre 1979

Le titre kilométrique - Centre culturel de la Communauté française de Belgique - de la maison récemment ouverte à Paris révèle bien les difficultés que rencontre la «Belgique française» pour s'affirmer. Il y a en Belgique des Flamands et des Wallons, deux peuples distincts. Les Wallons sont de langue et de culture françaises. On s'attendrait donc à ce que ce soient les Wallons qui définissent essentiellement le «fait français» de Belgique. En réalité, cette règle générale est environnée de tant d'exceptions et d'ambiguïtés que celles-ci finissent par la faire oublier. Examinons-les.

Pol Vandromme a bien parlé de la plus connue, les Flamands de langue française : *«La Flandre des notables avait, comme langue véhiculaire et naturelle, le français (...), le moyen d'expression des écrivains nés en Flandre était le français» (Dossier Pol Vandromme, Lausanne 1976)*. L'auteur ajoute : *«Dans les milieux de l'édition française, il était courant que, lorsqu'on rencontrait un écrivain français de Belgique, on lui dise, soyez un peu flamand ! tant l'inspiration flamande était prisée.»*

Le fait en soi n'a rien d'exceptionnel. Lorsqu'un Roumain, un Africain ou un Américain choisit d'écrire son oeuvre en français, celle-ci, même exprimée dans la langue la plus pure, reste profondément africaine, roumaine ... ce qui nous plaît en raison de l'originalité, de l'«exotisme». Mais cette efflorescence de la littérature flamande d'expression fran-

çaise apporta en outre à la Belgique de quoi étayer sur le plan culturel, et pas seulement littéraire, sa jeune indépendance politique. Les Flamands, très différents des Français, étaient paradoxalement mieux placés que les Wallons pour exprimer en français une «Belgique française» vraiment «belge», différente de l'Hexagone. Les Wallons, infiniment plus proches des Français, quoique, eux aussi, «différents» mais souvent assimilés aux Français de France, juraient presque dans l'image que la Belgique, même «française», voulait se donner d'elle-même. Le professeur Maurice Piron a magistralement analysé ce phénomène étrange.¹

la belgique unitaire

Parallèlement à ce processus culturel, la Belgique se construisait. A Bruxelles surtout, point de contact entre Wallons et Flamands, l'idée d'une Belgique et d'une âme «belge», synthèse de l'esprit latin et de l'esprit germanique, se répandait par l'intermédiaire d'à peu près toutes les instances officielles de l'Etat, confortées en ce sens par l'oeuvre prestigieuse du grand historien belge Henri Pirenne. Mais cette synthèse, qui pouvait mieux l'illustrer que les gens réellement confrontés aux deux cultures : les artistes flamands et, dans une certaine mesure, les Bruxellois ? Quand sous l'impulsion du mouvement flamand, le néerlandais, langue populaire du nord du pays, y devint la langue officielle, il restait au monde culturel flamand et aux élites flamandes à changer de langue. C'est ainsi que la Belgique engendra la nation flamande sur le plan politique et linguistique.

Il ne subsiste aujourd'hui que quelques Flamands de langue française, intégrés dans un ensemble de plus en plus néerlandais ou flamand. Mais l'héritage de la culture flamande d'expression française pèse encore très lourd sur la définition du «fait français de Belgique» : les Wallons, pour les raisons paradoxales citées plus haut, n'y ont pas toujours contribué de manière primordiale ; beaucoup de Bruxellois et de Wallons restent indéfectiblement attachés à l'image ancienne de la Belgique unitaire, dont les structures politiques ne sont d'ailleurs pas encore fondamentalement modifiées ...

Pour toutes ces raisons, il fallait une expression large et vague comme *communauté culturelle française de Belgique* pour mettre d'accord tous ceux qui peuvent se réclamer de la culture française en (plutôt que

1. PIRON Maurice, *Aspects et profils de la culture romane en Belgique*, éd. Sciences et Lettres, Liège 1978.

de) Belgique. Elle a le mérite de ramasser en elle-même la complexité du «fait français de Belgique». Et pourtant cette complexité n'est qu'apparente. Elle est parfois utilisée par les partisans du régime unitaire qui font valoir que, même sans les Flamands d'expression néerlandaise, les «francophones belges» (curieuse expression !) ne peuvent se définir qu'en référence à la Belgique. Or, si l'on se penche sur les chiffres et sur l'histoire, on s'aperçoit très vite que cette complexité est artificiellement exagérée.

L'écrasante majorité des membres de la communauté française est wallonne. Il y a trois millions d'habitants en Wallonie et huit cent mille Bruxellois de langue française. Selon le président du collège d'agglomération de Bruxelles, plus de la moitié des habitants de la capitale sont d'origine wallonne.

Mais les chiffres en cette matière profondément humaine ne peuvent produire, malgré leur évidence, qu'une conviction sèche et quelque peu abstraite. A l'apparente complexité du «fait français de Belgique» s'oppose encore plus massivement l'histoire. Depuis plus de mille ans, les Wallons, ce «très vieux peuple d'Europe» comme l'appelle l'Italien Ricardo Petrella, consultant de la Commission européenne, constituent en dehors de France ce qu'on pourrait appeler une «autre France». Des philologues italiens comme Avallo (*Alle origini della letteratura francese*), wallons comme Albert Henry (*Wallons et Wallonie*) et Maurice Delbouille (*La Wallonie, le Pays et les Hommes*) ont bien montré que la Wallonie n'a jamais été française passivement, mais qu'elle a joué au contraire un rôle actif, continu, jusqu'au dix-septième siècle, et même parfois primordial, dans l'histoire de la langue et de la culture françaises. L'identité française de la Wallonie doit certes beaucoup au rayonnement de Paris, mais c'est une identité qui s'est aussi construite de son propre mouvement.

L'expression *communauté française de Belgique* n'est donc là que pour englober certaines exceptions - si l'on veut bien tenir compte des chiffres ; elle n'est là que pour signifier la parenthèse «belge» et flamande en train de se fermer définitivement - si l'on veut bien comprendre l'histoire. Faut-il donc exclure de la communauté française tout ce qui n'est pas wallon ? Pas le moins du monde. Il faut restituer à un phénomène historique et populaire sa vérité *humaine*, par-delà toutes les arguties juridiques et politiques. Un dialogue peu connu entre le Flamand Verhaeren et le Wallon Mockel illustrera ce dernier point (voir *Cahiers du Nord*, 1946, tome II). A un banquet littéraire que présidait Verhaeren, celui-ci déclara à Mockel : «*Je suis quelqu'un de là-bas, qui tient à sa race comme tu tiens à la tienne...*» (race à l'époque signifiait

ethnie ou peuple). La réponse de Mockel à Verhaeren, qui était son ami intime, peut nous aider à comprendre cette simple chose : l'affirmation du particularisme wallon dans l'universalité française et dans l'universalité tout court de l'art et de la culture. C'est l'affirmation de la *vérité humaine* d'un peuple. Enonçons-la en termes bien nets : *la Belgique française, c'est la Wallonie* ² est paradoxal que cette évidence puisse encore choquer... La réponse d'Albert Mockel au grand Flamand que fut Verhaeren, toute d'amitié, de respect et de ferveur wallonne : « *Nous sommes frères, mais tu es toi et je suis moi* » dit pourtant quelque chose de semblable.

2 ... Et Bruxelles, qui, comme grande ville de langue française, dispose de plus de moyens pour s'exprimer.

se taire, se terrer

jacques dubois et jacques pirotte

Le Carré, n°1, décembre 1981

Faut-il dire : la Wallonie a son a venir derrière elle ? Ou bien : la Wallonie a son passé devant elle ? Dans *L'homme qui avait le soleil dans sa poche*, Jean Louvet pencherait plutôt vers la seconde formule. A chacun de jouer et d'y penser. S'il n'est pas trop tard.

Drôle de peuple que ce peuple wallon, sans mémoire et sans projet ! Culturellement tendu vers son autonomie, mais minorisé politiquement, économiquement asservi. Et en quête d'une conscience commune. Les plus dévôts lui accorderaient bien une âme, mais c'est pour aussitôt douter de son salut...

Le diagnostic fait intervenir des causes et des remèdes. Nous ne voulons pas être exhaustifs ; d'autant que beaucoup de choses, souvent essentielles, sont connues depuis longtemps. En revanche, au moment où l'entité wallonne n'a d'autre issue que de se trouver ou de périr, nous voudrions nous interroger sur les responsabilités du groupe social auquel nous appartenons, les intellectuels.

Où sont-ils en Wallonie ? Que disent-ils et que font-ils hors de leurs tâches professionnelles ? Avouons-le : pas grand-chose, et battons notre coulpe. Ah! ce n'est pas ici qu'on pourrait dénoncer les excès de «l'intellocratie» ! Pouvoirs et partis, institutions et administrations peuvent ronronner tranquille, les intellectuels wallons sont aux abonnés absents, le nez dans *Le Monde* et *Le Nouvel Obs*, les yeux louchant sur Paris quand ce n'est pas sur «Nouillorque» ou la Californie. Se

souvent-on, par exemple d'un manifeste, d'une levée en masse ou d'un simple coup de gueule desdits intellectuels et néanmoins citoyens ? Comme si les occasions faisaient défaut.

A l'intérieur même des mouvements politiques et sociaux, les rares qui survivent se sentent mal à l'aise et «de trop». Ils n'ont pas dû lire l'écrêteau planté à l'entrée : ici on ne pense pas. Nous n'avons pas dit que ces mouvements fonctionnaient mal ou qu'ils ne faisaient pas oeuvre utile, mais nous pensons que, si en Belgique la gauche est toujours en retard sur l'événement, qu'il s'agisse de la décolonisation ou de la crise de l'Etat, c'est dû aux déficiences de la doctrine et au manque de toute perspective théorique.

A vrai dire, le mutisme des intellectuels wallons est devenu peu à peu une tradition, tout comme la défiance de la gauche (et plus particulièrement de son courant dominant, le courant socialiste) envers le travail doctrinal, la réflexion théorique, les débats d'idées. Parfois teinté d'anarcho-syndicalisme, le mouvement socialiste n'a pas cessé de préconiser un réformisme tout pragmatique, un révisionnisme pratique ; il crée des mutuelles, des coopératives, une sécurité sociale et en profite pour se dispenser, pour nous dispenser d'emprunter les voies de la pensée critique et théorique. Au risque constant de voir les partis et syndicats conservateurs faire de la surenchère dans le social. Ou d'exacerber les revendications alimentaires et les intérêts particuliers. Ou encore de privilégier le court terme en s'épuisant à «sauver ce qui peut encore être sauvé», quand il faudrait innover, imaginer, inventer.

Pareil système, pareille mentalité renvoient sans trêve *les intellectuels de parti* à des tâches de gestionnaires. Ils seront donc des mandataires réalistes se réclamant du seul concret et du seul immédiat et non pas des penseurs de la contestation, des porte-parole indépendants en qui la communauté pourrait reconnaître sa conscience, ses refus et ses espérances. Cet état de fait explique qu'aujourd'hui les mêmes partis soient si désarmés devant les exigences du culturel.

Qu'on nous comprenne bien. Nous ne sommes pas à regretter l'absence dans nos régions de ces intellectuels au désintéressement et au charisme toujours un peu suspects, et qui d'ordinaire se fourvoient en politique aussi facilement que n'importe qui, avec même parfois plus d'entêtement dans l'erreur. Nous ne voulons pas davantage surestimer l'importance des discussions théoriques ni sous-estimer les pièges de la pensée utopique. Ce que nous voudrions voir s'affirmer par contre, c'est une pensée agissante et une parole autonome qui, en dépassant les perspectives à court terme, témoigneraient des luttes passées et des espoirs permis et nous aideraient à nous doter d'une conscience communautaire, à nous approprier un avenir. Après les échecs, les

déceptions, les régressions, qu'ait lieu enfin *la crise dans la tête*. Elle est attendue; elle serait salutaire.

Nous voudrions donc avoir, comme des grands, notre intelligentsia. Est-ce trop demander ? Est-ce donner dans l'hystérie imitative des jeux parisiens ? Il n'est pas question de cela. Il n'est pas question de marier, en de joyeux ébats wallons, mondanité et militantisme initiatique au profit de jeunes bourgeois brillants. Ce qui nous importe dans l'action intellectuelle n'est ni le spectacle ni les rôles qu'il comporte, mais l'action même. La survie de Liège ou de Charleroi ne passe guère par le simulacre du parisianisme rive gauche. Mais elle exige peut-être que les intellectuels du cru cessent d'être seulement des producteurs spécialisés et des détenteurs de fonctions pour devenir des intervenants sur le terrain idéologique.

De la nature de l'intervention, on peut débattre. Le type de l'intellectuel sartrien n'est sans doute plus de saison : la génération soixante-huitarde l'a fait vieillir, et plutôt mal. Aujourd'hui, l'action critique suppose que l'on intervienne d'un lieu plus latéral, ou plus marginal. En même temps et paradoxalement, on peut voir cette même action prise en charge par des intellectuels fortement intégrés dans les institutions. En tout cas, l'intervention n'est plus synonyme de présence active et soutenue dans les débats publics, d'effervescence manifestaire, de dénonciation éclatante émanant d'acteurs prestigieux. Elle se reconnaît mieux désormais dans la guérilla que dans l'offensive frontale et massive; elle opère par surprise, elle prend à revers, elle n'est pas là où on la cherche, elle déploie des stratégies partielles et locales.

A la limite même, on peut concevoir l'intellectuel comme l'homme du repli, ce qui ne veut pas dire un homme d'abstention. A distance, dans un retrait protestataire, l'artiste ou le penseur peut efficacement produire une oeuvre de jugement et de mise en question touchant au monde immédiat, à son monde - ainsi, par exemple, de Samuel Beckett. Et ce monde, s'il sait lire, ne s'y trompe pas.

Or, la Wallonie ne manque pas de ressources. De la science à la poésie, du droit aux grands media, elle fait preuve d'une vitalité presque étonnante dans les circonstances que l'on sait. Il y aurait d'ailleurs lieu de faire un inventaire de nos forces, y compris de celles, parfois nombreuses, qui essaient et émigrent. Mais l'intellectuel wallon est, comme par nature, humble, discret, pudique. Il creuse son petit sillon là où le destin l'a placé et répugne à ce que l'on trouble la douce sérénité de son petit confort (il commence à découvrir aujourd'hui que ce confort n'est peut-être pas garanti pour l'éternité...). Si d'aventure, il sort du cercle de la routine, il veille pourtant à ne pas s'égarer hors des cloisons de sa spécialité. On ne voit guère le professeur aller au

théâtre, le juriste lire la revue politique, le syndicaliste fréquenter les concerts. Tous ont une capacité de passage et de transfert fort réduite comme si de se sentir peu compétent leur rendait le monde incertain. Mais qu'ils le sachent : le monde est incertain et il serait grand temps qu'ils sortent de leur état d'acceptation passive, de satisfaction tranquille, de réserve prudente.

A s'installer, à rester coi, on entretient ce qui fait de plus en plus notre vieillissement culturel, ce rejeton de notre déclin industriel.

On dira que la Wallonie n'a pas ou pas encore le réseau nécessaire à l'expression et à l'intervention de son intelligentsia. Les cercles et les tribunes sont rares. Des institutions sclérosées et inadaptées au présent dominant la scène culturelle. Entre universités et centres médiatiques, les flux d'échanges demeurent réduits (étonnamment si l'on considère la superficie du pays). Pourtant, des lieux de parole voient le jour, tels ces magazines et revues qui fleurissent depuis quelques mois (et nous saluerons ici *Critique politique* et *Soldes, Wallons-nous* et *Didascalies...*). On pourra dire aussi que la région manque du volume de population suffisant pour que naisse un tel réseau. Mais il existe aujourd'hui le Québec, qui nous est un modèle et un défi... Et puis, pour (et tout contre) la Wallonie, il y a Bruxelles : vieille histoire que celle de ce centre mal centré, qui connaît actuellement, en plusieurs secteurs, une expansion culturelle remarquable, mais dont le rayonnement est incertain et au total mal accepté. Quand Wallons et Bruxellois vont-ils entrer en dialogue ? Quand va-t-on ensemble se mettre à table pour y jouer quelques cartes loyales ? Si l'on veut que la parole circule, si l'on veut que des positions soient prises, c'est aussi à la condition de mieux définir des rapports de force entre plusieurs pôles, mal distingués, mal reconnus.

En attendant, la parole circule peu. Pour se frayer un chemin, elle doit franchir le barrage des clichés et des stéréotypes. On demande de l'invention et de l'explosion. On voudrait des coups d'audace et des coups de colère. Il faudrait oser. Il faudrait ne plus se taire, ne plus se terror.

manifestes parallèles

L'appel implicite de Jacques Dubois dont nous venons de parler, le manifeste écrit par Constant Maljour, dont nous donnons quelques extraits, les initiatives du RPW ou de l'Institut Destrée, d'autres initiatives encore, indiquent à suffisance que quelque chose se cherchait dans le monde intellectuel wallon qui trouva à s'exprimer dans un texte qui fit assurément date, le *Manifeste pour la culture wallonne* proprement dit.

Nous reproduisons dans les pages qui suivent deux versions successives du *Manifeste pour la culture wallonne*. Même si le groupe promoteur et rédacteur du manifeste (Jean-Jacques Andrien, Jacques Dubois, José Fontaine, Jean Louvet, Michel Quévit auquel vint se joindre plus tard Julos Beaucarne) était restreint, on y vit s'affronter (courtoisement) une «gauche» et une «droite». C'est la «gauche» qui proposa le premier texte, texte «renardiste» évoquant d'abord la crise du capitalisme et la pauvreté du tiers-monde, le danger de guerre nucléaire et l'anomie culturelle, soit des thèmes «universels». Il est probable que ce texte fut rejeté parce que trop marqué ou codé «à gauche» et risquant de ne pas pouvoir apparaître comme un texte de rassemblement ni comme un texte concernant d'abord le monde culturel.

Dans la version définitive, les préoccupations «matérialistes» (au sens où Lucy Bagniet en parle - *cf. infra*, «Le matérialisme du manifeste pour la culture wallonne») sont très présentes mais aussi l'aspect plus

revendicatif de créateurs wallons (certains ont même perçu ces revendications comme émanant plus sûrement des gens de spectacle que des écrivains par exemple, ce qui n'est sans doute pas le dernier mot d'une analyse mais qui n'est pas faux non plus). L'argumentation contre la Communauté française est plus développée, mais on ne réclame plus clairement sa disparition (Michel Molitor le remarqua finement dans *La Revue Nouvelle* en janvier 1984). Il est question de l'Europe et de l'ouverture sur le monde et les autres régions. Le lien avec la francophonie avait été souligné dans les dernières versions puis disparut finalement au profit d'une ouverture plus générale. Le texte s'abstient aussi de toute mention des dialectes, prudence qui fut bien mal récompensée puisque, de bonne ou de mauvaise foi, beaucoup pensèrent que la «culture wallonne» réclamée, c'était avant tout la culture dialectale («manifeste d'intellectuels patoisants» aurait dit Guy Spitaels). Enfin la fameuse phrase «Sont de Wallonie tous ceux qui vivent et travaillent dans l'espace wallon», présentée ultérieurement comme une dénégation de racisme et révélant bien les arrière-pensées exclusivistes ou nationalistes des promoteurs, elle fut ajoutée comme naturellement après les considérations «rassembleuses» concernant les diverses idéologies «respectueuses de l'Homme». Ces quelques mots ont été écrits de manière en quelque sorte réflexe. Jacques Dubois qui se fit le scribe de maintes versions du manifeste reconnu qu'il s'agissait d'un texte presque nécessairement simplificateur et monologique (in «Le secret du manifeste» dans *La Revue Nouvelle* janvier 84), puisqu'il devait obéir aux lois du genre qui exigent cette simplification et cette exclusivisme.

manifeste pour une conscience wallonne

andré maljour

extraits de *Culture et révolution* n°2, 19 août 1982, pp.5-6

à la mémoire de Julien Lahaut et de ma grand-mère Elvire.

allè m'collau, nom de djomme !

une majorité progressiste est possible en wallonie

Une majorité progressiste est possible en Wallonie, en Flandre elle ne l'est pas encore. C'est important de le dire. Les obstacles entre ce possible et le quotidien que nous vivons ? Par exemple, l'attitude des classes moyennes, commerçants, artisans, petits entrepreneurs, devant les syndicats ouvriers («ce sont les syndicats qui gouvernent»). Mais ce n'est pas vrai. Le problème est ailleurs, dans le pouvoir exorbitant de groupes financiers liés au pouvoir politique, en quelques décennies ils vident des régions entières de leur substance. Il y a l'attitude d'artistes wallons émigrés, ils soutiennent à fond l'idéologie nationale unitaire. Il y a la frange d'intellectuels qui ne veut pas voir le drame wallon au nom de l'universalité de la culture ou de l'internationalisme prolétarien. Il y a les jeunes, ils refusent de bouger. Parce que leur avenir est bouché ? En partie. Parce qu'ils veulent un emploi à tout prix ? Sans doute. Mais surtout, ils voient bien la lourdeur administrative héritée de l'Etat belge freiner le moindre élan, ils sont rétifs à la politique des sous-régionalismes, ils ne marcheront que pour une autre société, pour changer la vie sociale et la vie tout court. Et supposons

un véritable rassemblement wallon progressiste. Une république à la Mitterrand. Mais pour vivre comment ensuite ? Dans quel cadre ? Celui du tout-nucléaire pour ne pas devoir consommer moins ? Celui de la perpétuelle menace de guerre ? Celui d'un supposé progrès économique basé tout entier sur l'expansion capitaliste, la productivité, le gaspillage, l'exploitation des pays pauvres ? Même si, dans une telle société, on a remplacé presque tout le temps de travail par du temps de loisir, je doute qu'on y vive plus heureux que dans celle-ci !

Car il faut bien voir les choses. Si une république «de gauche» est possible en Wallonie, voyons donc ce qui se passe chez nos voisins français. Là comme ailleurs, la situation n'est vraiment saisie par personne. En face du pouvoir, une opinion fantôme. Dans la brume des sondages, elle n'est que soupirs, désirs sournois, gros dos, fidélité quand même.

Le socialisme à la Mauroy (à la Cools ?), en Wallonie comme en France, ne pourrait donc que compter sur son crédit politique pour obtenir l'immobilisme en attendant «que ça se passe». Mais, dites-moi, qu'est-ce qui est censé passer ?

la crise est aussi et surtout une crise de société

Elle est loin d'être seulement économique. Dans le N1 de *Culture et Révolution* nous disions : c'est aussi et surtout une remise en question de la démocratie moderne comme elle fut sur nous pendant trente ans, et qui conciliait la lutte sociale avec le développement économique.

Il y avait des victimes ? on les indemnise

Les revendications salariales stimulaient, disait-on, le développement économique, si bien que, malgré cette lutte perpétuelle, chacun y trouvait son compte, cette sorte de guerre qu'est la démocratie semblait tourner au bénéfice de tous.

Je n'irai pas au bout de ma pensée, je ne suis pas aujourd'hui d'humeur extrémiste : pour moi, les démocraties modernes c'est la guerre pure et simple parce que les partis sont des armées. A la guerre, il y a toujours des victimes, ceux qui ne retirent AUCUN avantage, de même dans les démocraties, il reste toujours la frange des laissés pour compte. Et cela, à une époque où la société tout entière aspire à la paix, à la solidarité, à la convivialité, cela c'est intolérable. Voilà pourquoi les démocraties représentatives actuelles n'ont plus leur place. Mais je n'épuiserai pas le filon de cette logique, la logique n'est pas le réel de

l'homme, et gare aux éboulements ! Contentons-nous de remettre en cause les effets de la guerre exigée à chaque instant pour que ces démocraties fonctionnent. Ces effets, beaucoup les contestent déjà. Au lieu de produire un désordre, un certain malheur, compensés par la distribution de richesses matérielles ou immatérielles, la lutte sociale ne pourrait-elle, par exemple, amener une vie de meilleure qualité ? La question est posée depuis longtemps, simplement la situation de la Wallonie la rend urgente. Le socialisme ne peut plus être seulement une redistribution de richesses.

Pourtant les groupes de pression traditionnels en sont encore là, ils luttent pour un partage de surplus devenu inexistant, et même s'il devait revenir, il ne satisferait plus personne. En principe le débat social ne produit rien, sinon une trêve, il n'est pas pensé comme dialogue, mais comme obtention d'avantages, il faudra donc bien délaissier l'affrontement pour autre chose, et il faudra que des groupes dont l'histoire n'est faite que de cela se transforment profondément, tout en laissant une place à d'autres, constitués, eux, pour l'amélioration des rapports sociaux. Il faut sortir d'un mode de représentation de la société uniquement formé de lobbies, là est le vrai problème, là est le vrai projet pour une Wallonie nouvelle, il déborde largement du cadre de l'obtention d'une meilleure autonomie ou de l'indépendance.

Les relations entre la Wallonie et le pouvoir central sont une belle illustration du blocage actuel : il s'agit, d'un côté d'avoir plus de sous, de l'autre côté, d'en donner moins. Une partie exige plus de libertés formelles, l'autre a intérêt de les réduire au contraire. Par contre, où sont les négociations sur les réductions du temps de travail ? Les dialogues autour des rapports d'autorité, de la coopération dans le travail ? Il ne peut y en avoir : ni les syndicats, ni le patronat, ni l'Etat ne sont conçus pour cela. Dans le domaine de la consommation sociale, les partenaires traditionnels sont encore moins qualifiés. Aucun d'eux ne représente vraiment l'intérêt général. Il y a un affrontement entre Payeurs (l'Etat, les patrons) et dépensiers (médecins, professeurs...), aucun ne représente vraiment la société. Personne ne mesure donc les résultats, ni ne met en cause les techniques. Encore moins l'idée qu'on pourrait aider les vieux, socialiser les jeunes, soigner mieux avec moins, peut-elle prendre corps. La société est vue comme purement passive, payant et subissant.

une société nouvelle ne peut plus naître de la redistribution, mais du dialogue

Il faut enfin donner une place aux groupes locaux. Certaines organisations d'usagers, ou d'aide aux pays pauvres, certains mouvements

écologistes, préfigurent ce type de groupe. Eux les premiers auraient des chances de nouer des dialogues entre l'institution et la société, donnant ainsi aux relations sociales un contenu enfin différent de «l'arrachage de la part de gâteau». Il faut dégeler. Le pouvoir, surtout socialiste, doit quitter ses habits paternalistes. Evidemment, il ne faut pas compter pour mener cette tâche sur l'émanation ultraréac des partis qui contrôlent l'Etat central. Et qui ne souhaite une Wallonie progressiste la plus maîtresse de sa destinée qu'il soit possible de l'être à notre époque ? Qui ne souhaite changer la vie, avec si possible, tout de même, son pain assuré pour demain ? Ce désir de changement, presque tout le monde l'éprouve. Ce que j'ai voulu ici, c'est nous éclaircir un peu les idées, à nous Wallons. Wallons dites-vous ? Qui peut bien se prétendre Wallon ? Y a-t-il donc une identité wallonne ? Une conscience wallonne ? Ne voyons-nous pas au contraire se manifester partout, à l'étranger comme chez nous, une «identité belge» ? Certains disent : l'identité belge, c'est le Flamand parlant le français au dehors et le flamand chez lui. Mais je n'en suis pas sûr, pour moi c'est l'identité que s'attribuent les couches les plus rétrogrades de la société tant wallonne que flamande ! Ne voyons-nous pas fleurir les «histoires belges» ? Elles n'ont pas le caractère passager d'une mode qui ferait de nous la cible des humoristes d'outre-Quévrain. Elles nous font rire aussi ? Elles ont pour thème la bêtise la plus partagée. Leur héros ? Le parvenu de 1920 qui s'apprêterait à entrer en l'an 2000. Elles font rire à nos dépens ? Mais nous n'avons pu quitter la peau du personnage qu'elles campent, le concept de l'identité wallonne, c'est encore un rêve, et les rêves n'ont jamais fait les bonnes histoires. Ces histoires sont dans la meilleure veine de la sagesse populaire et elles nous assènent nos quatre vérités. Vérités ? Celles d'un temps qui ne fut pas celui des cerises, mais celui d'un certain capitalisme triomphant, et du «belge», celui que nous n'avons pas encore définitivement congédié, citoyen modèle de ce capitalisme-là. Une culture wallonne émerge, elle diverge radicalement de la culture dite belge.

l'identité wallonne existe depuis toujours

A mesure que la culture wallonne revit, elle émergera sous forme de concept.

Pourtant, à première vue, quel lien entre le Picard, le Gaumais, le Borain, le Liégeois, le Namurois, le Hennuyer, sans compter que l'annexionnisme de l'Etat compte depuis 1918 dans la Wallonie les populations allemandes d'Eupen-Malmédy ? Pour moi, pas de doute, je me suis senti chez moi, et je l'ai ressenti, ce lien, partout où je suis allé dans mon pays. Cependant, j'imagine que ce n'est pas une preuve ?

Des demandes sont faites dans les écoles pour des cours de dialectes locaux. Faudra-t-il une académie pour inventer une langue wallonne comprise par tous ? Je l'ignore.

Les revues spécifiquement wallonnes surgissent, elles ne sont plus à tout prix les émanations des syndicats ou des partis. Des titres ? *Le carré*, et *W'allons-nous* ? Un très beau film est sorti en début d'année : «Le grand paysage d'Alexis Droeven» montre l'univers de cultivateurs des Fourons doublement dépossédés, et du produit de leur travail par la concentration capitaliste, et de leur identité par leur rattachement forcé au régime flamand.

«L'homme qui avait le soleil dans sa poche», oeuvre théâtrale de janvier 1982, s'interroge sur la deuxième mort de Julien Lahaut, assassiné par l'extrême-droite, et enterré ensuite dans le grand oubli wallon. Pourquoi n'y a-t-il pas de mémoire collective en Wallonie ? Sinon, pourquoi se résume-t-elle à des vestiges folkloriques privés de tout sens ?

(...)

Debout dans ta vocation,
 Taillable et solitaire,
 Comme un sifflement voilé,
 Paysanne aux pinceaux
 Dans ta lourde gaine verte.

En sa candeur souffreteuse,
 Ton regard braque-t-il
 Ou est-ce tribu de trêve,
 Amazone à la tâche,
 Recluse en fièvre et révolte ?

A ton appel de vestale,
 Les corps nus se confessent:
 Là, insouciance aux brandons.
 Ou le défi des hanches !
 Soudain, chair morose ombrée.



L'Escaut
 Tout in foufiète
 Dins lés fourbous
 Friant-battant
 Et tout cadou
 A l'bèle.

L'Escaut d'après
 D'après lés prés
 Et lés pâtures
 Es' dernière guinse
 Es' dernière danse
 Es' dernière baise
 Es' dernière banse
 Ed raminvrances
 Et s'dernier beond
 Avant d'viesir
 Avant d'dét'ler
 Et d'aller vir
 Lés fléminques
 Masinques.

3 X 33 = 99 *Debout*
 Pierre Bourgeois

Jemmapes
 Anto Carte

Raveluques Paul André



ADAPTATION DE "LA NIAÏDE" DE JACQUES VILET

DOCUMENT PAC TOURNAI

... dès que le froid gagnerait le coeur, Socrate nous quitterait. Déjà toute la région du bas-ventre était presque glacée. Socrate alors se découvrant, car il était couvert: *Criton*, dit-il, et ce furent ses dernières paroles, *nous devons un coq à Esculape, acquitte cette dette sans faute.*

Phédon

Platon

ATELIER V, CONCEPT

VIGNETTE: EDMOND DUBRUNFAUT

(SUGGESTION POSTALE...)

manifeste - première version

Inédit - avril 1983

La guerre nucléaire peut en un instant anéantir l'humanité. La paix économique mondiale pousse le capitalisme à se restructurer à partir de points forts, autour desquels se créeront d'immenses poches de pauvreté, prolongées par une détresse encore plus grande des pays du tiers-monde. Partout les mêmes mauvais films, feuilletons et autres produits américains sont consommés dans le monde presque au même moment. Bientôt l'Europe, voire la planète, risque d'avoir un seul visage uniforme et vulgaire où périront les cultures originales de tant de peuples, et, avec elles, leurs libertés, la liberté tout court.

Voilà la triple menace de mort - économique, physique et culturelle - qui pèse sur l'humanité.

Les mécanismes de ces trois processus s'interpénètrent. La Wallonie en est peut-être l'exemple le plus saisissant. Le peuple wallon a en effet payé un des plus lourds tributs qu'ait jamais payés aucun peuple à la première et à la deuxième phase de la révolution industrielle. Contre toute logique et en dépit de ses capacités, qui restent énormes à cet égard, on veut l'écarter de la troisième phase de ce progrès économique. De plus, avec sur son territoire les quartiers généraux de l'Otan, auxquels viendront se joindre bientôt des dizaines d'engins de mort, il devient une des cibles les plus probables des armes nucléaires modernes, qui peuvent aujourd'hui circonscrire leurs objectifs avec une effrayante précision. Enfin, on veut lui arracher son identité culturelle. Les trois problèmes que nous venons d'évoquer requièrent bien entendu des solutions à trouver dans un cadre européen ou mondial. Mais

la nécessité de les résoudre dans ces cadres implique aussi que tous les peuples de l'Europe et du monde concourent, activement, *en tant qu'eux-mêmes*, à ces solutions. Cette seconde branche de la dialectique du global et du local risque de n'être point très bien aperçue par le peuple belge qui, comme le disait Trotski, il y a cinquante ans déjà, «a abdiqué en tant que peuple» dans le médiocre, le terre-à-terre boutiquier et la «petitesse». La Flandre a rompu avec cette belgitude. La Wallonie doit s'affirmer aussi et accéder *en tant que telle* à l'Europe et au monde.

On n'en prend guère le chemin. Parce que la Flandre s'éprouve comme une Nation dans l'Etat belge, tout se passe comme si le reste de la Belgique devait s'organiser en une sorte de soustraction francophone où l'on additionne le peuple wallon aux habitants de Bruxelles qui parlent français. De là une vague et incertaine «Communauté française de Belgique», qu'on ne parvient pas à situer, ni à l'intérieur, ni à l'extérieur. Cette «Communauté» nie la personnalité historique des Wallons. Ceux-ci tirent en effet leur nom d'une situation séculaire de peuple de langue romane ou française mais hors de France. Ils existaient bien avant cette Belgique qui va disparaître, et ce ne sont pas des Français : ils ne sont donc ni une «Communauté française de Belgique», ni la «partie francophone» de l'Etat, mais *un peuple*.

Or, quarante ans de déclin industriel wallon nous l'ont appris, dans une large mesure, ce déclin n'a pu être vaincu à cause d'un manque de conscience des Wallons en tant que peuple. En effet, sans connaissance de soi, un peuple est comme un individu : condamné à subir les maux qui l'accablent sans pouvoir en déceler les causes et, surtout, sans être à même de les combattre. Afin que rien ne nous soit épargné, la Wallonie est aujourd'hui identifiée avec tout ce qui en elle se détruit. Pour le reste, elle est «francophone». Il faut en finir avec cette imposture.

En 1830, en 1893, dans la grève qui obtint une première forme de suffrage universel du Parlement bourgeois, en 1950, dans l'insurrection qui écarta un monde trouble mêlé à la collaboration pro-nazie, en 1961, dans «la grève du siècle», le peuple wallon a joué un rôle décisif. La Wallonie est une nation. C'est évident. D'innombrables travaux scientifiques cernent depuis des décennies les traits de son identité à partir de témoignages, soit contemporains, soit plus anciens, et même immémoriaux. Tout cela est mal diffusé, notamment dans l'enseignement primaire et secondaire sous la coupe d'habitudes et de pouvoirs unitaristes comme toute l'atmosphère que nous respirons. En dépit de cela, depuis quelques années, de nombreux artistes et intellectuels

travaillent à des oeuvres et analyses où la Wallonie se découvre spontanément, naturellement, sans qu'il soit besoin de forcer les choses. Dans leurs limites et les limites de leurs disciplines respectives, les signataires de cet appel participent à ce travail sur la Wallonie qui relie le local au global et où des Wallons se retrouvent de plus en plus nombreux. Tout cela indique bien les tâches à venir.

En premier lieu, l'ignorance de la Wallonie n'est plus permise. Une clarification s'impose d'emblée : les Wallons ne sont pas des «francophones belges» mais une entité humaine distincte. La «Communauté française de Belgique» est inadéquate à la société qu'ils constituent et doit donc disparaître. A sa place, une «Région wallonne» dotée de toutes les compétences économiques et politiques nécessaires doit permettre à notre peuple d'être enfin l'acteur et non plus le sujet de son histoire. Mais cette Région wallonne ne peut se bâtir sur le sable des tactiques politiciennes. La Wallonie doit se doter d'une politique culturelle visant à donner à son peuple mémoire, savoir et identité, qui seuls permettent : la continuité dans le temps, les projets à long terme, les visions larges et unifiantes, les paris sur l'avenir. Cette politique ne peut être menée que par un pouvoir wallon installé et organisé en Wallonie et non à Bruxelles. Le concours de tous ceux qui font la culture wallonne ne sera donné à cette politique qu'à la condition qu'elle leur garantisse des moyens importants et une complète indépendance.

Nous ne voulons pas la Wallonie pour la Wallonie. Nous craignons au contraire un repli des Wallons sur eux-mêmes au sein d'un amalgame francophone où leur pays n'en serait plus un mais une quelconque province francophone économiquement dépendante et culturellement étouffée.

Par dessus tout, nous voulons faire entendre un cri d'alarme et d'espoir. On veut faire disparaître jusqu'aux noms mêmes de «Wallons» et de «Wallonie». Or, une personne qui n'a pas de nom n'est personne, de même qu'un être condamné à porter le nom d'autrui. Les Wallons, s'ils se résignent à n'être «personne», connaîtront, après le chômage, la misère et la servitude. Davantage : s'ils se résignent à n'être «personne», ils apporteront un bien triste concours à l'oeuvre de mort qui, sous une triple forme -économique, physique, culturelle- ravage la planète. Nous ne voulons pas la Wallonie pour la Wallonie. Nous la voulons libre, autonome, indépendante, parce que c'est une nécessité pour tous ceux qui vivent de leur travail, ou espèrent en vivre, de Tournai à l'Ardenne et de l'Ardenne à Liège, parce que le devoir de maîtriser l'adversité et l'Histoire, ici, comme n'importe où, importe universellement.

Texte de
N. DÉPRECHÉUX.

169. Lèyiz-me plorer (LAISSEZ-MOI PLEURER)

H. MONPOU.

(1804-1841)

Musicien de G. Géloux.

Harmonisateur de P. Van Duynne

Andante.

1 Mes ca-mé - redé - vont énon dir. Lét nas
2 Ses y'i-té - main - e - rit l'man - me

1 fin - se. Ve-né dan - ce?
2 Man-ki-hair Qui ont fin d'ité. Et ses douz lép - ce-ité pur ro-sea qui - f'fleur Di ses ré

1 Je - Dji l'innocé tout - éle avout mes pia - my - es Di nat' et d'jou - Lèyis m'plo -
2 sé - May out fâ - bit - ne fait ay - i cum lèy - e Des trants si douz.

1:2 ce - tel m'vèpènt ga - téy - v Dji lu piér - dou Dji lu piér - dou

Mes camarades sont venus me dire : "C'est la fête, - Venez danser !"
- Qu'un autre s'amuse, moi je pleure la maîtresse - Qui m'a quitté. - Je
l'aimais tant, elle avait mes pensées - De nuit et de jour. (Refrain) -
Laissez-moi pleurer, toute ma vie est gâtée, - Je l'ai perdue (bis) !

manifeste pour la culture wallonne

15 septembre 1983

Nous, signataires de ce texte, femmes et hommes, auteurs, musiciens, cinéastes, acteurs, chanteurs, peintres, écrivains, animateurs, scientifiques, journalistes, historiens, ... souhaitons affirmer notre véritable appartenance : **NOUS SOMMES ET NOUS NOUS SENTONS ETRE DE WALLONIE.**

La Wallonie est confrontée, au travers d'une crise économique violente, à tous ceux qui contestent sa réalité et ses possibilités d'avenir. Avec tous les Wallons, il nous revient de faire face à ces menaces en affirmant dans le même mouvement notre unité et notre autonomie. Unité, autonomie : l'une ne saurait aller sans l'autre lorsqu'il s'agit d'une Région que l'histoire et les rapports de dépendance ont morcelée et parfois durablement divisée. De Tournai à Verviers, d'Arlon à Wavre, c'est un seul et même territoire qui va donner contour et profil à l'ensemble qu'il forme. La Wallonie entend désormais exister sur la carte des Etats comme entité propre.

Nous existons, nous voulons retrouver ce qui nous appartient, nous voulons vivre ensemble, dans les conditions qui nous conviennent. De ce point de vue, ceux qui, ici même, en appellent au peuple wallon savent fort bien que nos luttes présentes sont d'abord économiques. L'exemple de la sidérurgie est dans tous les esprits. Nous entendons être aux côtés de ceux qui mènent ce combat. **NOUS CROYONS**

POURTANT QUE L'ACCESSION DE LA WALLONIE A SA PERSONNALITE DE PEUPLE ET A SA MATURITE POLITIQUE N'AURA PAS LIEU SI UN PROJET CULTUREL NE VA PAS DE PAIR AVEC LE PROJET ECONOMIQUE.

Les créateurs que nous sommes se reconnaissent dans une image positive de la Wallonie et de son peuple. Cette image qui nous identifie, nous entendons la représenter, la refléter, la réfléchir. Elle est liée à un long passé fait d'oeuvres et de produits mais aussi jalonné de combats et d'actes de résistance. Sans renoncer à ce patrimoine qui fonde notre identité, nous voulons aujourd'hui construire une Wallonie moderne qui renoue avec l'Histoire et la conscience de soi, qui renoue aussi avec ses paysages, ses manières d'être et ses symboles.

Nous de Wallonie, travaillons à des oeuvres et à des analyses où notre Région se désigne et s'exprime naturellement. Artistes, intellectuels, animateurs, nous avons choisi d'être ici et d'y rester. La Wallonie doit avoir ses propres centres de production et de diffusion cinématographiques, un théâtre avec ses scènes et ses compagnies, une littérature avec sa presse et ses éditeurs; nous voulons des structures pour la musique et la chanson, la peinture et l'architecture, la sculpture et la BD...; nous voulons encore que les entreprises d'action culturelle disséminées sur tout le territoire soient véritablement reconnues et soutenues.

Nous en avons assez de l'incivisme ordinaire qui culpabilise les Wallons et paralyse leurs énergies.

Il y a, dit-on, chez les Wallons un penchant à la timidité sceptique et moqueuse qui les préserve avec bonheur du racisme et de ce qu'il peut y avoir de borné dans certain nationalisme. Notre projet culturel n'est entaché ni de nationalisme étroit, ni de racisme. Il est simplement lié au refus des tutelles économiques, politiques, ou culturelles qui nous étouffent et risquent de nous précipiter dans le déclin. Tout peuple aujourd'hui est fier de ses oeuvres et se bat pour les faire connaître, voire pour les imposer contre les produits standard des multinationales et du kitsch culturel.

Il revient à l'école d'établir le contact entre les jeunes et la culture wallonne. Peuple amnésique, nous avons trop négligé notre histoire. Peuple passif, nous laissons étouffer notre culture sous les produits du

village planétaire. Ce qui vaut pour l'art vaut tout autant pour l'invention technologique et la recherche scientifique. Une nouvelle génération entre en scène. Donnons-lui toute occasion de prendre, d'apprendre et d'agir.

Mais l'avenir de la culture en Wallonie est affaire de pouvoirs et de ressources. Il faut construire et gérer.

A cet égard, nous ne pensons pas que la Communauté Française de Belgique nous représente et nous définit véritablement ; celle-ci nous semble une notion hybride et artificielle qui n'est de nulle part. La Communauté Française de Belgique aggrave la dépendance culturelle des Wallons par rapport à des centres qui leur sont extérieurs. Elle ne peut que réduire le pays wallon à une province culturelle francophone.

C'est d'ailleurs le bon sens : on n'imagine pas une entité politique choisissant sa capitale en dehors de son territoire. Or les décisions de politique culturelle sont prises de Bruxelles et les moyens financiers dans les domaines du théâtre, du cinéma, de la littérature sont concentrés dans la capitale. Nous avons pour capitale une ville qui n'est pas wallonne et qui ne souhaite pas se reconnaître comme appartenant à la communauté wallonne.

Nous sommes néanmoins conscients des problèmes spécifiques que doivent affronter les Bruxellois dans la Belgique d'aujourd'hui. Nous revendiquons pour Bruxelles un statut qui lui permette de se gérer de façon autonome de la même manière que la Flandre et la Wallonie. Nous souhaitons l'alliance avec Bruxelles mais dans de nouvelles distributions institutionnelles **QUI RESPECTENT LA COHERENCE ENTRE L'EXISTENCE POLITIQUE DE LA WALLONIE, SON PROJET ECONOMIQUE ET SA PRODUCTION CULTURELLE.**

A Wallonie autonome, culture autonome. Nous voulons exister dans et par notre culture mais en symbiose avec un devenir social, politique et économique. Pour cela, nous voulons disposer de moyens propres à mettre en place une telle autonomie.

D'abord un pouvoir susceptible de définir et d'appliquer une politique.

Ensuite des ressources financières qui ne soient pas dérisoires (comme le sont aujourd'hui celles de l'Exécutif Régional Wallon).

Enfin une infrastructure d'outils et d'instances qui couvrent le territoire et reflètent sa diversité.

La culture wallonne est une culture minoritaire mais vivante, tolérante et pluraliste. Nous sommes conscients de nos particularismes locaux mais nous vivons le moment historique où nos diversités doivent être le creuset de nos forces. Sont de Wallonie sans réserve tous ceux qui vivent, travaillent dans l'espace wallon. Sont de Wallonie toutes les pensées et toutes les croyances respectueuses de l'homme, sans exclusive.

En tant que communauté simplement humaine, la Wallonie veut émerger dans une appropriation de soi qui sera aussi ouverture au monde.

Abitbol Maurice, *Economiste*; Aghion Jacques, *Biologiste*; André Paul, *Ecrivain*; Andrien Jean-Jacques, *Cinéaste*; Antaki Michel, *Architecte-Urbaniste*; Barbez Daniel, *Chanteur*; Barbier Michel, *Auteur-Interprète*; Baronheid Marc, *Ecrivain*; Bawin Bernadette, *Sociologue*; Beaucarne Julos, *Chanteur*; Blavier André; Bologne Maurice, *Professeur honoraire*; Bologne-Lemaire Aimée, *Préfète honoraire*; Bury Jacques, *Professeur*; Bya Joseph, *Ecrivain*; Cabay Guy, *Musicien*; Capiiau Jean, *Directeur de Galerie*; Chabot Jean-Pierre, *Chanteur-Agent de développement*; Chassard Jean-Pierre, *Animateur-Formateur*; Clara Alain, *Licencié en histoire*; Comès Didier, *Dessinateur de BD*; Daniel Alain, *Réalisateur-TV*; Denis Guy, *Ecrivain*; Dubois André-Joseph, *Ecrivain*; Dubois Jacques, *Professeur de Lettres*; Edeline Francis, *Poéticien*; Fautrée René-Louis, *Fonctionnaire*; Fontaine José, *Journaliste*; Gassel Ita, *Ethnologue*; Génicot Léopold, *Historien*; Génicot Luc-Francis, *Historien*; Geoffroy Jean-Luc, *Animateur*; Gillain Bernard, *Journaliste*; Hainaux René, *Comédien*; Hartman Chantal, *Cinéaste*; Haumont Thierry, *Ecrivain*; Hausman René, *Dessinateur*; Hesbois Emile, *Ecrivain-Animateur*; Houben Steve, *Musicien*; Hourez Roland, *Auteur dramatique*; Imhauser Marcelle, *Journaliste*; Klinkenberg Jean-Marie, *Professeur de Lettres*; Lambert Gérard, *Economiste*; Lange André, *Chercheur en communication de masse*; Leboutte Patrick, *Etudiant*; Lefin Paul, *Responsable d'associations dialectales*; Lenaerts André, *Comédien*; Louvet Jean, *Auteur dramatique*; Martin Michel, *Docteur en médecine*; Meyer Paul, *Cinéaste*; Michel Thierry, *Cinéaste*; Minguet Philippe, *Esthéticien*; Mohimont Serge, *Chanteur*; Mounège Roger, *Directeur de revue*; Neys Robert, *Journaliste*; Nihoul Jacques, *Ingénieur physicien*; Noël Pierre, *Animateur-Formateur*; Orban Joseph, *Ecrivain*; Pireaux Christine, *Cinéaste*; Pirotte Jean, *Historien*; Quévit Michel, *Socio-économiste*; Ringlet Gabriel, *Prêtre, chargé de cours*; Romus André, *Journaliste et peintre*; Servais Jean-Claude, *Auteur de BD*; Simon Manu, *Réalisateur ciné-TV*; Stas André, *Pataphysicien*; Tournemenne Jean-Marie, *Peintre*; Trinon Hadelin, *Professeur*; Vandeveldé Charles, *Architecte*; Vandycke Yvon, *Artiste peintre*; Verdin José, *Economiste*; Verspeelt Liliane, *Journaliste*; Viatour Georges, *Economiste*; Voiturier Michel, *Chroniqueur artistique*; Watrin Jean-Claude, *Chanteur*.

polémiques

Le manifeste fut publié le 15 septembre 1983 et présenté à la presse successivement à Liège, Namur, Charleroi et Bruxelles. Une grève générale des services publics - le plus important mouvement ouvrier depuis 1960 - paralysait la Wallonie et le pays, accaparant l'attention des médias. Malgré tout, les conférences de presse furent chaque fois des succès et notamment, la première, à Liège, qui rassembla une assistance considérable sous la présidence de Jacques Dubois qui parla de refus de la Wallonie de se laisser encore «vassaliser» par Bruxelles. La plupart des journaux firent une large place au manifeste avec quelques exceptions comme *La Meuse*, *La Libre Belgique* (qui fit mention, mais dans un coin vague des pages culturelles), *Le Rappel*... Le quotidien *De Standaard* lui accorda une large place ainsi que certaines émissions de radio, mais la RTBF-télévision (contrairement à la BRT par exemple) fit le silence sur l'événement, un silence qu'elle n'a, étrangement, pratiquement jamais rompu.

S'agissait-il justement, réellement, d'un événement ? Le texte heurta les milieux intellectuels mais aussi les milieux politiques. Il remettait en effet en cause la Communauté française. Les frères Dardenne furent les opposants wallons les plus résolus à ce texte qu'ils auraient été sur le point de signer à condition qu'on y apporte des modifications tempérant son «nationalisme» et notamment qu'on y supprime le mot «naturellement» dans le passage suivant : «*Nous de Wallonie, travaillons à des oeuvres et à des analyses où notre Région se désigne*

et s'exprime naturellement». Si ces remarques ne furent pas entendues, c'est entre autres en raison d'une difficulté circonstancielle. Un petite moitié des signataires se réunirent au domicile de Jacques Dubois à Angleur le 13 septembre 1983. Les promoteurs du manifeste pensèrent qu'ils ne pouvaient plus modifier, même sur des points de détail (significatifs aux yeux de certains cependant) un texte déjà signé par des gens qui n'étaient pas présents. Selon eux, le texte était pour cette raison «à prendre ou à laisser». Jean-Pierre et Luc Dardenne «laissèrent», mettant en cause, non sans raisons au moins vu de leur point de vue, un certain autoritarisme régnant dans «l'organisation» du «manifeste».

Ni dans le chef de Jean-Pol Baras, ni dans celui des frères Dardenne, la polémique ne manqua de dignité. Il est piquant simplement de constater que beaucoup d'adversaires du manifeste mirent en cause l'importance accordée par la presse écrite et radio-diffusée à ce texte, soulignant qu'il ne s'agissait nullement de quelque chose d'important ni de représentatif. Au contraire, à droite (Pol Vandromme, l'ancienne rédaction de *Pan...*), la polémique fit songer à des temps pénibles. Lors d'une conférence contradictoire à Ottignies opposant Jean Louvet à François Martou le 10 février 1984, un participant établit un lexique étonnant de termes relevés dans la presse : *niaiserie, imbécilité, corniauds frileux, connerie, imbéciles intolérants, bouffon, vide de la pensée, chauvin, nationaliste, manifeste d'assistés, communisto-nazis* et même *forme moderne du racisme et débiles mentaux*.

On peut noter aussi qu'il n'y eut pas de réactions publiques notables d'intellectuels francophones bruxellois en vue même si, souvent, les réactions furent vives et négatives dans ces milieux.

Le *Manifeste pour le retour à la France* publié en 1986 et le manifeste pour la Communauté française de 1989 présentent des analogies formelles avec le manifeste wallon : le style pour celui du retour à la France, la date choisie et l'idée de rassembler des signatures donnant l'idée ou l'esquisse d'une universalité pour celui de la Communauté, d'autres encore. Nous publions d'emblée le *Manifeste pour le retour à la France* dans ce deuxième chapitre même si, chronologiquement, il vient après. On pourrait peut-être oser dire que, sur le plan culturel, ce dernier texte fait pendant au lundisme littéraire (du nom du manifeste du lundi de 1937 qui se réclame d'une culture en Belgique qui ne serait que française et qui fut signé par une majorité d'écrivains flamands francophones : voir à ce sujet l'introduction de José Fontaine et la référence à Marc Quaghebeur), tandis que le manifeste pour la Communauté demeure dans une ligne assez belge (on demande que soit interrompue la réforme de l'Etat) ou de la belgitude.

**beaucarne, quévit et d'autres dans un
manifeste radical**
guido fonteyn

De Standaard, 17 septembre 1983

des wallons rejettent la belgique française *

Six intellectuels et artistes wallons ont rendu public le même jour à Liège, Namur, Charleroi et Bruxelles un «Manifeste pour la Culture Wallonne». Ce manifeste a déjà été signé par quatre-vingts personnalités wallonnes du monde de l'art et de la culture. Elles prennent de manière très insistante distance à l'égard de Bruxelles et du concept de «Communauté francophone». Les signataires exigent l'autonomie pour la Wallonie, ce qui suppose l'acceptation du concept de «culture wallonne».

Ce n'est pas par hasard que ce manifeste est rendu public maintenant. Un peu partout en Wallonie et à Bruxelles français, ont débuté des festivités et des commémorations pour la fête de la Communauté francophone (27 septembre). En Wallonie, ces fêtes sont appelées presque partout «Fêtes de Wallonie» (*en français, avec traduction, dans le texte*). Ce n'est qu'à Bruxelles qu'on parle de fêtes «de la Communauté française».

* NDT.

1. *Frans* a été traduit systématiquement et littéralement par «français», et *franstalig* par «francophone»; on remarquera que les usages flamands et francophones-wallons ne sont pas les mêmes. C'est déjà un des aspects du problème fédéral.
2. L'auteur a traduit plusieurs citations du *Manifeste* de façon peu littérale. Nous avons restitué, entre guillemets, le texte original de manière à éviter un deuxième écart.

Les six initiateurs sont le cinéaste Jean-Jacques Andrien, le chanteur Julos Beaucarne, le professeur Jacques Dubois, le journaliste José Fontaine, l'écrivain Jean Louvet et l'économiste Michel Quévit. Julos Beaucarne, en tant que chanteur populaire, est le plus connu des six dans le grand public. Les autres ont une solide réputation à l'intérieur et à l'extérieur de leur domaine professionnel. Ceci vaut d'ailleurs aussi pour les autres signataires du Manifeste.

On ne trouve dans la liste aucun nom d'homme politique, à l'exception de l'ancien sénateur RW, Maurice Bologne. En Wallonie, celui-ci est d'abord considéré comme le sage du mouvement wallon, plutôt que comme un homme ou un ancien homme politique.

Le Manifeste s'ouvre sur la déclaration que les signataires «sont et se sentent être de Wallonie», que «de Tournai à Verviers et d'Arlon à Wavre, c'est un seul et même territoire qui va donner contour et profil à l'ensemble qu'il forme», que «la Wallonie entend désormais exister sur la carte des Etats comme entité propre. L'accession de la Wallonie à sa personnalité de peuple et à sa maturité politique n'aura pas lieu si un projet culturel ne va pas de pair avec le projet économique.»

On trouve plus loin dans le texte que ce manifeste culturel n'a rien à voir avec le racisme, ni avec un nationalisme étroit, mais avec le refus d'accepter plus longtemps une tutelle politique, économique ou culturelle. Chaque peuple est fier de son travail, essaie de le faire connaître, d'en faire un contrepoids aux produits standard des multinationales et du *kitsch* culturel. On y dit que les écoles doivent rétablir le contact entre la jeunesse et la culture wallonne.

Vient ensuite un paragraphe sur la Communauté française .

On y lit que «nous ne pensons pas que la Communauté française de Belgique nous représente et nous définit véritablement; celle-ci nous semble une notion hybride et artificielle qui n'est de nulle part.

La Communauté française de Belgique aggrave la dépendance culturelle des Wallons par rapport à des centres qui leur sont extérieurs. Elle ne peut que réduire le pays wallon à une province culturelle francophone. C'est d'ailleurs le bon sens : on n'imagine pas une entité politique choisissant sa capitale politique hors de son territoire (...) Nous avons pour capitale une ville qui n'est pas wallonne et qui ne souhaite pas se reconnaître comme appartenant à la communauté wallonne.»

Dans les derniers paragraphes on revendique une culture autonome pour la Wallonie autonome, ce qui suppose la mise en place d'un

pouvoir susceptible de développer et de mener une politique appuyée sur une infrastructure et des moyens financiers suffisants.

Ce «Manifeste pour la Culture wallonne» peut être considéré comme l'un des points de vue radicaux-wallons les plus clairs, si pas le plus clair, de la dernière décennie. Il donnera lieu sans aucun doute du côté francophone (de Bruxelles) à de sévères polémiques et à d'héroïques discussions. Il se situe dans la lignée de la célèbre lettre de Jules Destrée (1912), qui écrivit qu'il n'y a pas de Belges. Les signataires font un pas de plus et disent : il n'y a pas de Francophones, il n'y a que des Wallons.



La nature morte et l'enfant 1943

Léon Devos



"J'éternelle un rêve"
Christian Leroy

... Au cours d'un échange de baisers, il tend la joue et donne son baiser dans l'air, car un seul baiser sonore suffit et il ne serait pas raisonnable d'oublier l'air qui nous entoure et nous traverse. Alors que le baiser n'est qu'un îlot, l'air est toute la mer et toute la terre à lui seul et il touche toutes les joues et même celle du géant n'y échappe.

Marin mon coeur Ed. de Minuit Eugène Savitzkaya

Il est des lieux solitaires où la mémoire
fuit l'oubli qui la nourrit
Des lieux qui nous regardent avec nos propres yeux
et mangent nos chemins

Promesse d'île Philippe Mathy
Maison internationale de la poésie

...L'enfant, dont j'ai parlé dans la petite brochure "Conflits de l'âme enfantine" et qui avait comme on sait une théorie de la naissance par l'anus, comme le petit Hans dont Freud conte l'histoire, prit plus tard l'habitude de rester longtemps aux W.C. Un jour son père s'impatienta et cria: "Sors donc enfin, que fais-tu donc ? Et du dedans vint la réponse: " Une petite voiture et deux poneys ! "...

Métamorphose de l'âme et ses symboles Georg Editeur Genève C.G. Jung

réflexion faite

combien de cultures en belgique ?

jacques hislaire

La Libre Belgique, 30 septembre 1983

En ce temps-là, les Belges avaient le sentiment de posséder une culture propre qui s'intégrait naturellement dans une culture humaniste universelle et plus particulièrement -du moins sur le plan littéraire- dans les cultures française et néerlandaise. Même si à l'étranger on la qualifiait trop souvent de flamande, simplification assurément abusive, notre peinture, objet de fierté nationale, réunissait le Maître de Flémalle et Brèughel, René Magritte et Rik Wouters, la bande dessinée sortie des écoles de Bruxelles ou de Liège et l'école flamande de Laethem-Saint-Martin. Hergé avait inventé Quick et Flupke en même temps que Tintin et Milou et ses héros syldavés ou arabes parlaient marollien. Comme Ghelderode, qui écrit des pièces dans l'une et l'autre langue, Brel se moquait des Flamandes et des Flamingants, mais chantait le Plat pays, les Tours de Bruges et de Gand, Marieke, «Mijn platte land, mijn Vlaenderland». Dans la tradition de Verhaeren et de Maeterlinck, un Paul Willems et un Félicien Marceau (qui n'était pas encore à l'Académie française), une Suzanne Lilar et une Françoise Mallet-Joris, nés en Flandre, se considéraient comme des écrivains belges de langue française. Le livre le plus universellement célèbre parmi ceux nés en Belgique «l'Ulenpiegel» de Charles De Coster n'était-il pas un livre écrit en français sur un sujet typiquement flamand ?

Une telle ambiguïté parut insupportable aux yeux du petit monde politique des années 60 qui imagina la notion d'autonomie culturelle, institutionnalisée par la Constitution de 1970. Chaque communauté se

replia sur son sol (wallon ou flamand), les Bruxellois étant invités à préciser leur identité culturelle, sans souci des Beulemans abominablement «rétro» et des immigrés de fraîche date. Des ministères, des administrations, puis de petits gouvernements distincts (pudiquement baptisés «exécutifs») établirent un inventaire de «leurs» artistes, les seuls à bénéficier de subsides officiels. En 1979, la Communauté française installa à Paris une Maison «Wallonie-Bruxelles» où elle honora les siens de Pol Bury à Folon, d'Hergé à Simenon. On décida de dissocier le surréalisme wallon de l'expressionnisme flamand. Paul Delvaux de Constant Permeke. Il faut se féliciter de ce qu'aucun fonctionnaire zélé ne proposa un partage de patrimoine entre Roger de La Pasture et Van der Weyden.

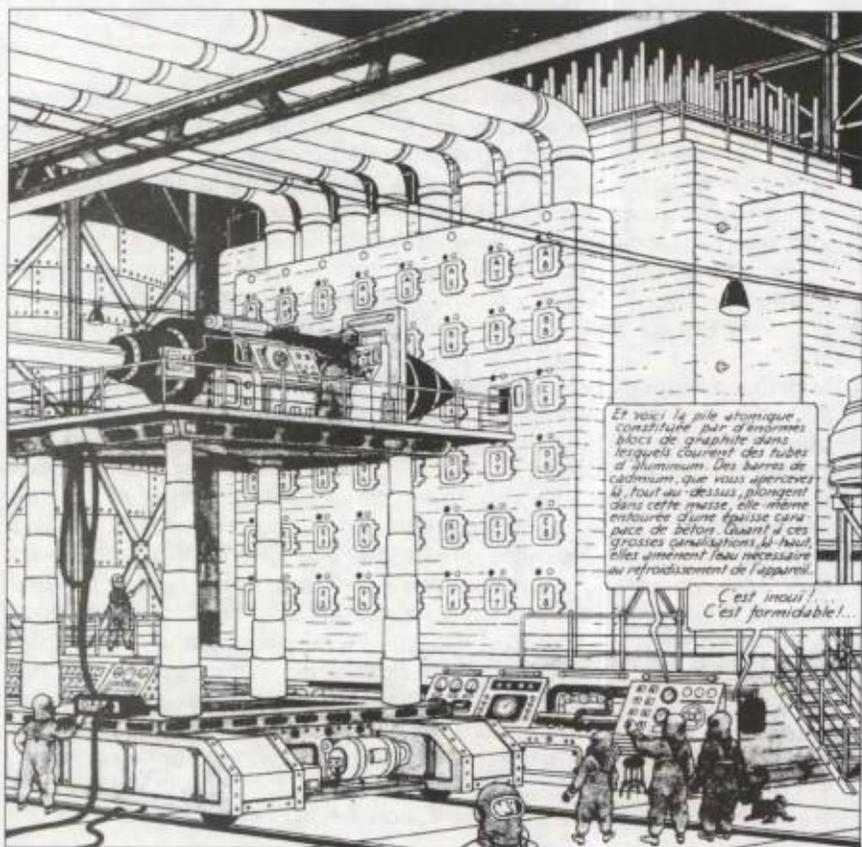
Chaque culture -il était acquis que nous en avons deux en Belgique- subsidiait ainsi les produits de son sol ou du moins de sa communauté. Ce qui n'empêchait pas certains artistes - ils auraient eu tort de se gêner- de frapper alternativement à l'une et à l'autre porte. André Delvaux fait appel aux subventions flamandes pour tourner «Une femme entre chien et loup», mais c'est le contribuable francophone qui finança «Benvenuta», très beau film inspiré de «la Confession anonyme» de Suzanne Lilar et tourné en grande partie à Gand (non, ce n'est pas encore interdit).

Deux cultures pour un pays aussi grand que le nôtre (grand par la prétention de ses politiciens et de ses intellocrates). C'était trop peu, puisque a été rendu public, il y a peu, un «manifeste pour la culture wallonne» signé par 80 «intellectuels et créateurs wallons» parmi lesquels Jean-Jacques Andrien, Julos Beaucarne, Jean Louvet, René Hainaux. Ah! les braves gens ! Puisque «la Wallonie entend désormais exister sur la carte des Etats comme entité propre...» nous expliquent-ils, elle doit avoir ses propres centres de production et de diffusion cinématographiques, un théâtre avec ses scènes et ses compagnies, une littérature avec sa presse et ses éditeurs, des structures pour la musique et la chanson, la peinture et l'architecture, la sculpture et la B.D... Estimant ne pas être représentés par la Communauté française de Belgique. «qui aggrave la dépendance culturelle des Wallons par rapport à des centres qui leur sont extérieurs», ils rejettent la situation actuelle où «les décisions de politique culturelle sont prises de Bruxelles» et concluent : «A Wallonie autonome, culture autonome»

On comprend mieux les arrière-pensées de ce manifeste lyrique quand on entend l'un des signataires, Jean-Jacques Andrien, manger le morceau au micro de la RTBF : avec les subsides de la «Culture wallonne», il espère bien tourner deux films au lieu d'un. L'argent pourrait tout ce

qu'il touche et nos prétendus problèmes culturels se ramènent trop souvent à des affaires de gros sous. Mais imaginons un instant, compte tenu de la lâcheté de notre petit monde politique, qu'une institution purement wallonne soit dispensatrice de crédits culturels, en concurrence ou non avec les crédits distribués au départ de Bruxelles. Si cette institution est localisée à Liège, par exemple, ne verra-t-on pas, peu après, des «créateurs» carolorégiens, tournaisiens, namurois ou bastognards réclamer à leur tour une «culture autonome» et autant d'institutions décentralisées que de studios RTBF dans le sud du pays?

Ministre-président de l'Exécutif de la Communauté française M. Philippe Moureaux a évidemment condamné les conclusions du «manifeste pour la culture wallonne» (qui aboutiraient à le déposséder de ses compétences au profit de son «ami» Jean-Maurice Dehousse). Observant avec raison : «La culture est très liée à la langue et il serait extrêmement dangereux de remettre en cause les liens privilégiés entre la Wallonie et Bruxelles». Mais quelle langue ? Si les signataires du manifeste entendent promouvoir - pourquoi pas ? - les différents dialectes wallons, souvent savoureux il est vrai cela fera autant de cultures et d'institutions nouvelles que de dialectes : faites le compte. Une certaine logique de l'absurde appuie d'ailleurs pareil raisonnement. Si le futur ministère de la Culture wallonne subventionne Julos Beaucarne pour des chansons dans le dialecte d'Ecaussinnes, il y aura discrimination pour tous les chanteurs qui s'expriment en sérésien en verviétois ou en picard. La Belgique étant ce qu'elle est il est inutile d'imaginer des récits de politique-fiction, car la réalité dépasse toujours la fiction.



Et voici la pile atomique
constituée par d'énormes
blocs de graphite dans
lesquels courent des tubes
d'aluminium. Des barres de
cadmium, que vous apercevez
là, tout au-dessus, plongent
dans cette masse, elle-même
entourée d'une épaisse car-
apace de béton. Quant à ces
grosses girouettes, si-haut,
elles amènent l'eau nécessaire
au refroidissement de l'appareil.

C'est incroyable!
C'est formidable!...

Objectif Lune Casterman Tournai 1953

Hergé



A squat grey building of only thirty-four stories. Over the main entrance the words, Central London Hatchery And Conditioning Center, and, in a shield, the World State's motto, Community, Identity, Stability...
Brave new World Aldous Huxley

combien de cultures en belgique ? - suite

jean-jacques adrien/jacques hislaire

La Libre Belgique, 25 octobre 1983

En réponse à l'article «Combien de cultures en Belgique ?» paru le 30 septembre dernier dans la rubrique «Réflexion faite», le cinéaste Jean-Jacques Andrien, l'un des signataires du «Manifeste pour la culture wallonne», nous écrit :

«J'apprécie beaucoup la manière dont votre journal rend compte de la vie culturelle wallonne. Il en faudrait citer mille exemples. Je retiendrai, ici, tel compte rendu d'un premier livre d'A.J. Dubois, tel autre de la dernière pièce de Louvet, celui de la récente prestation de Beaucarne à Bruxelles... ou encore les recensions de mes propres films.

L'article «Combien de cultures en Belgique ?» (LLB 30.9.1983) s'en prend par contre - très légèrement à mon sens - aux quelques noms que je viens de citer, signataires avec plus de septante autres du «Manifeste pour la culture wallonne». Vous vous en prenez également à moi-même dans une mesure telle que je me vois forcé d'exercer mon droit de réponse. Vous avez en effet écouté les quelques paroles que j'ai prononcées à la RTBF (premier programme le 27.9 à 8h et 8h30) à propos de ce manifeste. Vous dites m'avoir entendu (je vous cite) «manger le morceau», espérer «avec les subsides de la Culture wallonne (...) tourner deux films au lieu d'un».

Une assertion suit immédiatement : «L'argent pourrit tout ce qu'il tou-

che» qui me vise donc nommément et autour de laquelle l'article est construit.

Vous avez gravement déformé mes propos. Je n'ai pas réclamé plus d'argent, ni pour moi ni pour les créateurs wallons. J'ai dit seulement que la Communauté française de Belgique amalgame deux sociétés distinctes, la Wallonie et Bruxelles ; cette dernière occupant comme capitale une position dominante dans le domaine culturel, a tendance à réduire la Wallonie au rang de Province, de zone périphérique. J'ai dit que nous souhaitons une nouvelle alliance avec Bruxelles mais dans de nouvelles *distributions institutionnelles* qui respectent la cohérence entre l'existence politique de la Wallonie, son projet économique et sa production culturelle. C'est-à-dire de nouvelles distributions institutionnelles qui respectent mieux la spécificité wallonne.

La Communauté française de Belgique, par définition, oblitère cette spécificité en la passant sous silence dans l'amalgame purement linguistique qu'elle établit. Ni à l'intérieur ni à l'extérieur de notre pays, des oeuvres de Wallonie ne peuvent être reconnues sous ce label. L'art n'a pas besoin de label, mais nous ne vivons pas dans un monde de purs esprits. Une personne qui n'a pas de nom n'est personne. Les artistes de Wallonie, comme ceux de toute l'histoire du monde, sont liés à un peuple : un peuple dont, d'une manière ou d'une autre, leurs oeuvres émanent, un peuple que ces oeuvres concernent directement et servent fatalement même si elles n'ont pas d'abord un but aussi fonctionnel, un peuple qui, en retour, peut aussi aider - parce qu'il n'y a rien de plus universel et universalisant que la notion ou l'existence d'un peuple - à les porter et à les faire connaître à l'extérieur comme à l'intérieur de la Belgique.

Or, un peuple ne peut pas vivre sans institutions propres. Les Wallons en ont d'économiques et sociales, mais point de culturelles, ce qui signifie qu'à un niveau très simplement humain, très profond, tout se passe comme si on voulait *éviter* d'évoquer leur personnalité collective, ainsi absurdement réduite, voire niée.

Et, en effet, la Communauté française de Belgique n'est pas le fait d'une volonté du peuple wallon, sans lequel pourtant elle n'existerait pas. Elle est la conséquence automatique d'une symétrie belge. C'est ce qui la rend si fragile et si lointaine. Au contraire, si la Wallonie s'affirme, tout est modifié psychologiquement et socialement, de telle manière que, par exemple, je pourrais faire «deux films au lieu d'un» dans un contexte où la demande sociale sera plus intense, plus précise, plus exigeante, avec des institutions qui en seront plus proches,

et y seront plus sensibles.

Je suis persuadé qu'à lire ces quelques lignes, vos lecteurs seront convaincus que le «Manifeste pour la culture wallonne» est fort étranger au «repli sur soi» auquel on veut l'assimiler.

Voilà ce qui a été dit et que je vous demande de faire savoir à vos lecteurs en vous priant d'agréer, Monsieur le Rédacteur en Chef, l'assurance de mes sentiments distingués».

JEAN-JACQUES ANDRIEN.

Que M. Andrien use (ou abuse ?) du droit de réponse parce que son nom a été cité dans un article qui dépassait largement sa personne n'est pas pour nous déplaire : c'est l'occasion, pour nos lecteurs, de bénéficier d'un nouvel éclairage sur ce «Manifeste pour la culture wallonne» que nous n'avons pas été seuls à critiquer (n'est-ce pas, M. Moureaux ?). Nous prenons même acte du fait que les signataires du Manifeste refusent un «repli sur soi» qui condamnerait les Bruxellois francophones à l'isolement.

Ceci dit, il nous faut bien constater que M. Andrien ne conteste pas les propos qu'il a tenus à la RTBF et que nous avons cités, se bornant à les replacer dans un contexte reprenant les grandes lignes du Manifeste. Quant à se sentir personnellement visé par une phrase qui concerne toute notre politique culturelle depuis de nombreuses années («L'argent pourrit tout ce qu'il touche et nos prétendus problèmes culturels se ramènent trop souvent à des affaires de gros sous»), voilà qui est inquiétant pour le signataire du droit de réponse. Celui-ci croit, de toute façon, que, «si la Wallonie s'affirme», il pourra faire «deux films au lieu d'un». Comme André Delvaux - nous l'avons également cité dans notre article - fit appel aux subventions flamandes pour tourner «Une femme entre chien et loup», alors que c'est le contribuable francophone qui finança «Benvenuta».

Au-delà des beaux discours sur la «belgitude» ou sur la «spécificité wallonne», ce sont là des considérations très réalistes qui témoignent de l'esprit d'adaptation de notre petit monde culturel à nos aventures institutionnelles. Pour le reste, chacun jugera selon sa sensibilité les rapports parfois ambigus entre l'argent et la culture.



Jean-Pol Baras cinétisé Pol Bury
... *La Louvière - Paris - Le Grand Hornu...*



Godot est naturalisé Abdou Mellouki
...*Maroc - Norvège - Mons-Borinage...*

A Poi Bury

Mais l'obscur
mais la vis des racines
mais l'impitoyable diamant
mais l'absence de Dieu
mais la douceur terrible d'un homme seul
la fièvre assise sur une chaise

Franz Moreau

Ithaque Editions de Montbliard 1955



Le sabbat du gille Serge Poliard

Jette-Bruxelles, le 28 juillet 1946.135 rue Essegheem. Monsieur Richard Dupierreux "Le Soir". Cher Monsieur, Vous comprendrez que je ne puis participer au projet de M. Eeckman, car à tort ou à raison, je suis l'ennemi de ce genre d'entreprise. Les groupements d'artistes, parce qu'ils sont "wallons" ou parce qu'ils seraient "végétariens", ne m'intéressent en aucune façon (quoique des artistes "végétariens" auraient une petite supériorité sur les artistes "wallons": un comique appréciable). De plus, M. Eeckman me demande l'impossible: collaborer, même dans une très petite mesure, à une revue coloniale. Je hais tout ce qui touche de près ou de loin à cette prétendue croisade du progrès, la colonisation, sachant (comme tout le monde d'ailleurs) qu'il ne s'agit là que d'une exploitation inhumaine qui se fait lâchement sous le couvert des "beaux sentiments". Je souhaite qu'une autre fois, vous me proposiez un terrain de rencontre un peu plus propre. Croyez, cher Monsieur, à mes sentiments distingués.

Ecrits complets

Edition établie par André Blavier

René Magritte
Flammarion

défendre la culture de notre communauté

jean-pol baras *

«Carte blanche», *Le Soir*, 27 octobre 1983

L'avouerais-je ? Je ne réussis pas à me passionner pour le débat.

Mais il faut bien s'y résoudre : depuis que le 16 septembre, *Le Soir* publia en cinq colonnes et avec une annonce à la une le «manifeste pour une culture wallonne», les échos ont fleuri et le vocabulaire des grandes heures a déferlé. Que de naïvetés par-ci, que de sornettes par-là, que d'incompréhensions et d'erreurs surtout ont été divulguées, témoins d'une méconnaissance profonde des valeurs et des actes.

On est seulement occupé à vivre l'application des lois d'août 1980 que déjà on en conteste les effets.

Ainsi le wallon serait brimé, atteint dans sa chair intellectuelle et incapable de se reconnaître dans sa propre identité culturelle.

Comme s'il existait en Belgique un parisianisme mondain étouffant les spécificités régionales... Tout cela est-il bien sérieux ?... On a peine à énumérer en retour les arguments, tant on pouvait croire jusqu'à ces journées de septembre qu'ils allaient de soi. La culture d'un peuple est d'abord basée sur sa langue, vecteur élémentaire de la communication. Les francophones de Belgique ont l'avantage d'appartenir à une

* Secrétaire général du PAC

communauté culturelle qui s'étend sur plusieurs continents et dont le creuset, la France, est à leurs portes. Plutôt que de vouloir les diviser il serait bien préférable de renforcer l'importance de l'acte culturel, d'insister sur le fait qu'en notre période trouble et incertaine, le seul projet économique sous-tendant les combats politique et institutionnel ne s'avérera efficace que s'il est accompagné d'un ambitieux projet culturel.

Dans le différend séculaire propre à notre petit pays, comment ne pas comprendre que la meilleure manière de tenir tête à l'impérialisme flamand consiste d'abord, pour les francophones, à rester unis ? Notre acquis culturel mettant en exergue nos spécificités doit être le principal moyen d'une large ouverture sur le monde et non la cause d'un pénible repli frileux derrière nos moindres caractéristiques vernaculaires. Voyons Leo Tindemans, chantre d'un certain nationalisme. Mais quand il parle devant l'assemblée de l'ONU, il n'emploie pas sa langue mais la nôtre. D'ailleurs - autre constat que l'on pouvait espérer considéré comme connu - l'arme la plus rusée de la Flandre pour imposer sa domination au sein de l'Etat belge a toujours consisté à diviser sinon à opposer la Wallonie et Bruxelles.

Que les personnalités qui ont apposé leur signature au bas de ce manifeste wallon réfléchissent bien à la portée réelle de leur attitude. Leur geste est généreux mais dangereux. C'est un boomerang.

L'excès de morcellement des pouvoirs chauvins pourrait engendrer - même involontairement - un nationalisme réducteur qui pervertirait le fédéralisme nécessaire.

Ne nous glissons pas dans des habits trop étriqués.

Bien sûr qu'il faut réveiller l'âme wallonne. Bien sûr qu'il faut donner à la culture - non ! aux cultures ! - de Wallonie les moyens - tous les moyens - de s'épanouir davantage. Bien sûr qu'une prise de conscience de la richesse que constituent, rassemblées, toutes nos diversités favorisera la nouvelle émancipation dont notre région a tant besoin.

Cependant, cette démarche fondamentale aboutira bien plus efficacement dans l'appartenance à la grande famille de toutes celles et ceux qui, en Belgique, s'expriment en français, enfants d'une même éducation, d'une sensibilité pareille aux faits et aux choses, même variées, de son terroir. Du reste les positions et les décisions de Philippe Moureaux, ministre-président de l'Exécutif de notre Communauté ont toujours été vers la mise en valeur de toutes les spécificités - sans

exception - de cette Communauté. La décentralisation de son administration à laquelle il met la dernière main en est encore un parfait exemple.

Le seul défaut que l'on peut reconnaître à la Communauté française de Belgique, c'est son appellation. Ainsi nommée, elle représente en fait la diaspora des français résidant en Belgique.

Mais revenons à l'essentiel, s'il vous plaît...

... Entre 1777 et 1793, Léonard Defrance produit plusieurs tableaux figurant des usines à fer situées dans l'Entre-Sambre-et-Meuse. Autant de peintures d'une facture très soignée qui documentent, de façon précise et vivante, le monde industriel naissant au Pays Mosan. Mais Defrance a peint aussi des manufactures, d'autres types d'entreprises à la demande des propriétaires et des directeurs, désireux de donner une image de marque flatteuse de leurs activités novatrices en matière de production. Ceci explique la fréquence du thème de la *visite d'usine* dans l'oeuvre du peintre liégeois ...

Le liègeur 9-11-84

Albert d'Haenens



La visite à l'usine à fer Musée de l'Art Wallon Liège

Léonard Defrance 1735-1805

VIS AÏSËT NOÏVËS RËSPËCËUS

Tot-z-admirant l'prétemps

Musiqua d'è

Lair èt pleste di santein, di djoye, l'fadole di timp
 Vint de caler les cotes des prumès djours d'prétemps ;
 Et l'fieu ridole di frasse choleste,
 Tan les cotes sont hautes, tan les prés plins d'périons ;
 Les oûtes, so les coltes, gruzinîs les râyions ;
 Les pauvres n'ont pas cogue del frandîs.

.....
 Liège 1907

Jos. Vrindts

Tchanson anoyeûse

Asprovons co d'fé l'ver, come aus djôis d'afutâdic,
 Et dérin liève au cwa, èt d'tirer, dou passâdic
 Dès b'gasses au mwès d' mîrs, les rîres moucheons tîrdus.

..... *Poques èt djârmons* 1957

Willy Bal



Bois

Agnès Arnould

un manifeste peut en cacher un autre

luc et jean-pierre dardenne *

«Carte blanche», *Le Soir*, 19 décembre 1983

Il y a quelques semaines était rendu public un *Manifeste pour la culture wallonne* signé par un certain nombre de créateurs et intellectuels de Wallonie. Bien qu'en lui-même ce manifeste ne représente pas un événement important et ne soit pas significatif d'un courant majoritaire en Wallonie, il reste qu'il affirme à propos de questions qui, elles, sont importantes, une série de choses qui nous paraissent préoccupantes et face auxquelles, en tant que citoyens de cette Wallonie en voie de fédéralisation et créateurs directement concernés, il nous semble impératif de réagir.

L'essentiel de son argumentation concernant le développement de la création culturelle en Wallonie peut être résumé ainsi : 1) un projet culturel allant de pair avec le projet économique-politique est nécessaire au développement global d'une région; 2) or en Wallonie il n'existe pas de tel projet culturel; 3) par conséquent, il est nécessaire que les créateurs et intellectuels de Wallonie se mobilisent pour donner corps à ce projet; 4) toutefois cette mobilisation ne peut être effective que si elle est soutenue par une politique culturelle adéquate; 5) or précisément la politique culturelle est actuellement définie à Bruxelles et relève d'une institution communautaire dont les décisions ne peuvent pas rencontrer la revendication wallonne; 6) par conséquent, seul un

* Cinéastes de Wallonie

pouvoir wallon en matière culturelle permettra au projet culturel wallon d'exister et rendra du même coup possible le développement global de la Wallonie.

Il y a dans cette figure logique au moins deux présupposés qui nous paraissent inacceptables. L'affirmation d'une convergence entre projet culturel et projet économique-politique signifie ici que *projet culturel* se comprend au sens d'une idéologie de la reconstruction, d'un consensus nationaliste wallon devant permettre une mobilisation de toutes les consciences wallonnes pour le redressement de leur région. Le rôle des créateurs et intellectuels sera au sein de cette grande oeuvre commune de fournir les images remobilisatrices, positives de la Wallonie. Que la classe politique wallonne ou que la future classe dirigeante de l'économie wallonne puissent avoir recours à cette idéologie nationaliste est une chose préoccupante, mais que des intellectuels et des créateurs se conçoivent comme les producteurs de cette idéologie est encore plus préoccupant. Seule une vision totalitaire des rapports entre culture et politique peut autoriser cet amalgame entre création culturelle et production d'une idéologie, cette négation de la fonction critique de l'intellectuel, cette définition d'une oeuvre culturelle par son caractère *d'image positive de la Wallonie* alors que toute oeuvre culturelle véritable est expression des contradictions d'une société, donc d'une certaine manière négative, critique. Sont-ce des images positives de leur pays que le cinéma suisse et le jeune cinéma allemand proposèrent ? L'émergence de ces cinémas ne fut-elle pas plutôt indissociable de leur violence critique vis-à-vis des consensus dominants en Suisse et en Allemagne ?

Le second présupposé inacceptable est celui qui affirme et ne fait qu'affirmer qu'une politique culturelle, parce qu'elle est décidée à Bruxelles au sein d'organes communautaires, est incapable de promouvoir la création culturelle en Wallonie. Seul un sentiment nationaliste déjà aveuglant peut servir de rationalité à une telle affirmation et faire l'économie d'une réelle analyse des problèmes de politique culturelle au sein de la communauté francophone de Belgique. Si l'on veut arriver à réfléchir sur une politique culturelle promouvant la création tant à Bruxelles qu'en Wallonie. Si l'on veut définir ce que pourrait être une réelle décentralisation culturelle tant de la Wallonie vers Bruxelles que de Bruxelles vers la Wallonie. Si l'on veut analyser les facteurs qui jusqu'à présent rendent difficile l'implantation de structures théâtrales en Wallonie (notamment les problèmes de capitalisation d'un public dus à l'absence de centres et de concentration des troupes). Si l'on veut véritablement poser la question d'une politique culturelle dans la communauté francophone. Il faut d'abord dépasser cette attitude qui

consiste à nommer des coupables de ce qui ne va pas avant d'examiner la réalité. A ce niveau, les intellectuels ont un rôle considérable à jouer et notamment les intellectuels wallons qui aujourd'hui semblent se laisser séduire par l'exemple du nationalisme flamand et oublient trop vite ce que celui-ci a de droitier, de populiste et de réactionnaire.

Si les intellectuels wallons ont une tâche urgente en ce moment historique, c'est bien précisément de penser dans le cadre de la régionalisation politique une création et un développement culturels qui ne tombent pas dans les pièges du nationalisme. Pour être à la hauteur de cette tâche, la première chose est de ne pas démissionner de cette fonction critique qui définit l'intellectuel et de cesser de jouer le rôle dangereux des D'Annunzio d'une Wallonie qui devrait se libérer du dominateur bruxellois pour construire son identité culturelle.



Cécile Douard
Le terril



Mons Logo de la
3ème triennale
de l'affiche politique



Le pays Charly Vienne

*Borinage brûlot embuscade aqillon
Fouettant les tympan
d'un dieu de comédie
Borinage bûcher
sous sa peau d'incendie
Vous ne serez plus frontal
ni chape de plomb.*

.....
*Borinage affranchi
Vif regard de l'orage
Cathédrale horizon
d'ange fait justicier
Borinage soleil d'homme
vu tout entier*

*Vous ne serez plus
le soupirail d'un visage.
Cathédrale Boraine Remo Pozzetti*

Cette fille n'arrêtait pas de faire des paniers - Elle en tressait beaucoup, et aussi elle en faisait commerce dans ce village - et tout alentour, dans d'autres villages. - Les paniers étaient posés en rang sur le sol - chacun rempli de paroles. Vous voyez - elle mettait quelque chose d'important pour elle - dans chaque panier. Quelque chose de sa vie. - Alors vous pouviez en choisir un - pour ce qu'elle y racontait - simplement en soulevant le couvercle !.. - De cette façon vous faisiez sortir le conte. - C'est ainsi qu'elle avait beaucoup de bouches - posées en rang sur le sol...

*Beaucoup-à-dire Poème-Norm du Peuple Cree
Cité par Florence Delay et Jacques Roubaud Partition rouge Edition du Seuil*

...L'élément populaire "sent", écrit Gramsci, mais sans toujours comprendre ou savoir; l'élément intellectuel "sait" mais sans toujours comprendre ni surtout "sentir" ... L'erreur de l'intellectuel consiste à croire qu'il peut "savoir" sans comprendre et surtout sans sentir et se passionner (non seulement pour le savoir mais pour l'objet du savoir)...

Cité par Maria-Antionietta Macciocchi

Le Seuil 1974

à propos d'un manifeste une démarche vivifiante

jean-marie simon , andré beauvois

Le Drapeau Rouge, 15 novembre 1983

Ce *Manifeste pour la culture wallonne* procède d'un foisonnement d'analyses, de proclamations, d'engagements, qui lui confère une dimension irréductible aux interprétations étroitement politiciennes.

C'est sans doute ce que n'ont pas compris ou voulu comprendre la plupart des commentateurs qui, faute de prendre en compte la globalité de la démarche, avec ses fondements profonds et sa dynamique créatrice, n'ont retenu que des formules parfois schématiques dont ils ont dès lors eu beau jeu de dénoncer l'approximation ou l'outrance, en cédant parfois sans scrupule à l'extrapolation. Dans cette optique, *La Libre Belgique*, par exemple, a réussi des pages d'anthologie.

Essayons quant à nous d'aller à l'essentiel. Quels concepts sous-tendent cette initiative ? La double conviction que, d'une part, la vie culturelle s'enracine dans les réalités socio-économiques et que d'autre part et indissociablement, un mouvement de libération socio-économique se doit, pour aboutir, d'investir le champ culturel.

Cette démarche, qui a fait ses preuves d'octobre 1917 à la Révolution des Oeillets et au Nicaragua libre, qui est riche de précédents historiques du Viêt-nam au Chili et de l'Angola au Québec, relèverait-elle de l'absurde et de la paranoïa pour la seule Wallonie ?

Les communistes, quant à eux, ne peuvent que se reconnaître dans

les orientations majeures du manifeste définies plus haut. Ils vivent quotidiennement, aux côtés des signataires, les ferveurs et les difficultés d'un combat qui, dans notre société, est - qu'on le veuille ou non - fondamentalement anticapitaliste.

La culture, aujourd'hui, s'est largement faite industrie. Aussi, lorsque les progressistes de Bruxelles et de Wallonie réclament des structures politiques régionales réellement opérationnelles, qui soient dotées des moyens de l'initiative économique publique, la cohérence de leur démarche n'exige-t-elle pas qu'ils incluent dans leur projet à terme des domaines tels que l'édition de livres ou de disques ou la production cinématographique, aujourd'hui subordonnées aux milieux d'affaires nationaux et transnationaux ?

Au demeurant, d'ores et déjà des faits se sont imposés aux lords-maires. Et, par exemple, les cinéastes de Bruxelles et de Wallonie tendent à se regrouper dans des structures de production distinctes, secrétées par des engagements créatifs parallèles à l'intérieur de formations sociales elles-mêmes distinctes.

C'est de ce vécu que s'inspirent les auteurs du manifeste et, à partir de lui, qu'ils ébauchent des vues prospectives et novatrices. Nous voici donc bien loin de la rêverie passéiste et sous-provincialiste à laquelle d'aucuns ont voulu circonscrire son propos en le dénaturant.

Est-ce à dire que, telle quelle, la réflexion collective soit achevée et à prendre ou à laisser ? La conception même du texte, la personnalité et la diversité de ses signataires augurent de recherches et de développements à venir.

Bornons-nous dans un premier temps à deux pistes de réflexion.

La concentration culturelle à Bruxelles représente un fait indéniable. Mais à quoi tient en définitive cette discrimination dont souffre la Wallonie ? N'est-ce pas dans une large mesure le produit d'inégalités socioculturelles - statistiquement vérifiables - et d'une politique à tonalité libérale (quel que soit le ministre) qui avalise ces inégalités plutôt que de les combattre ? Or de telles inégalités existent aussi entre sous-régions wallonnes. En conséquence, ne convient-il pas de mettre davantage l'accent sur un changement de pouvoir économique et politique que sur un simple transfert géographique ?

Par ailleurs, l'orientation libérale de la politique culturelle a ses victimes à Bruxelles même. Ne serait-il pas opportun d'y chercher des alliés ?

De plus, n'est-il pas utile de rappeler que, dans son ensemble, le budget de la culture française représente de l'ordre de 0.7 % des dépenses de l'Etat ? La notion de privilège s'en trouve relativisée et celle d'intérêt commun précisée. Enfin, la primauté salutairement donnée au socio-économique doit-elle conduire à éluder les liens objectifs d'une communauté de langue ? Sans doute les sensibilités à ce problème sont-elles bien différentes d'une discipline à l'autre.

Bref, un manifeste vivifiant, qui enrichit la cause wallonne de clarifications nécessaires, ouvre la voie à des rassemblements indispensables et peut annoncer d'utiles approfondissements.



Paul Delvaux Le musée Spitzner 1943

*Il-avoût toudi rincontré
des-omes in nwâr,
des avale-tout,
des rapias,
des bons pour yeüss.*

*Et pourtant
i pinsoût qu'in d'joû ou l'aute
i rinconterroût au mwins n'lumière
ène lumrote dè crachèt, seûlemint
pou cwâre qu'il-avoût co des bons djins*

....

Robert Dascotte
Pou in nouvia monde...



De gendarmen 1892
James Ensor

A Vincent Van Gogh

...Un autre genre d'intérêt se manifeste aussi à l'occasion de cette exposition Ensor: c'est celui des marchands d'art et des spéculateurs de tous poils à l'affût de "la bonne affaire"... Enfin, l'intérêt des visiteurs de la rétrospective Ensor est à remarquer: ils déambulent avec une gravité sévère devant les légumes, les vases de fleurs, les christis avinés et les autres sujets qu'Ensor s'est divertit à peindre, sans se douter que le sérieux qu'ils affichent est légèrement déplacé ...

René Magritte

Hommage à James Ensor

Le Drapeau rouge 20 et 21-10-51

**le projet culturel des gribouilles wallons :
le totalitarisme même**

pol vandomme

Pourquoi Pas ?, 21 décembre 1983, pp.29-30

Projet politique : l'indépendance. Projet économique: le renardisme intégral. Ils veulent être des Wallons ultras de la Wallonie écarlate. Ils sont le pays du défi à Bruxelles et le clan sur pied de guerre idéologique. Ceux qui se foutent de l'an soixante seront des singes refoulés dans un long hiver. Le printemps de la Wallonie ne sera pas donné à tout le monde, et l'été encore moins.

C'est ainsi dans les démocraties populaires, les seules bonnes à vivre et à chanter : le peuple de la nomenklatura d'un côté, de l'autre la réaction hitléro-nippone. Ras le gol, et les calotins à la sacristie ! Gillon commande, obéissance de rigueur. Seraing dans la vallée des torches, c'est la colline inspirée. Le grand Robert fait des petits que l'on pelote au Gotha.

Douceur close de la maison. Bonheur du salon de ces dames. Roméo chez Juliette, Abélard d'avant la castration chez Héloïse. L'île dans le soir qui tombe, la solitude peuplée de nymphettes, et la lumière tamisée d'accompagnement. Jules, prépare-toi pour la pipe. Calumet de la paix pour le bec fin. O bouche gourmande, et vous lèvres goulues. Le lait de Chanaan -de Chana-hanhan, comme dirait Verheggen, le Pietje Scramouille de la partouze gembloutoise- sous l'oeil vicelard de Quaghebeur, le hiérarque du grand conseil, le cacographe burlesquement gourmé de la coterie à talons rouges.

Car la junte spitalo-golienne, le groupuscule félon qui autorise le moureauxphilippe à bouffer la Wallonie jusqu'au trognon, doit se familiariser enfin avec le mot de passe de la confrérie du coq, avec l'ordre formel et militaire de la basse-cour sans projet culturel, le projet économique qui sous-tend le projet politique avortera à la maison mère bruxello du planning familial. Les renards wallons n'ont pas les dents agacées par les fruits trop verts. Le raisin a mûri, le soleil l'a gorgé de suc, et le sarclage a fait le reste. Ils connaissent la musique culturelle : le ton juste du cœur de la chanson de tête. Ils ont lu Marx dans le texte sorélien d'André Renard, et Gramsci dans la traduction de Dubois.

Les majuscules ont été inventées pour majorer l'importance des phrases clefs. Le rédacteur du manifeste n'y a pas recouru au hasard. Dubois professe, ce qui veut dire qu'il éclaire la lanterne des élèves bornés. Soulignez le b.a. ba, c'est la consigne du maître de la rénovation. Aider à comprendre ceux qui mettraient un temps infini à le faire si on ne leur ouvrait pas l'entendement, c'est la charité franciscaine de la pédagogie. Dubois a retenu la leçon de Jules Romains dans le sermon célèbre de Bénin. Normal : avant d'en donner, il a fallu en recevoir, des leçons.

Alors, scandons à haute et intelligible voix la phrase clef majusculaire : «NOUS CROYONS POURTANT QUE L'ACCESSION DE LA WALLONIE A SA PERSONNALITE ET A SA MATURITE DE PEUPLE N'AURA PAS LIEU SI UN PROJET CULTUREL NE VA PAS DE PAIR AVEC LE PROJET ECONOMIQUE». L'accession à sa personnalité et à sa maturité : on ne bande pas mou lorsqu'on monte au mât de cognac. Faut être gonflé à bloc et pour cela faire l'indispensable, ô vocabulaire aphrodisiaque. *Sursum caudam*. Wallons, debout ! Cultivez votre jardin, je veux dire votre jardin intime, je dis mieux : ce qui importe dans le jardin.

Reste, maintenant, à discerner le sens du discours, le texte dans son contexte et le contexte dans son milieu tribal. Un projet culturel qui a besoin pour assumer (voilà que je fais allégeance à Dubois) son projet économique d'un projet politique, mais ça me rappelle quelque chose : une histoire communisto-nazie, l'art sur commande et au garde-à-vous, le patronage politicien du quartier de Saint-Sulpice. Créateurs wallons, illustrez la Wallonie en copie conforme, fournissez en images pieuses le projet politique et le projet économique. Peignez comme Fougéron ; écrivez comme André Stil ; sculpez comme Arno Brecker ; signalez les statues équestres du régime ; dialoguez au théâtre action ou au théâtre des rues ; chantez comme au Gam ! N'affublez pas Gillon de cette face de batracien qu'enlaidit encore l'instinct suicidaire ; faites-

en le prince charmant qui caresse la belle au bois de son cœur. Ne débauchez pas le travailleur aux mains calleuses dans les assommoirs de Zola : le travailleur est chaste, le travailleur est sobre, le travailleur aime sa femme et ses enfants presque autant que son syndicat, le travailleur écoute Henri Vaume et Robert Neys, le travailleur lit Joseph Coppé. Ne désespérez pas Seraing, ah ! surtout pas, ce serait pire que de désespérer Billancourt, la honte des hontes, le crime des crimes. Ne travestissez pas la Wallonie en la grimant mal, chérissez-la en l'embellissant selon le stéréotype, c'est la Mère, c'est la Vierge, c'est la Vierge Mère, c'est l'Immaculée Conception, c'est Lourdes à Banneux, c'est la place Saint-Pierre à la place Saint-Paul.

Qu'on ne vous cache rien, citoyens et citoyennes, camarades et travailleurs, travailleurs culturels de la Wallonie profonde; qu'on vous confie la garde du sanctuaire et de son tabernacle; qu'on vous glisse à l'oreille l'état de la question; qu'on vous fasse part de l'internationalisation du manifeste. A peine le dernier mot de la première conférence de presse (c'était à Liège, le matin, l'après-midi ayant été réservé à Charleroi) avait-il été prononcé que le téléphone rouge résonnait dans les capitales des pays socialistes. Quelle divine surprise pour Andropov, le père des peuples calomnié atrocement par les yankees de la dissidence aux poches pleines de dollars et à la bouche d'égout ! Enfin le réalisme socialiste, l'art pour l'art sur lequel s'acharnait le choléra de la décadence pesteuse, était adulé dans un pays bourgeois ! Lauda Chèvremont ! Magnificat au Sart-Tilman ! Wallonie du manifeste, tu répètes ce que nous avons annoncé et tu t'exaltes devant la terre promise du kolkoze culturel, à l'instant même où le gauchisme provocateur accuse de crapulerie stalinienne et de bondieuserie léniniste la culture prolétaire. Gromyko, Gromyko, pourquoi donc doutez-vous de la providence ? Elle culmine au firmament du manifeste.

Sur-le-champ partirent les lettres de créance. Lorsqu'il les reçut, par valise diplomatique et par courrier d'ambassade, Dubois se demanda comment il allait se débrouiller sous l'avalanche. Andropov le priait, Hodja le conviait, Céausescu l'invitait, Fidel Castro lui rendait la politesse de Sartre. Venez, divin Messie, sauvez nos jours infortunés. Dubois vint, il alla, il se rendit, il rendit compte et même il explicita. Seigneur, quel taratam d'apothéose ! Il en restait un; c'était lui, l'apologiste de l'art totalitaire, de la culture de masse, du réalisme socialiste, Aragon ressuscitait de bonheur et la grand-mère Elsa avec lui. A Moscou, on le sacra grand cordon de l'Ordre de Lénine. A Tirana on lui offrit la clef du goulag. A La Havane, on lui remit l'épée du Che. A Bucarest, on le fit docteur honoris causa de l'Université Marx-Engels.

Quand il rentra au Pairay, un message l'attendait. Arno Brecker, alerté par les journaux et fou de joie à la pensée que son passé nazi retrouvait un avenir culturel, lui proposait ses services. Dubois, à contrecœur, parce qu'il admirait le savoir-faire du supersculpteur aryen, dut décliner l'offre de collaboration. Dans ses bagages, il ramenait les traités d'assistance technique pour la mise en place du manifeste de la culture wallonne.

CREDIT AU LOGEMENT

**ENSEMBLE,
TOUT DEVIENT
POSSIBLE.**

CGER 

wallonie ! wallons-nous ?

frédéric moutard

Revue Nouvelle, N°1, janvier, 1984

A Couillet-Queue autonome ¹, culture autonome ! «Nous voulons exister dans et par notre culture, mais en symbiose avec un devenir social, politique et économique : à Wallonie autonome, culture autonome».

Eh oui ! C'est un peu polémique, mais il ne suffit pas de rétrécir un horizon, une culture, un territoire pour faire plus authentique ². Faire de Bruxelles et de la Communauté française des boucs émissaires ne suffit pas à cacher le silence que l'on garde sur les problèmes que la Wallonie connaît avec elle-même, avec la Belgique et la Flandre.

Je voudrais simplement pointer cinq questions politiques qui ne sont pas clarifiées par un Manifeste qui aurait dû avoir pour rôle de les rendre cohérentes vis-à-vis de l'opinion publique :

* La première porte sur *la relation entre culture, économie et politique*. Quand des politiques font appel à des intellectuels, on se méfie des larbins. Quand des intellectuels font appel aux politiques on se méfie du pognon ou du réalisme socialiste.

1. Le quartier de la Queue à Couillet, se trouve aux limites de Loverval et de Marcinelle; c'était le terminus du tram 9.

2. A propos de polémique et d'authenticité, je ne peux que renvoyer à l'excellent ouvrage de Pol Vandromme, paru ce mois chez Marc Laudelout : *Les gribouilles du repli wallon*.

Il est vrai que la Wallonie est confrontée à un drame économique et politique. Le centre a cru à la Belgique et à la concertation pour reconverter une région qui s'était spécialisée dans la production de verre à vitre, de fer à béton et de soude caustique. La gauche a cru dans un rapport de forces qui ne lui a jamais été favorable, ni au sein du PS, ni en Wallonie, ni en Belgique, pour contrôler les holdings et diriger des réformes de structures économiques nécessaires depuis 1960 pour enrayer le lâchage par le capitalisme d'une région de vieille industrialisation.

Mais, en 1984, peut-on se contenter, devant la débâcle sidérurgique, d'affirmer que la Wallonie a été dépossédée de son destin par les holdings, l'Etat belge et Bruxelles ? Ce sont des Wallons qui ont décidé ou soutenu des erreurs comme Valfil, les 8.5 millions de tonnes de production sidérurgique, Charlier, Frère, les accords d'Hanzinelle, etc. Il ne suffira pas de faire une chanson, un film ou un roman sur les pauvres Wallons pour cacher que le problème est chez nous. De 1960 à 1980, les politiques, les financiers, les syndicalistes, les intellectuels n'ont pas assumé la gravité des défis. Mais il ne suffit pas de battre sa coulpe. Il faut aussi reconnaître que le Pays de Galles, la Lorraine et la Pensylvanie ont connu les mêmes problèmes, que nous n'avons pas vus, à force de visiter le Québec, le Jura ou les Fourons.

Nous n'avons pas cru à la profondeur de la crise et au besoin de modernité et de transformation radicale d'une région condamnée à changer ou à basculer dans la régression. La culture des PS-PRL-PSC, des clients du clientélisme, des boutiquiers des nominations dans l'Etat belge, ses provinces et ses communes, a fait plus de mal à la lucidité des Wallons que le manque de subsides à tel théâtre ou aux cultureux de Wallonie.

* Une seconde question concerne *les rapports entre la Wallonie et les Wallons à travers la symbolique d'un Etat et d'une capitale*. Excepté quelques courants très minoritaires qui se sont manifestés pour l'indépendance de la Wallonie ou son rattachement de la France, la grande majorité des Wallons s'est toujours prononcée pour des rapports équilibrés au sein d'un Etat belge déséquilibré par la Flandre. Il ne s'agit pas de singer le mouvement flamand pour réunir un consensus wallon et faire d'une Wallonie de plus en plus dépendante un Etat indépendant. A cela s'ajoute la crainte d'un centralisme wallon qui étoufferait par sa participatie les spécificités provinciales et principautaires. Il ne suffit pas de cracher sur Bruxelles pour gommer les particularismes des sous-régions de Wallonie. La symbolique d'un Etat se manifeste

souvent par la force de sa capitale. Mais les Wallons ne sont plus d'accord sur cette capitale centrale. Edouard Close a eu le courage de dire, il y a quelques années déjà, que, puisque Liège ne serait pas la capitale de la Wallonie, celle-ci n'aurait pas de capitale. Il ne suffit pas d'un décret confiant ce rôle à Namur, à la condition que l'administration de l'Eau soit à Verviers, la SRIW à Liège, la SDRW à Bruxelles, et un dépôt culturel à Charleroi, pour changer cette réalité : Bruxelles compte 1 million d'habitants ; les plus grandes villes wallonnes 200.000 : pour se rencontrer ou pour se manifester, les Wallons se rendent à... Bruxelles.

Ce qui paraît évident, par contre, c'est qu'il faut équilibrer les rapports entre les sous-régions de Wallonie et que Bruxelles est une sous-région qui risque d'avoir un poids spécifique trop important, d'où l'idée simple de deux régions au sein d'une même Communauté.

* La troisième question est de savoir s'il est sage d'utiliser *Bruxelles comme bouc émissaire* de l'échec de l'unité wallonne, alors que la Flandre affirme bien simplement que la première ville francophone et wallonne se trouve en Flandre.

Il est vrai que 400.000 habitants de Bruxelles viennent de Wallonie, qu'ils y soient nés ou que leurs parents en proviennent eux-mêmes. Suffit-il de les considérer comme des traîtres ou des étrangers parce qu'ils habitent à 10 km de Waterloo ? Ce n'est pas parce que les maîtres de la Société Générale et les politiciens éminents d'il y a trente ans habitaient Bruxelles qu'il faut considérer le Bruxellois comme génétiquement capitaliste et anti-wallon. Le plus grand danger pour les Wallons - et ce danger n'est pas une illusion -, c'est le repli de Bruxellois comme Nols, qui prônent une alliance avec la Flandre contre les immigrés... et les Wallons. Un repli wallon plus un repli bruxellois ne peuvent qu'entraîner une avancée de la Flandre.

* Et c'est la quatrième question : *comment promouvoir un Manifeste sur la Wallonie qui ne parle jamais de la Flandre ?*

Quel strabisme incroyable, qui entraîne une vision aussi dépassée d'un impérialisme bruxellois, alors que la Flandre exerce tous les jours son hégémonie au sein de l'Etat belge contre la Wallonie et contre Bruxelles ? La Flandre ne craint qu'une chose, qui devient de plus en plus hypothétique : une alliance entre la Wallonie et Bruxelles. Pour elle, c'est essentiel dans le partage du pouvoir et des flux économiques qui en découlent. En faisant de Bruxelles un territoire d'Etat qui ne recevrait que 6 à 7 % des dépenses, alors que cette région contribue pour

14 % aux ressources de l'Etat, la Flandre veut s'attribuer près de 65% des ressources. La Wallonie serait alors ramenée à son poids spécifique : moins de 30 % du pouvoir et des ressources. Cette «réserve indienne» au sein d'un Etat belgo-flamand serait ainsi privée de la possibilité de compter sur les Bruxellois pour près de 45 % du pouvoir et des ressources dont l'une et l'autre région ont bien besoin.

* Car c'est la cinquième question : *la Communauté française n'est-elle qu'un lieu de distribution déséquilibrée de subsides à des cultureux bruxellois ?*

La première fonction de la Communauté, c'est de constituer un espace politique dans le rapport de forces face à la Flandre. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si le PS, le PRL, le PSC et les écolos constituent des formations politiques communautaires. Restent encore les débris du RW et du RPW, qui ont isolé le FDF à Bruxelles et qui se sont isolés en Wallonie.

Au sein de la Communauté, les rapports entre Bruxelles et la Wallonie doivent être clarifiés. Les accords Dehousse-Persoons en décrivaient la base. Les budgets qui peuvent l'être doivent être ventilés entre la Wallonie et Bruxelles à raison de 75 % et 25 %. Il faut donc créer deux Régions au sein de la Communauté. Mais cela doit-il aller jusqu'à une ventilation par région des subsides universitaires, de la RTBF, du théâtre, du cinéma, de l'Académie de langue et de littérature française ? Est-il saugrenu d'imaginer les hommes de cabinet de la Culture wallonne saupoudrer entre clans et sous-régions, au nom d'un nationalisme culturel, les moyens de développement de l'art et de la science suivant les critères du développement économique, social et politique d'une Wallonie autonome ?

A Couillet-Queue autonome, culture autonome...

propos de bruxellois

hervé nudde

Revue Nouvelle, N°1, janvier 1984

Se poser la question d'un manifeste pour une culture bruxelloise est sans doute la manière la plus simple pour un socio-culturel de Bruxelles d'entrer dans la polémique suscitée par la publication du *Manifeste pour la culture wallonne*.

Je dis bien se poser la question, car il n'est pas possible de produire impromptu un texte pour lequel cependant des éléments latents existent déjà. Il s'agit simplement de se donner des critères suffisants pour savoir sur quels points et à partir de quel ancrage dans sa propre réalité régionale on a le droit de se prononcer.

En tant que Bruxellois, donc, je ne peux que marquer mon accord et ma solidarité avec l'élaboration d'un projet culturel spécifique wallon comme je les marque dès à présent avec un futur manifeste pluri-culturel pour Bruxelles. Il s'agit, en effet, de part et d'autre, de rencontrer le problème d'une identité à construire ou à reconstruire, d'un côté en référence à une réalité de type autochtone, de l'autre sous le signe généralisé de l'immigration¹. L'approche de la réalité poly-ethnique bruxelloise et de son avenir pluri-culturel fait prendre rapidement conscience de la nécessité de renforcer culturellement chaque groupe de

1. Y compris wallonne, car, n'en déplaise à certains, Bruxelles n'est pas la plus grande ville wallonne mais la plus grande ville d'immigration wallonne du monde, ce qui est tout autre chose.

population si l'on veut qu'il ait une identité suffisante pour jouer son rôle de partenaire dans le redéveloppement régional. Dans le prolongement de cette démarche, des Bruxellois conscients de leurs propres enjeux ne peuvent que souhaiter un partenaire wallon travaillant à se reconstruire une identité solide et qui pour ce faire se donne un projet culturel.

Cela dit, je me sens d'autant plus gêné par les discours qui, en réponse au *Manifeste*, croient devoir faire l'apologie de la «Communauté française» en prenant pour argument dominant la nécessité de mettre tous les francophones littéralement dans le même sac pour faire le poids contre les Flamands (entendez les appareils de conquête du pouvoir au service de la nouvelle oligarchie flamande). Il y a là en effet un curieux changement de plan entre la question et la réponse. Et il me semble que ce quiproquo s'opère au détriment et de la Wallonie, et de la région bruxelloise, et de la solidarité que les francophones ont à manifester dans le rapport de force et le dialogue avec les néerlandophones. La question de l'identité collective relève, me semble-t-il, d'un projet de société civile. Telle qu'elle est formulée, la réponse apparaît comme l'expression de la toujours dangereuse raison d'Etat : «Vous ne pouvez avoir de projet culturel propre parce que nous (I) devons combattre les Flamands».

construire l'alliance wallonie-bruxelles sur des projets culturels diversifiés.

Et c'est ici qu'il convient de s'interroger sur cette «Communauté française» dont l'intitulé² donne prématurément pour acquis ce qui est encore largement à construire : l'alliance entre l'identité culturelle wallonne et l'identité culturelle bruxelloise. Ne pas le faire reviendrait d'ailleurs à mettre tous les partenaires en position dangereuse, car je ne crois pas me tromper en disant que l'utilisation du type d'argument évoqué plus haut est l'un des moyens les plus sûrs de pousser toujours davantage les Wallons à se déconnecter d'une population bruxelloise francophone qu'ils identifieront à tort mais irrésistiblement aux appareils politiques.

2. Sans donner aux mots une valeur excessive, on peut s'interroger sur la disparition du mot «culture» dans l'intitulé d'un ministère où cette dernière s'est assez considérablement noyée dans les matières personnalisables. L'agglomération de Bruxelles est actuellement la seule à disposer d'une Commission française de la Culture, dont l'action au cours des dix dernières années est loin d'avoir été négligeable, et qui a promu en mai-juin 1978 un colloque intitulé «Quelle culture à Bruxelles ? avec quels moyens ?», dont les actes n'ont malheureusement pas été publiés.

Or le temps est précisément venu pour les Wallons, et d'abord pour les signataires du *Manifeste*, d'opérer une dissociation indispensable entre les habitants de Bruxelles et de ses quartiers, et ceux qui, n'ayant rien à voir avec la ville, viennent de tous les coins du pays - sauf à la limite de Bruxelles - s'asseoir devant un bureau pour gérer les appareils d'Etat³. Et comment le feraient-ils au mieux sinon en voyant une région bruxelloise développer elle aussi son identité en se donnant un projet culturel ? Si la question est posée en ces termes, il n'y a pas d'objection pour un Bruxellois régionaliste à ce que Bruxelles et la Wallonie soient promues et animées culturellement en fonction de projets différenciés⁴.

Pour en venir à une autre objection faite au *Manifeste*, j'ajouterais qu'en Wallonie comme à Bruxelles ces projets culturels doivent prendre précieusement en compte les particularismes. D'abord parce qu'ils ont valeur en eux-mêmes dans une culture qui entend fonder et exprimer l'identité⁵. Ensuite parce que, dans cette même perspective, il n'existe pas de réalité ou de création culturelle universelle qui n'ait ses racines dans un particulier d'où lui vienne au minimum sa poésie⁶. A Bruxelles, de ce point de vue, la réalité a radicalement changé et il n'est plus question de refaire le parcours des Flamands francophones du type Brel ou Ghelderode⁷. Un monde d'initiatives nouvelles est à prendre à partir des divers partenaires immigrés et, sans doute, pour le dire un peu trop brièvement, à partir de l'urbain en tant que tel⁸. En Wallonie, le point de départ ne paraît pas moins radical puisqu'on se situe (comme José Fontaine l'a écrit en substance un jour dans *La Cité*)

-
3. La récente implantation à Bruxelles du ministère de la Région wallonne en est l'exemple le plus paradoxal.
 4. A titre de contre-épreuve, on peut d'ailleurs penser que ceux qui, demain, dans le but de promouvoir les identités bruxelloises, proposeraient un manifeste pour un Bruxelles pluri-culturel se verraient opposer par les mêmes instances l'objection flamande adressée aux auteurs du *Manifeste* wallon.
 5. C'est le lieu du patrimoine et du folklore, et le niveau de la plupart des associations.
 6. Pour s'en tenir aux chanteurs, Brel et Beaucarne sont bien «de source et de cœur», l'un Bruxellois, l'autre Wallon, tout en étant d'évidence «universels d'inspiration». Halliday et Vallée illustrent quant à eux les pièges du faux universalisme faits de tics culturels glanés de gauche et de droite.
 7. Voir à ce propos José Fontaine, «Belgitude, Flandre et culture wallonne» dans *La Revue Nouvelle*, 12/83, pp. 531-539.
 8. Voir Hervé Cruddé, «Conscience bruxelloise, conscience régionale... ?» dans le numéro spécial de *La Revue Nouvelle*, «Bruxelles, le millénaire et puis après ?», 11/1979, pp. 471-475.

par rapport à la question «Que peut devenir un peuple lorsque le capitalisme industriel le rejette après l'avoir pressé comme un citron ?»⁹.

Reste, au-delà de ceci, le problème des voies et moyens, dont je me déclare prêt à discuter, mais dans lequel je ne peux ici entrer sans inconvénient si je veux que le lecteur prenne en compte la recevabilité fondamentale dont je donne acte en tant que Bruxellois au *Manifeste pour la culture wallonne*.

9. Commentaire à travers lequel je lis quant à moi la volonté d'avoir un projet culturel qui aille de pair avec le projet économique.

wat is dat, la culture wallonne ?

tristan lazarre

La Flaque, n° 19, 27 février 1984
hebdomadaire de l'AGL, Louvain-la-Neuve

Une personnalité à trouver, un projet culturel à réaliser et bien sûr, des ennemis à combattre, voilà en somme, le «Manifeste pour une culture wallonne», ou mieux encore, la croisade à laquelle sont invités les wallons par un groupe d'intellectuels et d'artistes. Pour mieux susciter une réponse, les auteurs se hâtent d'agiter comme un épouvantail les dangers qui guettent la Wallonie : «... ceux qui contestent sa réalité et ses possibilités d'avenir». «... les tutelles économiques, politiques et culturelles qui nous étouffent et risquent de nous précipiter dans le déclin». La Communauté française de Belgique. Bruxelles «une ville qui n'est pas wallonne». Des centres extérieurs à la Wallonie (?). Les produits standards des multinationales et le Kitsch culturel.

Cela fait trop d'ennemis pour la Wallonie. Je pense que les signataires du Manifeste exagèrent. Les bretons, les occitans, les corses, les siciliens, les basques, les catalans et d'autres régions dans beaucoup d'autres pays tiennent le même discours devenu une ritournelle aussi répandue et anodine que les lamentations sur le mauvais temps et les impôts.

Trouver le visage des ennemis de la Wallonie est aussi difficile que dégager la spécificité (excusez le mot) de la culture wallonne. On est tenté de dire avec Jean Duvignaud que le mythe de l'identité culturelle est une «rêverie d'un passé immobile et que l'on restaure avec des rites démodés et des prescriptions aberrantes...»

Il est exagéré d'attribuer une culture propre, singulière, exclusive, à une région d'une quinzaine ou une vingtaine de Km², par ailleurs, traversée depuis des siècles par des courants divers de la pensée, des arts et du savoir-faire. La Wallonie participe à une culture européenne - à cette échelle, il n'est pas risqué de parler de culture singulière -, et les différences régionales ne suffisent pas à configurer une culture autonome, indépendante et unique.

Le terme wallon peut avoir deux significations : ou bien il sert à repérer sur la carte une région et ses habitants ou l'origine de quelqu'un ou de quelque chose. Dans ce sens, l'expression «culture wallonne» se réfère à la culture vécue, quelle qu'elle soit, par un conglomérat social appelé Wallonie ; ou bien il désigne une culture unique en son genre, c'est-à-dire une culture dont les éléments constitutifs n'existent qu'en Wallonie lui donnant de ce fait, une identité et une personnalité propres. Dans ce sens, il n'y a pas de culture wallonne bien qu'il y ait une culture en Wallonie bien sûr.

Suivant les critères des signataires du Manifeste, certaines sous-régions pourraient commencer à parler de culture liégeoise ou namuroise ou ardennaise (nous n'oublions pas que le wallon qui parle le liégeois n'est pas compréhensible pour un carolorégien). Et tant qu'on y est, pourquoi ne parlerions-nous pas de la culture de Virton, de Rossignol ou de Tourinnes-la-Grosse, en attendant le jour - oh gloire immarcescible ! - où l'on pourra parler de la culture de mon quartier dont l'espace serait compris entre la haie d'aubépines de mon jardin, le champ de betteraves de Marcel et la prairie de Gaston.

Si pour certains nostalgiques du terroir, la culture wallonne se réduit au folklore - la tarte ai djote, T'Chantche, la trappiste, les géants, les marcheurs de l'entre Sambre et Meuse et le carnaval de Binche, etc..., alors il n'y a rien à craindre ; ces manifestations culturelles ne sont pas en danger. Par contre, si la culture wallonne est autre chose que... mais c'est quoi la culture wallonne ?

Y a-t-il un Senghor wallon qui pourrait élaborer un jour le concept cristallin de WALLONNITUDE afin de pouvoir déterminer avec précision ce qui est wallon et ce qui ne l'est pas ? En attendant, je me demande quel pourrait être, par exemple le portrait d'un poète wallon qui porte dans son cœur la WALLONNITUDE. Serait-ce celui qui chanterait le paysage wallon, les coutumes wallonnes, l'amour à la wallonne ? Et le poète né à Herbeumont et qui chanterait la démarche ensorcelante d'une mulâtresse se promenant sur les plages de Rio, est-il herbeumontois, brésilien ou tout simplement wallon, parce qu'il

est né en Wallonie ? Et lorsque Plisnier, le romancier, écrivait des histoires qui se passaient en Wallonie, était-il wallon ? Et lorsque ces histoires se passaient en France, était-il français ? Et l'histoire qui se situe en France ou en Suisse, ne pourrait-elle avoir lieu en Wallonie parce que la personnalité et l'identité wallonnes...

Le concept de culture wallonne est un contenant qui n'a pas de contenu et l'envie d'y mettre n'importe quoi ne fait que mettre en évidence un sentiment d'insécurité typique de ceux qui, par peur d'appartenir à des groupes sociaux et culturels plus vastes, se confinent dans de petits groupes rassurants où le «chez nous» douillet exprime le souhait d'un retour au ventre maternel. Fallait-il prendre la précaution d'affirmer : «sont de Wallonie, toutes les pensées et toutes les croyances respectueuses de l'homme, sans exclusive» ? Tout le monde croyait soeur Ernestine vierge jusqu'au jour où elle se mit à dire partout, sans qu'on ne le lui demande, qu'il n'y avait rien entre elle et le jardinier du couvent.

Quant à moi, je suis un citoyen du monde, mais... le monde est si petit !



Eau-forte 1990

Dany Josse



Eau-forte 1990

Eric Ninane

Les campagnes du Nord
 Sur mille Li sont scellées de glace,
 Sur dix mille Li vole la neige.
 Au delà, en deçà de la Grande Muraille
 Tout n'est que vide immense.
 Au Nord et au Sud du Grand Fleuve
 Les eaux cessent de couler.
 Les courbes des monts ...

Mao Tze Tung
 Sur l'air "Le printemps pénètre le jardin"

Rien, si ce n'est, à peine érigé, le sexe.
 Avec son grelot fendu. Sa mascarade
 d'encre blanc. D'autres bouquinent le ventre
 d'une grue, d'une vierge. Feuilletent les
 sens. Assignent le sang.
 A ces lectures, il préfère le dénuement.
 Le dénuement.. Jusqu'à s'amonceler.

Carl Norac
 Le maintien du désordre
 Ed. Caractères 1990

... Le dépassement de la propriété privée implique donc l'émancipation complète de tous les sens et de tous les attributs humains ; mais elle est cette émancipation précisément parce que ces sens et attributs sont devenus humains, subjectivement et objectivement. L'oeil est devenu l'oeil humain tout comme son objet est devenu un objet social, humain, c'est-à-dire produit par des hommes pour des hommes...

Karl Marx

Etre et avoir

... Vous avez fort justement souligné l'attitude ambiguë des responsables politiques quant à leurs actes de foi et d'espérance et quant à leurs actions réelles, la foi sans les oeuvres étant, comme chacun le sait, une foi morte ...

Yvon Biefnot

Les cahiers de la Communauté française de Belgique

No 0 1990

... Pour apprécier la démocratie parlementaire contemporaine, il ne faut pas se laisser piéger par un langage abstrait, naïf et irréaliste, hérité du bon Jean-Jacques Rousseau : peuple, souveraineté nationale, volonté générale, etc ... Tous ces mots écrits au singulier, par cela même, sont des illusions...

François Perin

Le nihilisme démocratique

Le Vif 9-10-1992

approfondissements

Il faut peut-être noter d'abord, au titre des «approfondissements», l'important colloque organisé par les Facultés Saint-Louis sur le thème «Belgitude et crise de l'Etat belge» en octobre 1988, dont les actes ont été publiés par les éditions des Facultés Saint-Louis (Bruxelles 1989). Une première contribution d'Hugues Dumont (*Belgitude et crise de l'Etat belge. Repères et questions pour introduire un débat*, pages 15 à 40) représente l'état de la question le plus complet paru jusqu'ici sur les discussions à propos de l'identité ou de la non-identité belge avec une abondante bibliographie (pratiquement exhaustive), portant sur des publications de 1949 à 1989. Une seule importante lacune (dont l'auteur s'excuse d'ailleurs) : le texte «Balises pour l'histoire de nos lettres» de Marc Quaghebeur dans *Alphabet des lettres françaises de Belgique* (Bruxelles, 1982), qui est sans doute la meilleure histoire littéraire de la Belgique et l'un des textes de référence principaux de tout débat sur la question nationale (c'est à lui que l'on doit cette théorie évidemment pertinente de plusieurs définitions de l'identité francophone belge : belge, française de Belgique, belgitude, l'auteur ne se prononçant pas sur l'identité wallonne, celle-ci n'ayant été clairement affirmée sur le plan culturel et littéraire que depuis le manifeste de 1983).

Mais la seconde contribution de l'auteur, dans le même volume «Etat, Nation et Constitution. De la théorie du droit public aux conditions de validité de l'Etat belge» (pages 73 à 124) est encore plus importante.

Hugues Dumont n'y adopte pas le seul point de vue du juriste positiviste. Il interroge longuement sociologues et philosophes de la nation. Il s'agit probablement, avec les travaux de Klinkenberg, de la revue *Touidi*, de l'effort le plus important pour penser la question nationale du côté francophone belge. C'est la longueur de ces textes qui nous interdit de les republier ici, d'autant qu'ils sont encore parfaitement accessibles. Pour Hugues Dumont, qui discute notamment de la question du référendum, «*La Belgique ne pourrait survivre s'il était permis de connaître sans contestation possible la teneur de son opinion publique sur des questions sensibles*» et l'Etat belge «*en arrive à déduire de ses principes constitutionnels que l'ignorance délibérée de l'opinion de ses citoyens est une condition de sa propre survie*» (p.107). Ceci serait de nature à le porter à condamner cet Etat auquel cependant il demeure attaché.

Il est important de noter aussi que Dumont cite souvent les thèses flamandes et s'interroge en général sur la pertinence même de l'idée de nation dans le contexte de l'Europe et de la Modernité : travail théorique trop rare pour ne pas être salué tout spécialement. Les responsables de cette publication commune à *Touidi* et aux *Cahiers Marxistes* sont tout à fait conscients de l'importance de l'étude d'Hugues Dumont. On souhaiterait qu'elle puisse faire l'objet d'une publication distincte retravaillée à la lumière de travaux plus récents comme ceux de Gellner, Balibar, Wallerstein, Ferry, Habermas, Finkelkraut...

D'un point de vue plus sociologique mais d'une manière qui devrait être en tout cas réactualisée et peut-être approfondie, Jacques Dubois analyse dans «*Jeu de forces et contradictions dans le champ littéraire de Belgique francophone*» publié dans *Littératures et institutions au Québec et en Belgique francophone* (Bruxelles, 1985, pages 18 et suivantes), le caractère trop limité des débats intellectuels en Wallonie et à Bruxelles. Cette thèse mériterait d'être discutée aujourd'hui puisque la présente publication témoigne d'une dynamisation du débat qu'on ne peut nier.

L'article de Jean-Marie Klinkenberg qui ne fait pas partie du volet *Histoire du Manifeste pour la culture wallonne* est sans doute, avec le travail d'Hugues Dumont, la plus importante contribution à un approfondissement de la problématique qu'on pourrait considérer comme insuffisant par ailleurs. Il est vrai de dire que beaucoup reste à faire dans ce domaine. C'est à cette tâche que s'attelle ce numéro spécial qui voudrait susciter d'autres travaux encore.

L'un des paradoxes les plus étonnants de cette esquisse d'histoire du *Manifeste pour la culture wallonne*, c'est le fait que la plupart des projets politiques qui visent à réduire le rôle de la Communauté française, même les plus radicaux, continuent à considérer que cette Communauté doit garder ses compétences en matière culturelle. Or, la première contestation de cette Communauté fut faite au nom d'une culture dite «wallonne». Indépendamment même des considérations raisonnées des adversaires les plus radicaux de la Communauté qui estiment que beaucoup de choses doivent rester communes (par exemple la RTBF) - il est vrai, selon des modalités mettant en évidence la spécificité de Bruxelles et de la Wallonie - il faut souligner ce paradoxe. La dernière matière qu'on envisage de régionaliser, ce serait la culture alors que - mais il est vrai, en partie implicitement - c'est surtout cette matière, la culture, que le manifeste désirait voir devenir «wallonne». Incompréhension des enjeux entre monde politique et monde intellectuel ? Peut-être pas, dans la mesure où l'appui du gouvernement wallon à l'Institut Jules Destrée, entre autres, correspond à une sorte de régionalisation *de facto* de la culture. Mais alors, pour ce qui vient d'être dit comme pour le reste, on pourrait se demander avec Jean-Pierre et Luc Dardenne si une interprétation instrumentaliste de la culture, telle qu'elle peut se dégager d'une lecture du manifeste, ne serait pas l'interprétation qui aurait été en fait adoptée par le monde politique. On a un certain plaisir à souligner la lucidité des deux cinéastes dans la mesure où ils ont été à même d'écrire probablement la plus jolie histoire d'amour de Wallonie, cinématographiquement, le film *Je Pense à vous*, dont les images, le décor et l'intrigue ancrent en Wallonie une histoire de tous les temps et de tous les lieux, avec ce surcroît d'universel que peut donner le fait que les Wallons en cause dans le film sont d'origine polonaise ou italienne.

Cette divergence entre politiques et intellectuels sur la régionalisation de la culture pourrait cependant être interprétée autrement. Se plaçant au point de vue de la société civile et tout en soulignant l'importance des infrastructures, les intellectuels du manifeste ont peut-être surtout voulu dire que la Wallonie avait une culture propre, rejetant au second plan des préoccupations le point de savoir comment elle devait être prise en charge dans le domaine politique et institutionnel au sens strict.



Li pitit ozé
Yvon Vandycke



Uomo seduto
Giuliano Vangi



Bergamasco
Christian Leroy

... Et si d'aventure les terrils fument encore
parfois aux derniers soubresauts de l'été
n'allez pas évoquer le souffle des morts
ils seraient bien capables de remonter
l'un après l'autre à la surface
et par grand vent et nuit bien noire
venir vous faire d'horribles grimaces
sous les fenêtres de vos tours d'ivoire.

Le carnaval des Morotatoï (4)

Jean-Marie Flémal

... Ce sont des oeuvres qui disent la détresse de l'homme, le sort auquel il est promis, l'égarément qui est le sien, son aliénation, mais aussi sa prétention à vivre, sa volonté de tenir tête. C'est pour cette raison que de telles oeuvres refusent les approximations et les périphrases ...

A propos du sculpteur Vangi Cahier Art cru No 1 1978

Mario de Micheli

(Maka) ... De 1971 à 1976, ces artistes originaux et rebelles aux esthétiques officialisées et aux conformismes culturels, ont revendiqué hautement un rôle éthique, brandi l'étendard de l'humanisme responsable montrant l'Homme en images vraies, lucides, critiques, lyriques ou pathétiques, protestataires ou provocantes et voulant jeter bas les remparts de l'incommunicabilité. Ainsi, *La vie en rose* ou *Le jus noir* d'Yvon Vandycke ne nous sont pas donnés comme des friandises mais comme des leçons de dignité (négation ou anticipation ? révolte ou soumission ?) ...

La Wallonie, le pays des hommes 1979 Tendances diverses...

André Bougard

... L'art ici, proteste contre nos mensonges et nos illusions et nous rappelle littéralement à l'ordre: j'entends l'ordre même de notre corps, ou si l'on veut de notre animalité. Avec ironie parfois. Le plus souvent avec la violence que réclame la densité de nos léthargies. S'il semble, à certains, brutal, c'est que les extases et les angoisses de la vie, de la maladie et de la mort sont brutales. S'il se veut parfois *ob-scène*, c'est qu'il nous dit que la *scène* doit sans doute - doit sûrement - changer. Si cet art, dans son langage, son graphisme, ses matières, ses thèmes est parfois torture, déchirement c'est qu'il exprime l'affrontement de l'individu - chacun de nous - à la société, celui du corps à la conscience, au temps et au destin...

Human touch Musée d'art moderne de Liège 28-5-1986

Poï Pierre Gossiaux

les émois de la marâtre ou bruxelles fait de l'urticaire

vildebruce, L.

Bulletin de la FAR, n°137, nov.1983, pp.56-58

La réforme de l'Etat et l'amorce de sa mise en application n'ont cessé de provoquer, voire d'irriter intellectuels et artistes. Si aujourd'hui les remous les plus violents apparaissent avec le **Manifeste pour une culture wallonne**, on oublie un peu trop rapidement les réactions moins récentes, mais pas si lointaines, d'artistes, belges d'origine et souvent de signature, carrure internationale et talent incontesté qui ne comprenaient guère pourquoi le Ministre de la Culture d'alors ouvrait à Paris un Centre Culturel financé par la seule Belgique francophone et accessible à elle seule. Internationalistes par audience, formés à une histoire et à une culture d'avant et d'immédiat après-guerre, ils avaient intériorisé une existence du sensible que les événements s'acharnaient à transformer en profondeur. C'est que ces artistes prolongeaient leur démarche esthétique sans savoir, sans comprendre, sans ressentir que la vie culturelle de leur pays se modifiait et que par tâtonnements, compromis, vases-hésitations, on redéfinissait les contours des institutions publiques héritées de près d'un siècle et demi d'indépendance pendant que de nouvelles institutions voyaient le jour. Plus sensibles aux grands mouvements de la culture cultivée qui traversaient l'internationalisme esthétique, ils ne discernaient plus rien des courants qui allaient modifier ce qui fut leur territoire. Leur besoin de référence sur le marché de l'art ne pouvait s'accommoder d'un peuple. Ils exigeaient encore un pays. Catalogue oblige.

Quand les hommes politiques francophones acceptèrent, pour sauver

une Wallonie, croupion institutionnel, le regroupement des matières culturelles et «personnalisables» que leur imposait la majorité de la classe politique flamande, d'autres artistes s'indignèrent de la disparition du ministère de la Culture lui-même. Il y avait à présent deux pays culturels, mais les voilà qui ne disposaient plus, de part et d'autre, de leur vitrine institutionnelle. La culture se voyait réduite à une matière. Et cette matière s'égarait entre la santé, l'aide sociale, la formation professionnelle, ou les politiques familiales. Régression affirmaient ces tenants d'un évolutionnisme culturel qui avaient pris pour victoire-progrès l'apparition dans les années soixante de ministères de la culture distincts de ceux de l'Education. Le développement culturel, expression de la croissance, allait-il disparaître avec la crise économique engloutissant du même coup le ministère chargé de le gérer ?

Identité, identité tous azimuths répondirent les hommes politiques. La culture comme dynamique d'un projet qui lierait la santé, l'aide sociale, la formation professionnelle aujourd'hui et peut-être demain l'enseignement. La culture qui unit, la culture qui rassemble, la culture comme creuset pour faire face à l'ennemi commun : le flamand. Et de créer alors un ministère de la Communauté Française à la suite de son parlement et de son gouvernement.

Sitôt affirmé, sitôt incompréhensible. Car voilà le seul ministère, et on en eut de toutes sortes au cours de notre histoire, qui parvint à l'entendement du plus petit nombre de personne jamais imaginé. On pouvait accepter qu'il y eut un Ministère de l'Education, passe pour son attribut national. On pouvait trouver normal de recourir à un ministère de la Défense, nationale elle aussi, normal de s'adresser aux ministères de la Santé, du Travail (question de point de vue). Mieux, les plus traditionnels arrivaient à se faire à l'idée d'un ministère de la région wallonne ou d'un ministère de la région bruxelloise. Mais un ministère de la Communauté Française, qui allait comprendre ce que recouvriraient ces mots ? Qui allait y croire, oui c'était bien en termes de foi qu'en parlait son ministre premier. Plusieurs années après sa création officielle, ce ministère n'est connu que de ceux-là qui en vivent directement : fonctionnaires et institutions subsidiées. Pour le citoyen, il fait partie de la région ou de la nation. Communauté Française, comprends pas. Ne s'agit-il pas d'une extension d'un ministère de la France voisine ou un département créé à l'intention des Français résidant en Belgique ?

Inculture politique ? Facile à dire. Allez y comprendre quelque chose aux compromis, compromissions de la classe politique. A ce degré là, pourquoi encore se cultiver ? Ne peut-on se demander plutôt si l'incom-

préhension ne vient pas plutôt de l'inexistence des faits et des appartenances ? Que si peu de gens comprennent quoi que ce soit aux nouveaux pouvoirs (législatif, exécutif et administratif) de la Communauté Française ne trahit pas seulement une querelle de mots. L'incompréhension qu'ils manifestent pourrait peut-être exprimer leur insignifiance. Ce n'est pas sans raison que plus tard discours et brochures émanant de cette même autorité évoquent une communauté Bruxelles-Wallonie (ou fait plus rare : Wallonie Bruxelles). C'est que la classe politique et la bureaucratie doivent se mettre au niveau de ce qu'en comprennent les citoyens. Crédibilité oblige. Il fallut alors changer d'appellation et recourir à un intitulé (non encore officialisé toutefois) qui proclame ou réclame la communauté entre Bruxelles et la Wallonie, entre une ville et une région.

Mais ne voilà-t-il pas qu'avant même que le cadre de ce Ministère de la Communauté Française ne soit adopté, que les réactions se multiplient. Après les ironies sur les termes, voilà que des Wallons en remettent et signent un Manifeste pour une culture wallonne (dont la nouvelle version s'intitulerait Culture en Wallonie, ce qui est à la fois plus exact et moins chauvin). Déclaration d'unité, d'autonomie, d'articulation entre projet culturel et projet économique. Une culture qui assume les conséquences de l'organisation économique et sociale. Une culture suffisamment multiple et vivante pour inciter de nouveaux projets économiques. Déclaration de refus des tutelles, des artifices communautaires et des institutions hybrides. Répartition différente des crédits entre Wallonie et Bruxelles. Appel à une capitale wallonne qui soit aussi capitale culturelle. Exigence d'une redistribution des fonctions au niveau institutionnel comme base d'alliance privilégiée avec Bruxelles. Le ton était donné et les dents de grincer dans les milieux bruxellois. Chez ceux qui y vivent comme chez ceux qui en vivent. Normal. Les arguments les plus fréquents furent l'appel à l'unité ou son pendant, le chantage au largage.

Prôner un manifeste de la culture (en) Wallonne(ie) serait faire preuve de division. Car l'unité est affaire de langue répliquèrent les uns. Et la langue française unit Wallons et Bruxellois. Par France interposée cette langue nous introniserait dans les civilisations universellement reconnues. Quoi de plus normal encore ?

Vu de Bruxelles, on préfère la langue au peuple, et la tribune à la salle. Manifester aujourd'hui pour une culture en Wallonie équivaldrait à jouer le jeu de la classe politique flamande qui se gausse des divisions quand elle ne les suscite pas. Mais de Bruxelles, une fois encore, on préfère voir l'unité comme présumée, acquise à soi, plutôt que

comme union de forces complémentaires et autonomes l'une par rapport à l'autre.

Voilà à Bruxelles le ton le plus modéré que suscite le Manifeste. Le plus vif évoque quant à lui le largage de la capitale elle-même. Devant son incapacité à déterminer son destin, Bruxelles ressent toute manifestation d'autonomie wallonne comme un abandon. Séduite et abandonnée, Bruxelles se conduit en putain de luxe. Elle préfère s'en prendre à une Wallonie qu'elle accuse de radicalisme plutôt que de s'interroger sur sa tiédeur, sa coquetterie vieillotte, et sa propre absence de destinée.

Ici on préfère dire non à la Wallonie quand celle-ci manifeste le moindre énervement plutôt que de dire oui à une réflexion en profondeur sur son destin. Tout sentiment wallon est vécu comme un chantage. En fait le Bruxellois se satisfait d'une prétendue unité qui l'arrange et reproduit vis-à-vis de la Wallonie, le même chantage à la division que celui qui s'exerçait hier au nom de l'unité de ce pays qui n'en est déjà plus un. Bruxelles préfère évoquer un chantage wallon plutôt que de reconnaître le chantage incessant que cette ville (capitale de quoi au juste ?) exerce à présent sur la Wallonie.

A la Wallonie, Bruxelles ne cesse de répéter : tais-toi. Pendant ce temps cette ville ne s'occupe pas d'elle-même. En mère presque attendrie, elle se penche sur sa Wallonie malade. Et quand celle-ci se rebiffe, témoigne de sa vitalité, refuse les projets concoctés pour elle et exige que chacun fasse ménage chez soi, voilà la mère Bruxelles qui pousse ses petits cris de trahison-abandon.

D'autres, n'opposent aux revendications wallonnes que l'évocation d'intérêts particuliers quand il s'agit de déséquilibres que la Wallonie estime par trop flagrants. Peut-on parler d'intérêts personnels quand les accords Dehousse-Persoons qui prévoyaient une répartition des crédits selon la clé 75% à la Wallonie et 25 % à Bruxelles n'ont été que très partiellement d'application ? Le Bruxellois hautain n'accorde que le mépris comme langage et comme moyen de communiquer avec le Wallon.

Il est une autre attitude qui mérite plus d'attention et de compréhension eu égard à ce qu'elle révèle. L'indifférence bruxelloise vis-à-vis d'actions comme celle du Manifeste a son explication. Les préoccupations de Bruxelles se situent ailleurs. Quand Bruxelles réagit avec l'indifférence qu'on lui connaît vis-à-vis des questions économiques, c'est qu'elle ne se pense pas comme région économique. Cette ville ne l'est

que si l'on procède à une manipulation des chiffres, de la cartographie ou à une assimilation des différents secteurs qui constituent une vie économique réelle. Si Bruxelles se moque quelque peu des Wallons, c'est par ironie à l'égard d'un peuple référence. Ici pas de peuple-culture de base. Si Bruxelles ignore ce qu'il reste de débat sur son avenir, c'est que cette ville situe peut-être son destin ailleurs que là où ses hommes politiques veulent encore le placer. Bruxelles est incapable de comprendre un manifeste wallon, car Bruxelles n'est ni une région économique, ni une région politique et risque fort de ne pas l'être un jour.

Elle se le dit à voix basse peut-être parce qu'il n'est pas toujours de bon ton de le dire à haute voix chez les francophones. Bruxelles ne comprendra sans doute jamais rien aux rapports peuple et culture (que l'on songe à la façon dont gauche et droite y regardent les immigrations) ne se référant à aucun peuple précis. Les termes mêmes du Manifeste n'ont pas de sens là-bas. Economie, culture, peuple, avenir s'y pensent en d'autres termes. Ceci peut expliquer et l'indifférence bruxelloise et l'incompréhension témoignée à la Wallonie. Cela ne légitime pas son silence. Mais explique peut-être que l'unité Bruxelles-Wallonie n'a pas de sens en soi puisque les termes de l'unité sont à ce point différents ici et là.

Aux plans politiques et culturels, Bruxelles a été la première à disposer d'institutions qui se devaient d'en valoriser les spécificités. Agglomération bruxelloise et Commissions Néerlandaise et Française de la Culture en sont les enseignes.

Indispensable, une institution publique culturelle pour les francophones de Bruxelles. Mais, compromis, contrôle politique tâillon et absence de projet culturel dans la classe politique bruxelloise ont engendré un avorton-illusion, tandis que la majeure partie des budgets culturels affectés aux francophones de Bruxelles échappaient à cette Commission censée défendre leurs intérêts. En effet, le Ministère qui lui accorde sa dotation continue à gérer les crédits les plus importants accordés à la capitale sans que cette commission ait quoi que ce soit à dire. Plus grave, la dotation de la Commission Française de la Culture sert, à près de 80 pour cent, à couvrir les frais de personnel et les frais généraux. Le restant permet de saupoudrer, en subventions marginales, des organismes déjà soutenus par le Ministère de la Communauté Française. La Commission ne fait que compléter, sans moyens réels, l'action de l'institution-mère. Ici et là cependant quelques projets formation-animation ou quelques initiatives quelque peu distinctes de celle du Ministère de la Communauté Française, mais elles sont sans impact réel sur le développement des cultures à Bruxelles. L'absence de projet

en termes de politiques culturelles renforce ici les bureaucraties entièrement publiques ou les bureaucraties publiques à statut privé.

Mais quel est donc l'état des politiques culturelles à Bruxelles? Ces dernières années la culture cultivée a misé sur le statut de Bruxelles capitale-ville internationale. Comprenant le caractère dérisoire d'un prétendu espace propre, la culture cultivée joue à fond la carte du renouveau des courants esthétiques internationaux et Bruxelles tente de lutter contre le provincialisme culturel face aux grandes villes européennes. Certains francophones avaient déjà choisi cette option, il y a quelques années déjà. Le plus neuf, c'est l'apparition en ce domaine des projets d'origine flamande. Ailleurs, cette culture tire son prestige d'un espace européen conçu comme fondement d'une dynamique culturelle. Quand Europalia débarque, toutes les institutions culturelles, dans un élan d'unanimité, se mettent au goût du pays du jour. Cette culture n'entonne guère le chant régional. Ailleurs encore des avant gardes les plus diverses, éclatées en une multiplicité de lieux-clans. Multiplicité d'institutions sans accroissement réel d'audience, sans élargissement de la crédibilité, le paysage culturel se transforme, se multiplie et stagne en même temps. C'est que la culture cultivée connaît aussi le marasme dès qu'elle cesse de se renouveler (dans ses projets, ses esthétiques et ses espaces) et certaines institutions prestigieuses meurent quelque peu. La création d'un centre Wallonie-Bruxelles modifiera-t-elle ce paysage? Par un certain élargissement du renouveau peut-être, par une coordination de la programmation sans doute. Probablement pas par l'audience car Bruxelles continue à se dépeupler malgré ses immigrations. Alors que les politiques culturelles adoptées s'interdisent l'ouverture à ces cultures. Ainsi Bruxelles s'internationalise par ses choix culturels et par ses composantes sociales. Mais aucun de ces élargissements ne rejoint l'autre. Réussi parfois, l'internationalisme esthétique ignore superbement les modifications de population à Bruxelles et se contraint à l'isolement.

Et pendant que la classe politique tente encore de jouer le jeu d'une régionalisation dépassée par les faits, certains projets culturels ont su montrer que Bruxelles devait adopter un autre choix. Incapable de prendre les devants, la classe politique se résoudra-t-elle à opter pour un statut de ville internationale au moment où l'hégémonie flamande le lui imposera et en dictera elle-même les termes?

Dans le domaine culturel, il s'en trouve encore qui pensent l'action en termes de décentralisation au moment même où la Wallonie tend à revendiquer un statut de centre à part égale avec Bruxelles.

Quant aux cultures prétendument spécifiques à cette ville, elles sont le plus souvent le lit du nationalisme flamand ou de la légitimation, au nom de l'authentique face à l'inauthentique, des politiques xénophobes de nombre de bourgmestres. Être local, c'est être vrai. Ne faut-il pas être soi-même quand on se juge envahi, menacé, atteint par les cultures des immigrations ? Cette politique du maître chez lui s'est révélée désastreuse, quand Bruxelles avait besoin, pour survivre, de confrontations avec d'autres cultures. Elle se les refuse ou ne se les cherche qu'en dehors d'elle-même. Elle se condamne alors à la mode et à la mort lente.

Nombre d'institutions culturelles bruxelloises survivent en raison du statut de capitale dont elles sont toujours tributaires. Cela explique le rôle des bureaucraties culturelles ou éducatives et la pléthore de projets que nous évoquions. La transformation de l'Etat devrait freiner cette spirale. Une autonomie plus grande pourrait l'enrayer. On n'ose pas reconnaître que cela pourrait avoir comme conséquence de revitaliser et Bruxelles et la Wallonie.



Le mineur Baron Pierre Paulus



Baron Gustave Camus
La haie vive

I'm just a red nigger who love the sea,
I had a sound colonial education,
I have Dutch, nigger, and English in me.
And either I'm nobody, or I'm a nation

Derek Walcott

Prix Nobel 1992

...Ma propre solitude me rendit
là-bas les hommes plus chers....
G.C.

...L'homme dont toute l'Italie s'occupe ainsi, est né, il y a trente et un ans seulement, de parents pauvres, dans un village des environs de Forlì. C'est dire qu'il appartient à cette forte race romagnole dont les qualités de probité, de travail et de démocratie passionnée se sont imposées dans divers domaines de l'intellectualité italienne. Les gens de Forlì ont un sentiment très intense de la petite patrie et se soutiennent entre eux de façon admirable. Cette sorte de franc-maçonnerie forlivesienne protège Mussolini.

Les Socialistes, l'avanti et Mussolini 1914

Jules Destrée

...Tout se tient, tout se précise, dans ce mouvement néfaste qui menace le vieux monde: les Juifs, dans leur rage de destruction et aussi dans leur soif de gain, ont enfanté le bolchevisme. L'Allemagne s'en est servie pour affaiblir et réduire à merci un ennemi gênant. Il est impossible de contester une aussi flagrante vérité.

La gazette de Liège 6-10-21

Georges Simenon

Cité par Pierre Assouline

Simenon Biographie

Julliard

...Mais il y a Lénine et Trotsky. Lénine et Trotsky prennent le pouls des masses. Intuition géniale. Ils réalisent qu'il faut, que c'est l'heure, que l'heure est là. Ils imposent à leur Comité central en déroute, la révolution, sa date. Ils le mettent devant un véritable coup d'Etat. Sans Lénine et sans Trotsky, il n'y aurait pas eu d'Octobre. Il n'y aurait pas eu alors de révolution socialiste en Russie. Et après ? Qui le dira ?...

Mesure de notre temps

Cahiers bleus 1932

Charles Plisnier

quelle(s) culture(s) pour la wallonie? *

jean-marie klinkenberg

Bulletin de la FAR, n°140-141,

mars-avril 1984, pp.55-59

Comme le débat autour de ce «Manifeste pour la Culture Wallonne» a dérapé pas mal de fois vers le terrain proprement politique, je voudrais le replacer à l'endroit d'où il est parti, à savoir la culture. Et donc plutôt commencer par poser la question : quelles cultures pour la Wallonie ?

Il n'y a pas bien longtemps qu'on parle de la Wallonie. Le mot même de Wallonie est très récent : un gros siècle. Mais malgré cette histoire récente, il semble qu'on n'ait pas le droit de parler de la Wallonie de n'importe quelle façon : il y a une manière tout-à-fait canonique d'en parler, un discours dont on ne peut pas sortir. Dire la Wallonie, c'est toujours, semble-t-il, dire que nous sommes dans une «petite patrie», où l'on pleure volontiers, et quand on n'y pleure pas, on y réclame qu'on vous y «laisse pleurer» ; on s'y assied sur de petits bancs, près de vieux ponts. Tout cela est tendre, on est tous des binamés, des poyons, des mamés ; à la rigueur, on admet qu'on est frondeur ; on revendique une ardeur au travail, on reconnaît qu'on a une grande gueule ; et enfin, tout s'arrange, parce qu'on a bon cœur. Voilà, apparemment, la seule manière, dont on puisse parler de la Wallonie... Et quand nous ouvririons, jusqu'il y a quelques années, des romans ou des contes qui se

* Transcription de l'introduction au débat «Après un manifeste : quelle solidarité Wallonie-Bruxelles ?», qui s'est tenu au Club Rencontres (Liège) le 22 mars 1984. La Table-Ronde réunissait J.M. Klinkenberg, F. Martou et J. Dubois.

passaient en Wallonie, qu'est-ce qu'on y observait ? On y buvait du péket, on s'y faisait des tartines de sirop, on y regardait les images du chocolat Aiglon, et on y pêtait d'une robuste santé morale, celle qui a fait le succès de ces «Trignolades» qu'Arthur Masson nous a confectionnées au kilomètre...

Depuis que la Wallonie est un problème -et cela ne date pas d'hier-, il est bien difficile de sortir de ces lieux communs, de ces manières de parler convenues, aucun discours neuf, adéquat, ne s'est fait entendre. Et pourquoi cela ?

Peut-être parce que ce que l'on peut nommer la conscience wallonne est née dans deux endroits totalement distincts. Deux endroits lointains, d'où, pendant longtemps, les acteurs n'ont pas pu se parler ; on peut même, en fait, parler de deux consciences wallonnes distinctes, a priori peu conciliables.

D'une part la conscience wallonne est née, assez récemment, dans des milieux politiques, dans des milieux économiques, dans des milieux syndicaux. Et, vu de cet endroit là, le culturel est très souvent réduit au statut de hochet, quelque chose que l'on ajoute, comme pour garnir, lorsque l'essentiel est acquis. En tout cas, quelque chose sur quoi on n'a pas à s'interroger. Quand Jules Destrée est devenu le premier grand Ministre de la Culture, il ne s'est pas demandé quelle culture il fallait créer, encourager et diffuser: c'était la «bonne culture», celle qui s'élaborait dans la société bourgeoise, d'où il provenait, qu'il fallait «donner» à ceux qui n'avaient pas pu en profiter. C'était la grande culture d'en haut qui devait descendre en bas. Il n'a pas, il faut le souligner, pensé à une véritable alternative culturelle.

La conscience wallonne a eu une deuxième naissance, toute différente. Ce fut une position qui est née dans des milieux proprement culturels, chez une intelligentsia qui ne se souciait pas du tout d'articuler ses pratiques à la société. Elle soutenait sans rire, cette intelligentsia, que l'homme est universel, que l'homme de demain sera le même que l'homme d'hier, parce que l'homme est le même partout, toujours, sous toutes les latitudes. Elle ajoutait d'ailleurs qu'elle participait à la culture la plus universelle du monde : la culture française qui, parce qu'elle vit par la magie d'une certaine langue, serait la culture la plus humaine du monde (Question à poser notamment à pas mal de civilisations africaines...). Et notons ceci : c'est cette dernière position qui a obligé les créateurs culturels d'ici à estimer qu'il «n'était bon bec que de Paris», et donc qu'il fallait chercher le salut du côté de ce seul Paris. Fuite, exil, évasion... Ce mouvement est évidemment aggravé par des problèmes

d'infrastructure : c'est à Paris qu'on édite, que l'on dit ce qui est bon et mauvais en littérature - avec B. Pivot -, c'est à Paris que se trouvent les grands critiques, les grands médias, les grandes consécration.

Tout cela a créé chez pas mal de culturels wallons ce qu'on pourrait appeler une véritable schizophrénie. Le mot n'est pas trop fort, quand on songe par exemple à un cas comme celui de Charles Plisnier : Plisnier était d'une part un ancien trotskyste, un militant wallon, mais par ailleurs, lorsqu'il écrivait des romans sociaux où il peignait en fait une bourgeoisie qu'il connaissait très bien - la bourgeoisie montoise - lorsqu'il peignait les industries hennuyères, il s'essayait à placer tout cela de l'autre côté de la frontière politique, dans le Nord de la France. Il se contorsionnait donc pour ne pas avouer d'où il venait pour ne pas dire que ce dont il essayait de parler c'étaient des choses qu'il voyait, que c'étaient des problèmes qu'il sentait. Gymnastique qui le condamnait à la schizophrénie. Au point qu'on peut s'interroger sur ce qui lui restait de raison lorsqu'il est arrivé à tenir des propos panfrancophones que n'aurait pas désavoué Charles Maurras. Le chemin est long de Trotsky à Maurras...

Revenons à l'analyse : pas de jonction entre le politique d'une part et le culturel au sens strict d'autre part. Une jonction en tout cas très rare, et qui lorsqu'elle se faisait, était maladroite ou inadéquate. Car il y a eu de ces rencontres. Je pense, par exemple, à ce qui s'est passé dans les années trente : l'idée de l'excellence de la culture française est à ce moment venue à la rescousse d'une problématique politique : le choix de la langue de l'administration. Vous savez que vers le début du siècle, on a estimé que le bilinguisme qui s'était installé en Flandre grâce au combat flamand, devait être aussi, logiquement, élargi à l'ensemble de l'administration du Royaume. C'est ainsi que toutes les administrations devaient être bilingues. Alors on a dit : « Pas de ça ! Nous, Wallons, nous ne dépasserons jamais le grade de chef de bureau parce qu'au-delà il nous faudrait des compétences linguistiques ». C'est ainsi que des hommes politiques wallons, avec une partie de l'opinion publique flamande, ont mis en avant le principe de l'unité linguistique des régions, principe qui dorénavant prévaut dans l'organisation politique belge. Et vous le savez, c'est au nom de ce principe qu'on a par après résolu des « anomalies », comme par exemple la survivance d'une Université bilingue en Flandre, l'Université de Louvain, et qu'on continue à pourchasser certains autres fauteurs d'anomalies...

Donc, jonction rare et relativement maladroite. Ce qui est au cœur d'une telle situation de séparation, de schizophrénie, c'est évidemment une certaine conception de la culture : une culture que l'on réduit à des

moments privilégiés, aux grandes oeuvres, aux beaux textes. A tous ces petits frissons que l'on peut luxueusement se donner quand le reste est satisfait. Conception éthérée d'une culture autonome qui, paradoxalement, aboutit à créer, en dehors de cercles réduits, un véritable vide culturel, vide culturel aujourd'hui envahi par une culture de type multinational. Car en dehors de productions qui dépassent rarement la frontière de ces cercles, qu'est-ce que c'est la culture ? Ce sont les concerts qu'on donne sous les chapiteaux à la sortie des hypermarchés, ce sont les défilés de majorettes... Et paradoxalement cette culture là, tout à fait cosmopolite, n'a même pas peur de redevenir belge, à l'occasion, sous la bannière «merckxiste». Bref, une conception de la culture qui nous condamne soit à n'être que des culturels désincarnés, soit à n'être que des gens qui travaillent et luttent ici, mais sans trouver un prolongement à leurs actions dans la culture.

Mais l'histoire tourne, et au moins deux choses sont en train de se modifier depuis une dizaine d'années.

La première, - et ce changement n'est pas propre à la Wallonie - c'est la conception de la culture. La culture n'est plus seulement maintenant vue comme un produit de luxe, exclusivement artistique : on la définit plutôt comme une somme d'énergies, de ressources, qui doivent permettre à l'homme de se situer par lui-même, de penser ses propres situations, et d'agir dans le monde réel et imaginaire qu'il crée autour de lui. A ce changement dans la conception de la culture, est lié un changement dans la disposition des agents culturels, qu'ils soient cinéastes, dessinateurs, écrivains: c'est le refus de l'ancien écartèlement entre le politique et le culturel. Une partie des malentendus que le **Manifeste** récemment publié a suscités tient à ce que beaucoup de nos critiques ne peuvent pas sortir de ces clichés anciens et, au nom de la séparation des deux domaines, «traduisent» en termes strictement politiques et économiques ce qui est proposé comme culturel et vice-versa, sans apprécier l'originalité politique de la prise de position culturelle.

Le deuxième changement est partiellement lié au premier. C'est le refus de la fuite. L'écrivain devait aller à Paris? le peintre devait aller à Rome ? Aujourd'hui pas mal de créateurs profitent du fait que l'on découvre que les petites unités et les lieux, cela existe encore. On profite de cela, non pour se replier sur soi, mais pour traiter des grands problèmes humains à partir de ce qui se vit ici et maintenant. Et ceci n'est pas une fuite : c'est simplement un rejet du faux universalisme à l'ombre duquel s'opèrent des replis bien plus sournois.

C'est ainsi que, au rang des différentes prises de positions qu'on a pu voir au cours de ces dernières années dont je parle, on trouve ce Manifeste. Ce Manifeste signé par à peu près quatre-vingts intellectuels et créateurs de Wallonie et qui énonce simplement les quatre points qui suivent. Je les résume.

Le premier point - et c'est sans doute celui-là le plus important - c'est l'idée que les luttes présentes du peuple wallon sont d'abord des luttes économiques ; mais les signataires estiment qu'il n'y a pas d'accession possible de la Wallonie à sa personnalité si un projet culturel ne va pas de pair avec son projet économique et son projet politique. Sans le symbolique, non seulement le combat politique n'aura peut-être pas de réelle efficacité, mais peut-être aussi se condamne-t-il à ne pas avoir vraiment de sens.

La deuxième idée, c'est que les créateurs que sont une bonne partie des signataires du Manifeste ne se reconnaissent pas dans les images qui ont jusqu'à présent été données de la Wallonie. Ils estiment qu'il y a d'autres images, plus positives peut-être, qui sont à exprimer, mais de manière critique. Il s'agit de les analyser. Et en tout cas, il s'agit de ne pas avoir peur de faire connaître ces œuvres, de ne pas avoir peur de les imposer contre les produits standardisés du kitsch culturel de la culture multinationale. Il s'agit de donner aux nouvelles générations la possibilité de vivre tous les problèmes de l'univers, mais en partant des situations que nous vivons ici.

La troisième idée - et c'est malheureusement celle qui a peut-être fait couler le plus d'encre alors qu'elle n'est pas la plus importante - c'est l'idée qu'une culture ce n'est pas quelque chose de tout à fait éthéré : c'est une pratique qui va de pair, non pas avec de gros subsides, avec des « gros sous » - cela c'est une caricature -, mais avec des institutions, des infrastructures. La circulation des livres, par exemple, c'est une infrastructure. Et, de ce point de vue là, nous avons le devoir d'interroger les institutions à travers lesquelles nous nous exprimons habituellement. C'est ainsi que nous avons voulu analyser ce qui est connu sous le nom de « Communauté Française de Belgique » : nous estimons qu'elle ne peut pas pleinement réaliser ce vœu qui est nôtre d'opérer une jonction originale entre le culturel et le politique.

Le quatrième point est plutôt une mise au point : il s'agit de montrer que la culture en Wallonie (je préfère cette expression à culture wallonne) n'est pas liée à une quelconque essence. Quelle serait l'essence de la Wallonie ? Je me méfie quant à moi énormément de ces concepts intemporels. En fait, notre projet culturel est simplement lié

au refus d'une série de tutelles. La culture wallonne est une culture minoritaire mais que nous voulons tolérante, pluraliste, vivante. Et sont de Wallonie tous ceux qui y vivent et qui y travaillent.

Il nous a semblé qu'en exprimant ces quelques phrases, nous disions quelques vérités utiles pour tous ceux qui se reconnaissent dans le combat wallon. Nous étions bien loin d'imaginer ce que ces quelques propos parfois un peu hâtifs, quelquefois maladroits, allaient entraîner comme controverses et comme contresens. De ces controverses et de ces contresens, nous parlerons peut-être dans le débat qui va suivre, mais il nous a semblé en tout cas que cette manière de parler de la Wallonie pouvait nous faire sortir de quelques contradictions dans lesquelles nous avons jusqu'à présent été enfermés. Je n'en aborderai ici que trois.

La première contradiction, c'est celle qui se refuse à situer avec exactitude le nous-même et les autres.

D'abord, le nous-même. On ne parle généralement de la Wallonie que de manière culpabilisante ; le seul discours permis est celui du masochisme. J'entends fréquemment des Wallons qui parlent de la Wallonie en disant «eux», ou «les Wallons», comme s'ils s'excluaient de ce groupe. Qu'est-ce que c'est que ce «eux»? Cette manière d'éviter soigneusement le «nous» signifie en tout cas une sorte de culpabilité, ou de gêne. Quelques-uns de nos contradicteurs ont tenu à nous faire observer que nous devons effectivement interroger la Wallonie. Et c'est précisément ce que le Manifeste entend dire. Nous interroger, oui, mais pas nous sentir globalement et collectivement coupables ! On sait trop où mène l'idée de la culpabilité des peuples ! Elle mène à des pogroms. Or on veut nous rendre collectivement coupables, et seuls coupables, de toute la politique sidérurgique, des Fouron, de la crise économique, etc.

Donc, d'une part le discours de la culpabilité - celui qui mène à nous-même - et d'autre part le discours de l'Autre. L'Autre c'est-à-dire le bouc émissaire, le méchant Flamand.

On a pu s'étonner de ce que notre Manifeste ne citait jamais la Flandre. Moi, je m'étonne au contraire de ce que les discours sur la Wallonie parlent toujours et toujours de la Flandre, la Wallonie ne devant se définir que par soustraction. Parce que la nation flamande s'est affirmée dans ce qu'était la Belgique, faut-il que nous prenions le relais et toujours nous situer par rapport à cela ? (Et d'ailleurs je constate que le concept de Communauté française de Belgique est étroitement

calqué sur l'idée de Communauté flamande : c'est en effet la Communauté flamande qui a été la première à vouloir et à avoir l'autonomie culturelle). Il s'agit bien plutôt de sortir de ce balancement constant entre la culpabilisation et le discours qui veut reporter la faute (quelle faute ?) sur l'autre. Il s'agit d'interroger ce que nous sommes, ce que nous voulons.

La deuxième contradiction dont il nous paraît que nous pouvons sortir, c'est la contradiction entre l'émiettement d'une part et la globalisation de l'autre. Je m'explique.

L'émiettement d'abord. Il est certain que le morcellement est un des principaux problèmes de la Wallonie. Si la Wallonie n'existe pas, d'une certaine manière, c'est évidemment à cause de l'esprit de clocher. Pour que se crée la Wallonie, il faut donc un imaginaire, il faut un discours symbolique. Aucun groupe qui ne se soit créé grâce à du symbolique. Il faut donc un discours qui, tout en étant critique, soit unificateur. Et je constate que les retombées de ce discours unificateur existent déjà. Ce Manifeste nous a permis, à nous qui sommes ici, de rencontrer des gens du Hainaut, des gens de Namur, des gens à qui nous n'avions pas eu jusqu'à présent l'occasion de parler, et de les rencontrer - ceci est tout-à-fait nouveau - en dehors de Bruxelles : deux fois à Tourinnes-la-Grosse, une fois à Namur, une fois à Liège...

D'une part, donc, un certain discours de l'unité que nous opposons au discours de l'émiettement mais d'autre part aussi une critique du discours globalisant. Parce que unification est évidemment un mot dangereux. Il ne faut pas n'importe quelle unification. L'idée selon laquelle Liégeois, Carolorégiens, Namurois... ne sont que des prénoms et Wallons notre nom de famille, c'est un peu un tour de passe-passe, n'est-ce pas ? En prononçant une telle formule, nous risquons de tomber dans des mythes aussi dangereux que les autres formules sous le règne desquelles nous avons vécu et vivons encore, et qui sont : «Flamands, Wallons ne sont que des prénoms, Belges, est notre nom de famille»; ou encore la formule qui prévaut aujourd'hui : «Bruxellois, Wallons ne sont que des prénoms, "Communautois" est notre nom de famille». Or on sait, n'est-ce pas, que les familles sont étouffantes ; on sait ce que sont les entreprises qui sont «de grandes familles» («chez nous, il n'y a pas de problèmes, c'est une grande famille»); on sait ce que sont les Etats qui font rimer Famille et Patrie. Hissées au niveau de l'Etat, les formules familiales cachent une seule chose, qui est la raison d'Etat. Donc, pas n'importe quelle unité, pas d'unité à tout prix : l'unité sacrée n'existe pas. Notre unité, celle que nous envisageons, c'est une unité qui ne masque pas les clivages, qui ne dissimule pas

les rapports de force : «Les Wallons», ça n'existe pas. Il y a des Wallons qui ont leur argent à la Société Générale, et il y a des Wallons qui sont et seront les premiers liquidés dans la crise économique que nous vivons .

Ainsi, ce que nous récusons, ce sont tous les concepts faussement unifiants, globalisants, comme «Communauté», comme «Francophonie», «Culture mondialiste». Ce dont nous avons à souffrir pour le moment c'est précisément d'une culture mondialiste, celle du kitsch (dont j'ai parlé tout à l'heure), qui nous précipite dans notre statut de «réserve». Car au fur et à mesure que cette culture mondialiste s'étend, il ne nous reste plus à nous, chaussés de sabots et vêtus de sarraux le dimanche matin sur la Batte, qu'à chanter «Marève clap sabot» en tendant la main pour recevoir des aumônes en marks ou en florins. Une culture mondialiste qui nous précipite dans notre état de «réserve», ou encore l'idée d'une vaste francophonie, dont on nous a assez rebattu les oreilles et qui, paraît-il, serait une manière de se situer humainement dans le monde. Mais on voit trop bien quel sens aurait une Francophonie qui ferait soi disant coexister dans la même famille le fransquillon gantois, le taximan de Toronto, le balayeur sénégalais de Paris, et le Wallon. De telles familles sont évidemment étouffantes et nous voyons trop bien l'illusion qu'on veut faire miroiter à nos yeux quand on nous dit : «il y a une belle grande culture française; elle nous propose un modèle grandiose à la de Gaulle, décontracté à la Valéry Giscard d'Estaing, bonasse à la Pompidou...».

Donc, ces unités, nous n'en voulons pas. Nous voulons une ouverture, une unité qui ne dissimule pas les clivages sous de fausses unanimités.

La troisième et dernière contradiction dont nous croyons devoir sortir, c'est la contradiction entre la conception éthérée de la culture et sa conception fonctionnariste.

On a dit, n'est-ce pas, que la culture c'est le génie, et que le génie n'a pas besoin d'infrastructure. Le génie se moque de l'argent, n'a pas besoin de protection. On l'a répété, notamment parce que dans ce Manifeste il est question d'institutions. On a alors ironisé : on a prétendu que les signataires de ce texte étaient des «cultureux» à la recherche de prébendes, qu'ils mettaient par dessus tout la débilité de l'art officiel. On les voyait déjà en train d'écrire des cantates et de déposer des gerbes d'oeillets rouges au monument André Renard, quand on ne les décrivait pas ouvrant des goulags pour les artistes déviants...

On peut l'admettre : les infrastructures ne font pas les génies. Mais les

infrastructures les font éclore, oui ! Il faut le redire. Il n'est pas médiocre de rappeler que beaucoup de bons peintres ne seraient pas devenus peintres s'ils avaient dû descendre à huit ans dans la mine. (Pour un Malva, combien de Mozart ont été assassinés dans les fosses !) Combien de bons écrivains ne seraient pas devenus écrivains s'ils n'avaient pas, un jour, été transportés intimement au moment où leur instituteur leur a donné leur première rédaction à faire. Et combien de bons dessinateurs ne seraient pas devenus dessinateurs s'ils n'avaient eu des cahiers dans la marge desquels ils ont pu griffonner. Alors, la scolarité, l'enseignement, la production de papier et la possession de cahiers : négligeable ? Faut-il cracher dessus, au nom d'une conception sublime de la culture ? Et pourtant, ce sont des infrastructures. Non, la culture n'est pas qu'une pratique intime, n'est pas seulement une sorte de drame qui se joue entre l'écrivain isolé dans son cabinet et sa page blanche. Non, ou alors, si c'est cela, il est justifié que les poètes crèvent de faim : s'ils crèvent, ils n'en écriront que de plus beaux poèmes. Il est justifié que le cinéaste mendie : son regard n'en sera que plus aigu, son oeil plus clair. Torturons-le ce peintre, il n'en sortira que du plus beau. Cette conception de la culture comme ascèse provient évidemment tout droit de notre morale judéo-chrétienne du sacrifice.

Donc, ne crachons pas, avec naïveté, sur les infrastructures. Mais cela ne signifie pas pour autant qu'une culture doive être fonctionnariste. Tout n'est pas que subsides, gros sous, récompenses qui viendraient d'en haut, d'on ne sait trop où. Et à cet égard le Manifeste que nous avons publié est clair : il ne parle pas de subsides, mais simplement «d'outils» et «d'instances». Simple, nous affirmons que la culture est aussi un marché, et nous voulons que les créateurs de Wallonie soient au courant des lois de ce marché, sachent où et comment se prennent les décisions qui affectent le marché où ils se trouvent. Il ne s'agit donc pas d'attendre passivement, ou de quémander, des solutions qu'apporteraient toujours des pouvoirs publics ; il ne s'agit pas de promouvoir une culture «d'assistés sociaux bougons» (pour reprendre l'excellente formule d'un sociologue bruxellois). Il s'agit au contraire d'être conscients de nos responsabilités et de nos possibilités ; il s'agit d'être conscients que l'imagination existe encore en Wallonie ; il faut savoir que les forces existent et, qu'on doit pouvoir en parler ; qu'il existe une inventivité et qu'elle doit être plus sûre d'elle ; qu'il y a un savoir, et qu'il doit pouvoir se faire connaître.



Samedi au Borinage
Léon Navez

A Jules Destrée

Alphonse Darville



UNE STATUE

Prenant pour guide clair l'astre qu'était son âme,
A travers des pays d'ouragans et de flammes,
Il s'en était allé si loin vers l'inconnu
Que son siècle vieux et chenu,
Toussant la peur, au vent trop fort de sa pensée,
L'avait féroce ment enseveli sous la risée .

Les villes tentaculaires
Emile Verhaeren

.....

Cette guerre nous voua d'abord aux ténèbres. Soudain nos villes s'éteignirent et leurs habitants se heurtèrent à un mur d'ombre. Rien ne traduit plus éloquemment l'hostilité que la mort des capitales, soudain veuves de leurs lumières. Il faut avoir aimé d'amour les sites urbains pour éprouver jusqu'à l'angoisse cette sensation atroce de vide, de deuil, de désespoir que créent les rues abandonnées, les magasins clos, les réverbères désaffectés... La ville asservie n'appartenait plus qu'à la lie du régime - ceux-là même qui, dans les coulisses, faisaient la loi : tous ces civils à chapeau tyrolien et crâne rasé, toutes ces hétaires au visage de chèvre et aux yeux morts, tous ces hommes dépaysés, soudain lâchés dans les rues, avec leurs affreux désirs et, dans leurs yeux, le goût atavique du pillage... Le haut de la ville, ses restaurants select et certains de ses salons - on les énumérera plus tard, quand le moment sera venu - devinrent le théâtre d'étranges tractations... La nuit opaque favorisait ces palabres douteuses, ces inavouables rendez-vous. L'homme de la rue passait à côté de ces horreurs, et il aurait fallu un miracle pour qu'il ne fût pas contaminé. Il le fut, et comment ! De là, cette dégringolade en flèche, cette descente en piqué de la moralité publique. Il était de bon ton, dans certains milieux, de ne croire à rien et de n'espérer qu'en soi-même. Gagner de l'argent et surtout "en mettre de côté" - l'affreux mot et l'affreuse chose ! - devint, pour un quart de la population, l'objectif suprême...

Mourir debout Souvenirs du maquis

Fernand Demany

Germinal 1945

Comment faire un Manifeste

il vaut mieux allumer une
petite bougie que de maudire
l'obscurité

avec le recul des jours et proportion-
nellement au tollé général suscitè
nous avons eu raison je crois de
lancer "le manifeste de la Culture
Wallonne sur les chemins de papier".
Pourtant il faut l'avouer il était
bien maladevrit ce texte gonflant
et pompeux parfois sans humour
à donner l'impression que nous nous
prenions fort au sérieux et que nous
étirions les ressorts les jaunes d'œuf
de la Culture Wallonne et que notre
analyse était la seule valable et
digne de foi. Ce n'était pas le non
plus au chef d'œuvre d'écriture
digne de figurer dans les anthologies
du futur disons le tout net
personnellement ce texte je n'ai
jamais réussi à le lire jusqu'au
bout - je le trouvais rasoir juste
bon à occuper les soirées des
coupeurs de cheveux en 4 - des
discours sur le sexe des anges

juste capable d'intéresser celles et ceux ²
 qui se quattent en demoy des bras pour
 rure et ce texte maledroit bequillard
 sans surprise de langage - ce texte
 s'est révéle une bombe textuelle s'est
 à vous décourager de bien écrire -
 non personnellement en tout cas je n'avoy
 pas mesuré la longueur la largeur et
 la profondeur de l'onde de choc - Il
 me semblait qu'il n'y avait pas la de
 plus fouetter un chat et pourtant on
 a mis en batterie des Canonz contre cette
 mouche de papier - Nous avoy assisté
 à un petit verdu mental à une bataille
 rangée à une panique digne d'une panne
 d'électricité à N.Y - Des camps se
 sont formés on ne sortait plus que la
 repière textuelle à la main prêt à
 pointer la langue perfide et le
 duel est encore permanent il n'y a pas
 pas un jour sans qu'un journaliste
 un écrivain un poète de gain et tape
 que tapera tu les 6 Signataires du
 départ les pionniers de cette force
 les gais l'urroy capable de faire un texte
 aussi morne aussi exempt de diaboleries
 Ces 6 nous quattaires ont vécu en
 l'espace de quelques mois plus de
 tomates plus de sarcasmes qu'il y
 n'en avoyent velle durant toute leur vie

Voilà ce qui se en coûte à 3
plaider aujourd'hui - les signataires
se sont retrouvés balafries au bal
masqué de la prusse et sous les coups
vivent un moment où l'on ne se tient plus
faucet qu'en les renvoie et on entre alors
dans le cul de sac de la polémique
dans l'impasse du parler pour ne rien dire
on regarde l'événement dans un rétroviseur
et pendant que les intellectuels s'amuse
à s'envoyer des tartes à la crème
~~mentales~~ textuelles le bateau de la
vie quotidienne prend l'éau - quand
les cuisiniers se battent le vati bûche
il est temps de remonter les bretelles de
la conversation - On a besoin de
l'énergie de tout le monde pour relancer
l'initiative sur tous les plans chez
nous - Il est temps d'écrire des mots
qui unissent plutôt que des mots qui
divisent - notre travail est de remettre en
route le moteur inventif mental de tous
les gens d'ici ce n'est pas à nous
de remettre de l'huile dans les moteurs
quippés de la vieille garde journalistique
et élitaire qui aboie à qui mieux
mieux pour délimiter son territoire de
chasse qui est pour tout ce qui est
contre et contre tout ce qui est pour

et plus jugée mal qu'on jette un peu
 sur les mœurs de la culture avec
 un grand ciel - Ce troupeau de copies
 conformes de duplicatas de fac similis
 de suivres qui salivent comme des
 chiens de parloir dans leur uniforme
 mental quand on leur surmène
 à longueur de jours des discours
 négatifs qui ont mauvaise haleine
 les à mortels d'apocalypse ce n'est
 pas à nous de les suivre -

Chez Caravanniery même si
 les chiens aboient il faut que
 la caravanne passe

PAR le passé la Wallonie a été
 technologiquement la première à
 travailler le charbon le fer la
 pierre le boy à tel point que des
 mots wallons ont passés dans le
 langage français je pense à
 coran rescapé benne fusquet
 etc - le même phénomène existe
 aujourd'hui avec le langage
 américain (le pidgin) qui s'est
 imposé parce que les américains ont
 été les premiers à explorer certaines
 techniques

la conclusion est que nous devons
 à nouveau être les premiers à
 réaliser de choses nouvelles nous
 avons toutes les compétences voulues
 et les inventions même les plus
 humbles même les plus modestes
 peuvent bouleverser totalement
 la vie des gens

(présentation de la girasole)

L'invention de la girasole dans le jura
 suivie par un jeune homme a
 relancé entièrement la fabrication
 d'un fromage local par ailleurs
 excellent et a connu un succès de
 vente étourdissant - 20 inventions de
 ce type relanceraient économiquement
 la Wallonie - la remettrait sur la
 carte économique - Car actuellement
 le jeu est presque uniquement
 économique et à ce point de vue
 écrivain un manifeste de la Culture
 wallonne c'était mettre la charque
 avant les boeufs. Dans toutes les civilisations
 antérieures il n'y a culture et art
 que lorsque chacun mange à sa faim
 le chercheur doit être un homme
 heureux inventer c'est créer des
 emplois

Dans les journaux on parle rarement⁶
d'invention on parle toujours de
catastrophes de choses négatives
Rarement de choses positives -

En 79 un homme a traversé la Manche
en vélo volant

en 81 un autre a traversé la Manche
en avion solaire qui a parlé de ces
2 réalisations qui ont bouleversé
l'histoire des techniques

C'est pour cela que les journalistes
et les écrivains de chez nous doivent
écrire des mots qui multiplient les
énergies doivent mettre l'imagination
au pouvoir - Notre région doit devenir
une pépinière d'inventeurs - Un

jour un fermier dans un petit village

de France décide de fabriquer
un avion dans son hangar quelques

mois après un autre puis un 3^e et

le village est devenu maintenant un

village de constructeurs amateurs

il ne manque le dédicé C'est aux

intellectuels à le provoquer à

créer le tissu mental nécessaire

à l'éclosion d'une foule d'inventions

de toutes sortes qui créent des
emplois nouveaux



La naïade de Georges Gard...

Ventre triomphant
rouge, volcanique
bébordant.
Noyau dense et fumant.

Il faut y mordre jusqu'au délire
à pleine dents.

.....
Ventre rouge.
Ventre brillant
irrigué de sève nouvelle.
Sous l'oeil fixe du soleil
ventre palpitant.

Danielle Moreau
Sous ma chemise cette nuit...



Nu de fer

A. Mambour

... Comme un peintre au travail, il prenait parfois du recul dans le but de vérifier "son" tableau, respirer un peu, fixer l'icône dans sa mémoire afin d'avoir la possibilité de revenir l'y chercher plus tard, quand bon lui semblerait. Il se remettait à l'ouvrage, ne la touchant que du bout des doigts, sachant parfaitement que s'il s'approchait d'elle, il ne parviendrait plus à contenir ses pulsions. Il domptait donc les distances et, c'est agenouillé aux pieds de sa déesse, les bras tendus, qu'il détachait les quatre jarretelles. Quand elle était presque nue et qu'il ne restait plus qu'un étroit slip de dentelle laissant surgir, par transparence, la végétation serrée de son pubis, alors, alors seulement, il s'autorisait à frôler ses hanches rondes de violoncelle; puis, faisait couler la fragile relique à ses chevilles. Elle était nue, nimbée de pénombre ...

Le séducteur immobile

Librairie Séguier 1989

France Borel

... Les détenus qui ont la TV en cellule forment leur programme en fonction d'une seule chose: le film où il y aura le plus de cul. Je parle d'expérience. Et c'est pour ne plus passer ma soirée la zézette en main que je ne veux plus de télévision en cellule. Le cul est notre obsession (zobsession), à tous, même s'il y en a peu qui l'admettent. La "branlette du soir", c'est devenu un rite. Et je vous jure que c'est excessivement dur d'y résister... On fait de nous des bêtes et des malades...

Taule-errance

1983 Editions 22 mars

Albert Balencour

en guise de conclusion provisoire

*Pour une culture de Wallonie
Actualité du Manifeste*

Editions Yellow Now, fév. 1985, 34p.

Parmi les réactions au texte du *Manifeste*, il en est deux qui interpellent particulièrement les créateurs. La première constitue un diagnostic : «N'est-il pas risible de parler de création culturelle en Wallonie ? Celle-ci n'est-elle pas déjà un désert intégral ? Ce qui y survit n'est-il pas frappé d'une irrémédiable arriération ?». La seconde porte sur les remèdes : «Mais que voulez-vous au juste ? Une «assistance culturelle» qui aggraverait votre dépendance d'assistés sociaux ? Une autonomie, qui va sans doute transformer le particularisme wallon en compétition fratricide ?»

Ces deux questions posent clairement le problème de nos ressources. Quels sont nos atouts en matière culturelle, et comment les abattre au mieux ?

On peut commencer par revoir le constat établi plus haut. Il est certes vrai que la Wallonie connaît non pas une extinction mais une déperdition de ses énergies culturelles : dans différents domaines -du cinéma et du théâtre à la littérature et à l'enseignement universitaire- la Wallonie connaît la fuite des cerveaux. Qu'elle exporte son savoir et son savoir-faire n'est rien d'autre qu'une tradition séculaire (qu'on pense aux Wallons d'Allemagne et de Suède).

Mais ce mouvement va de pair depuis une cinquantaine d'années avec une occultation des origines qui n'est pas pour rien dans la naissance

de l'illusion désertique. De ce que la Wallonie donne, elle ne touche plus les dividendes. Il est vrai aussi que le fléchissement économique du pays - vécu sur le mode de l'impuissance tant nous sommes privés du droit d'agir sur ce qui nous détermine - a des conséquences culturelles non négligeables.

Mais en dépit de ces épisodes, les grandes traditions se maintiennent fermement. Des centres musicaux vivants continuent à faire naître des artistes de premier plan, mais aussi -la chose moins visible, est tout aussi importante- à offrir à l'ensemble de la population une formation solide. La Wallonie continue à produire d'excellents comédiens et, de façon bouillonnante, turbulente, une nouvelle génération s'affirme en différents points. Dans le domaine des arts graphiques -au rang desquels on comptera évidemment la bande dessinée- nombre de créateurs se sont affirmés, dont certains se sont hissés au sommet de leur profession. La chanson est portée par un dynamisme créateur qu'elle n'a jamais connu. Contrairement à un mensonge mille fois répété, le potentiel scientifique et technique de la Wallonie reste intact. Il n'y a pas encore de cinéma wallon en tant que fait collectif, mais, depuis quelques années, des réalisations émergent, se font remarquer à l'étranger ; la vidéo est en plein essor.

Cette efflorescence est volontiers occultée. Il en est une autre qui peut plus difficilement être cachée, c'est celle des activités collectives, menées à la base : festivals de chanson, théâtre amateur, etc. Les activités sont d'ailleurs soutenues par ce courant qui, ces vingt dernières années, visait à rendre aux collectivités de petite dimension leur dignité créatrice (le modèle québécois aura à cet égard, et en dépit de son caractère un peu mythique, été remarquablement efficace).

En bref, un examen mené sans complaisance ni masochisme, mène à constater la présence dans tout le territoire wallon d'un dynamisme culturel dont l'intensité peut même apparaître comme surprenante, dans le climat de culpabilisation et de repli savamment entretenu autour des Wallons. Bien plus : les oeuvres témoignant de ce dynamisme affirment aujourd'hui leur appartenance ; ce qu'elles doivent au milieu qui les a produites et ce que le milieu leur devra. Cette affirmation est souvent dite avec netteté, une netteté qui contraste bien avec le pâle cosmopolitisme revendiqué jusqu'il n'y a guère, par des artistes qui se voulaient universels et ne réussissaient qu'à être de nulle part.

Mais si dynamisme il y a, d'où vient que ses effets soient apparemment si peu sensibles ? D'où vient que les réalisations qu'il engendre soient apparemment si méconnues ? D'où vient que la voix des créateurs de

chez nous nous parvienne si souvent par le détour d'échos étrangers ? C'est que tous ces efforts restent dispersés.

C'est qu'aucune structure d'ensemble ne vient consolider ce qui existe, c'est qu'aucune instance ne vient marquer de son signe propre, ce qui se fait. C'est qu'aucun relais wallon ne met en contact lieux de production et lieux de réception. Pas de presse, pas d'enseignement spécifique, pas de lieu de débat. De sorte que les fruits des efforts wallons sont le plus souvent cueillis ailleurs. Ou encore que l'on ne parle pas d'un créateur wallon, jusqu'à ce qu'il se soit fait connaître au dehors. Et encore que la culture de Wallonie est inconnue, ou niée.

Dès lors, que faire ?

Des réponses de nature institutionnelle existent. En l'affirmant, on prend évidemment le contrepied d'un point de vue qui paraît dicté par le bon sens. Celui qui affirme que le génie n'a besoin ni d'infrastructures, ni de protections, ni de prébendes. Il est vrai qu'aucune infrastructure n'a jamais obligatoirement fait naître le génie. Mais les institutions permettent au moins qu'il se développe et se fasse connaître.

En matière d'infrastructure, ce n'est pas d'une «décentralisation» plus poussée ni d'une «régionalisation» bâtarde que la Wallonie a besoin. Dans ces formules, les initiatives viennent toujours d'ailleurs. Ce qu'elle demande, c'est une maîtrise véritable et de ses ressources infrastructurelles et de ses ressources intellectuelles. Bref, une autonomie réelle, à partir de quoi elle pourra redéfinir ses relations avec des partenaires librement choisis. Il va sans dire que cette autonomie culturelle ne peut être effective que si elle est le complément d'une autonomie politique.

Ainsi, dans les secteurs où la création ne peut exister sans initiative collective ou sans ressource financière importante, la Wallonie disposerait des ressources qu'elle offre aujourd'hui sans pouvoir en contrôler l'usage. Or, ces secteurs sont nombreux : c'est le cinéma, le théâtre, la recherche, l'enseignement, les média.

Il s'impose aussi que la Wallonie crée les relais qui lui manquent, les caisses de résonance dont elle a besoin. Or, la reconnaissance d'une identité propre est sans nul doute de nature à faire naître ces organes.

Cette identité sera-t-elle un repli ? ou un remède à la lente et fatale hémorragie qui laisse les intellectuels et créateurs partir à Bruxelles, Paris ou New York ? Va-t-elle amener les composantes d'une Wallonie dont on sait la riche diversité à s'entredéchirer ? Il faut sans doute

parier sur le contraire : l'histoire montre que la créativité a toujours été dynamisée par l'émulation de composantes autonomes. Il faut parier sur les ouvertures que l'on se choisit soi-même. C'est cette promesse qu'entendent tenir les signataires du Manifeste.

après le déclin

interview de michel quévit

*les cahiers de Pandora, n°11 spécial Belgique
juillet 1985, Neully-France, pp.24-26*

Pandora - Michel Quévit, vous êtes un économiste, né en Wallonie, et vous avez publié plusieurs ouvrages sur la question wallonne, notamment en 1982 **La Wallonie : l'indispensable autonomie**, qui analyse d'un point de vue surtout économique, mais aussi historique, sociologique et culturel, le déclin de cette région et le défi qu'elle doit aujourd'hui relever pour affirmer son existence même.

D'une façon générale, comment voyez-vous le problème culturel belge aujourd'hui ?

Michel Quévit - Quand on essaie de voir ce problème de l'extérieur, il présente deux communautés culturelles en termes de références linguistiques : la communauté flamande et la communauté française. Dans la communauté française, il y a en fait deux composantes, la capitale Bruxelles d'une part et la Wallonie d'autre part, qui ont chacune leurs institutions. Ce qui est intéressant c'est qu'à l'étranger on perçoit bien la référence flamande et francophone. La référence flamande, en particulier, car la Flandre s'est structurée, partant d'une collectivité dominée dans l'Etat belge -la langue flamande n'étant pas la langue officielle, qui est le français depuis 1830- et elle s'est organisée pour renverser cette hégémonie francophone dans un projet qui articulait le culturel, le politique et puis l'économique.

Pandora - Les Flamands se seraient donc organisés culturellement d'abord ?

MQ.- Le mouvement flamand est en effet issu de littérateurs qui créèrent une académie de littérature flamande, codifièrent la langue flamande, alors ensemble de dialectes, organisèrent la conscience flamande et firent passer ce message dans les écoles. Leur projet était de type populiste, s'appuyant sur le peuple et s'inspirant du romantisme allemand, selon lequel une relation existe entre une langue et son peuple. Dès lors, le mouvement flamand s'organisa politiquement, et imposa à l'Etat belge de reconnaître la langue flamande comme une langue officielle. Un projet économique, issu d'une bourgeoisie industrielle naissante, suivit de peu et lança l'idée de l'autonomie économique devant l'académie de littérature flamande.

En 1905, un ami de Lieven Gevaert déclara en effet devant l'assemblée annuelle de cette académie: «Vous n'aurez pas d'autonomie culturelle si vous ne liez pas la culture à l'économie». Dès lors, un puissant milieu économique s'est structuré, créant sa propre banque, la Kredietbank -aujourd'hui une des plus grandes banques de Belgique avec deux mille agences dans le monde-, et a vraiment encadré une prise de conscience flamande jusqu'à prendre peu à peu le contrôle de l'Etat belge. Car la communauté flamande représente aujourd'hui 55% de la population belge. A elle seule, elle fait passer toutes les lois au Parlement.

Voilà peut-être une réalité mal perçue à l'étranger, où l'on appréhende bien ce problème Flamands-francophones, mais où l'on croit que la Belgique est un pays francophone. Et ce, en particulier parce que certains Flamands, qui mènent une carrière internationale, connaissent le français, qu'ils ont appris puisque c'était la langue du pouvoir. L'inverse n'est pas vrai.

La Flandre a ainsi connu un grand courant de littérature française avec, entre autres, Maeterlinck, Ghelderode, Marie Gevers, qui a percé au niveau international, et en particulier au niveau de la culture française, car ce courant exprimait en français un imaginaire flamand. Je prends dans mon livre l'exemple du Plat Pays de Brel, le plat pays c'est la Flandre, ce n'est pas la Wallonie au relief tourmenté. C'est pourtant cette image-là d'un imaginaire flamand, également rendu célèbre par ses peintres, véhiculé en français qui a marqué à l'étranger. Ainsi pour beaucoup, Flamands et francophones c'est la même chose, le flamand étant à l'identité ce que le français est à l'expression. Ce que l'on sait moins, c'est que le peuple flamand s'est organisé contre cette bourgeoisie francophone de Flandre, dont il baptisait les membres du nom

de *fransquillons*. Et ce milieu intellectuel francophone a dû se «recentrer» sur la Belgique unitaire et par conséquent sur sa capitale, Bruxelles, avec en corollaire un problème spécifique à la communauté française, celui des rapports entre Bruxelles et la Wallonie.

Pandora - N'est-ce pas là un paradoxe : d'un côté, la réalité flamande avec son autonomie culturelle, politique et économique, de l'autre, la communauté française divisée en son sein entre Bruxelles et la Wallonie ?

MQ.- C'est en effet un paradoxe difficile à comprendre pour deux raisons. La première tient au fait que la Wallonie, région riche au sommet de l'essor de la première industrialisation, s'est développée grâce à un investissement essentiellement étranger, français en particulier, et grâce à une finance hollandaise, avant l'indépendance de la Belgique. Toute la classe financière belge s'est ainsi tournée vers la France, il était donc logique que le français devienne la langue officielle du pays.

La seconde raison tient à cette option même. La Wallonie n'offrait alors qu'une série de dialectes wallons et picards - le dialecte wallon entre Charleroi et Liège, par exemple, est très différent. Mais comme il n'y a pas eu codification du wallon, la langue de référence devint le français. Par ailleurs, la Wallonie se trouvant dans une période de croissance économique n'éprouvait pas le besoin de se définir culturellement dans l'Etat belge. Tant que dura la croissance, ce besoin ne se fit pas sentir. Quand s'amorça le déclin wallon, les rapports de force économiques s'inversèrent au profit de la Flandre.

C'est ce vide d'investissements dans un tissu industriel devenu exsangue qui interpelle aujourd'hui les intellectuels wallons et fait saillir le problème de la culture de Wallonie. Tel est le sens de la démarche dans laquelle se sont engagés des créateurs de Wallonie et qu'ils ont commencé à expliciter dans un **Manifeste pour la culture wallonne**, qui va se précisant, en février dernier notamment par une **Actualité du Manifeste-Pour une culture de Wallonie**. Pour donner à une collectivité qui n'a plus de repères un sens à ce qui se passe chez elle, un groupe d'intellectuels et de créateurs qui vivent en son sein manifestent pour réaffirmer un «Nous existons !».

Cette prise de position provoque une réaction de rejet de la part de la classe intellectuelle francophone à Bruxelles, lieu de concentration de l'intelligentsia qui venait de Wallonie et qui s'est définie par référence au projet national belge. Mais cette identité belge n'a plus de sens, puisque les Flamands l'ont rejetée en créant l'identité flamande en Belgique. Et l'identité de la classe intellectuelle francophone ne fait pas

référence à un territoire, ni à des racines, mais à la culture française. Identité extérieure pour pouvoir se nommer quand même dans un contexte national, où les rapports de force se sont modifiés. Or, pour cette classe intellectuelle nommer la Wallonie c'est créer un conflit avec l'identité qu'elle se créait, car elle considère la Wallonie comme sa province. Alors que le souci des manifestaires est le devenir de la région wallonne et son réveil culturel pour l'aider à lutter contre le repli, la fatalité et la culpabilisation du déclin dans une région qui était la plus riche d'Europe et qui connaît aujourd'hui 20% de chômeurs.

Car il existe un lien très net, qu'on le veuille ou non, entre l'économie et la culture, dans la mesure où une culture s'exprime de façon valorisante lorsque l'économie se développe dans un contexte de richesse. Sinon, elle se sent inférieure, se culpabilise, se replie sur elle-même, sauf si elle réagit en nommant le déclin. Les créateurs de Wallonie veulent se définir autrement que comme créateurs d'expression française simplement. Cela ne signifie pourtant pas un rejet de l'appartenance à une communauté mondiale francophone, mais à la communauté française telle qu'elle est vécue ici en Belgique.

La démarche des créateurs wallons est semblable à celle des Québécois dans l'hémisphère nord-américain. Au Fond, les Québécois n'ont pas voulu se nommer *Canadiens français*, et l'on voudrait que les Wallons se nomment *Belges francophones*, ce qu'ils refusent. Car on peut se trouver dans la francophonie et avoir une identité, une référence spécifique. C'est tout le problème des cultures. En Europe, il n'y a pas une culture européenne, il n'y a même pas une culture française européenne, il y a à l'intérieur de l'Europe des multitudes de cultures.

Pandora - Depuis août 1980 la Belgique s'est engagée sur la voie de la fédéralisation, n'est-ce-pas là un facteur qui devrait favoriser cette résurgence de la Wallonie ?

MQ. - Absolument. Mais là encore il y a déséquilibre. Du côté flamand, on a bien résolu le problème, on a créé un même pouvoir qui gère la culture, l'économie et le politique. Les Flamands ont leur exécutif et ont réalisé la fusion des institutions communautaires qui gèrent la culture avec celles de la région flamande qui gèrent l'économie. Du côté francophone, les choses ne sont malheureusement pas aussi claires. On trouve une communauté française avec son assemblée et son exécutif qui gèrent la culture, à Bruxelles, et on trouve une Région wallonne avec son assemblée et son exécutif, comme en Flandre, qui gèrent l'économie. Bruxelles a également son exécutif pour la gestion de l'économie.

Pourquoi ne pas restructurer l'Etat sur ces trois composantes et faire

en sorte que la gestion de la culture s'articule sur la gestion de l'économie, et que l'on supprime la communauté française de Belgique pour créer dans un Etat Fédéral un Etat fédéré pour les Flamands, un Etat fédéré pour les Wallons et Bruxelles, Ville-Etat à l'instar de Brême ou Hambourg ? Cela impliquerait des bouleversements sur le plan du pouvoir culturel détenu par la classe intellectuelle francophone à Bruxelles, qui contrôle la culture et sentirait son pouvoir basculer au profit de la région wallonne. Cela n'a jamais été explicité bien sûr, car reconnaître cet état de fait reviendrait à reconnaître qu'il y a domination ! Pourtant, 95 % du budget pour le théâtre vont à Bruxelles. Une commission pour le cinéma et le théâtre sélectionne le film ou la pièce que soutient le ministère de la culture française, et sur quinze membres cette commission compte deux Wallons. La Flandre a pourtant obtenu son autonomie culturelle -son premier objectif- depuis 1970. En outre, Bruxelles sans la Wallonie, ce n'est qu'une communauté de neuf cent mille habitants, alors que la Wallonie en compte trois millions deux cent mille, pour une population globale de dix millions.

Pandora - La richesse culturelle wallonne est aussi un enracinement dans un terroir qui n'est pas le même pour tous les Wallons ?

MQ. - Vous posez là le problème même de l'identité et de la conscience wallonnes. Toutes deux ne peuvent faire référence à quelque chose de commun, car au fond qu'est-ce que la Wallonie ? C'est une collectivité territoriale qui n'a jamais eu à se définir et qui n'a jamais cherché à savoir quelles étaient ses racines communes. Etre Wallon c'est d'abord être très diversifié. Cette diversité fait référence à des terroirs, qui sont autant de composantes de la Wallonie, comme pour le cinéaste J.J. Andrien la région verwiétoise, ou encore la région de l'Ardenne liégeoise chez J.P. Otte ou chez Conrad Detrez, récemment disparu. Didier Comès, auteur de bandes dessinées et signataire du Manifeste, vit dans un petit village à Polleur dans la communauté de langue allemande. Pour ma part, je me sens profondément wallon, mais pas comme appartenant à quelque chose d'homogène. Au contraire, je vis dans un univers très hétérogène. C'est une difficulté et une richesse à la fois, car l'on se reconnaît d'emblée comme rencontrant, à l'intérieur d'un univers commun, la différence. D'autres écrivains comme Thierry Hautmont, A.J. Dubois et J.P. Otte également, s'ils expriment leur enracinement n'en sont pas moins également publiés à l'étranger.

Je voudrais ajouter quelque chose concernant Conrad Detrez. A sa mort, toute la presse l'a présenté comme un grand Belge, j'ai même lu qu'il était «amoureux de la Belgique» ! Or, j'ai personnellement connu Conrad Detrez, avec qui j'ai fait mes études de philosophie

pendant trois ans, et auprès duquel je me trouvais lorsqu'il a fait le choix de partir pour l'Amérique Latine. Pour lui, être Wallon c'était choisir entre la France et la Wallonie, et non pas la Belgique. Ce pays ne représentait rien pour lui qu'une fiction administrative.

Pour ma part, la confiance que je peux avoir en l'avenir de ce pays, et en particulier en celui de la Wallonie, ne réside ni en des hommes politiques, ni davantage en des économistes, mais plutôt en des hommes de culture.

spécificité wallonne ou wallonie région française ?

françois perin

*La wallonie au futur - Actes du colloque
de l'Institut Jules Destrée - 1987/1989.*

Un paradigme est un modèle souhaité. Les projets des diverses tendances de l'opinion publique wallonne ne seront pas sans influence sur le sort réel de la Wallonie au troisième millénaire. Sans doute, des facteurs qui échappent à l'influence des Wallons joueront-ils également un rôle décisif.

Ces facteurs sont triples :

1. le degré d'intégration européenne,
2. l'attitude des Flamands,
3. l'attitude des Bruxellois.

Le degré d'intégration européenne ne dépend guère de l'opinion publique locale. Les gouvernements belges jouent la mouche du coche. Heureusement, presque tous les mouvements d'opinion, même les plus opposés sur le plan interne, sont favorables à l'intégration européenne. L'Europe est souhaitée de la droite à la gauche et des «intégristes belges» aux séparatistes. La Belgique ne pourrait donc être un frein à une plus grande intégration européenne. Il faut toutefois continuer à se méfier d'un certain monde diplomatique, de la haute fonction publique de l'«Etablissement» financier belge qui pourraient prendre conscience du fait que l'intégration européenne plus poussée facilite la dissolution de l'Etat belge : la monnaie unique, signe d'une forte intégration économique diminue les difficultés qui s'opposent au dé-

membrement de l'Etat. Les oppositions venues d'ailleurs trouveraient en Belgique plus d'alliés hypocrites qu'on ne croit.

L'évolution du mouvement flamand exerce certainement une influence considérable sur l'état de l'opinion wallonne. Ce mouvement se caractérise par une double poussée autonomiste et hégémonique à la fois.

La communautarisation de l'enseignement ajoute une fêlure de plus à l'unité belge. Mais les attributions qui restent à l'Etat sont exercées sur une pression flamande toujours plus puissante. Il est vrai que le belgicisme persistant en Wallonie est freiné ou démoralisé par l'effet de cette double poussée.

La pression linguistique dans les Fournons, dans la périphérie bruxelloise et à Bruxelles même, peut également avoir cet effet démoralisant en raison de leur simplicité irritante pour la grande masse des personnes auxquelles échappe la complexité plus grande des phénomènes politiques, administratifs et économiques.

Paradoxalement, dans la mesure où la pression flamande fait augmenter le bilinguisme des personnes à Bruxelles, il en résulte une croissance de la conscience nationale belge plutôt qu'une croissance de la conscience communautaire flamande dans la population bruxelloise.

Bruxelles reste donc la « Jérusalem » du mouvement flamand. La lenteur relative de la reconquête de Bruxelles prolonge le fait belge. L'évolution de l'opinion bruxelloise doit donc être suivie attentivement.

Ce problème nous amène au point le plus délicat du « nouveau paradigme ».

Il y a dans les mouvements wallons une tradition anti-bruxelloise bien connue basée sur le fait que l'opinion publique bruxelloise est naturellement la plus belge du pays, hostile aux forces centrifuges tant de Flandre que de Wallonie.

La francisation linguistique à 85% de la population bruxelloise n'en fait pas une population wallonne bien que la langue française soit le ciment des Wallons eux-mêmes. Cette population représente le quart de la « Communauté française » dont la Wallonie fait partie (il s'agit ici de la Wallonie au sens courant du terme qui correspond à la « région linguistique française » de l'article 3 bis de la Constitution et non à la région wallonne officielle de l'article 107 quater de la Constitution qui comprend 9 communes allemandes).

Une tendance importante au sein des mouvements wallons, probablement majoritaire au congrès d'octobre de l'Institut Jules Destrée, s'en prend vivement à la notion de communauté française, la jugeant trop bruxelloise et partant trop belge. Il est vrai que le fait belge accompli a engendré à Bruxelles une infrastructure culturelle importante qui pèse de tout son poids sur le budget commun. Mais la Wallonie n'offre pas un contrepoids en un centre unique mais bien en une dispersion de centres. Sur le plan psychologique et intellectuel naît donc une tendance à créer une «culture wallonne» pour se dégager du poids jugé excessif de Bruxelles. Les protagonistes de ce courant se rendent-ils compte qu'en souhaitant le développement d'une culture wallonne pour prendre ses distances à l'égard de Bruxelles, ils récussent la «communauté française» qui a pourtant la vertu, à mes yeux, de rappeler opportunément l'identité française de la Wallonie ?

S'ajoute à cet «argument culturel» une doctrine socio-politique qui lie la naissance souhaitée d'une culture wallonne à une conscience collective née essentiellement, à la faveur des circonstances (1960-1961 essentiellement), dans la classe ouvrière classique (celle de la grande industrialisation du type 19^{ème} siècle et première moitié du 20^{ème} siècle) syndicalement organisée. Lier la culture et la conscience wallonne à une certaine gauche ouvrière est un moyen sûr de repousser vers un belgicisme méfiant plus de la moitié de la population wallonne, c'est-à-dire d'empêcher la Wallonie d'exister vraiment mentalement.

Le mouvement wallon est donc pris entre plusieurs écueils. S'il insiste, dans le cadre belge, sur son identité française il renforce la «Communauté française» de Belgique, c'est-à-dire, grâce à la fusion par exemple, sa dilution par le poids du quart bruxellois, dans une certaine Belgique francophone.

Si au contraire, pour éviter cet écueil, il largue son identité française pour tenter de créer de toutes pièces une culture wallonne, il risque de verser dans une chimère gauchiste qui n'engendre en fait aucune culture, si ce n'est une médiocrité provinciale et qui stoppe la progression de la conscience wallonne dans les couches de la population où persiste le plus la nostalgie belgiciste.

On perçoit bien sur le plan économique deux tonalités différentes ; la défense des secteurs traditionnels qui s'effritent se solde surtout par des manoeuvres de retardement dont l'utilité est sans doute réelle, un choc trop violent pouvant être mortel ; cette première tonalité est néanmoins alarmiste, démoralisante, et parfois dangereusement suicidaire (grèves contre les plans de restructuration). La deuxième tonalité qui

est celle de l'actuel chef de l'Exécutif wallon, met l'accent sur les germes d'avenir et tente d'oblitérer les déchirures sociales qui ne sortiront pas d'un coup de la réalité économique de l'avenir immédiat. La diffusion de la première tonalité est encore trop forte au point qu'elle rendrait dangereuse la rupture proche de l'Etat belge et l'avènement d'une indépendance wallonne. Quels que soient les griefs fondés à l'égard des groupes financiers belges dans la crise de structure de l'économie wallonne, il n'y a pas de solution radicale de rechange, de type socialiste, à une échelle aussi réduite, indissociable de l'espace de la communauté européenne qui pratique une économie de marché plus ou moins contrôlée. La Wallonie sans l'Etat belge n'inspirerait une confiance suffisante pour être viable que lorsque la transition entre le passé et l'avenir industriel sera presque achevée au point que les structures d'avenir seront devenues majoritaires, y compris dans l'esprit du public. Dans l'intervalle, la Communauté française subsistera et même verra augmenter ses attributions, surtout sous la poussée flamande en faveur de sa propre communauté. Il n'y aura pas dans le cadre transitoire belge, un système à trois avec trois autorités culturelles (la vraie troisième n'est pas Bruxelles mais bien la Communauté allemande).

Comme la «communautarisation grandissante» se heurtera aux problèmes des moyens financiers, il faut prendre les Flamands au piège de leur propre philosophie. Puisqu'ils ne veulent entendre parler que de la communauté et non de la région, il faudra donc identifier à Bruxelles les ressources propres de la Communauté française, c'est-à-dire personnaliser les ressources fiscales ce qui n'est guère possible qu'avec l'impôt sur le revenu.

Ceux qui, dans les mouvements wallons, veulent casser la corde avec Bruxelles font faire aux Flamands un énorme pas vers leur objectif historique : la reconquête de Bruxelles, les Wallons ayant eux-mêmes vidé les lieux.

L'intérêt tactique des Wallons est de rester les alliés efficaces de l'autonomisme bruxellois dont le but reste d'échapper à l'emprise flamande, en développant une conscience européenne, seule concurrente attrayante de la conscience nationale belge.

Le mouvement «anti-Communauté française», qui ne peut aboutir de toute façon, dans le cadre belge, est donc vain. Mais il représente un gaspillage d'énergie doublé d'une politique d'abandon unilatérale.

Il faut donc maintenir l'asymétrie coexistence «Communauté françai-

se-Région wallonne», veiller à une bonne coopération administrative et maintenir par ce truchement provisoire, l'identité française de la Wallonie, seule constante séculaire du mouvement wallon. Le concept de «nation belge» est irréversiblement régressif.

Le troisième millénaire rendra peut-être possible le remembrement néerlandais et français dans le cadre des nationalités unies de l'Europe libre, sans que la disparition de la Belgique ne crée de difficulté en politique internationale.

L'EST SOUS LE CHOC

Les cendres des régimes post-staliniens restent très chaudes, et rien n'y est encore stabilisé. Quelles flammes peuvent-elles jaillir de ces cendres, quel pronostic peut-on émettre sur l'évolution politique et sociale de ces pays ? Les *Cahiers Marxistes* sont particulièrement attentifs à cette question, comme en témoignent les articles récents de Jacques Nagels et de Jean-Marie Chauvier publiés dans notre numéro 186.

Ce dernier rentre d'un long voyage en Ukraine, et les *Cahiers*, en collaboration avec la Fondation Marcel Liebman (et sans doute d'autres revues amies), sont heureux de vous inviter à une conférence-débat qui réunira **Jean-Marie Chauvier**, **Roland Lew** (spécialiste du «modèle chinois») et **Nicolas Bardòs** (spécialiste de l'Europe centrale, en particulier de la Hongrie). Rappelons à nos lecteurs l'intérêt de leurs contributions respectives à notre numéro 173 (*A l'Est de l'Europe, le centre ?*).

Quand ? Le vendredi 27 novembre à 20 heures.

Où ? A l'ULB, bâtiment des sciences humaines, avenue Paul Héger, à l'auditoire 2215 H.

Il a bardahî, bardôzé, pêté, règuiné, tourné, vané al valèye dè teût.
(Il est tombé du toit.)

Expressions en wallon liégeois

Jean Defrecheux

Edition du C.R.I.W.E.



On lecheu d'baie
François Maréchal 1895



Le nouveau fleuve 1905
Pont de Fragnée Architecture de Paul Demany

Rêverie

Pauvre joueur de bilboquet
A quoi penses-tu
Je pense aux filles aux mille bouquets
Je pense aux filles aux mille beaux culs.

Jacques Prévert 1946

... L'enquête n'a cependant pas démontré que le bourgmestre avait agi dans un esprit de lucre. Mais il est apparu qu'il avait pratiqué dans ces affaires une politique personnelle en éloignant ses partenaires Ecolos et des fonctionnaires compétents. Le tribunal a souligné "s'être gardé de faire un exemple au motif qu'il devrait payer pour d'autres qui ne seraient pas poursuivis. On ne peut cependant banaliser ce type de comportement par une peine qui ne serait que symbolique. Même si le législateur a encouragé fiscalement le financement des partis politiques par des particuliers, et sous certaines conditions, des limites doivent être rappelées au-delà desquelles la chose publique serait au plus offrant. C'est pour cette raison également qu'il convient d'infliger une peine plus élevée à celui qui, détenteur de l'autorité publique, compromet son mandat et succombe aux sollicitations qu'à celui qui poursuit la recherche de profits commerciaux."

Cité et commenté par Lily Portugaels

La chose publique au plus offrant ? Le Soir 16-7-92

Pourquoi l'incorruptible ne serait-il pas à vendre ?
Mes inscriptions 1943-1944

Louis Scutenaire

communauté française et wallonie

jean louvet

Colloque «enseignement et région», organisé par la Fondation
André Renard et l'Interrégionale wallonne CGSP-
secteur enseignement. Pont-à-Lesse, 6 mai 1988

Les problèmes Communauté/Wallonie ont fait l'objet de discussions vives, notamment lors de la parution du «Manifeste pour la culture wallonne». Nos rapports avec les intellectuels de Bruxelles, par exemple, sont devenus plus crispés, les blessures seront longues sans doute à guérir.

Les Bruxellois ne s'attendaient pas à ce que les intellectuels et créateurs - une partie, du moins - se dressent tout à coup et affirment : nous revendiquons une culture.

Par parenthèses, comme nous sommes dans une assemblée de syndicalistes de la CGSP, il ne faut jamais oublier à l'occasion de ce débat sur la culture, que les camarades de Bruxelles étaient avec nous, dans la rue, dans les grandes marées qui ont secoué la Belgique unitaire d'une manière irrémédiable : en 1950, lors de l'Affaire royale, pendant la grande grève de 60-61, et plus récemment en 83 et 86. Il n'est pas indifférent de se souvenir aussi que Bruxelles nous a sauvés du fascisme dans l'entre-deux-guerres. Donc, socialement, la Wallonie et Bruxelles ont toujours travaillé et combattu main dans la main, c'est une chose essentielle à souligner pour éviter une hypothétique rupture entre travailleurs wallons et bruxellois dans la tension culturelle qui s'est installée.

Mais il est né une problématique culturelle d'un type nouveau que nos amis doivent comprendre.

D'abord, en posant l'existence d'une culture wallonne, s'est affirmée l'émergence de l'intellectuel wallon. C'est, à mes yeux, un phénomène d'une extrême importance. Dans le concert des nations européennes, celles-ci entretiennent avec leurs intellectuels des rapports très variables. Dit simplement : un intellectuel français, un intellectuel allemand, c'est quelqu'un, qui existe, qui donne son avis non seulement dans le domaine qui l'occupe mais aussi qui est sollicité pour intervenir sur les problèmes de l'heure, par exemple. Pour des tas de raisons qu'il faudra analyser (mais notre société wallonne se connaît si mal), un intellectuel wallon occupe peu de place symbolique. Par rapport, je le disais, à ses collègues voisins. On connaît la diaspora des créateurs wallons vers Paris et Bruxelles pour y recevoir une reconnaissance plus ou moins boiteuse, équivoque. Quoi qu'il en soit, cette stratégie dissimulait mal le fait que la Belgique n'a jamais été capable de reconnaître ses intellectuels, ses créateurs. C'est précisément cette allégeance que les intellectuels wallons ont osé rompre.

Quelle est la genèse de cette réflexion sur la Communauté française de Belgique ? Dans la mesure où il y avait eu des changements importants dans l'Etat sur le plan économique, ne fallait-il pas penser un changement dans la culture ? A Etat unitaire, une culture. A Etat fédéral, une autre culture ? Le problème n'est évidemment pas innocent : dans la mesure où il y avait eu une culture adaptée à l'Etat unitaire, qui a permis la domination d'un peuple sur l'autre, ne fallait-il pas tout à coup repenser un nouveau type de culture qui éviterait à nouveau la sujétion ? Tout simplement, allait-on conserver la culture de la Belgique unitaire dans cette situation nouvelle d'une Wallonie en possession d'un statut fédéral ?

En d'autres termes, nous avons cru que c'était le rôle historique des intellectuels de poser le problème de la culture à un moment important de l'évolution belge.

Déjà, depuis les années quatre-vingts était apparu un nouveau concept, celui précisément de culture wallonne. C'est José Fontaine qui a employé pour la première fois ce concept. En même temps, et parallèlement, le rôle de Bruxelles comme capitale culturelle de la Wallonie était remis fortement en question, cette attitude étant marquée avec clarté dans «Le manifeste pour la culture wallonne».

Donc, la volonté de faire coïncider régionalisation économique et régionalisation culturelle va désormais faire couler beaucoup d'encre. Désormais, Bruxelles et la Wallonie, qui n'ont pas la même situation économique, n'ont pas non plus la même vocation culturelle. Bruxelles,

c'est une capitale ; un intellectuel de Bruxelles pense capitale, Paris, Berlin. Il n'en a rien à f... de la Wallonie. Vous discutez avec un metteur en scène de Bruxelles, il joue capitale. En Wallonie, ce n'est pas la même situation : nous avons une société qui aime, qui rit, qui pleure comme toutes les sociétés du monde et nous n'avons pas les moyens d'exprimer la souffrance d'un peuple en souffrance, nous avons une jeune nation à forger, un jeune Etat à créer. C'est une tâche immense et inhabituelle en Wallonie.

Lier, continuer à lier notre destin à une intelligentsia bruxelloise, c'est nous condamner au silence. Ce que nous avons refusé violemment, c'est que la Wallonie soit encore et toujours un hinterland passif, mou, qui, au nom de la décentralisation (ce vieux concept de la Belgique unitaire), accepte toutes les créations de Bruxelles, alors que nous posons aujourd'hui les questions à propos des centres de décision, des hommes qui décident : «Qu'est-ce qu'on va créer ? Quelle pièce va-t-on créer, pour qui ? pour quoi ? Quel film va-t-on faire ?»

Certes, il y a des spectacles qui passent ou qui se fabriquent à Bruxelles et qui nous intéressent en Wallonie. Mais ce que nous voulons, c'est maîtriser notre destin en matière de cinéma, de théâtre, de littérature, d'enseignement de l'histoire, de la civilisation, etc.

Ce n'est pas par hasard que tout à coup surgit l'interrogation sur la culture. Vers la fin des années septante, les carences en matière culturelle étaient apparues sur le plan de l'histoire. Le citoyen wallon vit dans une sorte d'atemporalité. Il n'a pas, dirait-on, de rapport à l'histoire. Alors que les Wallons, pendant la grève de 60-61, ont rouvert l'Histoire, laissant poindre l'espoir d'un changement historique, il est complètement fou de retomber dans une sorte d'amnésie. Vivrions-nous uniquement sur le mode météorologique ? Le jour se lève, la nuit tombe, un jour se pousse après l'autre, chaque jour oublie le précédent. Une vie dite quotidienne - mais que de vide recouvre ce concept - sur fond d'absence historique.

Mais qui ne connaît pas son passé ne peut connaître l'avenir. Le passé, c'est le pouvoir. Pas, bien sûr, pour se complaire dans la nostalgie passéiste. Sans passé, on ne peut imaginer l'avenir, et il faut se résoudre à vivre le présent dans une extraordinaire opacité. Teintée de stoïcisme tempéré : «Ca va aller... Une bonne tasse de café...». On sait, hélas, ce qu'a donné cet aveuglement, ce ronronnement fataliste. Nous n'avons pas remarqué que nous avions un rendez-vous avec l'Histoire.

Dès lors, approchant de plus près le contenu de cette culture wallonne (ou en Wallonie), nous nous posons la question de savoir pourquoi nous n'avons appris nulle part à l'école que nous avons déjà un pied dans les poubelles de l'Histoire.

Je veux bien mourir - à la rigueur - mais dites-moi pourquoi. C'est la moindre réponse d'une culture, ne fût-elle que mortifère.

La réponse est claire, tragique : le modèle culturel dans l'enseignement secondaire est hégémoniquement français. Il est fort judicieux que chaque nation puise ce qu'il y a de meilleur dans les autres cultures nationales. Il en résulte que la culture d'une nation est un amalgame d'éléments internationaux et d'éléments nationaux. Chaque culture nationale est composée de ces deux types d'apports.

Or, la culture dispensée en Wallonie est essentiellement internationale et ne repose sur aucun élément de notre civilisation. Chaque génération de Wallons et de Wallonnes se modèle sur la civilisation du pays voisin.

A ma connaissance, il n'existe aucun peuple qui ait osé prendre ce risque-là ! Ce serait un pari démentiel qui conduirait ledit peuple à la catastrophe. C'est notre cas, d'ailleurs, on l'aura compris.

Au-delà d'une francolâtrie aveugle, il faut quand même s'interroger sur ce modèle français par ce qu'il rapproche et sépare. Nous n'avons pas connu la même décolonisation : celle de la France fut souvent terrible ; en Wallonie, on a ri des colons « Bien fait pour eux, ils ont assez exploité les Noirs ». On n'a pas la même extrême gauche. Que dire de l'extrême droite ? Nous n'avons pas été fascistes : nous avons subi la botte nazie, ce ne sont pas les huit mille Wallons qu'a entraînés Degrelle qui ont fait de notre région un allié d'Hitler ; de surcroît, Léopold III a payé très cher la légèreté de son jugement sur la capacité des démocraties à abattre le nazisme. Différence encore d'avec la France : l'antisémitisme. Nous n'avons pas inventé le Juif, que je sache ! Le racisme chez nous ? Sans doute, il faut être vigilant mais rien à voir avec ce qui se passe outre-Quévrain. L'Etat jacobin, un modèle pour nous ? Certes pas. Allons plutôt voir du côté de l'Allemagne fédérale ou de l'Italie - pour ce qui est de la décentralisation culturelle. Pas de Bruxelles en Italie : des Gênes, des Bologne, des Bari ; Rome, oui, parmi d'autres.

Que dire, dans l'enseignement, d'une absence totale de l'histoire des idées au 19^{ème} et 20^{ème} siècle en Wallonie ? Qui est Vandervelde, qui est Destree ? Plus près de nous, quelle a été l'originalité du syndica-

lisme à la André Renard dont l'action a été déterminante pour l'avènement d'une Wallonie en voie de libération ? Existe-t-il une région en Europe où tant d'artistes aient produit leur oeuvre, je dirais, à partir du point de vue prolétarien ? Meunier, Paulus, Lemonnier, Krains, Malva, Plisnier, Chavée, Tousseul, les noms affluent dans le désordre. Je suppose que tout cela ne vaut guère la peine d'être transmis. Les jeunes traversent six années d'humanités, sans connaître leur histoire sociale, politique, culturelle : cela nous concerne tout de même en tant qu'enseignants socialistes. Quel est le jeune qui, à dix-huit ans, peut vous expliquer plus au moins sérieusement la question nationale belge ? Notre jeunesse est une des moins identifiées du monde. Certes, elle est bien équipée sur le plan scientifique, sur le plan littéraire, mais elle ne sait pas qui elle est. Une jeune Allemande sait qui il est, un jeune Américain, un jeune Hollandais, un Breton : un jeune Wallon ne sait pas qui il est. Son identité navigue du localisme le plus étroit au mondialisme le plus vague : «J'habite Tournai et le monde.» Ou : «Je suis borain, moi, et européen.» Que je sache, on ne va pas construire l'Europe des sous-régions. Ou encore le jeune défend mollement un patriotisme belge des plus incertains. Un peuple ne se fraie pas un chemin dans l'Histoire, nanti de structures aussi peu délimitées : il y faut un sens de la nation, un Etat, une culture, sinon il meurt.

On ne répétera jamais assez que nous ne sommes pas les banlieusards de l'Histoire et que notre volonté de défendre notre culture n'a rien d'une attitude de faussaire, espèce si répandue en Belgique, que nous sommes étroitement liés à la révolution industrielle, au syndicalisme, aux grèves générales parmi les plus dures du mouvement ouvrier mondial ; notre antifascisme, notre Résistance sont des lettres de noblesse qui nous lient à l'histoire de l'humanité.

Je serais curieux de savoir ce que demain va dire un jeune Wallon à un Catalan, un Lombard, un Bavarois, alors qu'il ne sait rien de lui et ignore tout des autres. L'Europe de 92 ne sera pas une tour de Babel, elle cautionnera la disparition des ignorants. On ne fait de cadeau à personne dans l'Histoire, hélas !

Il s'agit donc - et la tâche est urgente - de redistribuer les cartes dans la Communauté culturo-française. Comment et où se décide l'avenir du théâtre, du cinéma, de la littérature ? Dans des commissions. Où ? Ne cherchez pas : à Bruxelles. Qui se trouve dans ces commissions ? Majoritairement des Bruxellois. Or, la plupart des Bruxellois ont une méconnaissance (qui frise l'indécence) de la Wallonie. Peu de chance que nos amis nous proposent un partage des 650 millions affectés annuellement au théâtre dans la Communauté française de Belgique.

Majoritairement donc des Bruxellois dans les commissions, majoritairement donc la grosse part du budget à Bruxelles. Depuis le Ministre Philippe Moureaux, les choses ont un peu changé, le mouvement est amorcé vers un peu plus de justice. Mais nous sommes loin de compte, très loin.

Où en est le cinéma wallon ? Les Flamands ne font pas de cinéma belge, ils font du cinéma flamand. Et ils ont raison. Avec une présence hégémonique aussi forte dans le champ culturel, même s'il bat de l'aile, le cinéma fait exister symboliquement les nations au cours de grandes messes médiatiques que sont les festivals. Nous ne sommes jamais à Cannes, à Venise. Eh bien ! nous n'existons pas ! Alors, devant ce genre d'absence impardonnable, criminel même, ne nous plaignons pas qu'on nous oublie, qu'on ne sache pas qui nous sommes, si nous n'avons même pas pu mettre sur les écrans du monde nos paysages, nos rues, nos visages, nos peines, nos espoirs, nos luttes.

N'attendez pas que cela change quand, dans une commission à Bruxelles sont assis deux Wallons, souvent d'ailleurs des otages ou des ramasse-miettes.

Et à l'étranger ? Qui se trouve dans les ambassades pour gérer notre culture soit belge, soit flamande, soit wallonne-dans-les-limbes ? Des Flamands. Monter une pièce de théâtre ou montrer un rare film wallon posent problème.

Les éléments de la culture en Wallonie déjà répertoriés depuis quelques années (écrivains, peintres, musiciens, cinéastes, essayistes, etc.) qui traversent sporadiquement l'enseignement de certains collègues devraient être approfondis, institutionnalisés. Il ne suffit pas de lier un enseignement à la mémoire, au vécu du maître. Chaque génération est un peuple, disait Tocqueville. Il faut dépasser cet amateurisme et exiger des politiques une refonte des programmes pour que la Wallonie puisse affronter l'Europe en connaissance de cause.

Si j'insiste sur l'enseignement, c'est parce que la culture d'un individu est extrêmement modelée par l'enseignement qu'il reçoit.

Forts de cette culture, les jeunes Wallons se battront pour que la Wallonie existe ! Sinon, ils rêveront de partir : on ne s'intéresse pas à une région-fantôme. Les fantômes, cela fait peur. Comment retenir un chercheur dans nos murs s'il n'a acquis les bases élémentaires d'une identité ? C'est une tâche civique. Nous sommes tous prêts ici à défendre une image positive de la Wallonie, mais il nous manque les outils

pédagogiques pour mener cette tâche : des manuels, oui, pardonnez-moi d'être prosaïque, que nous devons enfin composer nous-mêmes pour ne pas être trahis une fois de plus. Histoire, littérature, pensée, peinture, économie, rapports à la mort, à l'amour, à la culture immigrée. Le programme est vaste. Je suis, par parenthèses, extrêmement gêné que notre enseignement ne fasse pas une part correcte aux cultures de nos immigrés. On ne peut pas être plus désinvoltes à l'égard d'hommes et de femmes qui ont donné le meilleur d'eux-mêmes en Wallonie.

J'ai été très surpris, par exemple, d'apprendre dans la revue *Athéna* qu'on employait dans l'industrie davantage de jeunes qui ont terminé leurs études dans le secondaire général que d'élèves qui ont terminé leurs humanités techniques A2. Or, ces derniers ont déjà acquis une certaine spécialité ; il me semble qu'ils devraient avoir priorité sur le marché de l'emploi. C'est le contraire qui est en train de se passer : on prend les jeunes au sortir du secondaire général et ils reçoivent une formation à l'intérieur des entreprises. C'est une mutation qui doit retenir notre attention, ainsi que celle qui affecte l'enseignement supérieur où il y a de moins en moins de jeunes qui se destinent à l'Université au profit de l'enseignement non-universitaire long. Voilà un type de réflexion que nous devrions avoir dans un enseignement régionalisé. Problèmes que nos amis de Bruxelles devront se poser aujourd'hui qu'ils vont se constituer, comme nous, en Région, ce dont nous nous réjouissons, car nous le demandions déjà dans le «Manifeste», afin de créer une vraie dynamique entre la Wallonie et Bruxelles.



Terril au Levant de Mons Sara on a slag heap near Mons John B. Boyle (Ontario)

*Quand Juin recouvre la Toscane
Du doux parfum de ses bouquets.
Dans un jardin mon passé flâne.
Un enfant découvre un secret.
Les fleurs étaient jolies,
sous ta caresse amie.
Mon enfance,
mes printemps frémissaient
sous le charmant
Ciel d'Italie.*



Déjà s'envole la fleur maigre
Réalisation P. Meyer Photo du film

*Un village de pierres, reflétant ta lumière
Souvenir tremblant au vent,
dessiné par l'émouvant
Ciel d'Italie.
Pays des terrils sombres,
où s'exilent nos ombres.
Terre d'or et de sueur,
tu m'as volé l'enchanteur.
Ciel d'Italie.
Je croyais à ma chance,
pourtant lorsque j'y pense
Pour quelques billets grasseyeux,
j'ai perdu l'or de tes yeux
Ciel d'Italie.
Ici la richesse est méchante
Et la pauvreté sans raisons.
Chez nous,
même un malheureux chante.
Il est riche de ses chansons ...*

Jean-Marie Tournemene
Ciel d'Italie

... Pendant tout le voyage qui devait nous conduire chez nous, ma mère n'a pas arrêté de débiter des conneries : A nivi ! Santa vergine quandu nivi ! (La neige ! Sainte Vierge combien de neige). Elle montrait par la fenêtre du train le paysage tout blanc et tout plat à peine boursoufflé par quelques monticules minables. Alors que moi, j'avais encore dans les yeux les montagnes lumineuses du pays qui se dorait au soleil bas et jaune mais déjà chaud de février ...

Girolamo Santocono

Rue des Italiens

Editions du Cerisier

sur la culture wallonne

jean-maurice rosier

cahiers marxistes n°157-158, fév.-mars 1988

le pour - essai de définition.

Pour avancer la notion de culture wallonne, il faut d'abord se convaincre de la non-équivalence entre culture wallonne et culture francophone. Ainsi, affirmer l'existence de la culture wallonne, c'est tout à la fois refuser la pertinence d'une expression comme celle de la communauté francophone et établir concrètement une différence entre la Wallonie et la région bruxelloise. Contrairement aux définitions des dictionnaires («La Wallonie région linguistique de la Belgique») ¹, la Wallonie culturelle ne se laisse pas appréhender selon des critères strictement linguistiques.

Pour admettre la notion de culture wallonne, il convient donc d'abandonner la référence linguistique et d'orienter la réflexion vers une autre problématique, laquelle recourt à l'opposition du centre et de la périphérie. Dans le langage de la sociologie, on soutient qu'à l'intérieur de la francophonie, il existe des lieux institutionnels dominants : des centres de production et de diffusion de la culture (par exemple Paris) et des zones éloignées, à l'écart de la vie intellectuelle et de la circulation des biens culturels. L'application de ce schéma binaire à notre sujet

1. Petit Robert Historique, Larousse,...

montre à l'évidence que la culture wallonne est une culture régionale périphérique, difficile à légitimer et dans une position de double dépendance par rapport à Bruxelles et à Paris. Rien d'étonnant alors de constater que la Wallonie ne possède pas de lieux d'échanges culturels reconnus, pas de cercles ni de tribunes pour ses intellectuels, peu ou pas de moyens d'expression. Si la Wallonie et Bruxelles sont tributaires des modes à penser parisiens, Bruxelles possède quand même un secteur culturel en expansion, un réseau institutionnel et des intellocrates. Le concept de culture francophone occulte la double aliénation wallonne en ce domaine et cache des rapports de force entre pôle dominant et pôles dominés.

Pour porter en avant la notion de culture wallonne, il est nécessaire de supposer que l'on va fonder la «nationalité» d'un peuple sur la culture qu'il possède. En effet, la dénomination culture wallonne est volontariste car elle appelle à l'existence un peuple/classe/nation de Wallonie ; elle n'est en aucun cas la reconnaissance de la culture dominée d'une région périphérique du champ culturel français. Le théâtre dialectal, les pratiques folkloriques et les sacralisations des us et des coutumes des gens de chez nous enferment les dominés dans des processus de domination et ne recouvrent pas ce que désigne le vocable de culture wallonne.

Pour soutenir un mot d'ordre politico-culturel comme celui de la culture wallonne, on doit se convaincre que le peuple wallon a, tout au long de son histoire, connu une situation de peuple colonisé par une bourgeoisie francophone d'abord, flamande ensuite qui n'était pas porteuse d'un projet de développement régional.

Le concept de culture wallonne n'a pas de connotation interclassiste puisqu'il n'existe pas de bourgeoisie wallonne ; au contraire, il s'oppose dans son émergence à l'idéologie nationale belge de la bourgeoisie capitaliste.

le contre - réticences et scepticisme.

Il ne peut y avoir de culture wallonne dans la mesure où la région wallonne se présente comme une structure rurale-urbaine, sans noyau, ouverte sur l'extérieur et perméable de ce fait à toutes les influences. L'espace wallon empêche de par sa spécificité tout processus d'enfermement générateur de pratiques culturelles propres. La Wallonie est une mosaïque de sous-régions aux valeurs idéologiques incertaines traversées de courants divers et multiples. Dès lors, la culture wallonne ne peut produire des oeuvres identificatrices à quelque niveau que ce

soit. Certes des productions s'affirment nettement provocatrices et anticonformistes, mais elles n'aident en rien à construire une mémoire collective pour un peuple wallon qui n'existe pas.

La région wallonne et plus particulièrement le sillon Sambre-et-Meuse ont été traversés par des mouvements sociaux durs et violents. Ceux-ci n'ont pourtant pas créé les conditions d'une lutte consciente et organisée du prolétariat. A l'évidence, la social-démocratie n'a pas été capable d'asseoir l'hégémonie culturelle du mouvement ouvrier. La culture wallonne ouvrière et socialiste n'a germé nulle part et il faut bien constater que le dynamisme économique de la Wallonie au début du siècle n'a pas enclenché une culture wallonne digne de ce nom. Aujourd'hui que la Wallonie voit son tissu industriel en proie à la déglutine (et sans tomber dans le discours d'acceptation qui est lui-même un effet de la crise économique), toute référence à la culture wallonne prend une résonance passéiste et mythique et donne volontiers dans la commémoration et l'archéologie industrielle, bref précipite le peuple wallon dans une crise d'identité (ce qui a été n'est plus) et dans l'anomie², ce qui n'aide en rien à se colleter avec les problèmes du présent et du futur.

pragmatique...à la belge.

Partant de l'idée que l'Histoire enseigne (*dixit* Wallerstein) que souvent l'Etat précède la nation, se prononcer actuellement sur la réalité d'une culture wallonne relève de la discussion byzantine. Seule l'installation d'appareils culturels décentralisés permettra l'activité régionale culturelle et des effets en retour sur le peuple/nation. Ce sont les superstructures étatiques qui généreront une conscience wallonne et la création de processus identitaires nécessaires pour affronter les révolutions économiques de demain. L'exemple de Québec vient étayer la force de l'argumentation en matière d'autonomie littéraire seulement.

Depuis quelques années d'ailleurs, le modèle québécois est moins évoqué au fur et à mesure que la régionalisation s'installe en Belgique. Cette manière d'envisager le problème de la culture wallonne a le mérite de proposer une stratégie institutionnelle. Elle s'illusionne sans doute sur l'adéquation qu'elle établit, consciemment ou non, entre réforme de l'appareil d'Etat et changement social. Rien n'empêche la

2. Emprunt à Michel Quévrit dans *La dynamique culturelle dans le développement régional*, séminaire organisé par le Conseil de l'Europe, Namur 1985.

décentralisation administrative de renforcer le modèle culturel dominant ou de produire une sous-culture périphérique. Elle implique le risque d'une «cantonalisation»³ de la Wallonie dans la période de crise et de déclin régional que nous traversons (gestion du patrimoine, commémoration ...).

pour conclure : les enjeux d'un débat

Il y a essentiellement deux raisons à parler aujourd'hui et maintenant de culture wallonne. Paradoxalement, d'abord un intérêt économique. Si l'on veut que les Wallons deviennent des acteurs de leur propre changement social, il faut construire une identité offensive sur laquelle on pourra relancer des activités productrices et créatrices d'emploi. Les rapports étroits entre dynamique culturelle et développement économique, lequel à l'échelon européen se pense dans le cadre régional plus que national, ne sont plus à démontrer. La notion de culture wallonne, dans ses connotations populaires et démocratiques, a donc un rôle à jouer dans la construction d'une autre Wallonie. Aux forces progressistes à penser également la région comme un enjeu de la lutte de classes en recherchant un dénominateur commun aux résistances locales et parcellaires pour leur donner une perspective anti-capitaliste.

La deuxième raison pour brandir le slogan de culture wallonne ici et maintenant est bien évidemment d'ordre culturel. La notion témoigne d'une volonté de ne pas être à la remorque des centres culturels et de créer une distance critique par rapport à la culture médiatique française et surtout anglo-saxonne. Idée nationaliste, donc dangereuse ? Pourquoi, si l'on admet que «le nationalisme n'est une force que lorsque la nation est un projet, le but assigné à un combat pour la libération politique et économique d'un peuple»?⁴. Dans cette acception, la notion de culture wallonne, populaire et démocratique, est une arme contre l'oppression, la domination et l'aliénation d'un peuple qui n'apprend pas à l'école son histoire, mais celle de l'Etat belgo-flamand, ni sa culture mais celle de l'Etat français⁵.

3. Expression de Samir Amin dans *La déconnexion pour sortir du système mondial* Ed La découverte, Paris, 1986.

4. Pierre Juquin : *Fraternellement libre*, Ed. Grasset, Paris 1987, p 83.

5. Merci à José Fontaine, Jacques Dubois, Jean Louvet et Michel Quévit à qui j'ai beaucoup emprunté

notes sur le «matérialisme» du manifeste pour la culture wallonne

lucy baugnet

Toudi tome 3, 1989, pp. 206-210

Dans le cadre de ma thèse de doctorat *Naissance d'une identité collective : l'exemple wallon*, présentée à l'Ecole des hautes études en sciences sociales à Paris, j'ai pu étudier le *Manifeste pour la culture wallonne*, l'un des éléments de cette naissance.

la démarche du manifeste pour la culture wallonne

A la base du Manifeste, il y eut un «groupe de six personnes» (Jean-Jacques Andrien, Julos Beaucarne, Jacques Dubois, José Fontaine, Jean Louvet, Michel Quévit) vite rejointes, à la suite d'un effet «boule de neige», par d'autres signataires contactés fin août, début septembre 1983. Une première réunion d'une bonne moitié d'entre eux eut lieu au domicile de Jacques Dubois, le lundi 12 septembre. Les «six» présentèrent le texte signé par près de quatre-vingts personnes à la presse, à Liège, Namur, Charleroi, puis Bruxelles, le jeudi 15 septembre suivant. Nous avons observé le phénomène, mesuré son retentissement dans la presse. Nous l'avons analysé aussi à travers les manifestations diverses qu'il a suscitées et les déclarations des signataires eux-mêmes. Parmi celles-ci, notons un texte plus bref paru en décembre 1985 et se prononçant en faveur du maintien de la capitale de la Wallonie à Namur, l'organisation en octobre 1988 d'un colloque sur la belgitude aux Facultés Saint-Louis à Bruxelles, une journée de ré-

flexion en février 1989 à Louvain-La-Neuve... Il s'agit des manifestations les plus récentes et nous n'oublions pas parmi celles-ci les congrès d'octobre '87 et d'octobre '89 de l'Institut Jules Destrée, ainsi que le Colloque de la CGSP-enseignement du printemps '88.

Nous avons également étudié la démarche des signataires à travers diverses publications et nous avons également recueilli plusieurs interviews : trente-cinq en tout, d'une durée de une à six heures, retranscrites ensuite pour en faire l'exégèse.

les interviews des signataires

Ces interviews n'ont pas été recueillies au hasard. Ce qui a retenu notre attention n'est pas tant la représentativité au sein de ce mouvement ou de cette mouvance mais la démarche en elle-même. Nous nous sommes par conséquent intéressée à ceux qui ont pris l'initiative de la chose et qui en sont en quelque sorte les «pères fondateurs». Nous avons également interrogé d'autres signataires, appartenant à ce que l'on pourrait appeler la deuxième vague, pour voir si certains éléments déjà observés dans le premier groupe allaient se reproduire ou non. Nous avons choisi un échantillon établi par des caractéristiques variées sociologiquement, même si les variables comme le sexe et l'âge ne sont qu'approximativement proportionnelles aux signataires. Nous avons tenu compte de la formation, de la profession, des appartenances géographiques et politiques, de tout ce qui pouvait nous éclairer sur ce ralliement aux termes «intellectuels» et «créateurs» avec les déplacements de sens suivant les spécialités... Les interviews dont nous tenons compte ici sont au nombre de trente, effectuées de novembre 1983 à juin 1985.

le rapport entre le réel et sa représentation

Les interrogés associent fréquemment «culture» à «infrastructure» et c'est à partir de ces notions que nous approfondissons l'idée qu'ils se font des rapports entre le réel et sa représentation, le rapport idéal/réel.

La fréquence d'emploi du terme «infrastructure» dans le Manifeste et les textes qui lui ont fait suite nous a amenée à penser que cette notion constitue l'un des axes principaux de son discours. Nous avons tenté de comprendre le lien entre l'importance que les interviewés accordent

à l'infrastructure et leur rôle d'intellectuels et de créateurs, qui se joue principalement sur le plan des idées, des mots et des signes, de leur manifestation.

Nous nous sommes posé la question de savoir s'ils se réfèrent à un schéma marxiste plus ou moins implicite, ou s'ils utilisaient le terme «infrastructure» dans son sens banalisé : ces structures de base, ces installations dont la naissance, la continuité et le développement d'un Etat dépendent.

l'infrastructure et la culture

L'affirmation selon laquelle l'infrastructure est indispensable à la culture revient souvent dans les interviews : «La culture est l'affaire d'infrastructures», «La culture a besoin pour se constituer, d'une base, de moyens, de ressources matérielles», «Il faut à la Wallonie une infrastructure d'outils et d'instances qui couvre le territoire et en reflète la diversité». L'importance accordée à l'infrastructure permet aux personnes interrogées de préciser leur conception de la culture, qu'elles opposent souvent à une autre définition que l'on pourrait qualifier d'«idéaliste» : «La culture n'est pas une activité désincarnée», «Nous sommes contre une conception idéaliste où esprit et beauté transcendent les réalités sociales, politiques et économiques», «Nous sommes contre une conception élitiste où l'artiste est dit dégagé des contingences de lieu et de temps», «Nous sommes contre une conception individualiste où l'artiste témoigne de sa seule conscience».

Il ne s'agit donc pas d'une culture qui serait celle des «Beaux-Arts» et des «Grands Artistes», une culture détachée du réel. Mais il s'agit plutôt d'une culture où le beau, le grand, le réel seraient ailleurs : dans une dimension *collective*. Pour les signataires du Manifeste, la culture n'est pas l'affaire de quelques-uns mais de tous. Il s'agit d'une culture enracinée, organique, non de la culture de quelques vedettes internationales connues d'un public sélectionné. Il s'agit de la culture d'un peuple : les Wallons.

Si l'on représente dans un tableau ce schématisme, on peut avoir la représentation suivante.

Culture	et Culture
Se basant sur infrastructure	Désincarnée
Matérialiste	Idéaliste
Collective	Individuelle
D'un peuple	D'une élite
Témoigne d'une conscience individuelle	Témoigne de sa seule conscience collective

Pour les signataires, la culture est : «le travail de l'intelligence, de la création, de la technologie, de la science». «Les arts, sciences, recherches historiques, la mémoire collective, la culture populaire, les institutions». Il n'est pas étonnant de trouver dans les travaux se rapportant au Manifeste des définitions de la culture qui sont proches d'une définition *anthropologique* : «Manière de voir, de vivre, de formuler les problèmes quotidiens et moins quotidiens». On souligne aussi l'aspect représentatif de cette culture : «La culture comme mode d'appréhension et expression du réel» ou encore «expression d'un peuple».

Dans le contexte dramatisé où les signataires se situent et qui est celui de la survie de la Wallonie, l'infrastructure est justement considérée comme vitale. Elle est posée comme la condition d'une culture vivante, d'une culture qui exprime la vie de la communauté qui, comme le dit un interviewé, «ne lui tourne pas le dos». Les représentations de la culture que décrivent les signataires sont associées à la vie, à une collectivité vivante. Et elles sont opposées à une culture désincarnée associée à la mort du collectif. La culture wallonne est «conscience wallonne», expression de la communauté et opposée à une culture où les individualités sont en exil face à leur appartenance, ce qui, selon les signataires, est l'expression d'un individualisme. Le changement social est distingué de la mobilité individuelle. De manière plus radicale, l'«existence» est opposée à l'«essence».

Pour les signataires, la culture est donc plus une question d'infrastructure qu'une question liée à la langue. Ils parlent d'un «jeu des forces réelles» qui est économique : le déclin de l'économie wallonne se révèle dans une absence d'infrastructures menaçant l'existence même de la communauté. A partir de la notion d'identité wallonne se développe la conception d'intérêts communs. L'infrastructure est à mettre au service d'une identité culturelle autonome par rapport au pouvoir central qui est représentée par Bruxelles et la «Communauté française de Belgique».

le refus de la définition par la langue

Pour les signataires, le support de l'identité wallonne n'est pas la communauté de langue. Ils définissent d'ailleurs celle-ci négativement comme une «entité qui se substitue aux gens et aux réalités, tels les drapeaux, mythes et images qui masquent véritablement le jeu des forces réelles». La Communauté de langue française serait pour eux une idéologie qui dissimule les rapports économiques entre la Wallonie et Bruxelles.

Sur le plan des représentations, nous avons un discours sur la minorisation comme une réalité d'ordre «économique». Mais on nie qu'elle le soit d'un point de vue «linguistique». Cette dernière minorisation est décrite comme mensongère ou imaginaire : «Je ne suis pas un hyper-francophone (...). J'ai parfois des mouvements d'énervement quand je vois des badges où sont réunis à la fois les écussons de la Wallonie et du Québec, celui du Val d'Aoste et celui du Jura. Cela se fait dans une ambiance francophile. Or, je ne vois pas quelle leçon, par exemple, l'Etat français pourrait donner à propos du Val d'Aoste. L'Italie est plus libérale vis-à-vis des minorités et certainement pas la France», «Je suis irrité parce que je me dis que la communauté de langue est un grand machin englobant», «Si le concept de francophonie peut être utile à un certain niveau, il faut être attentif au moment où il se substitue aux réalités», «(Soyons) attentifs à cette escroquerie qui est celle des nationalismes englobants», «C'est peut-être utile à un certain niveau, il faut pouvoir les exprimer à travers de grands mythes, de grandes images, mais nous sommes faits de chair et de sang. C'est la seule manière d'en parler. La langue peut, comme au Québec, servir de drapeau... Mais notre problème n'est pas un problème linguistique. Il ne l'est que dans les Fourons, à la périphérie bruxelloise et dans quelques communes. Moi, dans mon être culturel, je ne me sens menacé qu'à long terme, peut-être. Je cours le risque d'être bientôt un Indien dans sa réserve, ça c'est vrai, mais ce n'est pas dans ma langue, car je pourrai continuer à parler français dans ma réserve.», «Dans ce processus de minorisation, il y a quelque chose que je ne pourrai pas perdre, justement, c'est la force de ma langue, un drapeau, mais on n'est pas noyé».

le lien entre culture et économie

L'appel à l'identité culturelle wallonne, par l'importance qu'il accorde à la notion d'infrastructure, lie les domaines de l'économie et de la culture. En effet, l'infrastructure suppose des moyens, des ressources matérielles, des outils, des instances qui interpellent directement l'économie. L'économie est la condition, la base même de la culture. Il lui est indispensable. Pour certains il en découle : «Les formes artistiques ne naissent pas dans des déserts économiques».

Mais quel est le rapport postulé par les signataires entre économie et culture ? En simple, s'agit-il par exemple d'une économie au service de la culture ou d'une culture au service de l'économie ? La question d'un déterminisme de celle-là par celle-ci se pose : «Que l'on ne se méprenne pas, il ne s'agit pas d'une conception de la culture à rebours où la culture servirait uniquement au développement économique», «Il

ne s'agit pas d'une culture utilitariste», «Nous ne sommes pas en quête de pouvoirs mais de moyens : nous reconnaissons nos responsabilités concrètes». Lorsque les signataires parlent de subsides, il ne s'agit pas d'une revendication économique en soi. Le mobile n'est pas l'intérêt, nous disent-ils, mais l'économie est la condition d'une culture vivante. Les moyens de production constitueraient une force, une sorte d'énergie vitale au service d'une dynamique culturelle. Se dessine ainsi la notion de projet identitaire avec ses moyens, ses objectifs. Mais, plus profondément, l'appel à l'identité culturelle et la demande d'infrastructures peuvent exprimer aussi un lien entre culture et politique. C'est peut-être de celui-là que traite aussi la référence souvent présente au «renardisme» comme symbole de la liaison entre le syndicalisme ouvrier et la conscience wallonne, entre intellectuels et masses populaires.

civilisation mondiale et cultures particulières

josé fontaine

Sources, actes du colloque Europoésie 90,

Namur 26-28 octobre 1990

En entendant Chantal Vieuille nous parler des littératures des régions françaises, je ne peux m'empêcher d'évoquer le fait que c'est en Wallonie que cette littérature a -selon la belle expression du professeur Genicot - «jeté son premier cri» : dans La *Cantilène de Sainte Eulalie*, dont je voudrais dédier le premier vers à celle qui m'a précédé (en songeant cependant aussi à la Wallonie !) :

Bel avret corps, bellazour anima

Ce vers signifie : «Elle avait beau corps et plus belle âme encore». Il s'appliquait à une jeune fille martyre en 881. Ce qui m'autorise à le dire et à dire qu'il s'agit bien d'un texte «wallon», c'est le philologue italien d'Avalle dans son article *Alle origini della letteratura francese*¹. Il faut que j'avoue ici que je ne suis pas assez grand lecteur de poésie. Je laisse seulement retentir en moi quelques grands vers, longuement, passionnément et quelques uns d'entre eux ont affaire avec le sujet dont je dois traiter ce matin. Lorsque Keats dit «*A thing of beauty is a joy for ever*», il dit là l'universalité de la poésie au sein d'une extraordinaire récurrence, car il se fait que ce vers est lui-même une «*thing of beauty*» (dont la grâce grandit, «qui ne disparaîtra pas dans le

1. Léopold Genicot et alii, *Histoire de la Wallonie*, Toulouse, 1973.

néant», «*It will never pass into nothingness*»). De même quand, sur la modernité, Schiller nous dit «*Alle Menschen werden Brüder*», il nous dit aussi quelque chose d'universel et développe, plus fondamentalement encore, le propos même de l'universalité. Et pourtant l'universel ne se donne pas nécessairement comme tel, en adéquation avec son contenu. Ainsi, quand nous entendons le psalmiste chanter, «Que ma langue s'attache à mon palais si je t'oublie Jérusalem», il s'agit sans doute de l'expression d'un sentiment très vif et très particulier d'appartenance, limité et circonscrit à un lieu, à une époque, mais cela n'empêche que nous puissions, Juifs ou non, ressentir ce que ressent l'exilé de Babylone éloigné de sa patrie. Puisque je suis un Wallon, je reprendrais bien ce vers à mon compte.

Pour le faire, je parlerai apparemment d'autre chose, de cet événement fondateur de la Wallonie - j'en viens de revoir les images récemment à la BRT² - au cours duquel, le 11 août 1950, seul, fragile et plein d'audace à la fois, un représentant de notre peuple jeta à la face de tous les pouvoirs rassemblés là avec arrogance pour saluer la succession dynastique :

VIVE LA REPUBLIQUE I

Nous n'avons pas changé de registre, nous sommes toujours bien dans la poésie, même si nous sommes aussi dans la politique. Je le montrerai pour terminer en accomplissant ainsi une promesse que je me suis faite pour toute cette année. Cette année où l'entourage royal a décidé de fêter quarante ans de règne sans daigner jeter aucun regard sur le fait que le règne en cause commence par l'assassinat d'un Wallon, d'un Résistant, d'un anti-fasciste.

Paul Ricoeur est ce philosophe français protestant né en 1913 qui écrit *Histoire et vérité*³ et notamment cet article «Civilisations mondiales et cultures particulières» (titre que je reprends pour cette communication), où il s'attaque à notre problème dans le contexte de la décolonisation des années 60. Ricoeur évoque, il y a trente ans, une civilisation «mondiale» où, de Vancouver à Jérusalem en passant par Namur et Berlin ou encore Kinshasa, Chandernagor et Québec, les hommes regarderaient à la télévision ou au cinéma, le même mauvais feuilleton, le même mauvais western, en buvant (c'est moi qui ajoute ce détail pour faire comprendre), le même coca. Est-ce là l'universa-

2. Le 7 septembre 1990.

3. Paul Ricoeur, *Histoire et vérité*, Paris, 1963.

lisme, l'unité et la fraternité auxquels nous aspirons ? Non, pense Ricoeur, car ce qui définit aussi l'humanité c'est que « *d'emblée l'homme est autre que l'homme* ». Si cette réalité et cette diversité sont détruites, c'est l'humanité elle-même qui est détruite. Et, en 1969, Ricoeur ne craint pas de comparer ce danger de l'uniformisation mortifère à la menace que faisait peser la Bombe sur la Planète.

Le plaidoyer de Paul Ricoeur en faveur des cultures particulières est persuasif, convaincant jusqu'à un certain point. Pourtant, il n'empêche pas de penser encore qu'il y a antinomie entre ces deux valeurs opposées : particularisme et universalité. Je crois que cette antinomie disparaissait dans le vers du psalmiste que je vous citais tantôt. Qu'il y avait là adéquation d'un contenu particulier à l'universel mais seulement saisie dans l'intuition poétique, de manière implicite ou tacite. La philosophie se doit d'aller plus loin.

Elle se doit d'aller plus loin, la philosophie, même si elle n'est pas le dernier mot sur les choses. Une réponse plus profonde, je l'ai trouvée chez Habermas, philosophe allemand né à Francfort en 1929 ⁴ et qui est sans doute le plus grand philosophe contemporain. A vrai dire, je ne suis pas sûr que cette idée trouvée chez Habermas ne soit pas chez lui plutôt un héritage de la pensée existentialiste. Peu importe. Habermas fait remarquer cette chose toute simple : le fait de choisir d'habiter telle ou telle maison, d'habiter tel ou tel endroit, de choisir telle ou telle profession, tel ou tel partenaire conjugal, voilà qui ne relève assurément pas de l'universalité des principes moraux ou éthiques. Il n'y a rien qui nous obligerait à embrasser la profession de médecin ou à aimer telle femme, à prendre tel ou tel ami. Ces choix sont contingents, particuliers, non-nécessaires. Mais, à bien y réfléchir, cependant, on se rend compte qu'il n'y a pas de vie morale possible - donc pas de vie humaine possible du tout - si nous ne faisons pas de tels choix, si nous ne les faisons pas en essayant d'établir à partir d'eux la plus grande cohérence dans notre vie. Il y a là une exigence de fidélité au-delà des options « philosophiques » (au sens approximatif que ce mot a en « belge ») différentes que l'on peut avoir sur cette notion de fidélité.

Vous aurez remarqué que, dans ce raisonnement, il existe une liaison nécessaire entre le particulier et l'universel. Pour parler concrètement : rien ne m'oblige à devenir, par exemple, instituteur, mais, l'étant devenu, je dois d'une certaine manière m'y tenir, comme je dois veiller à l'entretien de ma maison, faire en sorte qu'elle soit accueillante pour

4. Jürgen Habermas, *Théorie de l'agir communicationnel*, Paris, 1987.

mes enfants, mes amis. Or il suffit de transposer les éléments de ce même raisonnement pour résoudre l'antinomie particularisme/universalisme. Il est vrai de dire - ce qui est l'objection cosmopolite incontournable, en apparence - qu'il est vraiment indifférent d'être wallon, chinois ou américain en regard des exigences modernes, des Droits de l'Homme. Mais, en même temps, il faut bien être quelque chose dans la grande famille des hommes. Cela participe de l'illusion cosmopolite de croire qu'il serait possible d'être vraiment de nulle part, d'absolument nulle part. De la même manière que je dois accorder mes choix (d'un métier, d'une maison, d'un ami), avec des valeurs plus hautes, il doit en aller de même avec le fait d'être wallon, etc. Mais il y a plus.

L'exigence de la cohérence est supplantée par une exigence plus grande encore en ce qui concerne les choix contingents de la vie, indifférents - par eux-mêmes aux normes éthiques. En dépit de la contingence des choix, il reste que je dois faire *un* choix (d'un métier, d'une forme de vie particulière en général). Or ces formes particulières que sont les choix concrets de la vie - d'une épouse, d'une profession - ont une analogie profonde avec ces formes de vie particulières que sont les identités culturelles et nationales. Je ne puis pas être un homme si je n'assume pas telle ou telle forme de vie particulière de l'humanité qu'est le fait d'être de quelque part, de parler une certaine langue, d'appartenir à telle ou telle histoire ou, éventuellement, d'en changer, de me faire irlandais si je suis espagnol, comme le fit le premier président de l'Irlande indépendante, de me faire chinois alors que j'étais français comme l'accomplit le Père Lebbe, etc.

On voit par là que tombe très simplement l'antinomie entre l'attachement à un peuple particulier et à l'humanité puisque je ne peux être un homme qu'en choisissant tel ou tel type d'«entrée» dans la famille humaine.

Il y a aussi une cohérence à maintenir. On ne peut pas affirmer son identité n'importe comment. Jean-Marc Ferry propose trois types d'identité ou trois manières d'explicitier et d'affirmer son identité ⁵. L'identité *argumentative* consiste à tenir le seul discours humaniste et universaliste. A ce compte-là, l'identité particulière est vidée de son sens. L'identité *narrative*, c'est se référer seulement à mon droit d'exister

5. In *Touidi*, tome 3, Quenast, 1989. Dans *Les puissances de l'expérience*, Paris, 1991, Jean-Marc Ferry précise sa pensée et voit une identité «interprétative» (théologique ou métaphysique) s'intercaler entre la narrative (ou religieuse) et l'argumentative (ou critique ou rationaliste). Ce livre est à lire absolument car, même s'il n'est pas une théorie de la nation, il en surplombe magistralement toutes les difficultés.

sans nul souci d'autrui, sans nul souci d'accorder mon appartenance à tel groupe humain et mon appartenance à l'humanité. L'identité *reconstructive*, c'est se présenter avec ses valeurs propres, la manière dont on les a cultivées dans l'histoire de sa région, de sa nation, en veillant cependant, à ce que les valeurs prônées soient des valeurs en accord avec les principes universels de la morale et du droit. Il ne fait pas de doute que Kant ou Marx sont allemands, mais ils sont aussi porteurs de valeurs pesant de tout leur poids au regard d'Hitler ou d'Heidegger. Il y a quelque chose de légitime à exalter la France de la Révolution ou de la Résistance à condition de répudier la France de Le Pen ou de Pétain, la France des massacres malgaches ou algériens...

Comme je suis wallon, je voudrais peut-être terminer par ce qui peut être mis en valeur dans le sens d'une identité wallonne reconstructive. J'avoue n'avoir lu qu'un seul poète, peut-être, véritablement : toute l'oeuvre poétique de Charles Plisnier et surtout ce vers que je trouve être le plus beau du 20^e siècle, écrit par Plisnier au temps de sa période athée :

Ce qui n'est pas révolution s'appelle mort, l'Eternel s'appelle Révolution

La «Révolution» c'est sans doute ce grand remuement de l'histoire des hommes qui, d'Antigone à Louise Michel en passant par la Vierge s'élève contre les «puissants» et «s'exalte» de les «renverser de leurs trônes» comme le dit l'évangéliste Luc. Ce vers de Plisnier s'inscrit donc à la fois dans notre patrimoine et le patrimoine éthique de l'humanité.

Je vous parlais tantôt de ces images revues à la télé flamande, du cri formidable d'août 1950. On devine quelqu'un s'avançant et criant à la face de toutes ces autorités de l'Etat drapées dans leur suffisance et leur arrogance - autorités «civiles, militaires et religieuses» comme on dit - le cri de la Révolte. Il y a quelque chose d'éminemment poétique et tragique dans la fragilité naïve de ce cri (que je reprendrai pour terminer mon exposé), qui valut d'ailleurs la mort même à celui à qui il fut attribué, Julien Lahaut, ce Lahaut, comme l'a dit le jeune musicien et poète wallon Laurent Hendschel :

*qui n'aveut seû brère avou lès bédots
qui n'saveut seû tère avou les moyas*⁶

6. Laurent Hendschel, *Les pages blanches de Julien Lahaut*, in *Toudi*, tome 4, Quenast, 1990-1991.

Ainsi que l'écrit magnifiquement Jules Beaucarne, *La poésie n'est pas seulement belle, elle est rebelle*. Il importe donc que, face à l'impiété de l'Etat monarchique vis-à-vis des crimes contre la démocratie restés impunis, face au silence de tant de nos responsables, je reste fidèle à la promesse dont je vous parlais tantôt, il importe que je redise, pour venger la vérité et notre peuple, l'une de ses plus belles gestes poétiques :

VIVE LA REPUBLIQUE !

pour un statut de la culture wallonne

willy bal *

Wallonie dialectale,
spécial Congrès de l'Union Culturelle wallonne,
Liège, février 1990

La dualité des conceptions fondamentales de la culture crée un malentendu d'une gravité telle qu'il empêche toute construction fructueuse, même entre gens d'égale information, d'égale honnêteté intellectuelle, d'égale bonne foi.

La conception classique situe la culture dans la sphère du savoir et la définit, sous la variété des formulations, comme l'ensemble des productions de l'esprit humain (littérature, arts, plus rarement sciences), dont la connaissance et la fréquentation permettent à l'individu de développer certaines facultés de son esprit. Essentiellement *intellectuelle*, la culture ainsi conçue relève strictement de la seule conscience individuelle : c'est un avoir, qui peut se développer à des degrés divers, éventuellement en toute indépendance à l'égard des infrastructures. Tel individu ou tel cercle d'individus arrive à posséder une «vaste culture», une «haute culture», une «culture générale». De ce fait, ils s'opposent nécessairement à des gens «incultes», «dépourvus de culture»; il existerait même des «peuples incultes». Les expressions citées ci-dessus sont tirées de dictionnaires usuels du français.

Au contraire, l'anthropologie considère la culture comme la notion «qui tente de désigner ce qui constitue une société en entité cohérente et la caractérise par rapport à d'autres»

* Professeur émérite à l'UCL, membre de l'Académie Royale de langue et de littérature françaises.

(G. Thinès et A. Lempereur, *Dictionnaire général des sciences humaines*, Paris, 1975, s. v° *culture*). La culture est donc un être ou, plus précisément, un mode d'être au monde, à la nature, à l'homme, une *forme de vie*. Avec ses valeurs propres, elle agit sur les mentalités, les types de comportements, le savoir-faire, les modes d'organisation sociale. *Tout groupe humain est une entité de culture. Tout membre du groupe participe, peut-être à des degrés divers, à cette culture.*

Ainsi, à une conception *intellectualiste, idéaliste et individualiste* s'oppose une conception globale, sociale, reposant sur des structures formelles ou informelles et témoignant d'une conscience *collective*.

L'anthropologie a très longtemps privilégié les traits culturels dont le pouvoir symbolique est intense et aisément perceptible, tels que les croyances, les coutumes, la langue, les arts (rejoignant sur ce point la conception classique, mais dans une optique différente).

D'autre part, les discours sur la culture, d'inspiration classique ou *anthropologique*, mettent souvent l'accent sur la notion de patrimoine, à sauvegarder, à transmettre.

Il n'est certainement pas dans mon propos de sous-estimer l'importance de cet aspect de la culture. Après largement plus d'un siècle de recherches ethnographiques et linguistiques, qui sont loin d'être closes, la tradition populaire wallonne apparaît d'une richesse extraordinaire. Il n'est pas besoin d'en faire ici la démonstration.

La défense d'un patrimoine est à la fois essentielle et insuffisante. Car si la culture est globale et collective, elle est aussi dynamique. Elle est en constante adaptation, en mouvement, en évolution.

Mode d'être au monde, elle doit en effet prendre en compte les contraintes et les défis que celui-ci ne cesse d'imposer à chaque société. A ce compte, l'histoire devient leçon de vie, marquée qu'elle est de l'empreinte des innombrables défis imposés au peuple et relevés par celui-ci au cours des temps.

Or, il est un défi primordial qui nous est lancé depuis près de deux millénaires, un défi permanent qu'exprime notre nom même de Wallons. Ce nom qui, venu d'une peuplade celte et passé bien avant l'ère chrétienne en ancien germanique, a été employé par les Germains, après la romanisation de la Gaule, pour désigner les Romains ou Celtes romanisés habitant le long de la frontière.

«Pour les Francs, les *Walhoz* étaient les Galloromans du nord et de l'est de la Gaule avec lesquels ils étaient en rapport» (Albert Henry, *Esquisse d'une histoire des mots Wallon et Wallonie*, Bruxelles, 1974). Ainsi un nom germanique est devenu le signe de notre romanité ! *Et nos éstans firs d'esse Walons !*

Peuple des marches romanes : tel est le défi fondamental auquel notre peuple n'a cessé *jusqu'aujourd'hui* de devoir faire face. Tel est aussi le socle de notre identité culturelle. *Peuple dont la romanité s'exprime traditionnellement, depuis des siècles, par deux idiomes, étroitement apparentés mais nettement individualisés, en usage complémentaire.* Peuple à qui la seule identité de Wallon a valu, il y a cinquante ans à peine, de voir 60.000 de ses fils passer 60 mois derrière les barbelés.

Tant d'autres défis ont marqué ou marquent de leur empreinte notre esprit collectif. Défi de la matière, qui a forgé nos «ovris sincieûs». Défis de la misère et de l'exploitation capitaliste, qui ont allumé les grandes colères des bassins houillers et industriels et suscité un mouvement ouvrier d'une ampleur et d'une vigueur exceptionnelles en Europe occidentale. Défis de divers pouvoirs étatiques, ecclésiastiques, participatifs, qui ont fait s'insurger des hommes comme l'abbé Mahieu, Baussart, Renard et ont mobilisé des foules à propos de la question royale ou lors des grandes grèves de 1960. Défi méprisant d'une prétendue «intelligentsia», osant parfois se prévaloir d'une francophonie gourmée ou revendiquer une belgitude de plat pays. Défi économique de la colonisation de la campagne et de la forêt wallonnes. Défi politique des violations de l'économie communale et du droit des gens. Défis ! Tant de défis auxquels sont confrontées des populations au comportement sans doute trop velléitaire mais «dont la sensibilité politique a toujours été vive» et dont l'«individualisme foncier (...) s'enracine dans une longue expérience de la liberté» (Maurice Piron, *Revue de psychologie des peuples*, XXV, 1, mars 1970).

Ces contraintes, ces défis et surtout leurs réactions, qui vont toutes dans le même sens, celui d'une démocratie vécue et sentie comme «réellement le meilleur des régimes possibles» (Thierry Haumont), marquent de leur empreinte les mentalités et les comportements de notre peuple, témoignent d'une conscience collective, définissent la dynamique commune de l'histoire d'un peuple, malgré les découpages, assemblages, marchandages intéressés des grands.

Conjonction d'un patrimoine qui inclut évidemment toutes les productions de l'esprit et d'un mouvement vital, d'appartenances et de choix, présentant un ensemble intégré de traits spécifiques (pas nécessairement exclusifs) tout cela donne consistance à notre «ici» (pour re-

prendre les mots de José Fontaine), fonde notre identité wallonne, compose notre *culture wallonne*.

Passéisme ? Campanilisme ? Tant les sciences naturelles que les sciences humaines nous enseignent que la *diversité* est le terreau de l'évolution, le ferment du dynamisme, alors que l'uniformité est stérilisante.

Certes, les problèmes de demain auront-ils toujours une plus grande dimension géopolitique, éthique, technique. Mais le moment n'est-il pas venu de «se préoccuper de notre environnement immédiat tout en luttant pour sauver la couche d'ozone» ? Notre environnement immédiat, ce sont les dépotoirs du Brabant wallon, la pollution de nos eaux, mais aussi les menaces qui pèsent sur notre culture. «*Notre défi est donc le réenracinement dans le local tout en nous occupant des enjeux planétaires*» (C'est moi qui souligne; les propos cités ont été tenus récemment par le philosophe français Jean Chesneaux, auteur de *Modernité-Monde*, Paris, 1989).

Nous voulons doter la culture wallonne d'un statut qui la reconnaisse, la légitime, la promeuve en incitant les Wallons à une plus profonde enculturation. Ce statut devra aussi stimuler la création, favoriser l'adaptation, l'évolution - qui ne peut être que d'ouverture en ce temps d'interculturalité. Bref, un statut qui ait à la fois la solidité d'une assise et le ressort d'une dynamique.

Un statut pour notre culture propre, c'est pour nous la voie obligée, la voie royale pour une Wallonie région d'Europe en devenir et déjà membre à part entière d'une authentique Francophonie des âges nouveaux, telle que la conçoit l'aile marchande de celle-ci : une Francophonie vouée à l'alliance des langues et au dialogue des cultures.

rebondissements

La polémique sur le *Manifeste pour la culture wallonne* devait fatalement se relancer à l'occasion d'un autre manifeste, publié six ans après, jour pour jour, mais prenant cette fois la défense de la Communauté française. Le 27 septembre suivant, le ministre Yvan Ylieff déclara qu'il n'y avait ni culture ni histoire wallonnes (un peu sur le modèle de ce que réaffirme sans cesse François Perin et qui est la thèse «lundiste»). Cela provoqua une des plus belles colères de Thierry Haumont. Il est vrai que cette fois - c'était vraiment la première fois depuis 1983 - les politiques s'étaient mêlés au débat et notamment José Happart lors d'un colloque organisé le 18 février 1989 à Louvain-la-neuve où il s'en prit à la Communauté française. Le 31 mars 1990, au congrès de Wallonie Région d'Europe d'Ottignies, ce mouvement présidé par le même José Happart se prononça pour la «suppression» de la Communauté française. Ensuite le Congrès d'Ans du PS proposa une régionalisation partielle de la Communauté. Depuis quelques mois, d'autres représentants d'autres familles politiques se prononcent dans des sens semblables. Enfin il y eut le discours de Bernard Anselme le jour même de la fête de la Communauté française, ce 27 septembre 1992. On a dit que c'était le coup de grâce porté à cette institution fort contestée. Mais il est vrai que la presse avait déjà interprété en ce sens le sabotage de la fête de cette Communauté à Namur par les enseignants en grève en 1990, alors que pourtant cette contestation de la Communauté était avant tout sociale et peu, voire même pas du tout, institutionnelle. De multiples institutions peuvent être contestées dans

leur fonctionnement pour des raisons sociales (prenons comme exemple la Ville de Liège pour nous faire comprendre), sans que pour autant leur existence même soit vraiment dénoncée et menacée. Si aucun gréviste ne mit jamais en cause la Ville de Liège elle-même et si personne ne donna bien sûr cette interprétation, il reste vrai que pour la Communauté - signe de sa fragilité - une contestation qui ne la visait pas en tant qu'institution, fut cependant très largement interprétée comme ayant aussi cette conséquence, interprétation qui à son tour renforçait l'effet ainsi dégagé ou supposé par les médias.

nous, de wallonie sommes inquiets et choqués

circulaire diffusée à partir du 5 décembre 1985

Choqués par les perspectives de fusion de la Région wallonne et de la Communauté française.

Choqués par la politique de repli sur Bruxelles qui s'est brutalement manifestée après les élections du 13 octobre.

Choqués par le mépris de la démocratie qui autorise ces coups de force.

Inquiets devant les menaces qui pèsent sur nos libertés.

Que signifie cette impatience à déporter la Capitale de la Wallonie hors du territoire ? Que signifie cet empressement à démanteler les institutions wallonnes que nous venions à peine de construire ? Pourquoi briser ainsi notre nouvelle dynamique ?

Wallons de partout, comprenez-vous que nous allons être dépossédés de ce que nous venions ensemble de conquérir, notre personnalité économique et politique, et de ce que nous avons réussi à faire fonctionner efficacement dans la démocratie et dans la conjugaison des forces politiques ?

L'heure n'est pas aux divisions : leur conséquence est de minoriser encore la Wallonie. Aujourd'hui, nous avons besoin de tous pour construire notre région, pour nous affirmer sur la carte du monde.

Les nouveaux centralisateurs prétendent que la fusion Communauté-Région fera faire des économies de temps et d'argent ; qu'elle nous renforcera face à la Flandre et que la Wallonie ne peut pas être sans sa « vitrine » à Bruxelles.

Nous soutenons l'inverse.

Nous affirmons qu'expatrier nos institutions à Bruxelles c'est renforcer l'Etat central. C'est du même coup nier la Région wallonne et la Région de Bruxelles et les déforcer face à la Flandre. C'est reconnaître l'impuissance de nos gouvernants à faire de Bruxelles une vraie région. Quant à la nécessaire vitrine de la Wallonie à Bruxelles, elle n'exige pas que le gouvernement wallon s'y installe.

Nous voulons avoir nos institutions et nos ministres chez nous pour que les Wallons prennent eux-mêmes les décisions qui les concernent.

L'affirmation wallonne est tout le contraire du repli : elle est l'indispensable tremplin, aujourd'hui d'une survie, demain d'un rayonnement.

La vraie économie, la vraie cohérence, c'est donner à Bruxelles, à la Flandre et à la Wallonie, la plénitude des responsabilités dans les principaux domaines : c'est dans ce cadre que les Wallons apporteront leur soutien aux préoccupations légitimes des Bruxellois.

Nous en appelons aux gens de Wallonie : qu'ils soient résolus à refuser les solutions dangereuses qui se profilent et qui ont pour seul effet de nier leur pays.

**soyons le compartiment wallon
du wagon français dans le train europe !
(g. Jarbinet)**

manifeste pour le retour à la france
1986

Pour nous, Wallons, Lorrains et Picards qui, de Tournai à Malmedy et de Mouscron-Comines à Virton, formons ce qu'on appelle la Wallonie, l'heure est venue d'affirmer notre véritable nationalité : la nationalité française.

Même origine, même langue, même sensibilité, même culture : tous ces traits essentiels d'une nation montrent que nous sommes une branche du peuple français séparée du tronc par des accidents de l'histoire. Et, à ces indiscutables caractéristiques, ajoutons la volonté de vivre en commun, volonté maintes fois exprimée depuis 1792, c'est-à-dire dès le moment où notre peuple, par des vœux ou par des plébiscites, put faire entendre sa voix.

N'oublions pas non plus les multiples liens noués entre la France et la Wallonie par un long passé d'échanges économiques et par des réalités socio-politiques semblables.

Or, les Wallons, peuple français, furent, en 1815, séparés de la France. Le Congrès de Vienne leur imposa un maître germanique : la Hollande contre lequel, quinze ans plus tard, ils se révoltèrent pour se tourner, une fois de plus, vers leur mère-patrie.

Mais, de nouveau, l'Angleterre en tête, les grandes puissances intervinrent et les obligèrent à cohabiter avec - un autre peuple germani-

que - les Flamands, dans le cadre d'un état fabriqué de toutes pièces : l'Etat belge.

Refusant d'être hollandais, ne pouvant redevenir français, le peuple wallon s'est résigné à devenir belge.

Cet Etat belge, au début, présenta une façade assez française. La révolution n'était-elle pas due avant tout aux Wallons aidés par la petite minorité francophone de Flandre : la bourgeoisie ? Pareille façade, longtemps, fit illusion. Elle cachait la vraie Flandre, celle des masses populaires qui, de par le système électoral de l'époque, n'avaient guère voix au chapitre. Mais, petit à petit, le nombre parla, surtout, bien sûr, à partir du moment où fut adopté le suffrage universel. La minorité «fransquillonne» fut réduite au silence. On vit alors les gens du Nord -qu'ils soient de gauche ou de droite- faire bloc pour imposer leur volonté et même, au mépris de toute justice, assouvir leur impérialisme. Voyez les Fourons ! **La Belgique de 1830 est devenue la België et cet Etat belgo-flamand, ils s'en servent pour nous exploiter, pour nous coloniser.**

Nous ne saurions plus nous laisser prendre aux faux-semblants et aux simulacres qui sont encore là pour nous dissimuler la réalité et tenter d'accréditer la notion d'une Belgique paritaire, équitablement cogérée par ses deux principales composantes.

Certes, ici et là, des parités factices, le plus souvent inopérantes, subsistent à seule fin de perpétuer la fiction : ce sont celles du conseil des ministres ou de la Cour d'Arbitrage, par exemple. Mais ces dernières coutures du vêtement Belgique craquent sous l'effet de l'embonpoint flamand.

Pas plus que les institutions, les lois ne nous viennent en aide. «Les francophones de ce pays ne sont plus protégés par la loi» constatait Jean Duvieusart dès 1962, au lendemain de la suppression du recensement linguistique. Là où, d'aventure, la réglementation avantagerait les francophones, on laisse se déployer sans retenue l'arbitraire du Nord.

Dans l'ordre économique, la loi est soumise de la même manière au coup de force permanent.

Les derniers leviers d'influence qui nous restent, les dernières digues dressées contre le déferlement nordiste sont emportés ; là où ils subsistent, ils cessent d'opérer du fait tantôt de l'impuissance, tantôt de la passivité de ceux qui les détiennent et les font fonctionner. Quand l'un ou l'autre esquisse une résistance, une danse du scalp s'ordonne autour de lui sans que personne ou presque personne ne lui vienne en

aide. Si cet état de choses consterne, il ne saurait plus nous étonner. Les sondages et, plus encore, les élections démontrent, avec une désolante régularité, l'attachement contre tout bon sens d'une majorité de Bruxellois, mais aussi de Wallons, à une Belgique révolue, à un souvenir doté du pouvoir maléfique d'occulter la réalité.

Tout se passe comme si, à jamais inconsolables de la Belgique de Charles Rogier et du Roi Albert, nous guettions sans fin son retour du haut de nos terrils avec la foi de Soeur Anne. Contre tout bon sens, nous scrutons les scrutins pour en voir enfin surgir ces « bons Flamands », fruits de nos fantasmes et de notre ignorance de la Flandre réelle, qui viendraient effacer les torts que nous ont causés leurs « extrémistes ».

Des remèdes ont bien été tentés qui se proposaient de soulager notre condjtion de minoritaires dans l'Etat belge ; des aménagements ont été apportés à la maison Belgique en vue de la rendre plus habitable pour sa chétive moitié francophone. On sait le peu d'effet de ces demi-mesures appliquées avec une demi-conviction. Accueillies avec indifférence par leurs bénéficiaires, elles sont rognées à pleines dents par un pouvoir central que domine la Flandre. Pis encore, ces miettes de pouvoir suscitent des convoitises fratricides.

Dans notre communauté, l'attachement à la Belgique-België est entretenu par la peur et l'habitude.

Aucun des remèdes avancés jusqu'ici ne paraît devoir nous arracher à ce marécage d'impuissance et de nostalgie. Tout indique que ia plupart persistent à ne pas voir l'impasse où nous a fourvoyés une « nationalité » belge dont le nationalisme flamand a fait un cul-de-sac. Certains croient encore à l'efficacité d'un fédéralisme ; nous tournons le dos, quant à nous, à ces remèdes plus propres à perpétuer nos maux qu'à les guérir. De même, toute « indépendance » wallonne qui ne se fixerait pas pour terme la réunion à la France serait illusoire : s'amputant d'une telle perspective, elle ne serait qu'une impasse commodément utilisée comme repoussoir par les zéloteurs du statu-quo. En effet, une Wallonie qui se voudrait Entre-France-et-Flandre, s'enfermant dans des frontières hermétiques au sud comme au nord, serait vite dépeinte comme un Bantoustan sans perspectives, voire, dit Fernand Massart, comme la réserve des Peaux-Rouges du Benelux. Nous récusons par avance toute boursoufflure de souveraineté d'un hypothétique Etat wallon qui inclinerait à persévérer au delà du nécessaire.

Nous estimons le temps venu de proclamer la seule évidence mobilisatrice pour notre peuple, la seule vérité héritée de notre histoire et créatrice de notre avenir. Cette vérité **est que nous sommes un**

peuple français fourvoyé dans une citoyenneté que nous avons trop longtemps confondue avec une nationalité.

D'aucuns seront tentés de soupeser les avantages et les inconvénients de notre choix dans l'ordre économique et social.

Nous affirmons qu'une nationalité ne se marchande pas, qu'elle est une donnée de l'histoire qu'on ne joue pas à la bourse.

Faisons justice cependant de l'argument de ceux pour qui, devenus Français, nous connaîtrions le sort d'une mansarde oubliée sous les combles de l'Hexagone. C'est méconnaître la priorité que la République a toujours réservée à ses régions en difficulté ou en déclin.

Il saute aux yeux que, **revenus dans le sein de la France, nous troquerions notre condition précaire de minorité humiliée contre un destin à part entière enfin digne d'être vécu.** Solidaire des risques comme des chances d'une vraie nation, nous cesserions d'être des parias du seul fait de parler... français !

Si elle procède d'une relecture de notre histoire, notre démarche n'est nullement passéiste. Nous soutenons que seule notre réinsertion dans l'ensemble français nous met en mesure de concourir, à égalité de chances avec d'autres peuples, à l'édification de l'Europe. Reprenant rang parmi nos semblables, nous négocierons, à leurs côtés, dans l'équité et la dignité, les nécessaires restrictions à la souveraineté nationale qu'entraîne la construction d'un ensemble plus vaste dans lequel notre histoire, notre géographie et nos intérêts nous incluent naturellement.

C'est bien mal interpréter cette nécessité que de nous accrocher à cet état en trompe-l'oeil dont la Flandre s'est emparée pour mieux orchestrer notre abaissement d'abord, notre anéantissement ensuite.

Contre cet impérialisme sans vergogne, la Wallonie, minoritaire, est mal protégée et elle le restera tant que subsistera le cadre politique qui le permet et le favorise.

A nos yeux, seul le retour de nos régions à la patrie française nous rendra la maîtrise de notre histoire. Notre cause est juste. Elle se réclame du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

A nous d'en assurer le triomphe.

Vive la Wallonie !

Vive la France !

Vive la Wallonie française !

manifeste des intellectuels francophones pour le fédéralisme intégral

publié en novembre 1987

La Wallonie et Bruxelles n'occupent pas en Belgique la place qui leur revient. Elles sont sous tous les rapports en butte aux intérêts flamands.

Les arbitrages économiques se font en notre défaveur. Les procédures administratives ont cessé d'être pour la minorité francophone une protection et un recours.

Nous ne sommes pas représentés comme nous devrions l'être sur le plan international. Nous manquons de conscience politique parce que les institutions sont complexes, à mi-chemin de l'unitarisme et du régionalisme, avec des détails de fonctionnement qui les rendent intelligibles pour la plupart des citoyens.

Il faut donner aux Wallons et aux Bruxellois la capacité de se gouverner eux-mêmes.

Il n'existe pour cela dans l'état actuel des choses qu'une solution : le fédéralisme intégral.

La compétence de l'Etat national doit être à l'avenir définie de manière limitative. Tout de ce qui ne sera pas expressément de son ressort appartiendra aux Etats fédérés. Les clefs de répartition entre régions et communautés obéiront à des règles fixes qui ne feront plus l'objet d'un marchandage perpétuel.

La culture, l'enseignement, la communication, l'agriculture, le commerce extérieur, les transports, tout ce qui est nécessaire à notre existence seront entre nos mains.

Nous disposerons d'une représentation effective à l'étranger.

A nos yeux comme à ceux des autres, nous existerons enfin. Nous aurons la responsabilité et par conséquent nous acquerrons la conscience de nous-mêmes. C'est le préalable à toute entreprise de redressement.

Aussi les prochaines élections législatives ne sont-elles pas une échéance comme une autre. Il s'agit d'une étape déterminante. Le combat de Guy Spitaels nous paraît exemplaire. Le Parti Socialiste constitue la seule force capable de réaliser nos objectifs.

C'est pourquoi les intellectuels et les écrivains signataires du présent manifeste appellent tous les Wallons et Francophones à soutenir de leur vote et de leurs actes la démarche de Guy Spitaels et du Parti Socialiste et les hommes qui sans ambiguïté se déclarent en faveur du fédéralisme intégral.

Il s'agit pour demain d'exister ou de disparaître.

«la langue est le ciment des francophones de Belgique»

La Libre Belgique, 16 septembre 1989

un appel d'une soixantaine d'intellectuels de chez nous avant les fêtes communautaires

La deuxième phase de la réforme de l'Etat belge a pris cours en 1989. Elle a enfin octroyé à Bruxelles le statut que la Flandre lui a obstinément refusé des années durant. Elle accorde aussi aux communautés culturelles la responsabilité de l'enseignement qui est la base de tout Etat fédéral.

Ces deux décisions sont essentielles pour le devenir des francophones de Belgique. Elles leur permettent aujourd'hui de prendre en main leur destin. Il nous incombe maintenant de poser les choix qu'il nous était interdit d'accomplir tant que ces modifications institutionnelles n'avaient pas vu le jour.

La langue est le ciment des francophones de Belgique, qu'ils soient Wallons ou Bruxellois. Elle est ce par quoi ils se définissent et par quoi ils peuvent vivre ensemble. La vision qu'induit la langue française est fille de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Elle exclut tout rapport au droit du sol, donc à la territorialisation.

Cela rend plus que jamais indispensable l'existence et le renforcement des moyens de la Communauté française de Belgique, seule instance

capable de permettre à la Wallonie de sortir du repli auquel l'a poussée la Flandre, et à Bruxelles de demeurer la pointe avancée du monde francophone en Europe.

Les signataires du présent appel affirment la nécessité pour les mandataires politiques francophones de tout mettre en oeuvre :

- pour doter la Communauté française de moyens suffisants et de recettes propres qui lui permettent de faire face aux enjeux culturels, économiques et moraux qui sont les siens en Belgique et à l'étranger ;
- pour maintenir, dans les compétences qui lui sont dévolues, toutes les matières liées à la langue et notamment la culture, l'enseignement et la recherche ;
- pour faire connaître en Belgique et en Europe la spécificité de cette culture minoritaire, bien qu'elle soit formulée dans une langue de grande diffusion internationale ;
- pour favoriser, enfin, dans ce contexte nouveau, la création culturelle et la recherche scientifique trop longtemps délaissées par la gestion de l'Etat central ;
- pour développer une politique audacieuse et dynamique, étrangère aux principes archaïques qui ont trop longtemps régi nos provinces et nous ont dressés les uns contre les autres ;
- pour épargner à la Belgique une quatrième phase de la réforme de l'Etat qui la rendrait exsangue.

signataires pour la communauté française

Jacqueline Aubenas, *professeur à l'INSAS*; Dimitri Balachov, *président de la Chambre professionnelle belge de la cinématographie* ; André Balthazar, *éditeur du Daily-Bul, écrivain*; Jules Bastin, *chanteur*, Julos Beaucarne, *chanteur*; France Borel, *professeur à la Cambre, écrivain*; Jean-Marie Botquin, *rédacteur en chef Art et Culture*; Jacques Carion, *directeur de la promotion des Lettres belges*; Pascal Charpentier, *chanteur*, Francis Chenot, *journaliste, écrivain*; Marie-Claire Clausse, *directrice de la maison de la*

culture d'Arlon; Eric Clemens, *philosophe*; Paul Damblon, *producteur RTBF*; Tamara Damblon, *écrivain*; Jean Darlier, *administrateur délégué de la Sabam, producteur*; Jacques Deck, *directeur du Botanique*; Jo Deckmine, *directeur du Théâtre 140*; Jacques De Decker, *écrivain*; Françoise Deville, *conseiller Arts plastiques du Botanique*; Monique Dorcel, *directrice du Théâtre Poème*; Marie-Jeanne Dypreau, *critique*; Paul Edmond, *écrivain*; Geneviève François, *déléguée de la Communauté française au Zaïre*; Gérard Frydman, *cinéaste*; Jean-Luc Godefroid, *photographe*; Guy Goffette, *poète*; Joseph Hanse, *professeur émérite UCL, président de la promotion des Lettres belges*; Diane Hennebert, *directrice du centre Wallonie-Bruxelles à Paris*; Jacques Honet, *chef du centre RTBF Namur*; Emile Lang, *directeur de la galerie Fontainas*; André Lambotte, *artiste-peintre, responsable du service artistique de la maison de la culture de Namur*; Claire Lejeune, *directrice des Cahiers du Symbolisme, écrivain*; Paul Louka, *chanteur*; Anne Magermans, *producteur RTBF Namur*; Pierre Mertens, *écrivain*; Christian Mesnil, *cinéaste*; André Miguel, *poète*; Cécile Miguel, *artiste-peintre*; Jean-Luc Outers, *écrivain*; Jacques Pelzer, *musicien*; Pierre Puttemans, *écrivain*; Marc Quaghebeur, *écrivain*; Pierre Rapsat, *chanteur*; Herbert Rolland, *dramaturge, directeur du Théâtre de l'Enfance*; Marc Rombaut, *producteur RTBF Namur, écrivain*; Henri Ronse, *dramaturge, directeur du Nouveau Théâtre de Belgique*; Félix Roulin, *sculpteur*; Guy Rossel, *directeur du Ballet royal de Wallonie*; Yanik Samzun, *directeur du Théâtre Action de la Communauté française*; Jean-Louis Sbillé, *producteur de «Cargo de nuit», RTBF*; Jean-Claude Servais, *dessinateur*; Jacques Sojcher, *professeur à l'ULB, écrivain*; Roger Somville, *artiste-peintre*; Henri Sonet, *journaliste RTBF*; Turck, *dessinateur BD*; Jean-Pierre Van Thiegem, *critique d'art RTBF*; Jean-Pierre Verheggen, *écrivain*; Françoise Weil, *relations publiques ULB*; Serge Young, *délégué général de la SACD*.



Marysé 1987

Paule Heria

L'ARTISTE

L'artiste prit en ses mains un peu de matière banale. Il la regarda longtemps avec amour, rêva de la façonner en une oeuvre héroïque et charmante. Il la voyait parée de qualités admirables, étincelante comme un phare dans la nuit, lui versant à lui et aux autres hommes des réconforts infinis...

Jules Destrée



Piet nu 1937

Ianchelevici

... Citons encore le monde culturel francophone en général, pétrifié de stupeur par ces quelques propos que le ministre a osés sur la culture et qui lui vaudront les pages roses du "petit gaffeur". Le chant: *Le chant choral est très important*. Sur la peinture: *Je l'aime beaucoup*. Sur la musique: *Je l'aime énormément*. Sur le cinéma: *Je n'aime pas le cinéma d'avant-garde, mais celui qui me détend*. Sur le théâtre: Il hésite à s'y rendre, pour ne pas vexer les salles où il ne se montre pas. Sur sa politique culturelle: *Tous ceux qui se sont succédé à la culture ont tout inventé. Il n'y a plus de projet à avoir ...* Culturellement, il se déclare "eclectique" et "vierge". Anecdote notoire: jeune, il a poussé la chansonnette. Pas de textes engagés (il militait alors chez les jeunes FGTB). Mais des "bleuettes" qu'il a gravées dans la cire (pas dans les mémoires, certes) ... Ses livres de chevet: des polars, le code Larcier et la Constitution...

Cité et commenté par Pierre Bouillon

Le coeur de "Nanar" est resté rue de Fer Le Soir 18-7-92

Le 85. Il dit: " Ah ! faire une fois encore un acte d'essence chrétienne, et que ce soit le dernier ..." Et il mourut...

Le chant des Paroxysmes 1967 Putrose

Marcel Moreau

pour la solidarité entre la wallonie et bruxelles

rené swennen*

«Carte blanche», *Le Soir*, 13 octobre 1989

Je passe pour rattachiste et je ne m'en défends pas. La logique voudrait pas conséquent que, dans le débat actuel sur le transfert à la Région wallonne des pouvoirs de la Communauté française de Belgique, je me sente en accord avec les régionalistes. Or, c'est tout le contraire qui se passe, et je suis assez instruit des remous qui traversent le mouvement wallon pour savoir que, d'une manière générale, les rattachistes, qui ne sont pas rares et qui devraient se déclarer un peu plus haut, soutiennent la cause de la solidarité avec Bruxelles. Il y a à cela plusieurs raisons.

La première est que notre principal critère d'identité est la langue, et que cette langue est le français. Le combat pour la défense du français nous requiert partout où il existe, au Québec, dans le Jura, à Fouron, à Bruxelles. Si les subsides qui soutiennent les grandes institutions culturelles bruxelloises venaient à se replier sur la Région wallonne, il ne fait aucun doute qu'ils seraient aussitôt suppléés par les Flamands et que le français se trouverait en péril à Bruxelles plus encore qu'il ne l'est. La force des événements conduira probablement Bruxelles à devenir la capitale de l'Europe - j'entends par là le siège des institutions européennes - et il est de la plus haute importance que cette capitale soit une ville de langue française, non une ville flamande ou anglo-flamande, et que les francophones s'y sentent chez eux.

* Ecrivain, prix Rossel 1987.

La seconde raison tient à mon refus catégorique de laisser sans réaction se développer en Wallonie une fable identique à celle que Henri Pirenne et Godefroid Kurth ont fabriquée à l'usage de la Belgique. La principauté de Liège tiendrait ici la place du duché de Bourgogne. La Wallonie se serait formée le long du sillon Sambre-et-Meuse, sur le territoire des princes-évêques, dans les forges et dans les houillères ; le mouvement syndical lui aurait donné souffle, les combats ouvriers l'auraient fait sortir du tombeau, «après des siècles et des siècles d'esclavage» sans doute.

Tout cela est de la fantaisie. On ne peut sans ridicule parler «des catholiques wallons du XIIe siècle» ou «des musiciens wallons du Moyen-Age». Ils n'étaient pas plus wallons que Charles-Quint n'était belge. Laissons à Jo Gérard et aux pages «rouge, jaune et noir» de Paris Match ce genre de distinction intellectuelle.

Enfin, aujourd'hui plus que jamais, l'on devrait être conscient, me semble-t-il, que la civilisation, la culture, l'identité, ne sont pas seulement contenues dans les limites d'un territoire, qu'elles ne s'identifient pas avec celui-ci, que le sol et l'esprit ne sont pas des notions qui se superposent. La civilisation latine comme la civilisation française, la culture germanique comme la culture anglo-saxonne, prolongent leurs effets dans les esprits bien au-delà du sol qui les enferme. On ne peut sans contradiction vitupérer contre le droit du sol et soutenir une doctrine de régionalisme culturel.

Les Français de Belgique - je préfère ce terme à celui de francophones - ont inventé, dans un pays où l'originalité n'est pas courante, une forme originale d'institutions qui à ma connaissance n'existe nulle part ailleurs dans le monde et qui consiste dans cette distinction entre la région et la communauté. A l'heure où les frontières douanières, économiques, financières, politiques, s'effacent ou s'effondrent, il n'y aura bientôt plus en Europe que les frontières culturelles qui, elles, ne sont pas près de disparaître. Demain, il sera possible, je l'espère, d'élargir cette notion nouvelle de communauté au Québec, à la France, à l'Afrique francophone. La communauté est un concept neuf, porteur d'avenir, plus riche et plus fécond que l'Etat, décrié, que la région, étriquée. C'est pourquoi il m'apparaît aussi néfaste de vouloir «fusionner» les exécutifs que de vouloir détruire la communauté au profit de la région. Gardons-les l'une et l'autre. La nuance est quelquefois utile en politique.

l'aveu d'impuissance de la communauté française de Belgique

thierry haumont *

Le Soir, 4 octobre 1989

La teneur des discours prononcés lors de la fête de la Communauté française de Belgique et de l'appel lancé par des intellectuels en faveur de cette institution a été ressentie, par les démocrates wallons, comme une insulte. Je voudrais dire pourquoi.

Rappelons quelques faits. Cette communauté ne résulte pas de la volonté des Wallons et des Bruxellois francophones de mettre en commun une partie du «pot» des compétences fédérales : elle n'a été que le pendant institutionnel obligé de la Communauté flamande, qui était, elle, une exigence de tous les Flamands.

Nous nous sommes donc retrouvés avec une institution que nous n'avions pas désirée. A l'époque, la revendication fédéraliste wallonne était très partiellement rencontrée par la création de la Région ; Bruxelles vivait de façon inconstitutionnelle, puisque, malgré les textes de la loi fondamentale, elle n'était pas reconnue en tant que région. Et la Communauté française ? On allait voir.

On a vu. Elle a si bien repris l'idéologie belge qu'elle a été immédiatement perçue, en Wallonie, comme une institution nationale - française dans la langue, certes, mais belgo-belge dans l'esprit. Sur le terrain, elle se développa principalement selon deux axes : d'une part, la

* Ecrivain, prix Rossel 1985.

constitution de sa «vitrine», en désignant deux porte-drapeau, Hergé, père d'un héros asexué (tout un symbole), et Brel, chanteur de la Flandre ; d'autre part, la promotion du concept de la belgitude, devenue au fil du temps une célébration de la déshistoire, du creux, du vide, et un slogan de l'unitarisme conservateur. Pendant ce temps, la Wallonie continuait à se penser en termes de société.

Il y a, dans les discours et dans le manifeste, des considérations inacceptables. Le manifeste : comment des penseurs, des philosophes ont-ils pu signer par exemple un texte assurant que «la vision qu'induit la langue française est fille de la Déclaration des droits de l'homme» ? Cela veut-il dire que cette déclaration ne pouvait être produite que par des gens de langue française ? Ou que la langue française est idéologiquement supérieure aux autres ? Nous, nous disons que la Déclaration aurait pu être conçue dans n'importe quelle langue du monde ; et nous n'oublions pas qu'un Le Pen, par exemple, pense et s'exprime en français. Qu'avons-nous à faire, nous démocrates wallons, défenseurs de toujours et sans ambiguïté de la langue française, de cette vision impérialiste ? N'avons-nous pas suffisamment souffert de cette conception erronée, que d'autres ont formulée ainsi : «De taal is gans het volk».

L'argument a été repris dans les discours du 27 septembre. Les partisans de la Communauté française oseront-ils être conséquents avec eux-mêmes et réclamer d'urgence l'intégration de la Wallonie et de Bruxelles à la France, unies dans le même «ciment» ? Ou la rejetteront-ils ?

Mais alors ils ne pourront le faire qu'en introduisant l'argument d'une spécificité belge propre à nos régions. Coucou, revoici l'idéologie belge et l'aveu qu'au fond il ne peut y avoir de véritable communauté française.

Il est symptomatique que dans le manifeste, le mot Wallonie n'apparaisse qu'une seule fois ; et associé, selon le mode belge traditionnel, à un terme de mépris - les discours ont été plus tranchants encore.

Pourquoi s'obstiner encore à brandir le spectre du repli wallon, au moment où la Wallonie se dégage de l'étouffoir belge, s'ouvre sur le monde, se veut européenne, exige de pouvoir conclure des traités internationaux, désire maîtriser son enseignement et sa culture pour échapper à la déshistoire dans laquelle on voudrait la maintenir ?

A ce propos, autre erreur du manifeste : ce n'est pas la Flandre qui

aurait poussé la Wallonie au repli, c'est, historiquement, la Belgique.

Quelle foi peut-on avoir dans une institution qui, pour garantir son existence, se sent obligée - et lors d'une fête ! - de clamer à la face d'un peuple (trois quarts des francophones du pays) qu'il n'a pas d'art, qu'il n'a pas de culture, qu'il n'a pas de langue ?

Une primeur, assurément, dans l'histoire des institutions de pays «libres»; une honte de plus pour la communauté française de Belgique. Celle-ci ne veut pas voir que la Wallonie a un projet de société. Est-ce de notre faute si Bruxelles n'en a pas encore ?

Le manifeste pour la culture wallonne affichait lui, sans ambiguïté, ses choix démocratiques : «Sont de Wallonie tous ceux qui y vivent». Sans distinction de langue.

Et les partisans de l'autonomie wallonne n'ont jamais fait mystère qu'un de leur objectifs prioritaires était l'établissement avec Bruxelles de liens privilégiés.

Et ils n'ont pas attendu certaines opportunités politiques pour oeuvrer dans la défense de la langue française.

La Wallonie n'est pas une menace pour les francophones de Bruxelles. Elle n'est une menace que pour l'intolérance et la petitesse d'esprit.

5. Quelle différence y a-t-il au point de vue physique entre l'esclave et l'homme libre ? R. Il n'y a aucune différence, l'esclave aussi bien que l'homme libre doit boire, manger, dormir, se vêtir. Il a les mêmes passions, les mêmes nécessités animales, les mêmes maladies, la même origine, la même fin. 6. Qu'est-ce qu'un homme libre ? R. C'est celui qui vit sous un régime de lois qu'il s'est volontairement données. 7. A quoi reconnaissez-vous en Belgique l'homme libre de l'esclave ? R. En Belgique, l'homme libre est riche, l'esclave est pauvre...

Le catéchisme du peuple

A. Defuisseaux



Terril à Châtelaineau 1977

Georges Vercheval

Les écluses du beau déluge ont levé leurs portes. Et voici que s'éroule ce flot sur ce monde, le mien. - Les nageoires de la mélancolie battent au fond de l'eau doucement, là où la lumière agonise. Des yeux, ceux des garçons morts d'angoisse à douze ans, ceux des filles foudroyées par la puberté, des yeux regardant comme des perles refroidies. - Passent les cortèges de choses à la dérive, les colliers défaits des princesses, les batiks des fées, les lettres mortes, les étendards des révolutions...

Fertilité du desert Labor 1933

Charles Plisnier

**Les Cahiers Marxistes sont déposés
dans les librairies suivantes :**

- DU MONDE ENTIER
rue du Midi 162- 1000 Bruxelles
- CLUB ACHILLE CHAVEE
rue Abelville 34 -7100 La Louvière
- F.N.A.C.
City II, rue Neuve- 1000 Bruxelles
- LIBRIS - TOISON D'OR
avenue de la Toison d'Or 29
1060 Bruxelles
- LIBRAIRIE L'AVENIR
rue St Léonard 102 - 4000 Liège
- LE LIVRE INTERNATIONAL
bd. Lemonnier 171- 1000 Bruxelles
- LIBRAIRIE ANDRE LETO
rue d'Havré 35 - 7000 Mons
- LIBRAIRIE LA DERIVE
Grand'Place, 10 - 4500 Huy
- PRESSES UNIVERSITAIRES
DE BRUXELLES
av. Paul Héger 42 - 1050 Bruxelles
- TELE-LIVRES
Court St Michel - 1040 Bruxelles
- TROPISMES
Galerie des Princes - 1000 Bruxelles

Les Cahiers Marxistes

abonnement (6numéros par an)
pour la Belgique 900 F
pour l'étranger 1 000 F

20 av. de Stalingrad -1000 Bruxelles
Tél : 02/514.53.52
FAX : 02/512.23.84

Avec l'appui de la Commission
communautaire française de la Région de
Bruxelles-Capitale.
Edité par FREE asbl, avec le soutien de la
Fondation Jacquemotte

ISSN : 0591-0633

Membre de l'Association
des revues scientifiques et culturelles
(ARSC)

TOUDI

- Tome 1 - (1987)
- Tome 2 - (1988)
- Tome 3 - (1989)
- Tome 4 - (1990-1991)
compte des articles de B. Franco,
S. Deruette, F. Bismans,
J. Habermas, A. Lipietz
- Tome 5 «**Les faces cachées de la
monarchie belge**» (1991) co-édité
avec *Contradictions*.
- Tome 6 - (1992)

Les trois premiers numéros de la re-
vue *TOUDI*, épuisés, peuvent être
obtenus impeccablement repro-
graphiés.

500 F pour le tome 1 ... (200 pages)
600 F pour le tome 2 ... (300 pages)
900 F pour le tome 3 ... (370 pages)
399 F pour le tome 4 ... (416 pages)
440 F pour le tome 5 ... (336 pages)
535 F pour le tome 6 ... (400 pages)

au compte : 001-1916572-25
Av. Fabiola 37
B- 7850 Enghien

la wallonie et ses intellectuels

co-édition : *cahiers marxistes* (n°187) et *TOUDI* (tome 7)

wallonie : quelle nation ? - p. gillis (p. 5)

1^{ère} partie : colloque

des intellectuels en wallonie - j. dubois (p. 11) / le devoir d'impertinence - **encrages** (p.17) / la volaille est troublée (...) - **joë la valise** (p. 25) / église : les enjeux du dialogue - **md. zachary** (p. 27) / être cinéaste en wallonie - table ronde (p. 33) / l'identité wallonne : hypothèques et faux papiers - **jm. klinkenberg** (p. 37) / que les intellectuels wallons (...) - **l. radar** (p. 53) / l'europe, la culture et les artistes - **j. ralite** (p. 59) / de la transition du socialisme décrété au capitalisme réel - **m. von wroblewsky** (p. 73)

2^{ème} partie : histoire du manifeste

la nation comme contradiction : clef pour un débat - **p. zambra** (p. 81) / le manifeste et les autres théories (...) - **j. fontaine** (p. 89)

préludes

équivoque - w. bal (*l'ergot*, déc. 37) / communauté française de belgique ou wallonie ? - josé fontaine (*le monde*, oct. 79) / se taire, se terrer - j. dubois, j. pirotte, (*le carré*, déc. 81)

parallèles

manifeste pour une conscience wallonne - a. maljour (*culture et révolution*, août 82) / manifeste pour la culture wallonne (1^{ère} version) inédit / manifeste pour la culture wallonne (sept. 83)

polémiques

beaucarne, quévêt et d'autres dans un manifeste radical - guido fonteyn (*de standdaard*, sept.83) / combien de cultures en belgique ? - j. hislaire, jj. andrien, (*lib*, oct. 83) / défendre la culture de notre communauté - jp. baras (*le soir*, oct. 83) / un manifeste peut en cacher un autre - l. et jp. dardenne (*le soir*, déc 83) / une démarche vivifiante - jm. simon, a. beauvois (*le dr*, nov. 83) / le totalitarisme même - p. vandromme (*pp?*, déc. 83) / wallonie ! wallons-nous ? - f. moutard (*la rn*, jan. 84) / propos de bruxellois - h. cnudde (*la rn* jan. 84) / wat is dat, la culture wallonne ? - t. lazare (*la flaque*, fév. 84)

approfondissements

les émois de la marâtre (...) - vildebruce l. (*far*, nov. 83) / quelle(s) culture(s) pour la wallonie ? - jm. klinkenberg (*far*, mars 84) / comment faire un manifeste - j. beaucarne (*far*, mars 84) / en guise de conclusion provisoire - (*actualité du manifeste*, fév. 85) / après le déclin - interview de m. quévêt (*pandora*, juil. 85) / spécificité wallonne ou wallonie région française - f. perin (*la wallonie au futur*, oct.87) / communauté française et wallonie - j. louvet (colloque, mai 88) / sur la culture wallonne - jm. rosier (*cm*, mars 88) / notes sur le «matérialisme» du manifeste (...) - l. baignet (*toudi*, 89) / civilisation mondiale et cultures particulières - j. fontaine (*euro-poésie*, oct. 1989) / pour un statut de la culture wallonne - w. bal (*wallonie dialectale*, fév. 90)

rebondissements

nous, de wallonie (circulaire, déc. 85) / manifeste pour le retour à la france - (86) / manifeste(...)pour le fédéralisme intégral (nov. 87) / la langue est le ciment (...) (*lib*, sept. 89) / pour la solidarité wallonie/bruxelles - r. swennen (*le soir*, oct. 89) / l'aveu d'impuissance de la communauté - th. haumont (*le soir*, oct 89)